

## DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE SEANCE ORDINAIRE DU 8 DECEMBRE 2022

*Convocation du : 1<sup>er</sup> décembre 2022 - Affichée le 1<sup>er</sup> décembre 2022*  
*Nombre de membres : Afférents au Conseil : 50 - En exercice : 50*  
*De la délibération DL-2022-108 à DL-2022-111 : Présents : 27 - Procurations : 10*  
*De la délibération DL-2022-112 à DL-2022-122 : Présents : 28 - Procurations : 11*  
*De la délibération DL-2022-123 à DL-2022-124 : Présents : 29 - Procurations : 11*  
*De la délibération DL-2022-125 à DL-2022-128 : Présents : 30 - Procurations : 12*

<b>Numéro</b>	<b>Titre</b>	<b>Sens du vote</b>
<b>DL-2022-108</b>	SYNDICAT MIXTE DES EAUX DE LA MONTAGNE NOIRE : DESIGNATION D'UN NOUVEAU DELEGUE COMMUNAUTAIRE	Approuvée à l'unanimité
<b>DL-2022-109</b>	CONVENTION DE MISE A DISPOSITION COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT/POLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL DU PAYS DE COCAGNE	Approuvée à l'unanimité
<b>DL-2022-110</b>	INTERET COMMUNAUTAIRE DE LA COMPETENCE OPTIONNELLE « CREATION, AMENAGEMENT ET ENTRETIEN DE LA VOIRIE D'INTERET COMMUNAUTAIRE » : MODIFICATION DE L'INVENTAIRE DES VOIRIES	Approuvée à l'unanimité
<b>DL-2022-111</b>	CONVENTION DE PARTENARIAT DEPARTEMENT DU TARN / COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT (FRANCE SERVICES LAVAUR ET SAINT-SULPICE-LA-POINTE) PORTANT SUR LA CREATION DE POINTS INFO AUTONOMIE ET LE GUICHET TARN RENOV'OCCITANIE	Approuvée à l'unanimité
<b>DL-2022-112</b>	PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL : CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS 2023-2028 ATMO OCCITANIE / COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT	Approuvée à 38 voix pour et 1 abstention
<b>DL-2022-113</b>	OCTROI DES FONDS DE CONCOURS AUX COMMUNES	Approuvée à l'unanimité
<b>DL-2022-114</b>	BUDGET PRINCIPAL COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT 2022 – DECISION MODIFICATIVE – VIREMENT DE CREDITS N°4	Approuvée à l'unanimité
<b>DL-2022-115</b>	BUDGET PRINCIPAL COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT 2022 : DECISION MODIFICATIVE – VIREMENT DE CREDITS N°5	Approuvée à l'unanimité
<b>DL-2022-116</b>	BUDGET PRINCIPAL COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT 2022 : DECISION MODIFICATIVE – VIREMENT DE CREDITS N°6	Approuvée à l'unanimité
<b>DL-2022-117</b>	SUBVENTION D'EQUILIBRE A VERSER PAR ANTICIPATION DU BUDGET PRINCIPAL 2023 DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT AU BUDGET ANNEXE 2023 OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL	Approuvée à l'unanimité
<b>DL-2022-118</b>	REGULARISATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES 2022, FIXATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES 2023 DES COMMUNES MEMBRES	Approuvée à l'unanimité
<b>DL-2022-119</b>	MODALITES D'ORGANISATION DU TELETRAVAIL	Approuvée à l'unanimité
<b>DL-2022-120</b>	DUREE ANNUELLE DU TEMPS DE TRAVAIL DES AGENTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT - MODIFICATIF	Approuvée à l'unanimité
<b>DL-2022-121</b>	TABLEAU DES EFFECTIFS	Approuvée à l'unanimité
<b>DL-2022-122</b>	ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT EXTRASCOLAIRE : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION COMMUNE DE LABASTIDE ST-GEORGES / COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT	Approuvée à l'unanimité
<b>DL-2022-123</b>	SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS 2022	Approuvée à l'unanimité
<b>DL-2022-124</b>	CONVENTION OPERATIONNELLE « SECTEUR DE L'ANCIENNE ARCONNERIE » ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'OCCITANIE / COMMUNE DE SAINT-SULPICE-LA-POINTE / COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT - AVENANT N°1	Approuvée à l'unanimité

<b>DL-2022-125</b>	AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE « LES GOURGES » A ST-SULPICE-LA-POINTE : CONVENTION DE REDEVANCE SPECIALE D'ENLEVEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES – SYNDICAT MIXTE DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES DE LA REGION DE LAVOUR / COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT	Approuvée à l'unanimité
<b>DL-2022-126</b>	OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT : CONVENTION 2023-2025	Approuvée à l'unanimité
<b>DL-2022-127</b>	SCOT DU VAURAI : APPROBATION DU RAPPORT D'EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT 2016-2022 ET PRESCRIPTION DE LA REVISION DU SCOT	Approuvée à l'unanimité
<b>DL-2022-128</b>	CONVENTION DE PARTENARIAT AGENCE DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT (ADIL) DU TARN /COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT	Approuvée à l'unanimité

**Le Président** : M. Gérard PORTES




COMMUNAUTE  
DE COMMUNES  
TARN-AGOUT  
Rond-Point de Gabor  
81370 ST-SULPICE  
☎ : 05.63.41.89.12

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Séance du 8 Décembre 2022

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi huit décembre à dix-huit heures trente, le Conseil communautaire de la Communauté de communes TARN-AGOUT, légalement convoqué le premier décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de communes à St-Sulpice-la-Pointe, sous la présidence de M. Gérard PORTES, Président de la Communauté de communes TARN-AGOUT.

#### Conseillers communautaires présents avec voix délibérative :

#### NOMBRE DE MEMBRES :

Afférents au Conseil Communautaire : 50  
En exercice : 50  
Qui ont pris part à la délibération : 27  
Nombre de procurations : 10  
Date de convocation : 1<sup>er</sup> décembre 2022  
Date d'affichage : 1<sup>er</sup> décembre 2022

COMMUNES MEMBRES	CONSEILLERS TITULAIRES OU SUPPLEANTS
AMBRES	-
AZAS	M. Laurent LACOURT (Titulaire)
BANNIERES	M. Gérard PORTES (Titulaire)
BELCASTEL	M. Christophe ESPARBIE (Titulaire)
GARRIGUES	M. Pierre COMOY (Titulaire)
LABASTIDE-ST-GEORGES	M. Jean-Claude RIGAL (Titulaire)
LACOUGOTTE-CADOUL	M. Gérard REX (Titulaire)
LAVAUUR	Mme Chantal GUIDEZ (Titulaire) M. Jean-Marie VIDAL (Titulaire) Mme Isabelle BALAT (Titulaire) M. Bernard LAMOTTE (Titulaire) Mme Marie-Christine IMBERT (Titulaire) Mme Pauline ALBOUY POMPONNE (Titulaire)
LUGAN	M. Xavier CRÉMOUX (Titulaire)
MARZENS	-
MASSAC SERAN	Mme Viviane BONHOMME (Titulaire)
MONTCABRIER	M. Didier BELAVAL (Titulaire)
ROQUEVIDAL	M. Jean-Marie JOULIA (Titulaire)
ST-AGNAN	Mme Brigitte PARAYRE (Titulaire)
ST-JEAN-DE-RIVES	-
ST-LIEUX-LES-LAVAUUR	M. Gilles CORMIGNON (Titulaire)
ST-SULPICE-LA-POINTE	M. Raphaël BERNARDIN (Titulaire) Mme Nathalie MARCHAND (Titulaire) (de DL-2022-125 à DL-2022-128) M. Bernard CAPUS (Titulaire) M. Christian JOUVE (Titulaire) Mme Laurence BLANC (Titulaire) M. Laurent SAADI (Titulaire) (de DL-2022-112 à DL-2022-128) M. Maxime COUPEY (Titulaire) M. Jean-Pierre CABARET (Titulaire) M. Julien LASSALLE (Titulaire)
TEULAT	Mme Sabine MOUSSON (Titulaire)
VEILHES	-
VILLENEUVE-LES-LAVAUUR	M. Michel BOUYSSOU (Titulaire)
VIVIERS-LES-LAVAUUR	M. Jean-Paul ROCACHE (Titulaire) (de DL-2022-123 à DL-2022-128)

Conseillers Titulaires absents et excusés : M. Daniel MARQUES (*pouvoir à M. Laurent SAADI*) (Ambres), M. Emmanuel JOULIÉ (*pouvoir à M. Gérard PORTES*) et Mme Véronique CATHALA-AMIRAULT (*pouvoir à M. Jean-Claude RIGAL*) (Labastide St-Georges), M. Bernard CARAYON (*pouvoir à M. Bernard LAMOTTE*), M. Philippe VANTAUX, Mme Marie-Claire MARGNOL (*pouvoir à Mme Chantal GUIDEZ*), M. William RENAULT, Mme Frédérique REMY, M. Justin LARUE (*pouvoir à M. Jean-Marie VIDAL*), Mme Karine GUIRAUD (*pouvoir à Mme Isabelle BALAT*), M. Michel BONHOMME (*pouvoir à Mme Marie-Christine IMBERT*), M. Emmanuel DAVID (*pouvoir à Mme Pauline ALBOUY POMPONNE*) et M. Vincent THÉNARD (Lavaur), M. Didier JEANJEAN (Marzens), M. Jean SENDRA (Saint-Jean-de-Rives), Mme Nadia OULD AMER (*pouvoir à M. Maxime COUPEY*), Mme Andrée GINOUX (*pouvoir à Mme Nathalie MARCHAND*), Mme Laurence SÉNÉGAS (*pouvoir à Mme Laurence BLANC*) et Mme Malika MAZOUZ (Saint-Sulpice-la-Pointe) et M. Benoît CATALA (Veilhès).

Secrétaire de séance : Mme Brigitte PARAYRE (Saint-Agnan)

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022

**OBJET DE LA DELIBERATION :** SYNDICAT MIXTE DES EAUX DE LA MONTAGNE NOIRE : DESIGNATION D'UN NOUVEAU DELEGUE COMMUNAUTAIRE

**(DELIBERATION N° DL-2022-108)**

M. le Président explique à l'Assemblée que, par délibération en date du 2 juillet 2020 et modifiée le 27 janvier 2021, le Conseil communautaire a désigné les 40 délégués communautaires chargés de représenter la Communauté de communes TARN-AGOUT au sein du Syndicat mixte des eaux de la Montagne Noire.

M. Antony DESPOSITO, conseiller municipal de Teulat, ne souhaitant plus exercer ses fonctions de délégué titulaire au sein dudit Syndicat, il convient donc de le remplacer.

M. le Président présente la candidature de M. Gilles GARRIC, conseiller municipal de Teulat, et propose au Conseil communautaire de procéder à cette désignation par un vote à main levée.

Le Conseil communautaire ainsi informé,

- Vu l'article L. 5711-1 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu les statuts du Syndicat mixte des eaux de la Montagne Noire,
- Vu les délibérations du Conseil communautaire N° DL-2020-70 en date du 02 juillet 2020 et N° DL-2021-04,
- Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 23 novembre 2022,
- Entendu l'exposé de M. le Président,

Et après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE

- DECIDE de ne pas recourir au vote à bulletin secret et de procéder à la désignation des délégués communautaires par un vote à main levée.
- DESIGNE M. Gilles GARRIC, en remplacement de M. Antony DESPOSITO, pour représenter la Communauté de communes TARN-AGOUT au sein du Syndicat mixte des eaux de la Montagne Noire.
- HABILITE M. le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.
- INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

Fait et délibéré à St-Sulpice-la-Pointe, les jour, mois et an susdits.  
Pour extrait conforme.

Le Président

Gérard PORTES



La secrétaire de séance

Brigitte PARAYRE





CC TARNAGOUT

Service de Contrôle de Légalité

Acte n° : DE-2022-108

avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : SYNDICAT MIXTE DES EAUX DE LA MONTAGNE NOIRE : DESIGNATION DUN NOUVEAU DELEGUE COMMUNAUTAIRE

Nature : Délibérations

Matière : Institutions et vie politique - Designation de représentants

Date de télétransmission : 15/12/2022

Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DL-2022-108 SMIEMN - DESIGNATION NOUVEAU DELEGUE.pdf

Annexes :

Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL

12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 [www.telino.com](http://www.telino.com)



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-DE-2022-108-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du 8 Décembre 2022**

COMMUNAUTE  
DE COMMUNES  
TARN-AGOUT  
Rond-Point de Gabor  
81370 ST-SULPICE  
☎ : 05.63.41.89.12

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi huit décembre à dix-huit heures trente, le Conseil communautaire de la Communauté de communes TARN-AGOUT, légalement convoqué le premier décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de communes à St-Sulpice-la-Pointe, sous la présidence de M. Gérard PORTES, Président de la Communauté de communes TARN-AGOUT.

**Conseillers communautaires présents avec voix délibérative :****NOMBRE DE MEMBRES :**

Afférents au Conseil Communautaire : 50  
En exercice : 50  
Qui ont pris part à la délibération : 27  
Nombre de procurations : 10  
Date de convocation : 1<sup>er</sup> décembre 2022  
Date d'affichage : 1<sup>er</sup> décembre 2022

COMMUNES MEMBRES	CONSEILLERS TITULAIRES OU SUPPLEANTS
AMBRES	-
AZAS	M. Laurent LACOURT (Titulaire)
BANNIERES	M. Gérard PORTES (Titulaire)
BELCASTEL	M. Christophe ESPARBIE (Titulaire)
GARRIGUES	M. Pierre COMOY (Titulaire)
LABASTIDE-ST-GEORGES	M. Jean-Claude RIGAL (Titulaire)
LACOUGOTTE-CADOUL	M. Gérard REX (Titulaire)
LAVAUUR	Mme Chantal GUIDEZ (Titulaire) M. Jean-Marie VIDAL (Titulaire) Mme Isabelle BALAT (Titulaire) M. Bernard LAMOTTE (Titulaire) Mme Marie-Christine IMBERT (Titulaire) Mme Pauline ALBOUY POMPONNE (Titulaire)
LUGAN	M. Xavier CRÉMOUX (Titulaire)
MARZENS	-
MASSAC SERAN	Mme Viviane BONHOMME (Titulaire)
MONTCABRIER	M. Didier BELAVAL (Titulaire)
ROQUEVIDAL	M. Jean-Marie JOULIA (Titulaire)
ST-AGNAN	Mme Brigitte PARAYRE (Titulaire)
ST-JEAN-DE-RIVES	-
ST-LIEUX-LES-LAVAUUR	M. Gilles CORMIGNON (Titulaire)
ST-SULPICE-LA-POINTE	M. Raphaël BERNARDIN (Titulaire) Mme Nathalie MARCHAND (Titulaire) (de DL-2022-125 à DL-2022-128) M. Bernard CAPUS (Titulaire) M. Christian JOUVE (Titulaire) Mme Laurence BLANC (Titulaire) M. Laurent SAADI (Titulaire) (de DL-2022-112 à DL-2022-128) M. Maxime COUPEY (Titulaire) M. Jean-Pierre CABARET (Titulaire) M. Julien LASSALLE (Titulaire)
TEULAT	Mme Sabine MOUSSON (Titulaire)
VEILHES	-
VILLENEUVE-LES-LAVAUUR	M. Michel BOUYSSOU (Titulaire)
VIVIERS-LES-LAVAUUR	M. Jean-Paul ROCACHE (Titulaire) (de DL-2022-123 à DL-2022-128)

Conseillers Titulaires absents et excusés : M. Daniel MARQUES (pouvoir à M. Laurent SAADI) (Ambres), M. Emmanuel JOULIÉ (pouvoir à M. Gérard PORTES) et Mme Véronique CATHALA-AMIRAULT (pouvoir à M. Jean-Claude RIGAL) (Labastide St-Georges), M. Bernard CARAYON (pouvoir à M. Bernard LAMOTTE), M. Philippe VANTAU, Mme Marie-Claire MARIIGNOL (pouvoir à Mme Chantal GUIDEZ), M. William RENAULT, Mme Frédérique REMY, M. Justin LARUE (pouvoir à M. Jean-Marie VIDAL), Mme Karine GUIRAUD (pouvoir à Mme Isabelle BALAT), M. Michel BONHOMME (pouvoir à Mme Marie-Christine IMBERT), M. Emmanuel DAVID (pouvoir à Mme Pauline ALBOUY POMPONNE) et M. Vincent THÉNARD (Lavaur), M. Didier JEANJEAN (Marzens), M. Jean SENDRA (Saint-Jean-de-Rives), Mme Nadia OULD AMER (pouvoir à M. Maxime COUPEY), Mme Andrée GINOUX (pouvoir à Mme Nathalie MARCHAND), Mme Laurence SÉNÉGAS (pouvoir à Mme Laurence BLANC) et Mme Malika MAZOUZ (Saint-Sulpice-la-Pointe) et M. Benoît CATALA (Veilhes).

Secrétaire de séance : Mme Brigitte PARAYRE (Saint-Agnan)

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022**

**OBJET DE LA DELIBERATION :** **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT/POLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL DU PAYS DE COCAGNE**

**(DELIBERATION N° DL-2022-109)**

M. le Président explique à l'Assemblée que, par délibération en date du 30 janvier 2019, le Conseil communautaire a approuvé une convention de mise à disposition des locaux et de matériels entre la Communauté de communes TARN-AGOUT (CCTA) et le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) du Pays de Cocagne dont le siège social se situe à l'Espace Ressources de la CCTA.

Celle-ci arrivant à échéance au 31 décembre 2022, il convient de la renouveler en mettant à jour les moyens (locaux, matériels et services) mis à disposition par la CCTA auprès du PETR du Pays de Cocagne, pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2024 et renouvelable une fois pour la même durée.

Le Conseil communautaire ainsi informé,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et L. 2121-29,
- Vu le projet de convention de mise à disposition Communauté de communes TARN-AGOUT / Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays de Cocagne qui lui a été remis,
- Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 23 novembre 2022,
- Entendu l'exposé de M. le Président,

Et après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE

- APPROUVE, telle qu'elle est présentée, la convention de mise à disposition de locaux, matériels et services à conclure entre la CCTA et le PETR du Pays de Cocagne.
- HABILITE M. le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents se rapportant à cette décision, notamment ladite convention ainsi que ses éventuels avenants.
- INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

Fait et délibéré à St-Sulpice-la-Pointe, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme.

**Le Président**

  
**Gérard PORTES**



**La secrétaire de séance**

  
**Brigitte PARAYRE**



## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

### COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT/POLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL DU PAYS DE COCAGNE

#### ENTRE

**La COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT,**  
Sise Rond-Point de Gabor – 81370 St-Sulpice-La-Pointe  
Représentée par M. Gérard PORTES, Président,  
Agissant en vertu de la délibération du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022

D'une part,

Ci-après dénommée **la CCTA**

#### ET

**Le PÔLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL DU PAYS DE COCAGNE,**  
Sis Rond-Point de Gabor – 81370 St-Sulpice-La-Pointe  
Représentée par Bernard CARAYON, Président,  
Agissant en vertu de la délibération du Comité Syndical en date du

D'autre part,

Ci-après dénommée **le PETR**

### IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Dans le cadre de la mutualisation des moyens entre collectivités, la présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles **la CCTA** met à disposition du **PETR**, d'une part, des locaux et matériels au sein du bâtiment Espace Ressources situé au Rond-Point de Gabor à St-Sulpice-la-Pointe et propriété de **la CCTA**, et d'autre part, ses services supports pour contribuer à l'exercice des missions du **PETR**.

#### **ARTICLE 2 : MISE A DISPOSITION DE LOCAUX**

**La CCTA** met à disposition du **PETR** deux bureaux, un de 13 m<sup>2</sup> et un de 10 m<sup>2</sup>.

**La CCTA** a la charge des travaux d'entretien et d'aménagement des locaux mis à disposition et en assure le nettoyage courant.

#### **ARTICLE 3 : MISE A DISPOSITION DE MATERIELS**

**La CCTA** met à disposition du **PETR** le mobilier et matériel d'équipement suivant :

- Trois bureaux
- Trois chaises de bureau

- Trois chaises visiteur
- Trois téléphones fixes
- Un accès aux copieurs multifonctions
- Un accès à la machine à affranchir

#### **ARTICLE 4 : MISE A DISPOSITION DE SERVICES**

La **CCTA** met à disposition du **PETR** ses services supports suivants : accueil et administration générale, ressources humaines, finances et comptabilité, juridique et marchés publics, informatique et technique.

La durée moyenne de mise à disposition des services, lissée sur l'année en fonction des opérations à réaliser -récurrentes pour un certain nombre et ponctuelles pour d'autres- est fixée à une journée par mois soit 84 heures par an (7 H 00 x 12 mois).

Les agents mis à disposition demeurent statutairement employés par **la CCTA** dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leur. Ils effectuent leur service pour le compte du **PETR** bénéficiaire de la mise à disposition de service, selon les modalités prévues par la présente convention.

#### **ARTICLE 5 : MODALITES FINANCIERES**

Le **PETR** s'engage à rembourser à **la CCTA** les charges de fonctionnement engendrées par :

- La mise à disposition des locaux et des matériels dont le coût annuel est fixé à 2.800,00 € (deux mille huit cents euros).
- La mise à disposition des services (frais de rémunération, charges sociales, assurance statutaire) dont le coût annuel est fixé à 2.500 € (deux mille cinq cents euros).

Le remboursement des charges de fonctionnement par **le PETR** à **la CCTA** s'effectuera une fois par an en décembre au vu d'un état récapitulatif annuel signé par le Président de **la CCTA**.

#### **ARTICLE 6 : ASSURANCES- RESPONSABILITE ET CONTROLE**

Le **PETR** s'engage à fournir à **la CCTA** une attestation d'assurance (responsabilité civile), couvrant les dommages causés aux personnes et au matériel mis à sa disposition.

La **CCTA** ne pourra être mise en cause, ou sa responsabilité recherchée, en cas d'accident ou d'incident qui surviendrait pendant la mise à disposition.

#### **ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION – RENOUVELLEMENT – RESILIATION**

La présente convention est conclue à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2024 et pourra faire l'objet d'un renouvellement une fois pour la même durée.

Elle pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis de trois mois avant la fin de chaque année civile.

#### **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA PRESENTE CONVENTION**

Toute modification des conditions et modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Fait à St-Sulpice-la-Pointe en deux exemplaires originaux, le

M. Bernard CARAYON

M. Gérard PORTES

Président du PETR du Pays de Cocagne

Président de la Communauté de Communes  
TARN-AGOUT



CC TARN AGOUT

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : DE-2022-109

avec 1 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT/POLE  
DEQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL DU PAYS DE COCAGNE

Nature : Délibérations

Matière : Domaine et patrimoine - Autres actes de gestion du domaine public

Date de télétransmission : 15/12/2022 Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DL-2022-109 CONVENTION MISE A DISPO CCTA - PETR.pdf

Annexes :

1 - 03-Convention CCTA - PETR.pdf

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-DE-2022-109-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du 8 Décembre 2022**

COMMUNAUTE  
DE COMMUNES  
TARN-AGOUT  
Rond-Point de Gabor  
81370 ST-SULPICE  
☎ : 05.63.41.89.12

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi huit décembre à dix-huit heures trente, le Conseil communautaire de la Communauté de communes TARN-AGOUT, légalement convoqué le premier décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de communes à St-Sulpice-la-Pointe, sous la présidence de M. Gérard PORTES, Président de la Communauté de communes TARN-AGOUT.

**Conseillers communautaires présents avec voix délibérative :****NOMBRE DE MEMBRES :**

Afférents au Conseil Communautaire : 50  
En exercice : 50  
Qui ont pris part à la délibération : 27  
Nombre de procurations : 10  
Date de convocation : 1<sup>er</sup> décembre 2022  
Date d'affichage : 1<sup>er</sup> décembre 2022

COMMUNES MEMBRES	CONSEILLERS TITULAIRES OU SUPPLEANTS
AMBRES	-
AZAS	M. Laurent LACOURT (Titulaire)
BANNIERES	M. Gérard PORTES (Titulaire)
BELCASTEL	M. Christophe ESPARBIE (Titulaire)
GARRIGUES	M. Pierre COMOY (Titulaire)
LABASTIDE-ST-GEORGES	M. Jean-Claude RIGAL (Titulaire)
LACOUHOTTE-CADOUL	M. Gérard REX (Titulaire)
LAVAUUR	Mme Chantal GUIDEZ (Titulaire) M. Jean-Marie VIDAL (Titulaire) Mme Isabelle BALAT (Titulaire) M. Bernard LAMOTTE (Titulaire) Mme Marie-Christine IMBERT (Titulaire) Mme Pauline ALBOUY POMPONNE (Titulaire)
LUGAN	M. Xavier CRÉMOUX (Titulaire)
MARZENS	-
MASSAC SERAN	Mme Viviane BONHOMME (Titulaire)
MONTCABRIER	M. Didier BELAVAL (Titulaire)
ROQUEVIDAL	M. Jean-Marie JOULIA (Titulaire)
ST-AGNAN	Mme Brigitte PARAYRE (Titulaire)
ST-JEAN-DE-RIVES	-
ST-LIEUX-LES-LAVAUUR	M. Gilles CORMIGNON (Titulaire)
ST-SULPICE-LA-POINTE	M. Raphaël BERNARDIN (Titulaire) Mme Nathalie MARCHAND (Titulaire) (de DL-2022-125 à DL-2022-128) M. Bernard CAPUS (Titulaire) M. Christian JOUVE (Titulaire) Mme Laurence BLANC (Titulaire) M. Laurent SAADI (Titulaire) (de DL-2022-112 à DL-2022-128) M. Maxime COUPEY (Titulaire) M. Jean-Pierre CABARET (Titulaire) M. Julien LASSALLE (Titulaire)
TEULAT	Mme Sabine MOUSSON (Titulaire)
VEILHES	-
VILLENEUVE-LES-LAVAUUR	M. Michel BOUYSSOU (Titulaire)
VIVIERS-LES-LAVAUUR	M. Jean-Paul ROCACHE (Titulaire) (de DL-2022-123 à DL-2022-128)

**Conseillers Titulaires absents et excusés :** M. Daniel MARQUES (pouvoir à M. Laurent SAADI) (Ambres), M. Emmanuel JOULIÉ (pouvoir à M. Gérard PORTES) et Mme Véronique CATHALA-AMIRAULT (pouvoir à M. Jean-Claude RIGAL) (Labastide St-Georges), M. Bernard CARAYON (pouvoir à M. Bernard LAMOTTE), M. Philippe VANTAU, Mme Marie-Claire MARIGNOL (pouvoir à Mme Chantal GUIDEZ), M. William RENAULT, Mme Frédérique REMY, M. Justin LARUE (pouvoir à M. Jean-Marie VIDAL), Mme Karine GUIRAUD (pouvoir à Mme Isabelle BALAT), M. Michel BONHOMME (pouvoir à Mme Marie-Christine IMBERT), M. Emmanuel DAVID (pouvoir à Mme Pauline ALBOUY POMPONNE) et M. Vincent THÉNARD (Lavaur), M. Didier JEANJEAN (Marzens), M. Jean SENDRA (Saint-Jean-de-Rives), Mme Nadia OULD AMER (pouvoir à M. Maxime COUPEY), Mme Andrée GINOUX (pouvoir à Mme Nathalie MARCHAND), Mme Laurence SÉNÉGAS (pouvoir à Mme Laurence BLANC) et Mme Malika MAZOUZ (Saint-Sulpice-la-Pointe) et M. Benoît CATALA (Veilhès).

**Secrétaire de séance :** Mme Brigitte PARAYRE (Saint-Agnan)

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022**

**OBJET DE LA DELIBERATION :** **INTERET COMMUNAUTAIRE DE LA COMPETENCE OPTIONNELLE « CREATION, AMENAGEMENT ET ENTRETIEN DE LA VOIRIE D'INTERET COMMUNAUTAIRE » : MODIFICATION DE L'INVENTAIRE DES VOIRIES**

**(DELIBERATION N° DL-2022-110)**

M. le Président explique à l'Assemblée que, par délibération N° 2019-109 en date du 9 décembre 2019, le Conseil communautaire a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence « création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire » auquel est joint l'inventaire des voiries reconnues d'intérêt communautaire.

Pour mémoire, conformément aux dispositions de l'article L. 5214-16-IV du Code général des collectivités territoriales, le Conseil communautaire détermine l'intérêt communautaire à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

Certaines communes ayant manifesté la volonté de reprendre la gestion de leurs voiries au 1<sup>er</sup> janvier 2023, la Commission locale d'évaluation des charges a élaboré, en date du 10 novembre 2022, son rapport sur l'évaluation des charges transférées et a déterminé les conséquences financières sur l'actualisation des attributions de compensation des communes concernées.

Par conséquent, il est nécessaire de mettre à jour, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, l'inventaire des voiries d'intérêt communautaire tel que présenté en annexe.

Le Conseil communautaire ainsi informé,

- Vu l'article L. 5214-16-IV du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil communautaire N° 2019-109 en date du 9 décembre 2019 relative à l'intérêt communautaire notamment de la compétence « « création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire »,
- Vu l'inventaire des voiries reconnues d'intérêt communautaire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 qui lui a été remis,
- Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 23 novembre 2022,
- Entendu l'exposé de M. le Président,

Et après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE

- APPROUVE, tel qu'il est présenté en annexe, l'inventaire des voiries reconnues d'intérêt communautaire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 qui annule et remplace celui annexé à la délibération du Conseil communautaire N° 2019-109 en date du 9 décembre 2019.
- PRECISE que toutes les autres dispositions de la délibération précitée demeurent inchangées.
- HABILITE M. le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents se rapportant à cette décision.
- INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

Fait et délibéré à St-Sulpice-la-Pointe, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme.

Le Président

  
Gérard PORTES



La secrétaire de séance

  
Brigitte PARAYRE



**INVENTAIRE DES VOIRIES RECONNUES D'INTERET COMMUNAUTAIRE A COMPTER DU 1er JANVIER 2023**

Commune	Longueur totale en km	Surface totale en m <sup>2</sup>	Voie	Détail	Largeur en m	Longueur en m	Longueur moyenne	Surface en m <sup>2</sup>	Surface corrigée en m <sup>2</sup>
<b>BANNIERES</b>	<b>3,2</b>	<b>9 706</b>	VC2		3	2 058		6175	<b>6 175</b>
			VC5		3	1 177		3531	<b>3 531</b>
<b>GARRIGUES</b>	<b>4,9</b>	<b>16 903</b>	VC5	Route du Ramel	3	533		1600	<b>1 600</b>
			VC6	Route de Verfeil	3,5	662		2318	<b>2 318</b>
			VC7	Route d'Azas	3,5	1 430		5003	<b>5 003</b>
			VC8	Route de Lagassié	3,5	2 280		7982	<b>7 982</b>
<b>SAINT-LIEUX-LES-LAVAU</b>	<b>3,8</b>	<b>11 990</b>	VC2	Route de la Plaine	3,5	3 768		11990	<b>11 990</b>

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil communautaire en date du 8 décembre 2022

Le Président,

Gérard PORTES

CC TARNAGOUT

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : DE-2022-110

avec 1 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : INTERET COMMUNAUTAIRE DE LA COMPETENCE OPTIONNELLE « CREATION, AMENAGEMENT ET ENTRETIEN DE LA VOIRIE D'INTERET COMMUNAUTAIRE » : MODIFICATION DE L'INVENTAIRE DES VOIRIES

Nature : Délibérations

Matière : Institutions et vie politique - Intercommunalité

Date de télétransmission : 15/12/2022

Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DL-2022-110 DEFINITION INTERET COMMUNAUTAIRE - MODIFICATIF.pdf

Annexes :

1 - 04-CCTA voies communautaires TABLEAU\_2022.pdf

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-DE-2022-110-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du 8 Décembre 2022**

COMMUNAUTE  
DE COMMUNES  
TARN-AGOUT  
Rond-Point de Gabor  
81370 ST-SULPICE  
☎ : 05.63.41.89.12

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi huit décembre à dix-huit heures trente, le Conseil communautaire de la Communauté de communes TARN-AGOUT, légalement convoqué le premier décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de communes à St-Sulpice-la-Pointe, sous la présidence de M. Gérard PORTES, Président de la Communauté de communes TARN-AGOUT.

**Conseillers communautaires présents avec voix délibérative :****NOMBRE DE MEMBRES :**

Afférents au Conseil Communautaire : 50  
En exercice : 50  
Qui ont pris part à la délibération : 27  
Nombre de procurations : 10  
Date de convocation : 1<sup>er</sup> décembre 2022  
Date d'affichage : 1<sup>er</sup> décembre 2022

COMMUNES MEMBRES	CONSEILLERS TITULAIRES OU SUPPLEANTS
AMBRES	-
AZAS	M. Laurent LACOURT (Titulaire)
BANNIERES	M. Gérard PORTES (Titulaire)
BELCASTEL	M. Christophe ESPARBIE (Titulaire)
GARRIGUES	M. Pierre COMOY (Titulaire)
LABASTIDE-ST-GEORGES	M. Jean-Claude RIGAL (Titulaire)
LACOUGOTTE-CADOUL	M. Gérard REX (Titulaire)
LAVAUUR	Mme Chantal GUIDEZ (Titulaire) M. Jean-Marie VIDAL (Titulaire) Mme Isabelle BALAT (Titulaire) M. Bernard LAMOTTE (Titulaire) Mme Marie-Christine IMBERT (Titulaire) Mme Pauline ALBOUY POMPONNE (Titulaire)
LUGAN	M. Xavier CRÉMOUX (Titulaire)
MARZENS	-
MASSAC SERAN	Mme Viviane BONHOMME (Titulaire)
MONTCABRIER	M. Didier BELAVAL (Titulaire)
ROQUEVIDAL	M. Jean-Marie JOULIA (Titulaire)
ST-AGNAN	Mme Brigitte PARAYRE (Titulaire)
ST-JEAN-DE-RIVES	-
ST-LIEUX-LES-LAVAUUR	M. Gilles CORMIGNON (Titulaire)
ST-SULPICE-LA-POINTE	M. Raphaël BERNARDIN (Titulaire) Mme Nathalie MARCHAND (Titulaire) (de DL-2022-125 à DL-2022-128) M. Bernard CAPUS (Titulaire) M. Christian JOUVE (Titulaire) Mme Laurence BLANC (Titulaire) M. Laurent SAADI (Titulaire) (de DL-2022-112 à DL-2022-128) M. Maxime COUPEY (Titulaire) M. Jean-Pierre CABARET (Titulaire) M. Julien LASSALLE (Titulaire)
TEULAT	Mme Sabine MOUSSON (Titulaire)
VEILHES	-
VILLENEUVE-LES-LAVAUUR	M. Michel BOUYSSOU (Titulaire)
VIVIERS-LES-LAVAUUR	M. Jean-Paul ROCACHE (Titulaire) (de DL-2022-123 à DL-2022-128)

Conseillers Titulaires absents et excusés : M. Daniel MARQUES (pouvoir à M. Laurent SAADI) (Ambres), M. Emmanuel JOULIÉ (pouvoir à M. Gérard PORTES) et Mme Véronique CATHALA-AMIRAL (pouvoir à M. Jean-Claude RIGAL) (Labastide St-Georges), M. Bernard CARAYON (pouvoir à M. Bernard LAMOTTE), M. Philippe VANTAU, Mme Marie-Claire MARIIGNOL (pouvoir à Mme Chantal GUIDEZ), M. William RENAULT, Mme Frédérique REMY, M. Justin LARUE (pouvoir à M. Jean-Marie VIDAL), Mme Karine GUIRAUD (pouvoir à Mme Isabelle BALAT), M. Michel BONHOMME (pouvoir à Mme Marie-Christine IMBERT), M. Emmanuel DAVID (pouvoir à Mme Pauline ALBOUY POMPONNE) et M. Vincent THÉNARD (Lavaur), M. Didier JEANJEAN (Marzens), M. Jean SENDRA (Saint-Jean-de-Rives), Mme Nadia OULD AMER (pouvoir à M. Maxime COUPEY), Mme Andrée GINOUX (pouvoir à Mme Nathalie MARCHAND), Mme Laurence SÉNÉGAS (pouvoir à Mme Laurence BLANC) et Mme Malika MAZOUZ (Saint-Sulpice-la-Pointe) et M. Benoît CATALA (Veilhès).

Secrétaire de séance : Mme Brigitte PARAYRE (Saint-Agnan)

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022****OBJET DE LA DELIBERATION :****CONVENTION DE PARTENARIAT DEPARTEMENT DU TARN / COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT (FRANCE SERVICES LAVOUR ET SAINT-SULPICE-LA-POINTE) PORTANT SUR LA CREATION DE POINTS INFO AUTONOMIE ET LE GUICHET TARN RENOV'OCCITANIE****(DELIBERATION N° DL-2022-111)**

M. le Président explique à l'Assemblée que le Département du Tarn a sollicité la Communauté de communes TARN-AGOUT (CCTA) pour mettre en place un partenariat au sein des deux Espaces France Services créés et gérés par la CCTA, situés sur les communes de Lavour et de Saint-Sulpice-la-Pointe.

L'objectif du Département est d'améliorer l'accueil, l'information, la formation le cas échéant et l'orientation des publics relevant de la compétence de la Maison départementale de l'Autonomie (personnes âgées, personnes en situation de handicap ainsi que leurs proches aidants), ceux orientés par Tarn Rénov'Occitanie et ceux devant être formés par les conseillers numériques.

La Maison départementale de l'Autonomie a pour objectifs :

- Améliorer l'accueil du public âgé, en situation de handicap ou de prochains aidants au sein d'un guichet unique en renforçant l'accessibilité et la proximité des services ainsi que la qualité de la réponse donnée quels que soient l'âge, la déficience de la situation,
- Simplifier les démarches des usagers, en particulier dans les champs de l'information de l'accompagnement et de soutien aux aidants,
- Améliorer l'accessibilité et la proximité de ses services par un partenariat avec les Espaces France Services.

Aussi, le Département prévoit la création de points d'accueil de proximité en relais et sollicite à ce titre les Espaces France Services.

En second lieu, le Département du Tarn et la Région Occitanie ont tous deux conventionné pour la mise en œuvre du Guichet Unique de la Rénovation Énergétique (GURE) sur l'ensemble du territoire tarnais dans le cadre de la mise en place du Rénov'Occitanie pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2023. Les Espaces France Services sont également identifiés comme relais dans l'accompagnement du public sur les démarches numériques et spécifiques Tarn Rénov'Occitanie.

Enfin, le Département a rédigé un schéma départemental des usages et services numériques dont l'une des actions est le déploiement de 10 conseillers numériques ayant pour missions la sensibilisation des usagers aux enjeux du numérique, l'accompagnement des publics à l'usage du numérique au quotidien, l'accompagnement des usagers dans la réalisation de démarches administratives et l'organisation et l'animation d'ateliers thématiques. A ce titre, les Espaces France Services à Lavour et à Saint-Sulpice-la-Pointe bénéficient de la présence d'un conseiller numérique notamment pour l'animation d'ateliers thématiques numériques.

Afin de concrétiser ce partenariat, il est proposé de signer avec le Département la convention qui définit les engagements respectifs des deux parties sur les trois volets précités relatifs à la Maison départementale de l'Autonomie, Tarn Rénov'Occitanie et l'accueil de conseillers numériques. Cette convention a une durée d'un an pouvant être reconduite tacitement deux années consécutives.

Toutefois, il convient de rappeler que les missions des agents des Espaces France Services portent uniquement sur des missions relevant de l'accueil de « 1<sup>er</sup> niveau » qui se limitent à :

- Délivrer des informations généralistes relevant du 1<sup>er</sup> niveau,
- Accompagner le public dans la réalisation des démarches administratives et numériques,
- Apporter une aide aux démarches en ligne,
- Assurer une vérification de 1<sup>er</sup> niveau de la complétude des dossiers au besoin,
- Orienter et faciliter le lien entre les usagers et les structures partenaires (prise de rendez-vous par exemple) notamment pour la résolution de cas complexes,
- Mettre à disposition les documents d'informations des structures partenaires.

Les agents France services n'ont donc ni vocation, ni l'habilitation, ni les compétences pour se substituer aux agents de toutes les structures partenaires des Espaces France Services. Un rendez-vous en présentiel ou bien en visio avec les référents de ces structures est alors sollicité pour la gestion des dossiers complexes.

Le Conseil communautaire ainsi informé,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et L. 2121-29,
- Vu le projet de convention de partenariat Département du Tarn / Communauté de communes TARN-AGOUT (France Services Lavour et St-Sulpice-la-Pointe) portant sur la création de points info autonomie et le guichet Tarn Rénov'Occitanie qui lui a été remis,
- Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 23 novembre 2022,
- Entendu l'exposé de M. le Président,

Et après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE

- APPROUVE la signature de la convention de partenariat présentée par le Département du Tarn qui s'inscrit, pour la Communauté de communes TARN-AGOUT, dans le cadre des missions d'accueil de 1<sup>er</sup> niveau des Espaces France Services.

(Page 3/3 - SUITE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022 - OBJET DE LA DELIBERATION : CONVENTION DE PARTENARIAT DEPARTEMENT DU TARN / COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT (FRANCE SERVICES LAVAUZ ET SAINT-SULPICE-LA-POINTE) PORTANT SUR LA CREATION DE POINTS INFO AUTONOMIE ET LE GUICHET TARN RENOV'OCCTANIE)

- HABILITE M. le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents se rapportant à cette décision, notamment la convention précitée.
- INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

Fait et délibéré à St-Sulpice-la-Pointe, les jour, mois et an susdits.  
Pour extrait conforme.

Le Président

  
Gérard PORTES



La secrétaire de séance

  
Brigitte PARAYRE





**CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT ET LES FRANCE SERVICES DE LAVAUR ET SAINT-SULPICE LA POINTE PORTANT SUR LA CREATION DE POINTS INFO AUTONOMIE ET LE GUICHET TARN RENOV'OCCITANIE**

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligation des fonctionnaires

Vu la loi n°2005-11 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement

Vu l'article L 411-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles portant sur le secret professionnel

Vu la délibération de l'Assemblée plénière du 27 juin 2019 portant sur la création de la Maison Départementale de l'Autonomie,

Vu la délibération du Conseil Régional Occitanie n° CP/2020-DEC/07.06 du 11 décembre 2020 approuvant le dispositif d'aide à la mise en œuvre du programme d'actions des guichets uniques du Service Public Intégré de la Rénovation Energétique, dénommé Rénov'Occitanie,

Vu la délibération de l'Assemblée plénière du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental du 10 décembre 2021 créant les emplois non permanents de Conseillers Numériques dans le cadre du dispositif Conseillers numériques France Services,

Vu la délibération de la commission permanente du Département du 13 mai 2022,

Vu la convention d'objectifs signée le 15 février 2021 entre la Région Occitanie et le Département du Tarn,

Vu la circulaire du 1<sup>er</sup> juillet 2019 portant sur les modalités de création des Maisons France Services Vu la délibération du Conseil Régional Occitanie n°2020/AP-JUILL/01 en date du 16 juillet 2020 approuvant le règlement de l'Appel à Manifestation d'Intérêt pour le

déploiement des guichets uniques du Service Public Intégré de la Rénovation Energétique, dénommé Rénov'Occitanie,

#### ENTRE

1°) Le Conseil départemental du Tarn, représenté par son Président, Monsieur Christophe RAMOND, agissant au nom et pour le compte du Conseil départemental du Tarn,

ci-après désigné par les termes, le Département, d'une part,

#### ET

2°) Raison sociale de l'organisme d'accueil : Communauté de Communes Tarn-Agout

Adresse : Rond-point de Gabor 81370 SAINT-SULPICE LA POINTE

Forme Juridique : Etablissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre

Numéro de Siret : 20003402300016

Représenté par : Gérard PORTES

ci-après désignée par les termes, France Services Lavaur et Saint-Sulpice la Pointe, d'autre part,

### *Préambule*

#### CONSIDERANT :

La création des France Services qui ont pour missions :

- L'accueil, l'information et l'orientation du public ;
- L'accompagnement des usagers à l'utilisation des services en lignes des opérateurs partenaires (facilitation numérique) ;
- L'accompagnement des usagers à leurs démarches administratives (facilitation administrative) ;
- La mise en relation des usagers avec les opérateurs partenaires ;
- L'identification des situations individuelles qui nécessitent d'être portées à la connaissance des opérateurs partenaires.

La création de la Maison départementale de l'Autonomie (MDA) dont les objectifs sont les suivants :

- Améliorer l'accueil du public âgé, en situation de handicap ou de leurs proches aidants au sein d'un guichet unique, en renforçant l'accessibilité et la proximité des services ainsi que la qualité de la réponse donnée quels que soient l'âge, la déficience de la situation ;
- Simplifier les démarches des usagers, en particulier dans les champs de l'information de l'accompagnement et de soutien aux aidants ;
- Améliorer l'accessibilité et la proximité de ses services par un partenariat avec les espaces France Services.

Les orientations stratégiques de la Maison Départementale de l'Autonomie approuvées par l'Assemblée départementale du 27 juin 2019 prévoient la création de points d'accueil de proximité en relais des services de la MDA, de son antenne ainsi que des Maisons du Département.



La Région Occitanie et le Département du Tarn ont, par convention d'objectifs, précisé les modalités d'engagements réciproques portant sur la mise en œuvre du Guichet Unique de la rénovation énergétique sur l'ensemble du territoire tarnais, dans le cadre de la mise en place de Rénov'Occitanie pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2023.

La mise en place du Guichet Tarn Rénov'Occitanie, service public départemental, a pour missions :

- De simplifier et rendre lisible le parcours des usagers souhaitant s'engager dans un projet de rénovation énergétique et vise à permettre à tous les ménages de faire un choix basé sur l'information la plus exhaustive possible et indépendante afin d'identifier les solutions permettant de réaliser leurs objectifs dans les meilleures conditions en prenant en compte l'ensemble des aspects du projet : financier, juridique, technique et social.

Le Département a rédigé un Schéma Départemental des Usages et Services Numérique dont l'une des actions phares est le déploiement, sur le territoire, de 10 Conseillers Numériques (+ 1 coordinateur), dont les missions sont les suivantes :

- Sensibilisation des usagers aux enjeux du numérique
- Accompagnement des publics à l'usage du numérique au quotidien
- Accompagnement des usagers dans la réalisation de démarches administratives
- Organisation et animation d'atelier thématiques

**IL EST CONVENU CE QUE SUIT :**

#### **ARTICLE 1 - Objet de la convention**

L'objectif de la présente convention est d'organiser les conditions favorables d'un partenariat entre le Conseil départemental et les France Services Lavour et Saint-Sulpice la Pointe afin d'améliorer l'accueil, l'information, la formation le cas échéant et l'orientation des publics, relevant de la compétence de la Maison départementale de l'Autonomie, personnes âgées, personnes en situation de handicap, ainsi que leurs proches aidants, ceux orientés par Tarn Rénov'Occitanie et ceux devant être formés par les conseillers numériques.

#### **ARTICLE 2 - Durée de la convention**

La convention est prévue pour une période d'un an et pourra être reconduite tacitement, deux années consécutives après réalisation d'une évaluation partagée dont les modalités sont précisées à l'article 6 de la présente convention.

#### **ARTICLE 3 - Les objectifs opérationnels poursuivis**

Ce partenariat permet d'identifier un point d'accueil de proximité pour les personnes âgées, les personnes en situation de handicap ainsi que leurs proches aidants afin d'apporter des informations de premier niveau sur les questions relatives au champ de l'autonomie et en particulier sur l'accès aux prestations délivrées par la MDA.

Un maillage efficient du territoire ainsi constitué a pour objectifs de permettre au public d'accéder aux informations au plus près de son lieu d'habitation, à travers un partenariat renforcé entre le Département et les acteurs locaux que sont les espaces France Services.

## **ARTICLE 4 - Engagements respectifs des partenaires**

### **4.1 LA MAISON DE L'AUTONOMIE**

#### **4.1.1 Engagement de la Maison départementale de l'Autonomie :**

La Maison départementale de l'Autonomie, par le biais du Service Accueil Information et Coordination, s'engage à :

- Animer annuellement des temps d'informations sur l'ensemble des aspects de son champ de compétence (conditions d'accès aux droits et aux prestations, fonctionnement de la MDA, circuits des dossiers, politique en matière d'hébergement de personnes âgées, de prévention de la perte d'autonomie et d'aide aux aidants...). Le contenu de la formation : thématiques, durée et calendrier prévisionnel 2022 est présenté en annexe 1. Il a vocation à être réactualisé en fonction des besoins du partenaire.
- Désigner un interlocuteur privilégié joignable via la ligne dédiée aux partenaires au 05 63 45 66 99, sur les amplitudes horaires de 10h à 12h et 14h à 16h.

#### **4.1.2 Engagement du partenaire :**

Les France Services Lavour et Saint-Sulpice la Pointe s'engagent à :

- Participer aux temps de formation proposés par la MDA ;
- Assurer un premier accueil en délivrant des informations généralistes sur l'accès aux droits relatifs aux prestations MDA et le cas échéant sur l'aide aux aidants ;
- Mettre à disposition des documents d'informations notamment les dossiers de demande ;
- Accompagner le public dans la réalisation des démarches administratives par un soutien dans la complétude du dossier ;
- Assurer une vérification de premier niveau de la complétude du dossier de demande
- Accompagner l'utilisateur dans l'accès aux démarches dématérialisées, en particulier via les télé services, ou le portail de l'imprimerie nationale pour la carte mobilité inclusion ;
- Faciliter le lien entre les usagers et les services de la MDA, notamment dans la prise de rendez-vous, dès lors que la situation paraît nécessiter un niveau d'expertise ne relevant pas des France Services ;
- Orienter le public vers les structures du territoire ;
- Valoriser le partenariat avec la MDA dans ses différents supports de communication.

### **4.2 TARN RENOV'OCCITANIE**

#### **4.2.1 Engagements de Tarn Rénov'Occitanie :**

- Faire mention par courriel à la France Services de chacune des personnes orientées par le Guichet en mentionnant l'aide aux démarches numériques sollicitées ;
- Participer de manière occasionnelle sur tout événement organisé par la France Services relatif à la rénovation énergétique ;

- Dans le cadre de la précarité énergétique mettre à disposition, pour une intervention occasionnelle, les outils du Guichet : kakémonos, livret écogestes, un animateur d'atelier collectif ;
- Assurer du conseil, sur rendez-vous en visioconférence, par le biais de l'espace France Services avec les conseillers du Guichet notamment pour les personnes les plus vulnérables âgées ou en situation de handicap ;
- Former au moins une fois par an sur les nouveautés liées à la rénovation énergétique : réglementation et plateforme ;
- Mettre à disposition dépliants, affiches ou tout autre support développé par le Guichet.

#### **4.2.2 Engagements de la France Services :**

- Accompagner les personnes orientées par le Guichet Tarn Rénov'Occitanie dans une aide aux démarches numériques ;
- Renvoyer systématiquement au Guichet toutes les personnes souhaitant des informations ou un conseil concernant un projet de rénovation énergétique ;
- Adresser une demande préalable pour toute demande d'intervention occasionnelle du Guichet ;
- Informer la coordinatrice du Guichet des besoins particuliers repérés par la France Services, en formation, outils ou documents.

### **4.3 CONSEILLERS NUMERIQUES**

#### **4.3.1 Engagements du Département :**

- Orienter le public nécessitant d'être formé au numérique vers la France Services ;
- Mettre à disposition du conseiller numérique son équipement informatique (ordinateur portable) ;
- Fournir à la France Services le planning de permanence du conseiller numérique ;
- Tenir informé de façon régulière son ou ses interlocuteurs au sein de la France Services sur les actions pouvant être mises en place par le conseiller numérique.

#### **4.3.2 Engagements de l'Espace France Services :**

- Accueillir un conseiller numérique afin qu'il forme et accompagne le public aux usages du numérique ;
- Mener un travail de partenariat avec le conseiller numérique pour accompagner les publics à l'usage du numérique au quotidien, à la réalisation de démarches administratives... ;
- Renvoyer systématiquement au conseiller numérique toutes les personnes souhaitant des informations sur les actions numériques du Conseil départemental ainsi que les personnes devant être formées notamment aux outils numériques du Département ;
- Informer le coordinateur des conseillers numériques et/ou la Responsable des conseillers numériques des besoins, problématiques particulières repérés par la France Services.

## **ARTICLE 5 - Conditions de confidentialité**

Les agents France Services sont astreints aux règles de confidentialité s'agissant des situations individuelles qui leur seront soumises.

Pour la mise en œuvre de leur mission d'information et d'aide aux démarches administratives des usagers, les agents amenés à assurer un service au sein d'une structure France Services peuvent connaître des données à caractère personnel de l'utilisateur grâce aux échanges de données entre services administratifs explicitement prévus à cette fin par les normes en vigueur, et/ou car les agents représentent, pour leur mission, les services administratifs en back office auxquels ils sont adossés, et/ou car l'utilisateur a explicitement donné mandat à l'agent de réaliser les démarches administratives en sa faveur.

Les agents France Services peuvent avoir connaissance de certaines données personnelles relatives aux usagers, à condition qu'elles soient nécessaires à la démarche réalisée au bénéfice de l'utilisateur et sous réserve qu'une base juridique ou un mandat autorise la communication du renseignement confidentiel.

Dans le cadre de l'aide aux démarches administratives numériques, l'agent France Services peut :

- Aider l'utilisateur à réaliser lui-même ses démarches ;
- Aller jusqu'à réaliser la démarche pour l'utilisateur s'il émet le besoin d'un accompagnement plus approfondi.

Dans ce dernier cas, l'utilisation des données à caractère personnel de l'utilisateur s'exercera conformément à la réglementation en vigueur en matière de protection des données personnelles et dans les conditions suivantes :

- Les données utilisées doivent être strictement nécessaires aux démarches souhaitées par l'utilisateur et ne feront pas l'objet d'une utilisation ou exploitation commerciale ou d'une cession ;
- Le traitement des données de l'utilisateur doit être fondé sur une base juridique ;
- L'utilisateur doit être informé a minima de l'identité du responsable de traitement pour le compte duquel les données à caractère personnel sont traitées, de la finalité du traitement, les destinataires des données et les conditions d'exercice de leurs droits, conformément aux articles 48 et 105 de la loi no 78-17 du 6 janvier 1978 « Informatique et libertés » ;
- Les données seront protégées dans des conditions de sécurité adéquates au regard de la nature des données traitées.

Les données utilisées ne peuvent servir qu'aux seules démarches administratives et doivent être :

- Réalisées au seul bénéfice de l'utilisateur (lutte contre le non recours et lutte contre la fraude) ;
- Détruites à la résolution de la démarche administrative engagée ou, à défaut, au terme du délai imposé par une disposition législative ou réglementaire.

Tout traitement de données à caractère personnel pour le gestionnaire France Services et/ou le partenaire sera, en tout état de cause, conforme aux règles légales et réglementaires en vigueur en matière de protection des données à caractère personnel (loi « informatique et libertés » et règlement no 2016/679, dit règlement général sur la protection des données).

En cas de violation de données à caractère personnel (par exemple divulgation à une tierce personne non autorisée), le gestionnaire France Services informe sans délai, et au plus tard 72 heures après avoir pris connaissance de cette divulgation la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Cette information s'entend comme toute violation, qu'elle soit accidentelle ou intentionnelle.

La signature d'un mandat est nécessaire pour accomplir une démarche au nom et pour le compte de l'utilisateur :

- Si les deux parties, l'agent France Services et l'utilisateur, le souhaitent alors qu'elles sont ensemble pour réaliser les démarches ;
- Quand les deux parties agissent à distance l'une de l'autre, l'agent France Services agissant en faveur et à la place de l'utilisateur.

Le mandat doit être signé sur place par le mandataire et le mandant, après vérification d'identité et après avoir informé l'utilisateur sur l'utilisation de ses données à caractère personnel, ses droits et les démarches qui seront effectuées.

Il est établi en autant d'exemplaires originaux qu'il y a de parties.

L'utilisateur peut à tout moment retirer son mandat.

Le mandat doit être établi pour :

- Les actions effectuées pour le compte de l'utilisateur ;
- Les demandes de communication de données à caractère personnel.

#### **ARTICLE 6 - Evaluation**

La présente convention fera l'objet d'une évaluation annuelle conduite par le Service Accueil Information et Coordination portant sur :

- La qualité du partenariat engagé entre les signataires ;
- Les besoins d'informations de la France Services afin de réactualiser le plan de formation annuel.

Elle se déroulera au moyen d'une rencontre départementale annuelle organisée avec l'ensemble des porteurs.

#### **ARTICLE 7 - Conditions financières**

La convention n'implique aucun engagement financier.

#### **ARTICLE 8 - Assurances et responsabilités**

Chaque cocontractant, devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont pourraient être victimes ou responsables les personnes physiques dans le cadre de l'exécution de la présente convention, pendant la durée de l'action et en lien direct avec celle-ci.

Chaque cocontractant reconnaît avoir souscrit une police d'assurance certifiant que sa responsabilité civile est couverte pour l'activité concernée.

Cette police devra garantir notamment les conséquences pécuniaires de toute responsabilité civile, dans tous les cas où elle viendrait à être recherchée en raison des dommages



pouvant être causés aux tiers, dans le cadre de l'activité concernée lors de son fonctionnement, non fonctionnement ou mauvais fonctionnement.

#### **ARTICLE 9 - Modifications de la convention**

Toute demande de modification de la présente convention doit être réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle précisera l'objet de la modification, sa cause, les conséquences qu'elle emporterait. Elle devra être débattue par les parties prenantes à la présente convention qui décideront d'un commun accord de la suite à donner à cette demande.

Toute modification, liée au contenu de la présente convention, ou à tout changement de situation, prendra nécessairement la forme d'un avenant écrit. Cet avenant fera partie intégrale de la présente convention.

#### **ARTICLE 10 - Conditions de résiliation**

La présente convention peut être résiliée, par l'une ou l'autre des parties, pour tout motif, au moins un mois avant chaque échéance de renouvellement par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

#### **ARTICLE 11- Litige**

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de la présente convention relèvera du ressort du tribunal compétent pour le litige considéré.

Toutefois en cas de désaccord les deux parties s'engagent à rechercher, au préalable, une résolution amiable.

La présente convention est réalisée en deux exemplaires.

**À ALBI,**

**Le**

**Pour la Communauté de Communes  
Tarn-Agout,  
Le Président,**

**Pour le Conseil départemental,  
Le Président,**

**Gérard PORTES**

**Christophe RAMOND**

## FORMATIONS POINT INFO AUTONOMIE 2022

	NORD	SUD	OUEST
PARTENAIRES	France Services Albi Rive Droite Centre Tarn Alban Escale 4C Carmausain Ségala Vaour Val 81 4 MD CCAS Communes du territoire Conseillers numériques	France Services Monts de Lacaune Aussillon Saint-Pierre de Trivisy Vabre Brassac Dourgne 4MD CCAS Communes du territoire Conseillers numériques	France Services Lautrécois Pays d'Agout Lavaur Puylaurens Saint-Sulpice La Pointe Lisle sur Tarn Sémalens 4MD Communes du territoire CCAS Conseillers numériques
LIEUX	Hôtel du Département Salle Jean Jaurès ALBI	Maison des Associations Place du 1 <sup>er</sup> Mai CASTRES	Espace Culture et Loisirs 1 route de Saint-Paul BRIATEXE
SEANCE 1 Présentation de la MDA : missions, fonctionnement,... Articulations entre les services d'accueil des territoires et le guichet unique de la MDA  Animatrices SAIC :	Lundi 19 septembre De 9h30 à 12h  Patricia Salvetat Marie-Agnès Gizycki	Mardi 27 septembre De 9h30 à 12h  Emeline Azéma Marie-Agnès Gizycki	Mardi 20 septembre De 9h30 à 12h  Lucie Pistre Marie-Agnès Gizycki
SEANCE 2 Les aides à domicile, pour les personnes âgées, des caisses de retraite et du Département, le dossier demande APA  Animatrices SAIC :	Lundi 17 octobre De 14h à 16h30  Adeline Cros Laura Cazzaro	Jeudi 20 octobre De 9h30 à 12h  Adeline Cros Laura Cazzaro	Mardi 18 octobre De 9h30 à 12h  Sophie Vergnes Adeline Cros
SEANCE 3 Les aides aux personnes en situation de handicap, adultes et enfants Le dossier de demande MDPH  Animatrices SAIC :	Mardi 8 novembre De 9h30 à 12h  Sophie Mazel Sophie Vergnes	Lundi 21 novembre De 9h30 à 12h  Sophie Mazel Grégory Goffre	Mardi 15 novembre De 14h à 16h30  Sophie Mazel Corinne François

CC TARN AGOUT

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : DE-2022-111

avec 1 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : CONVENTION DE PARTENARIAT DEPARTEMENT DU TARN / COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT (FRANCE SERVICES LAVOUR ET SAINT-SULPICE-LA-POINTE) PORTANT SUR LA CREATION DE POINTS INFO AUTONOMIE ET LE GUICHET TARN RENOVOCCTANIE

Nature : Délibérations

Matière : Autres domaines de compétences - Autres domaines de compétences des comm

Date de télétransmission : 15/12/2022 Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DL-2022-111 MFS - CONVENTION PARTENARIAT DEPARTEMENT DU TARN.pdf

Annexes :

1 - 05- Convention partenariat MFS Tarn.pdf

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-DE-2022-111-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du 8 Décembre 2022**

COMMUNAUTE  
DE COMMUNES  
TARN-AGOUT  
Rond-Point de Gabor  
81370 ST-SULPICE  
☎ : 05.63.41.89.12

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi huit décembre à dix-huit heures trente, le Conseil communautaire de la Communauté de communes TARN-AGOUT, légalement convoqué le premier décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de communes à St-Sulpice-la-Pointe, sous la présidence de M. Gérard PORTES, Président de la Communauté de communes TARN-AGOUT.

**Conseillers communautaires présents avec voix délibérative :****NOMBRE DE MEMBRES :**

Afférents au Conseil Communautaire : 50  
En exercice : 50  
Qui ont pris part à la délibération : 28  
Nombre de procurations : 11  
Date de convocation : 1<sup>er</sup> décembre 2022  
Date d'affichage : 1<sup>er</sup> décembre 2022

COMMUNES MEMBRES	CONSEILLERS TITULAIRES OU SUPPLEANTS
AMBRES	-
AZAS	M. Laurent LACOURT (Titulaire)
BANNIERES	M. Gérard PORTES (Titulaire)
BELCASTEL	M. Christophe ESPARBIE (Titulaire)
GARRIGUES	M. Pierre COMOY (Titulaire)
LABASTIDE-ST-GEORGES	M. Jean-Claude RIGAL (Titulaire)
LACOUGOTTE-CADOUL	M. Gérard REX (Titulaire)
LAVAUUR	Mme Chantal GUIDEZ (Titulaire) M. Jean-Marie VIDAL (Titulaire) Mme Isabelle BALAT (Titulaire) M. Bernard LAMOTTE (Titulaire) Mme Marie-Christine IMBERT (Titulaire) Mme Pauline ALBOUY POMPONNE (Titulaire)
LUGAN	M. Xavier CRÉMOUX (Titulaire)
MARZENS	-
MASSAC SERAN	Mme Viviane BONHOMME (Titulaire)
MONTCABRIER	M. Didier BELAVAL (Titulaire)
ROQUEVIDAL	M. Jean-Marie JOULIA (Titulaire)
ST-AGNAN	Mme Brigitte PARAYRE (Titulaire)
ST-JEAN-DE-RIVES	-
ST-LIEUX-LES-LAVAUUR	M. Gilles CORMIGNON (Titulaire)
ST-SULPICE-LA-POINTE	M. Raphaël BERNARDIN (Titulaire) Mme Nathalie MARCHAND (Titulaire) (de DL-2022-125 à DL-2022-128) M. Bernard CAPUS (Titulaire) M. Christian JOUVE (Titulaire) Mme Laurence BLANC (Titulaire) M. Laurent SAADI (Titulaire) (de DL-2022-112 à DL-2022-128) M. Maxime COUPEY (Titulaire) M. Jean-Pierre CABARET (Titulaire) M. Julien LASSALLE (Titulaire)
TEULAT	Mme Sabine MOUSSON (Titulaire)
VEILHES	-
VILLENEUVE-LES-LAVAUUR	M. Michel BOUYSSOU (Titulaire)
VIVIERS-LES-LAVAUUR	M. Jean-Paul ROCACHE (Titulaire) (de DL-2022-123 à DL-2022-128)

**Conseillers Titulaires absents et excusés :** M. Daniel MARQUES (*pouvoir à M. Laurent SAADI*) (Ambres), M. Emmanuel JOULIÉ (*pouvoir à M. Gérard PORTES*) et Mme Véronique CATHALA-AMIRAULT (*pouvoir à M. Jean-Claude RIGAL*) (Labastide St-Georges), M. Bernard CARAYON (*pouvoir à M. Bernard LAMOTTE*), M. Philippe VANTAUX, Mme Marie-Claire MARIIGNOL (*pouvoir à Mme Chantal GUIDEZ*), M. William RENAULT, Mme Frédérique REMY, M. Justin LARUE (*pouvoir à M. Jean-Marie VIDAL*), Mme Karine GUIRAUD (*pouvoir à Mme Isabelle BALAT*), M. Michel BONHOMME (*pouvoir à Mme Marie-Christine IMBERT*), M. Emmanuel DAVID (*pouvoir à Mme Pauline ALBOUY POMPONNE*) et M. Vincent THÉNARD (Lavaur), M. Didier JEANJEAN (Marzens), M. Jean SENDRA (Saint-Jean-de-Rives), Mme Nadia OULD AMER (*pouvoir à M. Maxime COUPEY*), Mme Andrée GINOUX (*pouvoir à Mme Nathalie MARCHAND*), Mme Laurence SÉNÉGAS (*pouvoir à Mme Laurence BLANC*) et Mme Malika MAZOUZ (Saint-Sulpice-la-Pointe) et M. Benoît CATALA (Veilhès).

**Secrétaire de séance :** Mme Brigitte PARAYRE (Saint-Agnan)

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022**

**OBJET DE LA DELIBERATION :** **PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL : CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS 2023-2028 ATMO OCCITANIE / COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT**

**(DELIBERATION N° DL-2022-112)**

A la demande de M. le Président, M. Raphaël BERNARDIN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président en charge de la Commission Environnement / Transition énergétique, expose à l'Assemblée que, par délibération en date du 30 juin 2022, le Conseil communautaire a arrêté le projet de Plan Climat Air Energie du Territoire (PCAET). S'en est suivie, une phase de consultation qui s'est terminée le 30 novembre 2022. L'ensemble des contributions va être analysée et le projet de PCAET modifié, le cas échéant, pour tenir compte des différents avis (Mission Régionale de l'Autorité environnementale, Préfet de Région, Présidente de la Région Occitanie ainsi que le public).

Le décret N° 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au PCAET stipule que la stratégie climat air énergie doit présenter des objectifs stratégiques et opérationnels sur plusieurs domaines dont la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la réduction des émissions de polluants atmosphériques et de leur concentration. Des actions concrètes seront mises en œuvre. De plus, le suivi, l'évaluation à mi-parcours et l'évaluation finale de la mise en œuvre du PCAET devront être réalisés.

Afin de collecter des données de suivi-évaluation fiables, mais aussi d'améliorer la connaissance de la pollution de l'air sur le territoire Tarn-Agout et de la partager, la Communauté de communes TARN-AGOUT (CCTA) souhaite établir un partenariat durable avec l'association ATMO Occitanie, (association régionale agréée de surveillance de la qualité de l'air) dont elle est membre depuis 2020. Pour ce faire, il convient de conclure une convention pluriannuelle d'objectifs d'une durée de 6 ans couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2028.

Dans le cadre de cette convention, ATMO Occitanie s'engage tous les ans à accompagner la CCTA dans les actions suivantes :

- La production du bilan de la qualité de l'air sur le territoire,
- La production de bilan des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre,
- La mise à disposition d'indicateurs et de données pour diffusion et valorisation dans les publications de ce territoire,
- La participation à une réunion technique en lien avec le PCAET,
- La réalisation d'un travail sur la connaissance partagée des pratiques agricoles locales de façon générale. Ces travaux contribueront à améliorer l'estimation globale des émissions polluantes associées aux pratiques agricoles, en tenant compte de données locales si elles existent.
- Le suivi et l'évaluation d'actions du PCAET en matière de qualité de l'air,
- La mise à disposition des données sur la qualité de l'air et l'indice ATMO en open data.
- Dès que les méthodologies seront mises en place au niveau local, ATMO Occitanie pourra fournir des données relatives à la population exposée à des dépassements des nouveaux seuils de recommandation adoptés par l'Organisation Mondiale de la Santé.

Outre le coût de l'adhésion annuelle d'un montant de 200,00 € versée depuis 2020, ce partenariat se traduit par le versement d'une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 3.848 € actualisable conformément à l'article 5 de ladite convention.

Si d'autres actions entrant dans l'objet social d'ATMO que celles exposées dans la liste ci-dessus devaient être mises en œuvre, la convention pourra être modifiée par voie d'avenant. Une subvention complémentaire sera alors définie.

Le Conseil communautaire ainsi informé,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et L. 2121-29,
- Vu le projet de convention pluriannuelle d'objectifs 2023-2028 ATMO Occitanie / Communauté de communes TARN-AGOUT qui lui a été remis,
- Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 23 novembre 2022,
- Vu l'avis favorable de la Commission Environnement & Transition énergétique en date du 29 novembre 2022,
- Entendu l'exposé de M. Raphaël BERNARDIN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président en charge de la Commission Environnement / Transition énergétique,

Et après en avoir délibéré, **PAR 38 VOIX POUR – 0 CONTRE – 1 ABSTENTION (M. Gérard REX)**

- **APPROUVE**, telle qu'elle est présentée en annexe, la convention pluriannuelle d'objectifs 2023/2028 ATMO Occitanie / Communauté de communes TARN-AGOUT.
- **HABILITE** M. le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents se rapportant à cette décision, notamment ladite convention ainsi que ses éventuels avenants.
- **INFORME** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

Fait et délibéré à **St-Sulpice-la-Pointe**, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme.

**Le Président**

**Gérard PORTES**



**La secrétaire de séance**

**Brigitte PARAYRE**





## CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS 2023-2028

### ATMO Occitanie / Communauté de communes Tarn-Agout

#### Evaluation de la qualité de l'air sur le territoire de la CC Tarn-Agout et accompagnement dans l'élaboration et le suivi de son PCAET

Entre les soussignés,

1. **La Communauté de Communes Tarn-Agout**, Etablissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre, dont le siège social est situé Espace Ressources Rond Point de Gabor 81370 SAINT-SULPICE-LA-POINTE, représentée par son Président en exercice, Monsieur Gérard PORTES, et ci-après désignée par le « **Partenaire** »,

*D'une part,*

Et :

1. **Atmo Occitanie**, association régie par la loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901, dont le siège social est situé 10 rue Louis Lépine –Parc de la Méditerranée - 34470 Pérols, identifié sous le n° SIRET 308 599 703 000 29, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Agnès LANGEVINE, et ci-après désignée par l'« **Association** »,

*D'autre part,*

Les soussignés étant ci-après dénommés ensemble par les « **Parties** » ou individuellement par la « **Partie** »,

Il est préalablement rappelé et convenu ce qui suit :

### PRÉAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'Association dans le cadre de sa mission d'intérêt général de surveillance de la qualité de l'air de la région Occitanie et de fourniture d'une information régulière au public et aux autorités, conforme à son objet statutaire.

Que, dans le cadre de la réglementation européenne relative à la mise en œuvre de la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et l'environnement ainsi qu'à la communication sur le sujet, il est rappelé les principes suivants :

- En application des orientations de la politique nationale de la qualité de l'air inscrites dans le code de l'environnement, notamment dans ses articles L.220-1 et suivants, ainsi que dans les textes d'application, il est confié dans chaque région, à un organisme agréé, un mandat d'intérêt général en matière de mise en œuvre de la surveillance de la qualité de l'air dans des conditions fixées par le code de l'environnement, à savoir notamment :

- L'article L.220-1 prévoit que :

*« L'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ainsi que les personnes privées concourent, chacun dans le domaine de sa compétence et dans les limites de sa responsabilité, à une politique dont l'objectif est la mise en œuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé.*

*Cette action d'intérêt général consiste à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les*

*pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air et, à ces fins, à économiser et à utiliser rationnellement l'énergie. La protection de l'atmosphère intègre la prévention de la pollution de l'air et la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. » ;*

- L'article L.221-1 prévoit que :

*« L'Etat assure, avec le concours des collectivités territoriales dans le respect de leur libre administration et des principes de décentralisation, la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement. » ;*

- L'article L.221-3 prévoit que :

*« Dans chaque région, et dans la collectivité territoriale de Corse, l'Etat confie la mise en œuvre de la surveillance prévue à l'article L.221-2 à un organisme agréé pour un ou des paramètres donnés de la qualité de l'air. Celui-ci associe, de façon équilibrée, des représentants de l'Etat et de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, des collectivités territoriales et leurs groupements, des représentants des diverses activités contribuant à l'émission des substances surveillées, des associations de protection de l'environnement agréées au titre de l'article L.141-1, des associations agréées de consommateurs et, le cas échéant, faisant partie du même collège que les associations, des personnalités qualifiées. Les modalités d'application du présent article sont définies par un décret en Conseil d'Etat ».*

- Il est aussi rappelé les dispositions suivantes :

- La loi n°2014-58 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, du 27 Janvier 2014 – MATPAM – définit le rôle réservé aux régions en matière de qualité de l'air, et conserve aux métropoles les principaux leviers d'actions pour mettre en œuvre les stratégies Air, Energie, Climat : l'urbanisme, l'habitat, les transports,

L'Article L5217-2 du Code général des collectivités territoriales, tel que modifié par la [LOI n° 2015-991 du 17 août 2015](#), indique notamment :

*« I. La métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communs membres, les compétences suivantes : [...]*

*6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie : [...]*

*b) la lutte contre la pollution de l'air ; [...]*

*f) l'élaboration et l'adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable; »*

- Les lois de Grenelle n°2009-967 du 3 Août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et n°2010-788 du 12 Juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ont apporté des changements importants au code de l'urbanisme en lien avec les enjeux du climat, de l'air et de l'énergie, et notamment :

- L'article 8 de la loi n°203109-967 du 3 Août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement indique que les documents d'urbanisme doivent permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de réduire les consommations d'énergie, d'économiser les ressources fossiles,

- L'article 14 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement précise en particulier que les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production

énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air [...] et la prévention [...] des pollutions et nuisances de toute nature ;

- La Loi d'Orientation des Mobilités n°2019-1428 du 24 décembre 2019 ayant pour objectif d'améliorer la qualité de l'air en limitant les émissions et en accélérant l'action en faveur d'une mobilité plus durable, qui prévoit que les territoires concernés par un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) ou par des dépassements des valeurs limites, doivent renforcer le volet Air de leur PCAET par l'ajout d'un plan de réduction des émissions de polluants atmosphériques. Ce dernier a pour objectif l'atteinte des objectifs nationaux et locaux en matière d'émissions, de concentration et d'exposition des populations, en coordination avec les AASQA (Associations Agréées de la Surveillance de la Qualité de l'Air).
- La Loi n°2021-1104 du 21 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets rendant obligatoire la mise en place des ZFEm dans les EPCI de plus de 150 000 habitants et fixant le cadre du dispositif pour les 10 métropoles en dépassement récurrent.

Considérant que l'Association ATMO Occitanie est l'organisme agréé pour la surveillance de la qualité de l'air pour les treize (13) départements de la région Occitanie répondant aux exigences des articles R.221-9 et R.221-10 du code de l'environnement.

L'Association exerce dans ce cadre une mission d'intérêt général traduite dans son objet social en cinq axes principaux suivants :

- **Axe 1 : Garantir la mission d'intérêt général de surveillance de la qualité de l'air et contribuer aux stratégies nationale et européenne,**
- **Axe 2 : Adapter l'observatoire aux enjeux transversaux Air Climat Energie Santé,**
- **Axe 3 : Evaluer et suivre l'impact des activités humaines et de l'aménagement du territoire sur la qualité de l'air,**
- **Axe 4 : Préparer l'observatoire de demain et participer à l'innovation : phytosanitaires, odeurs, pollens, nanoparticules, air intérieur, nouvelles technologies d'observations,**
- **Axe 5 : Informer, sensibiliser, se concerter ;**

L'Association s'engage, au travers de son Plan Régional de Surveillance de Qualité de l'Air, dans l'élaboration d'une politique d'amélioration continue des connaissances de la qualité de l'air et d'évaluation de l'atmosphère par tous moyens techniques et outils d'analyse.

L'Association favorise toute collaboration au plan local répondant à cet objectif.

Elle déploie sur le territoire régional, un dispositif de surveillance de la qualité de l'air adapté aux objectifs généraux de politique publique dans lesquels s'inscrit cette Convention,

Considérant que la subvention annuelle versée par le Partenaire à l'Association ainsi que les contributions matérielles éventuelles du Partenaire contribuent à la mise en œuvre de cette mission d'intérêt général.

Considérant les enjeux partagés du Partenaire et de l'Association ATMO Occitanie dans le domaine de l'environnement et, plus précisément de l'amélioration, de la prévision, du suivi et l'évaluation de la qualité de l'air,

Considérant les actions ci-après présentées qui participent à des politiques d'intérêt général menées conjointement par l'Association et le Partenaire,

Les Parties se sont rapprochées et ont convenu des conditions de la présente Convention pluriannuelle d'objectifs qui suivent (ci-après désignée par la « **Convention** ») :

**Il est convenu ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente Convention, l'Association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique et les cinq (5) axes de sa mission d'intérêt général figurant dans ses statuts, mentionnés au préambule, le programme d'actions décrit en **annexe 1**, laquelle fait partie intégrante de la Convention.

Le programme d'action proposé par l'Association en toute indépendance relève de l'intérêt général et s'inscrit dans le cadre de son agrément.

Pour sa part, le Partenaire s'engage à soutenir financièrement et matériellement la réalisation de la mission d'intérêt générale de l'Association par le biais de subventions en numéraire ou en nature, et n'attend aucune contrepartie directe de ces contributions.

La présente Convention a pour objet, en cohérence avec l'objet statutaire de l'Association et avec les orientations de politiques publiques mentionnées en préambule, de renouveler l'engagement du Partenaire, au regard de ses compétences à contribuer au financement du dispositif régional intégré de prévision, suivi, évaluation et scénarisation de la qualité de l'air, afin de permettre la diffusion sur différents supports et la mise à disposition auprès du Partenaire et du public, à savoir :

- D'une information quotidienne sur la prévision de la qualité de l'air,
- D'une information en cas d'épisodes de pollution départemental,
- D'indicateurs d'évolution des émissions de polluants atmosphériques,
- D'indicateurs de suivi du PCAET,
- D'un bilan annuel de la qualité de l'air,

Le programme d'action et les indicateurs produits et mis à disposition par l'Association dans le cadre de ce partenariat sont détaillés en **annexe 1** et en **annexe 2**.

## **ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente Convention prend effet au 01/01/2023. Elle est conclue pour une durée de six (6) ans jusqu'au 31/12/2028, sous réserve du maintien et du renouvellement de l'agrément de l'Association.

A son échéance, le Partenaire et l'Association définiront en concertation les conditions de son renouvellement.

La dissolution de l'Association, dans les conditions fixées par ses statuts, entraînerait la cessation de cette Convention.

Elle ne pourra être résolue avant son terme que dans les conditions de la clause résolutoire de l'**article 14**.

## **ARTICLE 3 – STATUT FISCAL D'ATMO OCCITANIE**

Conformément notamment aux dispositions des articles 206, 1bis et 261, 7, 1° du Code Général des Impôts, l'Association n'est pas assujettie aux impôts commerciaux et ne peut à ce titre récupérer la TVA facturée par des tiers dans la mesure où son activité, objet de la présente Convention, s'inscrit dans une mission d'intérêt général. Elle est à but non lucratif et ne concurrence en aucun cas le secteur commercial.

## **ARTICLE 4 – CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES AUX ACTIONS**

Les contributions financières du Partenaire aux actions d'intérêt générales de l'Association, outre les contributions en nature à titre gratuit du Partenaire, définies à l'**article 8**, sont les suivantes :

### **1. Subvention annuelle de fonctionnement et/ou d'investissement**

Le Partenaire s'engage à verser à l'Association, pendant la durée de la Convention, une subvention forfaitaire annuelle de fonctionnement et/ou d'investissement au titre de la contribution du Partenaire aux missions d'intérêt général menée par l'Association pour la surveillance de la qualité de l'air selon programme détaillé

en **annexe 1**.

Le montant de la subvention annuelle accordée par le Partenaire à l'Association est fixé en **annexe 4**, en fonction du budget prévisionnel de l'Association à la date de signature de la présente Convention tel que précisé à l'**annexe 4** pour l'ensemble des actions prévues.

La subvention est versée sans contrepartie afin de contribuer au financement global du programme d'actions d'intérêt général confié à l'Association. L'attribution de la subvention n'a pas pour objet de répondre à un besoin propre exprimé au préalable par le Partenaire. Elle n'est pas la contrepartie d'une prestation de service individualisée.

La présente subvention ne comprend pas la cotisation d'adhésion annuelle à l'Association.

Elle sera actualisée chaque année dans les conditions déterminées à l'**article 5** ci-après et pourra être complétée de subventions complémentaires déterminées par avenant en cas de détermination d'actions complémentaires au programme de l'**annexe 1** entrant dans l'objet social de l'Association.

L'Association prend l'engagement de mobiliser les moyens humains et matériels nécessaires pour atteindre ses objectifs tels que rappelés en **annexe 1**, conformément à son objet social.

## **2. Cotisation annuelle du membre de l'Association**

En sus de la subvention annuelle ci-dessus exposée, le Partenaire est tenu de verser sa cotisation annuelle de membre de l'Association dans les conditions définies par l'Assemblée Générale de l'Association et figurant en **annexe 6**, dans les conditions prévues aux Statuts de l'Association.

Le Partenaire s'engage à maintenir son adhésion à l'Association et à verser les cotisations annuelles pendant toute la durée de la présente Convention.

Sauf accord contraire des Parties, la perte de la qualité de membre de l'Association du Partenaire n'entraînera pas la résolution de la présente Convention, le Partenaire restant tenu de ses engagements jusqu'au terme de la Convention.

## **ARTICLE 5 : ACTUALISATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE**

La subvention annuelle versée par le Partenaire à l'Association, dans le cadre des actions définies à la présente Convention et à ses annexes, est déterminée pour la première année et sera actualisée annuellement automatiquement pour les années suivantes selon la formule suivante :

$$P = P_0 \left[ 0.15 + 0.85 \left( 0.6 \frac{S}{S_0} + 0.4 \frac{EBIQ}{EBIQ_0} \right) \right]$$

Où :

S = ICHTrev-IME, Indice du Coût Horaire du Travail révisé des Industries Mécaniques et Electriques

EBIQ = indice agrégé « Energie, Biens intermédiaires et Biens d'Investissements »

P<sub>0</sub> = prix d'origine

P = prix actualisé

### Valeur des indices :

- S<sub>0</sub> = ICHTrev TS IME de Janvier 2021 = 128.5
- EBIQ<sub>0</sub> = EBIQ de Janvier 2021 = 106.1 (N° de la série 010534841)
- S = ICHTrev-TS IME de Janvier de l'année en cours
- EBIQ = EBIQ de Janvier de l'année en cours

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT DES CONTRIBUTIONS FINANCIERES**

Les contributions financières du Partenaire sont versées à l'Association de la manière suivante :

### **1. S'agissant de la subvention annuelle de fonctionnement**

Le Partenaire verse la subvention forfaitaire annuelle de l'année N en une ou plusieurs fois selon les modalités précisées en **annexe 4**, sur présentation d'un courrier de demande de paiement adressé par l'Association, accompagné du dernier rapport moral et financier de l'Association.

De la même manière, et sauf disposition différente convenue dans l'avenant, toute subvention complémentaire sera versée par le Partenaire à l'Association en une fois, sur présentation d'un courrier de demande de paiement adressé par l'Association.

### **2. S'agissant de la cotisation annuelle du membre de l'Association**

La cotisation annuelle due par le Partenaire en sa qualité de membre de l'Association sera versée à réception de l'appel à cotisation de l'année N qui lui sera adressé par l'Association.

### **3. Dispositions communes**

Les versements de la cotisation annuelle et de toute subvention annuelle ou complémentaire seront effectués sur le compte bancaire de l'Association dont le RIB figure en **annexe 7**.

Les demandes de paiement devront être transmises au Partenaire à l'adresse figurant en **annexe 4**.

## **ARTICLE 7 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION**

Dans le cadre de la présente Convention, l'Association s'engage à :

- 7.1 Mettre à disposition du Partenaire, le label Part'nair porté par le Conseil d'administration de l'Association et validé par son Assemblée Générale du 29 juin 2018 pour permettre au Partenaire de valoriser ses contributions à l'Association tout en préservant l'indépendance de la structure selon les modalités de l'**annexe 8**.
- 7.2 Mettre à disposition du Partenaire et du public, une prévision actualisée quotidiennement de la qualité de l'air, insérable sur tout site internet, et plus généralement les données prévues à l'**annexe 3**.
- 7.3 Mettre à disposition du Partenaire, sur le site internet de l'Association, une consultation des principaux indicateurs de la qualité de l'air pour son territoire ainsi qu'à un certain nombre de flux en Open Data tels que listés en **annexes 2 et 3**.
- 7.4 Accompagner annuellement le Partenaire dans une action de communication prévue au programme d'action.  
Il est précisé que l'Association s'interdit de procéder, directement ou indirectement, à des annonces par affichage sauvage et à des distributions sur la voie publique.  
De plus, l'ensemble des données et résultats d'études de l'Association est rendu public et utilisable par le Partenaire.
- 7.5 Gérer avec toute la rigueur nécessaire les subventions qui lui sont attribuées et à en garantir une destination conforme à son objet social et à son statut fiscal.
- 7.6 Assurer auprès du Partenaire un appui de conseil et d'expertise au regard de sa qualité d'AASQA dans le suivi et la surveillance de la qualité de l'air et sur l'ensemble des actions réalisées décrites en **annexe 1**.
- 7.7 Communiquer à la demande du Partenaire, les éléments méthodologiques permettant de préciser les référentiels techniques et hypothèses retenues dans les différentes évaluations réalisées et définir les incertitudes associées aux mesures et à la modélisation,
- 7.8 Adresser au Partenaire dans les six (6) mois de la clôture de chaque exercice, les justificatifs



établis conformément à ses statuts et aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, suivants :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059) ;
  - Les états financiers, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal officiel ;
  - Le rapport d'activité.
- 7.9 Informer le Partenaire sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception adressé à l'adresse du Partenaire figurant à l'**annexe 4** pour les demandes de subventions, en cas d'abandon, d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente Convention.
- 7.10 Souscrire tout contrat d'assurance nécessaires à la réalisation des missions d'intérêt général de telle sorte que le Partenaire ainsi que ses assureurs ne puissent être en aucune façon recherchés en responsabilité, les activités de l'Association étant placées sous sa responsabilité exclusive.

## **ARTICLE 8 : ENGAGEMENTS DU PARTENAIRE**

Le Partenaire s'engage à :

- 8.1 Se conformer aux statuts de l'Association dont il est membre et notamment à s'acquitter annuellement, sur appel à versement de l'Association, de la cotisation annuelle d'adhésion conformément à la grille de cotisations validée en Assemblée Générale de l'Association. Le montant de cette cotisation en vigueur à la signature de la présente Convention figure en **annexe 6**, et pourra évoluer en cas de vote par l'Assemblée Générale de l'Association d'une réévaluation des cotisations d'adhésion ;
- 8.2 Apporter son appui à la recherche et à l'installation de nouveaux sites de mesure dans le cadre de l'évolution et l'amélioration du dispositif de surveillance de l'Association ou dans le cas d'une cessation de mise à disposition des locaux actuels, à la réalisation de campagnes de mesures temporaires ou fixes et enfin à fournir les informations relatives à l'accès aux stations de mesures.
- 8.3 Contribuer au financement de la surveillance de la qualité de l'air de son territoire par l'attribution à l'Association des subventions prévues à la présente Convention ;
- 8.4 Verser la subvention annuelle forfaitaire dans les conditions définies aux **articles 4 à 6** de la présente Convention ainsi qu'en **annexe 4**, sur appel de fonds de l'Association ;
- 8.5 Informer l'Association préalablement à la mise en œuvre d'actions de communication à destination de la presse en lien avec les actions faisant l'objet d'avenants spécifiques à la présente Convention,
- 8.6 Fournir à l'Association, avant le mois de mai de l'année n+2, pour mettre à jour l'inventaire d'émissions de polluants atmosphériques et gaz à effet de serre, dans la mesure de ses possibilités, les éléments figurant en **annexe 3** permettant à l'Association de poursuivre le plan d'actions. En cas de retard, les données de l'année précédente seront utilisées.
- 8.7 Mettre à disposition de l'Association, dans des locaux ou espaces publics, des emplacements dédiés aux dispositifs de surveillance de la qualité de l'air gérés par l'Association, dans les conditions précisées à l'**annexe 5 – « SANS OBJET »**

## **ARTICLE 9 : PROPRIETE ET DIFFUSION DES DONNÉES**

Les données nécessaires à la réalisation du programme d'action objet de la présente Convention sont échangées entre les Parties dans les conditions spécifiées en **annexe 3**.

Les données restent la propriété de la Partie de laquelle elles émanent.

En particulier, l'Association est et reste propriétaire des données produites et des résultats des études réalisées dans le cadre du présent partenariat.

Tous les résultats seront diffusés au public dans le cadre de la politique d'information en vigueur de l'Association, telle que soutenue par le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire.

Le Partenaire pourra en outre accéder à tous les indicateurs produits par l'Association dans le cadre de ce partenariat.

## **ARTICLE 10 : RESPONSABILITES**

L'Association sera seule responsable, en toute indépendance, des options techniques et choix méthodologiques lui permettant d'assurer un travail de qualité (maintenance des analyseurs, calibrage, ...) afin de mener à bien le programme d'action figurant en **annexe 1**.

L'Association s'engage à souscrire les assurances suivantes :

- police d'assurance responsabilité civile générale,
- assurance pour les équipements installés (vol, dégradation, incendie) dans les stations de mesures et pour les locaux mis à sa disposition.

En cas de panne des équipements (informatique, analyseur, ...), la responsabilité de l'Association ne pourra pas être engagée. En particulier, le Partenaire ne pourra se dégager ni modifier la subvention accordée dans le cadre de la présente Convention et l'Association ne pourra être tenu de verser des dommages et intérêts au Partenaire.

Les Parties ne pourront être tenues pour responsable de l'inexécution de leurs engagements en cas de survenance d'un cas de force majeure. Sauf si celui-ci rend l'exécution de la Convention définitivement impossible, les engagements des Parties sont suspendus le temps de la disparition de l'évènement de force majeure sans indemnité.

## **ARTICLE 11 : EVALUATION**

Les Parties conviennent de se revoir chaque fin d'année, afin de faire le point sur la Convention, les actions réalisées et le respect des échéances de transmission des données, indicateurs et rapport.

A ce titre, les Parties conviennent de procéder conjointement à l'évaluation des conditions de réalisation des actions menées par l'Association auxquelles le Partenaire a apporté son concours.

L'évaluation portera notamment sur la conformité des résultats au programme d'actions de l'**annexe 1** ainsi que sur l'impact des actions au regard de l'intérêt général et local.

L'Association s'engage également à fournir au Partenaire, au terme de l'exécution de la Convention pluriannuelle, un bilan d'ensemble de la mise en œuvre des actions.

## **ARTICLE 12 - CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION**

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 11 ainsi qu'au respect des engagements respectifs des Parties détaillés par les articles 7 et 8.

## **ARTICLE 13 : AVENANT**

La présente Convention ne peut être modifiée ou complétée que par voie d'avenant signé par les Parties. Lesdits avenants feront partie de la présente Convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Les avenants permettront notamment de formaliser des évaluations spécifiques à mettre en œuvre sur le territoire du Partenaire.

Les demandes d'actions ponctuelles complémentaires répondant à des projets spécifiques entrant dans l'objet social de l'Association, seront formalisées pour l'année N+1 sous forme d'avenant à la présente Convention avec une subvention complémentaire associée.

Pour ce faire, les deux Parties évalueront tous les ans en début du quatrième trimestre de l'année N le programme d'actions à réaliser pour l'année N+1 afin d'en prévoir, autant que faire se peut, le volume global, la mise en œuvre opérationnelle et les échéances. Ce programme de travaux permettra la planification des actions dans l'année N+1 et les demandes de données spécifiques éventuelles. Ce programme fixera par ailleurs le montant et la nature de la subvention complémentaire de chacune des actions à planifier.

La demande de modification de la présente Convention est réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai de deux (2) mois suivant la réception de cette demande, l'autre Partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

A défaut de réponse de l'autre Partie dans le délai de deux (2) mois susvisé, la demande est réputée refusée par l'autre Parties.

## **ARTICLE 14 : CLAUSE RESOLUTOIRE**

En cas de non-respect par l'une des Parties de l'une ou plusieurs des obligations résultant de la présente Convention ou en cas de faute caractérisée de l'Association (par exemple fraude fiscale, falsification de la comptabilité, etc...), celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre Partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux (2) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

La Convention pourra, avant son expiration, être résiliée de plein droit par le Partenaire, par notification écrite, en cas de force majeure empêchant définitivement l'exécution de la Convention ou pour tout motif d'intérêt général, dans ce dernier cas sans préjudice pour l'Association d'un droit à indemnisation du fait de cette résiliation.

## **ARTICLE 15 : SANCTIONS**

S'il apparaît, notamment au terme des opérations de contrôle prévues dans la présente Convention, que :

- La subvention a été partiellement ou totalement utilisée à des fins non conformes à l'objet de cette Convention ;
- Les obligations auxquelles l'Association est contrainte n'ont pas été respectées : inexécution, absence

de commencement d'exécution ou modification substantielle des conditions d'exécution de la Convention par l'Association sans l'accord écrit du Partenaire

Alors, le Partenaire peut exiger le remboursement de tout ou partie de la subvention annuelle déjà versées au titre de la présente Convention, ou encore diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir préalablement entendu ses représentants, sans préjudice du dommage que pourrait faire valoir par ailleurs le Partenaire du fait de ce(s) manquement

le Partenaire en informe l'Association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Aucune nouvelle demande de subvention ne pourra être instruite sur ces missions ou ces projets associés par voie d'avenant tant que l'Association ne sera pas libérée de ses obligations vis-à-vis du Partenaire.

Si, à l'issue d'un délai de deux (2) mois à compter de la réception d'une mise en demeure adressée dans les conditions de l'**article 14**, l'Association ne s'est toujours pas libérée de ses obligations, le Partenaire s'autorise le droit d'user des voies de droit afin que l'Association et ses dirigeants s'acquittent de leurs obligations.

## **ARTICLE 16 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente Convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

## **ARTICLE 17 – ELECTION DE DOMICILE - CORRESPONDANTS**

Pour l'exécution de la présente Convention, les Parties font élection de domicile en leur siège respectif désigné en tête des présentes.

Afin d'assurer le suivi du bon déroulement des actions et l'exécution des obligations de chacune des Parties prévues par la présente Convention, les Parties désignent chacune un correspondant identifié à l'**annexe 9**.

Le correspondant de chacune des Parties ainsi nommément identifié sera l'interlocuteur privilégié des autres Parties pour toute correspondance en lien avec le suivi et l'exécution des présentes.

Toute modification du siège et/ou du correspondant de l'une des Parties devra être notifié aux autres Parties par tout moyen écrit afin de lui rendre opposable.

## **ARTICLE 18 – ANNEXES**

A la présente Convention sont jointes les annexes suivantes, faisant partie intégrante de ladite Convention, à savoir :

- **Annexe 1** : Programme d'action annuel
- **Annexe 2** : Indicateurs d'évaluation de la Convention
- **Annexe 3** : Conditions d'échange des données
- **Annexe 4** : Subvention annuelle de fonctionnement et budget prévisionnel de l'Association
- **Annexe 5** : **SANS OBJET** Conditions de mise à disposition dans des locaux ou sur l'espace public, d'emplacements dédiés aux dispositifs de surveillance de la qualité de l'air gérés par l'Association
- **Annexe 6** : Grille des cotisations d'adhésion à l'Association en vigueur
- **Annexe 7** : RIB de l'Association
- **Annexe 8** : Conditions d'utilisation Label « Partenaire QUALITE DE L'AIR » de l'Association
- **Annexe 9** : Identification des correspondants pour l'exécution de la Convention
- **Annexe 10** : Outils de communication et de valorisation des données

Fait à Toulouse, le

En autant d'exemplaires que de parties.

Pour le Partenaire :  
Communauté de Communes  
Tarn-Agout,  
Le Président

Pour l'Association :  
ATMO OCCITANIE,  
La Présidente

Gérard PORTES

Agnès LANGEVINE

## ANNEXE 1

### Programme d'actions annuel relative au partenariat

L'Association s'engage tous les ans à accompagner le Partenaire dans les actions suivantes :

1. La production du bilan de la qualité de l'air et des émissions de polluants atmosphériques et de GES sur le territoire de la Communauté de Communes Tarn-Agout, et la mise à disposition d'indicateurs et de données pour diffusion et valorisation dans les publications de ce territoire
2. Participation aux réunions techniques en lien avec le PCAET des territoires concernés, sur une base de 1 réunion par an.
3. Un travail sur la connaissance partagée des pratiques agricoles locales de façon générale. Ces travaux contribueront à améliorer l'estimation globale des émissions polluantes associées aux pratiques agricoles en tenant compte de données locales si elles existent.
4. Le suivi et l'évaluation d'actions en matière de qualité de l'air, mises en place sur le territoire du Partenaire, notamment en matière de mobilité et déplacements sous réserve d'un dimensionnement pouvant intégrer la Convention actuelle. A défaut, un avenant pourra être mis en place sur un besoin spécifique.
5. La mise à disposition des données sur la qualité de l'air et l'indice ATMO en open data.

Dès que les méthodologies seront mises en place au niveau local, l'Association s'engage aussi à fournir annuellement la population exposée à des dépassements des nouveaux seuils de recommandation adoptés par l'Organisation Mondiale de la Santé, publiés le 22 Septembre 2021

Les demandes d'actions ponctuelles complémentaires répondant à des projets spécifiques seront formalisées pour l'année N+1 sous forme d'avenant à la présente Convention et pourra prévoir le versement par le Partenaire d'une subvention de fonctionnement complémentaire.

Pour la réalisation de ces actions, l'Association s'appuiera sur le dispositif d'évaluation déployé sur le territoire du Partenaire, à savoir :

- Plusieurs stations fixes et des campagnes ponctuelles à l'échelle régionale permettant la mesure permanente sur un pas de temps quart horaire des polluants réglementés dans l'air ambiant ;
- Un inventaire des émissions permettant de déterminer les quantités de polluants atmosphériques et gaz à effet de serre émis sur le territoire à l'échelle communale ;
- Des cartographies de la pollution de l'air réalisées par modélisation permettant de prévoir la qualité de l'air et de caractériser l'exposition de la population à la pollution de l'air.

Fait à Toulouse, le

En autant d'exemplaires que de parties.

Pour le Partenaire :  
Communauté de Communes  
Tarn-Agout,  
Le Président

Gérard PORTES

Pour l'Association :  
ATMO OCCITANIE,  
La Présidente

Agnès LANGEVINE



## **Indicateurs d'évaluation de la Convention**

L'Association s'engage à mettre à disposition du Partenaire, les indicateurs d'évaluation suivants :

1. **En avril de l'année N**, les données disponibles produites par l'Association sur le territoire du Partenaire :

Pour l'année N-3 (N moins 3) :

- Au format Excel :
  - Les données d'émissions directes de GES et polluants atmosphériques du territoire depuis 2008, par commune et par secteurs d'activités ;
  - Les indicateurs relatifs à la consommation énergétique du territoire (évolution, ...)
  - La situation du territoire au regard des objectifs nationaux (PREPA et SNBC) et régionaux avec indication des écarts à la trajectoire.

Les données d'émissions fournies couvriront les scope 1 (émissions directes) et 2 (émissions indirectes, notamment dues à la consommation d'électricité, de chaleur et de froid), ces dernières sous réserves de la disponibilité de données détaillées à l'échelle du territoire.

- Sous forme de note
  - Analyse de l'impact de la mise à jour de l'inventaire sur l'ensemble de l'historique disponible. Cette note présentera de façon synthétique et par une approche qualitative une évaluation des niveaux d'incertitudes associés aux quantités d'émission selon la dernière méthodologie de calcul employée, par secteur et sous-secteurs d'activité. Les principales évolutions méthodologiques et leur impact sur les données antérieures seront précisés dans cette note.

2. **En août de l'année N**, les données disponibles produites par l'Association sur le territoire du Partenaire :

- La synthèse annuelle de l'évaluation de la qualité de l'air sur le territoire du Partenaire comprenant :

Pour l'année N-3 (N moins 3) :

- Les indicateurs d'émissions
- L'évolution de l'historique des émissions
- La situation du territoire au regard des objectifs nationaux et locaux
- Des indicateurs sectoriels pour les secteurs des transports, du résidentiel et du tertiaire

Pour l'année N-1 (N moins 1) :

- Les valeurs réglementaires trafic/fond issues du dispositif de mesures sur le territoire
  - Un texte de synthèse des principales données,
  - Les cartographies de concentration haute définition sur le territoire du Partenaire pour les polluants NO<sub>2</sub>, PM<sub>10</sub> et PM<sub>2,5</sub>,
  - Les cartographies de concentration sur le département pour l'ozone,
  - Le nombre de personnes exposées au-delà des valeurs réglementaires pour la protection de la santé.
  - Le nombre de jours d'épisodes de pollution.
  - Les actions réalisées sur le territoire métropolitain et les perspectives pour l'année à venir.
- Un rapport de synthèse des méthodes et données pour chaque programme d'étude effectué.
  - Au format Excel :

Pour l'année N-1 (N moins 1) :

- L'évaluation annuelle de la population exposée aux polluants réglementés, à des niveaux supérieurs aux seuils réglementaires et aux lignes directrices adoptées par l'OMS
  - Des indicateurs et statistiques annuels : réponses aux demandes locales, indices de la qualité de l'air, actions de sensibilisation, de médiatisation, présence aux réunions ....
- Sour forme cartographique :

Pour l'année N-1 (N moins 1) :

- Les cartographies délimitant les zones en situation de dépassement pour la protection de la santé,
- **Au cours du 3eme trimestre 2024**, dans le cadre du suivi du PCAET
- Le rapport Bilan après 3 ans de mise en œuvre du programme d'action,

Fait à Toulouse, le

En autant d'exemplaires que de parties.

Pour le Partenaire :  
Communauté de Communes  
Tarn-Agout,  
Le Président

Pour l'Association :  
ATMO OCCITANIE,  
La Présidente

Gérard PORTES

Agnès LANGEVINE

## ANNEXE 3

### Echanges de données

#### Définitions préalables :

Au titre de la présente annexe, il est entendu par :

- "Fournisseur" : la Partie qui met ses fichiers à disposition de l'autre Partie ;
- "Licencié" : la Partie qui bénéficie des Fichiers mis à sa disposition par le Fournisseur.

Dans le cadre des échanges de données, chaque Partie peut être tour à tour Fournisseur et Licencié.

Chacun reçoit et met à disposition de l'autre partie les fichiers décrits dans cette annexe. Leur installation est réalisée par le Licencié sous sa seule responsabilité.

Le Licencié se porte fort du respect des dispositions relatives à la propriété intellectuelle, il reconnaît que les Fichiers, et les données qu'ils contiennent, sont susceptibles d'être protégées tant par le droit d'auteur que par le droit des bases de données.

Le Licencié utilise les Fichiers sous sa propre responsabilité. Il reconnaît qu'il lui est interdit de :

- Rediffuser les Fichiers, en l'état, à titre gratuit ou onéreux ;
- Les communiquer à des tiers, en tout ou partie, directement ou indirectement, sous quelque forme que ce soit sans l'accord de l'autre partie.

L'Association applique la méthodologie de référence nationale pour la quantification des émissions. Le guide utilisé a été élaboré au niveau national par le Pole de Coordination des Inventaire Territoriaux (PCIT).

Les données mises à disposition de l'Association par le Partenaire seront utilisées dans le cadre du calcul des émissions de polluants et gaz à effet de serre.

La méthodologie de quantification de ces émissions s'appuie sur les données relatives à l'activité locale, lorsqu'elles sont disponibles et exploitables, telles que les données d'urbanisme, les comptages de véhicules, les consommations énergétiques, ...

L'Association met à disposition du Partenaire les fichiers suivants :

Désignation	Format	Fréquence de mise à disposition
Inventaire des émissions de Polluants atmosphériques et GES (Teq CO2 /GES/ type de source)	Calc	Annuelle

Fait à Toulouse, le

En autant d'exemplaires que de parties.

Pour le Partenaire :  
Communauté de Communes  
Tarn-Agout,  
Le Président

Pour l'Association :  
ATMO OCCITANIE,  
La Présidente

Gérard PORTES

Agnès LANGEVINE

## ANNEXE 4

### Subvention annuelle et budget prévisionnel de l'Association

#### 1. Montant de la subvention de fonctionnement

La subvention annuelle forfaitaire de fonctionnement au titre du partenariat financier du Partenaire (hors adhésion) s'élèvera pour la première année à :

**3848 euros**  
**(trois mille huit cent quarante huit €)**

#### 2. Révision

La subvention annuelle sera révisée chaque année dans les conditions déterminées à l'article 5 de la Convention et/ou complétée de subventions complémentaires déterminées par avenant en cas de demandes d'actions complémentaires au programme de l'annexe 1.

#### 3. Modalités de paiement

La subvention forfaitaire annuelle de l'année N sera versée par le Partenaire **en une seule fois** sur présentation d'un courrier de demande de paiement adressé par l'Association, selon les échéances suivantes :

**En juin de chaque année**

#### 4. Budget prévisionnel

Cette subvention (hors cotisation d'adhésion annuelle) représente **0,7 % du montant total du budget prévisionnel de fonctionnement 2022 de l'Association, évalué à 5 432 900 €.**

Les demandes de paiement de l'Association devront être transmises au Partenaire à l'adresse suivante :

Communauté de communes Tarn-Agout  
Espace Ressources  
Rond-Point de Gabor  
81370 SAINT-SULPICE-LA-POINTE

Fait à Toulouse, le

En autant d'exemplaires que de parties.

Pour le Partenaire :  
Communauté de Communes  
Tarn-Agout,  
Le Président

Pour l'Association :  
ATMO OCCITANIE,  
La Présidente

Gérard PORTES

Agnès LANGEVINE

**ANNEXE 5**

**Conditions de mises à disposition de locaux, espaces publics et emplacements dédiés  
aux dispositifs de surveillance de la qualité de l'air**

**« SANS OBJET »**

## ANNEXE 6

### Grille de cotisations

Applicable à partir du 1er janvier 2018 par délibération de l'Assemblée Générale du 29 Juin 2017

Cette grille propose des cotisations différenciées par collèges d'appartenance applicables aux membres de l'Association selon les statuts de cette dernière :

GRILLE DE COTISATION ATMO OCCITANIE	MONTANT
<b>COLLÈGE 1 - ÉTAT</b>	
Agences et établissements publics de l'Etat	100 €
<b>COLLÈGE 2 - COLLECTIVITÉS TERRITORIALES</b>	
< 3 000 hab	50 €
3 000 à 10 000 hab	100 €
10 000 à 50 000 hab	200 €
50 000 à 100 000 hab	250 €
100 000 à 250 000 hab	750 €
250 000 à 500 000 hab	1 500 €
Au-delà, plafonnement	2 000 €
<b>COLLÈGE 3 - ENTITÉS AYANT UNE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE</b>	
<b>1- Non soumis à la TGAP Air</b>	
Syndicats professionnels	100 €
Autres activités économiques	400 €
Activités émettrices de poussières sédimentables	850 €
<b>2- Soumis à la TGAP Air*</b>	
TGAP <1000€	660 €
5 000	990 €
10 000	1 320 €
15 000	1 650 €
20 000	1 980 €
30 000	2 310 €
40 000	2 640 €
50 000	2 970 €
60 000	3 300 €
70 000	3 630 €
80 000	3 960 €
90 000	4 290 €
100 000	4 620 €
110 000	4 950 €
120 000	5 280 €
130 000	5 610 €
140 000	5 940 €
150 000	6 270 €
160 000	6 600 €
<b>COLLÈGE 4 - ASSOCIATIONS ET PERSONNALITÉS QUALIFIÉES</b>	
Personnalités qualifiées	25 €
Associations infradépartementales	25 €
Associations supradépartementales	50 €

\*Pour les membres assujettis au versement de la TGAP Air, la cotisation est proportionnelle à la TGAP Air à acquitter.

Les dons de TGAP versés à l'Association recouvrent la cotisation d'adhésion.

Il est rappelé que le législateur a prévu que : « *les personnes mentionnées au 2 du I de l'article 266 sexies, membres des organismes de surveillance de la qualité de l'air, sont autorisées à déduire des cotisations et taxe dues par elles au titre de leurs installations situées dans la zone surveillée par le réseau de mesure de ces organismes les contributions ou dons de toute nature qu'elles ont versés à ceux-ci dans les douze mois précédant la date limite de dépôt de la déclaration.* » (Code des Douanes – article 266 decies §2).

Fait à Toulouse, le

En autant d'exemplaires que de parties.

Pour le Partenaire :  
Communauté de Communes  
Tarn-Agout,  
Le Président

Pour l'Association :  
ATMO OCCITANIE,  
La Présidente

Gérard PORTES

Agnès LANGEVINE



## ANNEXE 7

### RIB de l'Association

Le RIB de l'Association correspondant au compte sur lequel les subventions et cotisations doivent être versées par le Partenaire est le suivant :

#### Relevé d'Identité Bancaire



Cadre réservé au destinataire du relevé

Identification du compte pour une utilisation nationale						
42559	10000	08014347639				78
c/Etabi.	c/guichet	n/compte				c/rnb
Domiciliation					BIC	
CREDIT COOPERATIF					CCOFPFRPPXXX	
Identification du compte pour une utilisation internationale (IBAN)						
FR76	4255	9100	0008	0143	4763	978
Agence TOULOUSE			Intitulé du compte ATMO OCCITANIE ATMO OCCITANIE			
4-6 RUE RAYMOND IV BP 435 31009 TOULOUSE CEDEX TEL : 05.32.81.01.12			10 B CHEMIN DES CAPELLES 31300 TOULOUSE			

Fait à Toulouse, le

En autant d'exemplaires que de parties.

Pour le Partenaire :  
Communauté de Communes  
Tarn-Agout,  
Le Président

Pour l'Association :  
ATMO OCCITANIE,  
La Présidente

Gérard PORTES

Agnès LANGEVINE

## ANNEXE 8

### Conditions d'utilisation Label « Partenaire QUALITE DE L'AIR » de l'Association

Le label a pour objectif de donner la possibilité à tous les Partenaires de l'Association de valoriser leur engagement en faveur de la qualité de l'air. Un label est édité chaque année par l'Association et transmis à l'ensemble de ses partenaires sous différents formats.

#### Conditions pour bénéficier du label :

Il est demandé **d'être adhérent de l'Association** au titre de l'année concernée.

Il est également demandé **d'informer le service communication de l'Association** de l'utilisation du label.

#### Utilisation :

Il est utilisable librement sur tous les supports de communication propres aux adhérents partenaires, qu'ils soient supports imprimés en version papier ou en version écran ou web.

#### Fichiers mis à disposition :

3 formats mis à disposition :

- Label 2022 CMJN.jpg
- Label 2022 RVB.jpg
- Label 2022.png



D'autres formats d'enregistrement pourront être mis à disposition sur demande au service communication de l'Association.

Pour signaler l'utilisation du label et pour toute question complémentaire, le Partenaire doit s'adresser au service communication de l'Association aux coordonnées suivantes :

- **Contact :** [communication@atmo-occitanie.org](mailto:communication@atmo-occitanie.org)
- tel : 09 69 36 89 53 (Numéro CRISTAL – Appel non surtaxé)

Fait à Toulouse, le

En autant d'exemplaires que de parties.

Pour le Partenaire :  
Communauté de Communes  
Tarn-Agout,  
Le Président

Pour l'Association :  
ATMO OCCITANIE,  
La Présidente

Gérard PORTES

Agnès LANGEVINE

## ANNEXE 9

### Identification des correspondants pour l'exécution de la Convention

Pour l'exécution de la présente Convention, sont désignés en tant que correspondants les personnes suivantes :

- Pour l'Association : Mme Dominique TILAK, Directrice Générale,  
E-mail : [secretariat@atmo-occitanie.org](mailto:secretariat@atmo-occitanie.org) ;  
Téléphone : 09.69.36.89.53 .
- Pour le Partenaire : M. Gérard PORTES, Président  
E-mail : [accueil@cc-tarnagout.fr](mailto:accueil@cc-tarnagout.fr)  
Téléphone : 05 63 41 89 12

Toute modification du correspondant de l'une des Parties devra être notifié aux autres Parties par tout moyen écrit afin de lui rendre opposable.

Fait à Toulouse, le

En autant d'exemplaires que de parties.

Pour le Partenaire :  
Communauté de Communes  
Tarn-Agout,  
Le Président

Pour l'Association :  
ATMO OCCITANIE,  
La Présidente

Gérard PORTES

Agnès LANGEVINE

Outils de communication et de valorisation des données



Atmo Occitanie met les données de la qualité de l'air à disposition, avec des flux ouverts et interopérables.

**Des données mises à disposition de tous**

Les données mises à disposition concernent les principaux polluants réglementés :

- **Exposition des populations et territoires** : données sur les populations et territoires exposés aux dépassements des valeurs limites réglementaires et les cartes de concentrations annuelles associées.
- **Cartographie observées de contamination cartographiques**
- **Émission de polluants atmosphériques** : quantités de polluants rejetés dans l'air par les diverses activités humaines, aux différentes échelles du territoire (région, départements, EPCI...).
- **Indicateurs de pollution et indices qualité de l'air** : indicateurs quotidiens.

A côté de données horaires jusqu'à des données annuelles, pour certaines d'entre elles, un historique des cinq dernières années est disponible.

**Pour quoi faire ?**

Il s'agit de faciliter leur appropriation et leur réutilisation par des tiers, ou de manière automatisée pour alimenter des services web, à travers un accès aux données et être en conformité avec la Directive Européenne INSPIRE.

**Caractéristiques des données**

**Interopérables**

Elles respectent un format commun aux autres associations de surveillance de la qualité de l'air (AAOQ) et sont donc compatibles à l'échelle nationale.

**Maisonnables**

Les données sont présentées sous forme de flux conformes aux standards numériques du moment.

**Actualisées**

Les données validées viennent être mises à jour automatiquement.

**Conditions d'utilisation**

Toutes ces données sont mises à disposition et téléchargeables gratuitement sous licence Odbt, favorisant la libre circulation des données, en citant la source Atmo Occitanie.



Chaque jour, Atmo Occitanie prévoit la qualité de l'air pour le jour même et le lendemain sur chaque commune de la région.

### Un outil pour partager l'information : la vignette qualité de l'air



### Vous souhaitez diffuser la qualité de l'air pour votre territoire ?

Vous pouvez obtenir gratuitement la vignette qualité de l'air du jour sur la commune de votre choix et l'afficher automatiquement et quotidiennement sur votre site internet.

Cet indicateur même sur la qualité de l'air prévue et permet à chacun d'adopter son comportement en conséquence.

### Règle condition d'utilisation requise

Cette information est accessible à tous.

### Obtenir la vignette qualité de l'air

Retrouvez sur la page d'Atmo Occitanie les codes html pour insérer sur votre site internet la vignette relative à la qualité de l'air du jour même de la commune d'Occitanie de votre choix.



La vignette se met à jour automatiquement et quotidiennement sur votre site.

Obtenez la vignette qualité de l'air en vous connectant sur votre site internet : <https://www.atmo-occitanie.org/>



Sous forme de cartographies, de graphiques ou de chiffres clés, retrouvez les données associées de votre territoire sur le site internet d'Atmo Occitanie avec plusieurs années d'historique et de nombreuses informations à disposition.

Pour consulter le portail des territoires, rendez-vous sur :

[atmo-occitanie.org/datavis](https://atmo-occitanie.org/datavis)

### Territoires concernés

Grâce à la carte régionale interactive, accédez aux données annuelles de la qualité de l'air à différentes échelles :

1 page à l'échelle régionale

13 pages à l'échelle départementale

3 pages à l'échelle de territoire avec un PPA\*

Des pages pour tous les territoires partenaires d'Atmo Occitanie

### Zoom sur un territoire partenaire

Les territoires régionaux adhérents à Atmo Occitanie et ayant signé une convention de partenariat, rendront visible pour tous le bilan annuel de la qualité de l'air à leur échelle.

Comment visualiser ces données ?

Après avoir sélectionné un département sur la carte interactive, renseigner le territoire partenaire souhaité avant de valider, pour avoir accès aux données.







## Recevoir l'information sur la qualité de l'air au quotidien

Vous souhaitez rester informé sur la qualité de l'air autour de vous et recevoir les alertes, nos bulletins de prévision quotidienne, et nos actualités directement dans votre boîte mail ? C'est tout à fait possible ! Atmo Occitanie vous propose :

La newsletter **ALERTE** pour être informé en cas d'épisode de pollution pour le ou les départements d'Occitanie de votre choix.



Un mail uniquement lorsqu'un épisode de pollution est prévu.

Un mail quotidien



La newsletter **quotidienne de prévision** pour le ou les départements d'Occitanie de votre choix.

La newsletter **d'actualité** d'Atmo Occitanie qui recense les actualités d'Atmo Occitanie mais propose également un tour d'horizon des actions et programmes sur la qualité de l'air.



Un mail tous les deux mois

### Vous souhaitez vous abonner ?

Pour cela, rien de plus simple !



**Abonnez-vous aux listes de diffusion !**



# Réservez l'exposition «Changeons d'Air !»

Qu'est-ce qui pollue l'air ? Quel est l'impact de la pollution de l'air sur la santé ? Comment la limiter ?

En format digital, papier ou sur enrouleur, réservez l'exposition  
 "Changeons d'Air !"



Six panneaux sur enrouleurs 850x2000 mm dans une housse de protection individuelle.



Une plaquette de six pages  
 au format papier 14x35 cm



Six vidéos sous forme d'épisodes, déclinées de  
 l'exposition "Changeons d'Air!".

**Retrouvez les six vidéos sur la chaîne  
 YouTube d'Atmo Occitanie**

## Pour quoi ? Pour qui ?

Utilisez ces supports lors de vos animations et interventions dans des événements grands public.

L'exposition sous forme physique est mise à disposition des adhérents d'Atmo Occitanie et des écoles, collèges et lycées d'Occitanie.

## Demandez les supports de l'exposition

Pour toute demande de prêt, ou information complémentaire sur cette exposition, contactez-nous via le formulaire contact sur le site d'Atmo Occitanie.

CC TARN AGOUT

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : DE-2022-112

avec 1 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL : CONVENTION PLURIANNUELLE DOBJECTIFS 2023-2028  
ATMO OCCITANIE / COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT

Nature : Délibérations

Matière : Domaines de competences par themes - Environnement

Date de télétransmission : 15/12/2022 Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DL-2022-112 PCAET - CONVENTION PLURIANNUELLE OBJECTIFS 2023-2028 ATMO-CCTA.pdf

Annexes :

1 - 06- Convention partenariat ATMO.pdf

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-DE-2022-112-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du 8 Décembre 2022**

COMMUNAUTE  
DE COMMUNES  
TARN-AGOUT  
Rond-Point de Gabor  
81370 ST-SULPICE  
☎ : 05.63.41.89.12

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi huit décembre à dix-huit heures trente, le Conseil communautaire de la Communauté de communes TARN-AGOUT, légalement convoqué le premier décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de communes à St-Sulpice-la-Pointe, sous la présidence de M. Gérard PORTES, Président de la Communauté de communes TARN-AGOUT.

**Conseillers communautaires présents avec voix délibérative :****NOMBRE DE MEMBRES :**

Afférents au Conseil Communautaire : 50  
En exercice : 50  
Qui ont pris part à la délibération : 28  
Nombre de procurations : 11  
Date de convocation : 1<sup>er</sup> décembre 2022  
Date d'affichage : 1<sup>er</sup> décembre 2022

COMMUNES MEMBRES	CONSEILLERS TITULAIRES OU SUPPLEANTS
AMBRES	-
AZAS	M. Laurent LACOURT (Titulaire)
BANNIERES	M. Gérard PORTES (Titulaire)
BELCASTEL	M. Christophe ESPARBIE (Titulaire)
GARRIGUES	M. Pierre COMOY (Titulaire)
LABASTIDE-ST-GEORGES	M. Jean-Claude RIGAL (Titulaire)
LACOUGOTTE-CADOUL	M. Gérard REX (Titulaire)
LAVAUUR	Mme Chantal GUIDEZ (Titulaire) M. Jean-Marie VIDAL (Titulaire) Mme Isabelle BALAT (Titulaire) M. Bernard LAMOTTE (Titulaire) Mme Marie-Christine IMBERT (Titulaire) Mme Pauline ALBOUY POMPONNE (Titulaire)
LUGAN	M. Xavier CRÉMOUX (Titulaire)
MARZENS	-
MASSAC SERAN	Mme Viviane BONHOMME (Titulaire)
MONTCABRIER	M. Didier BELAVAL (Titulaire)
ROQUEVIDAL	M. Jean-Marie JOULIA (Titulaire)
ST-AGNAN	Mme Brigitte PARAYRE (Titulaire)
ST-JEAN-DE-RIVES	-
ST-LIEUX-LES-LAVAUUR	M. Gilles CORMIGNON (Titulaire)
ST-SULPICE-LA-POINTE	M. Raphaël BERNARDIN (Titulaire) Mme Nathalie MARCHAND (Titulaire) (de DL-2022-125 à DL-2022-128) M. Bernard CAPUS (Titulaire) M. Christian JOUVE (Titulaire) Mme Laurence BLANC (Titulaire) M. Laurent SAADI (Titulaire) (de DL-2022-112 à DL-2022-128) M. Maxime COUPEY (Titulaire) M. Jean-Pierre CABARET (Titulaire) M. Julien LASSALLE (Titulaire)
TEULAT	Mme Sabine MOUSSON (Titulaire)
VEILHES	-
VILLENEUVE-LES-LAVAUUR	M. Michel BOUYSSOU (Titulaire)
VIVIERS-LES-LAVAUUR	M. Jean-Paul ROCACHE (Titulaire) (de DL-2022-123 à DL-2022-128)

Conseillers Titulaires absents et excusés : M. Daniel MARQUES (pouvoir à M. Laurent SAADI) (Ambres), M. Emmanuel JOULIÉ (pouvoir à M. Gérard PORTES) et Mme Véronique CATHALA-AMIRAULT (pouvoir à M. Jean-Claude RIGAL) (Labastide St-Georges), M. Bernard CARAYON (pouvoir à M. Bernard LAMOTTE), M. Philippe VANTAU, Mme Marie-Claire MARIIGNOL (pouvoir à Mme Chantal GUIDEZ), M. William RENAULT, Mme Frédérique REMY, M. Justin LARUE (pouvoir à M. Jean-Marie VIDAL), Mme Karine GUIRAUD (pouvoir à Mme Isabelle BALAT), M. Michel BONHOMME (pouvoir à Mme Marie-Christine IMBERT), M. Emmanuel DAVID (pouvoir à Mme Pauline ALBOUY POMPONNE) et M. Vincent THÉNARD (Lavaur), M. Didier JEANJEAN (Marzens), M. Jean SENDRA (Saint-Jean-de-Rives), Mme Nadia OULD AMER (pouvoir à M. Maxime COUPEY), Mme Andrée GINOUX (pouvoir à Mme Nathalie MARCHAND), Mme Laurence SÉNÉGAS (pouvoir à Mme Laurence BLANC) et Mme Malika MAZOUZ (Saint-Sulpice-la-Pointe) et M. Benoît CATALA (Veilhès).

Secrétaire de séance : Mme Brigitte PARAYRE (Saint-Agnan)

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022****OBJET DE LA DELIBERATION : OCTROI DES FONDS DE CONCOURS AUX COMMUNES****(DELIBERATION N° DL-2022-113)**

M. le Président explique à l'Assemblée que, par délibération en date du 24 juin 2013, le Conseil communautaire de la Communauté de communes TARN-AGOUT (CCTA) a mis en place un règlement d'octroi des fonds de concours à ses communes membres.

Les conseils municipaux des communes d'Azas, Bannières, Garrigues, Labastide-Saint-Georges, Lacougotte-Cadoul, Marzens, Massac-Séran, Montcabrier, Teulat et Veilhes ont délibéré pour solliciter le versement d'un fonds de concours pour financer, en partie, l'investissement ou le fonctionnement d'équipements.

Un tableau est présenté récapitulatif, pour chaque commune, l'équipement financé, le coût global HT pour la commune, le plan de financement détaillé et le montant du fonds de concours sollicité auprès de la CCTA.

Le Conseil communautaire ainsi informé,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5214-16 alinéa V,
- Vu la délibération N°DL-2013-81 du Conseil communautaire en date du 24 juin 2013 intitulée « Règlement d'attribution des fonds de concours par la Communauté de communes TARN-AGOUT à ses communes membres,
- Vu les délibérations des conseils municipaux d'Azas (21/10/2022 08/11/2022), Bannières (27/09/2022), Garrigues (08/11/2022), Labastide-Saint-Georges (08/12/2021, 11/05/2022, 05/10/2022), Lacougotte-Cadoul (26/10/2022), Lavour (24/11/2022), Marzens (20/06/2022), Massac-Séran (04/07/2022), Montcabrier (05/10/2022) Teulat (17/10/2022) et Veilhes (17/10/2022),
- Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 23 novembre 2022,
- Vu le tableau récapitulatif des dossiers de demandes de fonds de concours des communes membres de la CCTA qui lui a été remis,
- Entendu l'exposé de M. le Président,

Et après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE

- APPROUVE les versements des fonds de concours suivants aux communes d'Azas (33 907,01€), Bannières (1 213,00 €), Garrigues (2 367,00€) Labastide-St-Georges (31 099,00 €), Lacougotte-Cadoul (786,00 €), Lavour (821 863,00 €), Marzens (2 579,00€), Massac-Séran (1 442,00€), Montcabrier (1 794,00€), Teulat (1 839,75€) et Veilhes (645,00€) dont le détail figure en annexe de la présente délibération.
- HABILITE M. le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.
- INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

Fait et délibéré à St-Sulpice-la-Pointe, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme.

Le Président

Gérard PORTES



La secrétaire de séance

Brigitte PARAYRE



**PRESENTATION DES FONDS DE CONCOURS AUX COMMUNES MEMBRES DE LA CCTA - CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 08 DECEMBRE 2022**

COMMUNE	DATE DE LA DELIBERATION	SECTION	INITULE DE L'OPERATION	COUT GLOBAL PREVISIONNEL EN TTC (en section de fonctionnement)	COUT GLOBAL PREVISIONNEL EN HT (en section d'investissement)	PLAN DE FINANCEMENT		MONTANT FONDS CONCOURS SOLLICITE	
						Commune	CCTA		
AZAS	21/10/2022	FONCTIONNEMENT	FONCTIONNEMENT DES EQUIPEMENTS : ELECTRICITE	12 015,39 €		52,06%	6 255,39 €	5 760,00 €	
	21/10/2022	INVESTISSEMENT	ALARME BATIMENTS COMMUNAUX		915,00 €	40,00%	366,00 €	274,50 €	
	21/10/2022	INVESTISSEMENT	ALARME MAIRIE		457,50 €	40,00%	183,00 €	137,25 €	
	21/10/2022	INVESTISSEMENT	REPLACEMENT CHAUFFE-EAU REFECTORIE		440,00 €	40,00%	176,00 €	132,00 €	
	21/10/2022	INVESTISSEMENT	ACHAT DE GRAVIER POUR SECURISER LES AIRES DE JEUX DE L'ECOLE		1 250,61 €	30,00%	375,19 €	375,18 €	
	21/10/2022	INVESTISSEMENT	ACHAT DE 5 PAINNEAUX ELECTORAUX		705,00 €	40,00%	282,00 €	211,50 €	
	21/10/2022	INVESTISSEMENT	ACHAT AIRE DE JEUX		25 538,30 €	40,00%	10 215,32 €	7 661,49 €	
	21/10/2022	INVESTISSEMENT	ACHAT DE GRAVIER POUR SECURISER LES AIRES DE JEUX MAIRIE		1 998,90 €	40,00%	799,56 €	599,67 €	
	21/10/2022	INVESTISSEMENT	POOL ROUTIER 2022		38 270,50 €	13,12%	5 019,84 €	16 625,33 €	
	21/10/2022	INVESTISSEMENT	ACHAT GRAVIER POUR LA CREATION D'UN PARKING		5 213,70 €	43,44%	2 262,48 €	1 564,11 €	
	21/10/2022	INVESTISSEMENT	ACHAT D'UNE SONORISATION ET MICRO SANS FIL POUR LA MAIRIE ET SALLE DES FETES		806,67 €	40,00%	322,66 €	242,00 €	
	08/11/2022	INVESTISSEMENT	ACHAT MOBILIER ECOLE		1 079,95 €	40,00%	431,98 €	323,98 €	
	27/09/2022	FONCTIONNEMENT	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS		3 518,49 €	65,52%	2 305,49 €	1 213,00 €	
	08/11/2022	FONCTIONNEMENT	FONCTIONNEMENT DES EQUIPEMENTS: ENTRETIEN, ELECTRICITE, FAUCHAGE		5 953,86 €	34,48%	2 053,86 €	2 367,00 €	
							39,76%	2 367,00 €	2 367,00 €



LABASTIDE SAINT-GEORGES	08/12/2021	INVESTISSEMENT	ACQUISITION SOL AMOVIBLE POUR LE GYMNASSE		10 947,00 €	Commune	50,00%	5 474,00 €	5 473,00 €		
	11/05/2022	INVESTISSEMENT	TRAVAUX DE PEINTURE DES VESTIAIRES DU STADE		3 105,00 €	Commune	50,08%	1 555,00 €			
						CCTA	49,92%	1 550,00 €	1 550,00 €		
	11/05/2022	INVESTISSEMENT	AJOUT ECLAIRAGE PUBLIC CHEMIN DU PRESENTEUR		1 358,00 €	Commune	50,07%	680,00 €		678,00 €	
11/05/2022	INVESTISSEMENT	ECLAIRAGE PUBLIC CHEMIN DE BATAILLE			6 609,69 €	Commune	50,01%	3 305,69 €		3 304,00 €	
						CCTA	49,99%	3 304,00 €		3 304,00 €	
11/05/2022	INVESTISSEMENT	TRAVAUX DE PEINTURE A L ECOLE			5 558,17 €	Commune	50,02%	2 780,17 €		2 778,00 €	
						CCTA	49,98%	2 778,00 €		2 778,00 €	
05/10/2022	FONCTIONNEMENT	BATIMENTS COMMUNAUX - FRAIS D ELECTRICITE			41 552,76 €	Commune	58,33%	24 236,76 €		17 316,00 €	
						CCTA	41,67%	17 316,00 €		17 316,00 €	
LACOUOTTE CADOU	26/10/2022	FONCTIONNEMENT	FONCTIONNEMENT DES EQUIPEMENTS - ELECTRICITE TELEPHONE EAU ESPACES VERTS		4 584,62 €	Commune	82,86%	3 798,62 €		786,00 €	
						CCTA	17,14%	786,00 €		786,00 €	
LAVOUR	24/11/2022	FONCTIONNEMENT	FONCTIONNEMENT DES EQUIPEMENTS : ELECTRICITE TELEPHONE EAU ESPACES VERTS		1 817 764,00 €	Commune	62,92%	1 143 764,00 €		674 000,00 €	821 863,00 €
						CCTA	37,08%	674 000,00 €		674 000,00 €	
MARZENS	24/11/2022	INVESTISSEMENT	TRAVAUX DE SECURITE EN MATIERE DE VOIRIE		727 916,65 €	Commune	79,69%	580 053,65 €		147 863,00 €	
						CCTA	20,31%	147 863,00 €		147 863,00 €	
MASSAC-SERAN	20/06/2022	FONCTIONNEMENT	FONCTIONNEMENT BATIMENTS COMMUNAUX - ENTRETIEN ET ESPACES VERTS		5 627,24 €	Commune	54,17%	3 048,24 €		2 579,00 €	2 579,00 €
						CCTA	45,83%	2 579,00 €		2 579,00 €	
MONTCABRIER	04/07/2022	FONCTIONNEMENT	FONCTIONNEMENT ENTRETIEN ESPACES VERTS		5 220,00 €	Commune	72,38%	3 778,00 €		1 442,00 €	1 442,00 €
						CCTA	27,62%	1 442,00 €		1 442,00 €	
TEULAT	05/10/2022	INVESTISSEMENT	INSTALLATION D UN PANNEAU DE BASKET ET D UNE TABLE DE PING PONG PLACE DU VILLAGE		4 352,14 €	Département	34,99%	1 523,00 €		1 794,00 €	1 794,00 €
						Commune	23,78%	1 051,14 €		1 794,00 €	
VEILHES	17/10/2022	INVESTISSEMENT	TRAVAUX VOIRIE PLASSANCE / EN COUPEL 2022		3 679,50 €	Commune	41,22%	1 794,00 €		1 839,75 €	1 839,75 €
						CCTA	50,00%	1 839,75 €		1 839,75 €	
VEILHES	17/10/2022	FONCTIONNEMENT	BATIMENTS COMMUNAUX - FRAIS D ELECTRICITE EAU TELEPHONE CARRURANT		2 759,74 €	CCTA	50,00%	1 839,75 €		1 839,75 €	1 839,75 €
						Commune	76,74%	2 117,74 €		645,00 €	645,00 €
TOTAL GENERAL DES FONDOS DE CONCOURS SOLICITES								2 723 417,88 €	899 534,76 €	899 534,76 €	

CC TARN AGOUT

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : DE-2022-113 avec 1 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : OCTROI DES FONDS DE CONCOURS AUX COMMUNES

Nature : Délibérations

Matière : Finances locales - Fonds de concours

Date de télétransmission : 15/12/2022 Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DL-2022-113 OCTROI FONDS DE CONCOURS.pdf

Annexes :

1 - 07- Fonds de concours 08 12 2022.pdf

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-DE-2022-113-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du 8 Décembre 2022**

**COMMUNAUTE  
DE COMMUNES  
TARN-AGOUT  
Rond-Point de Gabor  
81370 ST-SULPICE  
☎ : 05.63.41.89.12**

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi huit décembre à dix-huit heures trente, le Conseil communautaire de la Communauté de communes TARN-AGOUT, légalement convoqué le premier décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de communes à St-Sulpice-la-Pointe, sous la présidence de M. Gérard PORTES, Président de la Communauté de communes TARN-AGOUT.

**Conseillers communautaires présents avec voix délibérative :****NOMBRE DE MEMBRES :**

Afférents au Conseil Communautaire : 50  
En exercice : 50  
Qui ont pris part à la délibération : 28  
Nombre de procurations : 11  
Date de convocation : 1<sup>er</sup> décembre 2022  
Date d'affichage : 1<sup>er</sup> décembre 2022

COMMUNES MEMBRES	CONSEILLERS TITULAIRES OU SUPPLEANTS
AMBRES	-
AZAS	M. Laurent LACOURT (Titulaire)
BANNIERES	M. Gérard PORTES (Titulaire)
BELCASTEL	M. Christophe ESPARBIE (Titulaire)
GARRIGUES	M. Pierre COMOY (Titulaire)
LABASTIDE-ST-GEORGES	M. Jean-Claude RIGAL (Titulaire)
LACOUHOTTE-CADOUL	M. Gérard REX (Titulaire)
LAVAUUR	Mme Chantal GUIDEZ (Titulaire) M. Jean-Marie VIDAL (Titulaire) Mme Isabelle BALAT (Titulaire) M. Bernard LAMOTTE (Titulaire) Mme Marie-Christine IMBERT (Titulaire) Mme Pauline ALBOUY POMPONNE (Titulaire)
LUGAN	M. Xavier CRÉMOUX (Titulaire)
MARZENS	-
MASSAC SERAN	Mme Viviane BONHOMME (Titulaire)
MONTCABRIER	M. Didier BELAVAL (Titulaire)
ROQUEVIDAL	M. Jean-Marie JOULIA (Titulaire)
ST-AGNAN	Mme Brigitte PARAYRE (Titulaire)
ST-JEAN-DE-RIVES	-
ST-LIEUX-LES-LAVAUUR	M. Gilles CORMIGNON (Titulaire)
ST-SULPICE-LA-POINTE	M. Raphaël BERNARDIN (Titulaire) Mme Nathalie MARCHAND (Titulaire) (de DL-2022-125 à DL-2022-128) M. Bernard CAPUS (Titulaire) M. Christian JOUVE (Titulaire) Mme Laurence BLANC (Titulaire) M. Laurent SAADI (Titulaire) (de DL-2022-112 à DL-2022-128) M. Maxime COUPEY (Titulaire) M. Jean-Pierre CABARET (Titulaire) M. Julien LASSALLE (Titulaire)
TEULAT	Mme Sabine MOUSSON (Titulaire)
VEILHES	-
VILLENEUVE-LES-LAVAUUR	M. Michel BOUYSSOU (Titulaire)
VIVIERS-LES-LAVAUUR	M. Jean-Paul ROCACHE (Titulaire) (de DL-2022-123 à DL-2022-128)

**Conseillers Titulaires absents et excusés :** M. Daniel MARQUES (*pouvoir à M. Laurent SAADI*) (Ambres), M. Emmanuel JOULIÉ (*pouvoir à M. Gérard PORTES*) et Mme Véronique CATHALA-AMIRAULT (*pouvoir à M. Jean-Claude RIGAL*) (Labastide St-Georges), M. Bernard CARAYON (*pouvoir à M. Bernard LAMOTTE*), M. Philippe VANTAU, Mme Marie-Claire MARIGNOL (*pouvoir à Mme Chantal GUIDEZ*), M. William RENAULT, Mme Frédérique REMY, M. Justin LARUE (*pouvoir à M. Jean-Marie VIDAL*), Mme Karine GUIRAUD (*pouvoir à Mme Isabelle BALAT*), M. Michel BONHOMME (*pouvoir à Mme Marie-Christine IMBERT*), M. Emmanuel DAVID (*pouvoir à Mme Pauline ALBOUY POMPONNE*) et M. Vincent THÉNARD (Lavaur), M. Didier JEANJEAN (Marzens), M. Jean SENDRA (Saint-Jean-de-Rives), Mme Nadia OULD AMER (*pouvoir à M. Maxime COUPEY*), Mme Andrée GINOX (*pouvoir à Mme Nathalie MARCHAND*), Mme Laurence SÉNÉGAS (*pouvoir à Mme Laurence BLANC*) et Mme Malika MAZOUZ (Saint-Sulpice-la-Pointe) et M. Benoît CATALA (Veilhès).

**Secrétaire de séance :** Mme Brigitte PARAYRE (Saint-Agnan)



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022****OBJET DE LA DELIBERATION :** BUDGET PRINCIPAL COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT 2022 –  
DECISION MODIFICATIVE – VIREMENT DE CREDITS N° 4**(DELIBERATION N° DL-2022-114)**

M. le Président expose à l'Assemblée que les crédits prévus au budget primitif pour la transition énergétique (opération 945 – Sequoia + photovoltaïque) étant insuffisants, il est nécessaire de les compléter par un virement de crédits d'un montant de 20.000 € de l'opération 948 « mobilité », soit :

SECTION	LIBELLE	RECETTE/DEPENSE	OPERATION	CHAPITRE	ARTICLE	REDUCTION	OUVERTURE
Investissement	Frais d'études	Dépense	948	20	2031	20.000 €	
Investissement	Frais d'études	Dépense	945	20	2031		20.000 €

Le Conseil communautaire ainsi informé,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2311-1 et suivants,
- Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 23 novembre 2022,
- Considérant la nécessité de procéder au virement de crédits précité,
- Entendu l'exposé de M. le Président,

Et après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE

- APPROUVE le virement de crédits tel qu'exposé ci-dessus.
- HABILITE M. le Président à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision.
- INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

Fait et délibéré à St-Sulpice-la-Pointe, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme.

Le Président



Gérard PORTES



La secrétaire de séance



Brigitte PARAYRE



CC TARN AGOUT

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : BF-2022-21

avec 1 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : BUDGET PRINCIPAL COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT 2022 DECISION MODIFICATIVE  
VIREMENT DE CREDITS N° 4

Nature : Documents budgétaires et financiers

Matière : Finances locales - Decisions budgetaires

Date de télétransmission : 15/12/2022

Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DM 4 BP MDOCBUDG-20003402300016-081009-DM4-2022-14122022000000.xml

Annexes :

1 - DL-2022-114 BP CCTA 2022 - DM - VIREMENT CREDITS N°4.pdf

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-BF-2022-21-BF

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022

CC TARN AGOUT

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : DE-2022-114

avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : BUDGET PRINCIPAL COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT 2022 DECISION MODIFICATIVE  
VIREMENT DE CREDITS N° 4

Nature : Délibérations

Matière : Finances locales - Decisions budgetaires

Date de télétransmission : 15/12/2022 Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DL-2022-114 BP CCTA 2022 - DM - VIREMENT CREDITS N°4.pdf

Annexes :

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-DE-2022-114-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE*****Séance du 8 Décembre 2022***

**COMMUNAUTE  
DE COMMUNES  
TARN-AGOUT**  
Rond-Point de Gabor  
81370 ST-SULPICE  
☎ : 05.63.41.89.12

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi huit décembre à dix-huit heures trente, le Conseil communautaire de la Communauté de communes TARN-AGOUT, légalement convoqué le premier décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de communes à St-Sulpice-la-Pointe, sous la présidence de M. Gérard PORTES, Président de la Communauté de communes TARN-AGOUT.

**Conseillers communautaires présents avec voix délibérative :****NOMBRE DE MEMBRES :**

Afférents au Conseil Communautaire : 50  
En exercice : 50  
Qui ont pris part à la délibération : 28  
Nombre de procurations : 11  
Date de convocation : 1<sup>er</sup> décembre 2022  
Date d'affichage : 1<sup>er</sup> décembre 2022

COMMUNES MEMBRES	CONSEILLERS TITULAIRES OU SUPPLEANTS
AMBRES	-
AZAS	M. Laurent LACOURT (Titulaire)
BANNIERES	M. Gérard PORTES (Titulaire)
BELCASTEL	M. Christophe ESPARBIE (Titulaire)
GARRIGUES	M. Pierre COMOY (Titulaire)
LABASTIDE-ST-GEORGES	M. Jean-Claude RIGAL (Titulaire)
LACOUGOTTE-CADOUL	M. Gérard REX (Titulaire)
LAVAUUR	Mme Chantal GUIDEZ (Titulaire) M. Jean-Marie VIDAL (Titulaire) Mme Isabelle BALAT (Titulaire) M. Bernard LAMOTTE (Titulaire) Mme Marie-Christine IMBERT (Titulaire) Mme Pauline ALBOUY POMPONNE (Titulaire)
LUGAN	M. Xavier CRÉMOUX (Titulaire)
MARZENS	-
MASSAC SERAN	Mme Viviane BONHOMME (Titulaire)
MONTCABRIER	M. Didier BELAVAL (Titulaire)
ROQUEVIDAL	M. Jean-Marie JOULIA (Titulaire)
ST-AGNAN	Mme Brigitte PARAYRE (Titulaire)
ST-JEAN-DE-RIVES	-
ST-LIEUX-LES-LAVAUUR	M. Gilles CORMIGNON (Titulaire)
ST-SULPICE-LA-POINTE	M. Raphaël BERNARDIN (Titulaire) Mme Nathalie MARCHAND (Titulaire) (de DL-2022-125 à DL-2022-128) M. Bernard CAPUS (Titulaire) M. Christian JOUVE (Titulaire) Mme Laurence BLANC (Titulaire) M. Laurent SAADI (Titulaire) (de DL-2022-112 à DL-2022-128) M. Maxime COUPEY (Titulaire) M. Jean-Pierre CABARET (Titulaire) M. Julien LASSALLE (Titulaire)
TEULAT	Mme Sabine MOUSSON (Titulaire)
VEILHES	-
VILLENEUVE-LES-LAVAUUR	M. Michel BOUYSSOU (Titulaire)
VIVIERS-LES-LAVAUUR	M. Jean-Paul ROCACHE (Titulaire) (de DL-2022-123 à DL-2022-128)

**Conseillers Titulaires absents et excusés :** M. Daniel MARQUES (*pouvoir à M. Laurent SAADI*) (Ambres), M. Emmanuel JOULIÉ (*pouvoir à M. Gérard PORTES*) et Mme Véronique CATHALA-AMIRAULT (*pouvoir à M. Jean-Claude RIGAL*) (Labastide St-Georges), M. Bernard CARAYON (*pouvoir à M. Bernard LAMOTTE*), M. Philippe VANTAUX, Mme Marie-Claire MARIGNOL (*pouvoir à Mme Chantal GUIDEZ*), M. William RENAULT, Mme Frédérique REMY, M. Justin LARUE (*pouvoir à M. Jean-Marie VIDAL*), Mme Karine GUIRAUD (*pouvoir à Mme Isabelle BALAT*), M. Michel BONHOMME (*pouvoir à Mme Marie-Christine IMBERT*), M. Emmanuel DAVID (*pouvoir à Mme Pauline ALBOUY POMPONNE*) et M. Vincent THÉNARD (Lavaur), M. Didier JEANJEAN (Marzens), M. Jean SENDRA (Saint-Jean-de-Rives), Mme Nadia OULD AMER (*pouvoir à M. Maxime COUPEY*), Mme Andrée GINOUX (*pouvoir à Mme Nathalie MARCHAND*), Mme Laurence SÉNÉGAS (*pouvoir à Mme Laurence BLANC*) et Mme Malika MAZOUZ (Saint-Sulpice-la-Pointe) et M. Benoît CATALA (Veilhès).

**Secrétaire de séance :** Mme Brigitte PARAYRE (Saint-Agnan)

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022****OBJET DE LA DELIBERATION : BUDGET PRINCIPAL COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT 2022 : DECISION MODIFICATIVE – VIREMENT DE CREDITS N° 5****(DELIBERATION N° DL-2022-115)**

M. le Président explique à l'Assemblée que, la Communauté de communes TARN-AGOUT (CCTA) est compétente de plein droit, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, pour la collecte et le traitement des déchets des ménages et assimilés (Loi NOTRe). En application des dispositions de l'article L. 5214-21 du Code général des collectivités territoriales, la CCTA est substituée à ses communes membres au sein du Syndicat mixte de collecte et de traitement des ordures ménagères de la région de Lavar (SMICTOM) en charge de la collecte et du traitement des déchets des ménages et assimilés. A ce titre, la CCTA perçoit, en lieu et place du SMICTOM, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et doit la reverser audit syndicat.

Par délibération en date du 5 juin 2018, le Conseil Communautaire de CCTA a approuvé la signature d'une convention avec le SMICTOM dans laquelle sont précisées les modalités administratives et financières du reversement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères par la CCTA au SMICTOM.

Au titre de la convention précitée, la CCTA versera au SMICTOM le produit définitif de TEOM perçu sur le territoire de ses communes membres, c'est-à-dire la différence entre le produit prévisionnel appelé par le SMICTOM de 2.684.920 € et le produit définitif communiqué par les services fiscaux, à savoir, pour 2022, 2.733.720 € soit une différence de + 48.800 €.

Il est également nécessaire de prévoir des crédits supplémentaires correspondant à l'écart entre le produit prévisionnel des états 1259 TEOM inscrit au budget 2022 d'un montant de 2.723.920 € et le produit définitif communiqué par la DDFIP de 2.733.720 €, d'une part, au chapitre 014 « atténuations de produits » et, d'autre part, au chapitre 73 « impôts et taxes » afin de pouvoir reverser ce produit définitif 2022 au SMICTOM.

Il convient donc d'approuver le virement de crédits suivant :

SECTION	LIBELLE	D/R	CHAPITRE	ARTICLE	REDUCTION	OUVERTURE
Fonctionnement	Reversements, restitutions et prélèvements divers	D	014	7398		+ 9.800 €
Fonctionnement	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilés	R	73	7331		+ 9.800 €

Le Conseil communautaire ainsi informé,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2311-1 et suivants,
- Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 23 novembre 2022,
- Considérant la nécessité de procéder au virement de crédits précité,
- Entendu l'exposé de M. le Président,

Et après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE

- APPROUVE le virement de crédits tel qu'exposé ci-dessus.
- HABILITE M. le Président à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision.
- INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

Fait et délibéré à St-Sulpice-la-Pointe, les jour, mois et an susdits.  
Pour extrait conforme.

Le Président

  
Gérard PORTES



La secrétaire de séance

  
Brigitte PARAYRE



CC TARN AGOUT

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : BF-2022-22

avec 1 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : BUDGET PRINCIPAL COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT 2022 : DECISION MODIFICATIVE  
VIREMENT DE CREDITS N° 5

Nature : Documents budgétaires et financiers

Matière : Finances locales - Decisions budgétaires

Date de télétransmission : 15/12/2022

Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DM 5 BP DOCBUDG-20003402300016-081009-DM5-2022-14122022000000.xml

Annexes :

1 - DL-2022-115 BP CCTA 2022 - DM - VIREMENT CREDITS N°5.pdf

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-BF-2022-22-BF

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022



CC TARN AGOUT

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : DE-2022-115

avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : BUDGET PRINCIPAL COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT 2022 : DECISION MODIFICATIVE  
VIREMENT DE CREDITS N° 5

Nature : Délibérations

Matière : Finances locales - Decisions budgetaires

Date de télétransmission : 15/12/2022 Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DL-2022-115 BP CCTA 2022 - DM - VIREMENT CREDITS N°5.pdf

Annexes :

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-DE-2022-115-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du 8 Décembre 2022**

**COMMUNAUTE  
DE COMMUNES  
TARN-AGOUT**  
Rond-Point de Gabor  
81370 ST-SULPICE  
☎ : 05.63.41.89.12

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi huit décembre à dix-huit heures trente, le Conseil communautaire de la Communauté de communes TARN-AGOUT, légalement convoqué le premier décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de communes à St-Sulpice-la-Pointe, sous la présidence de M. Gérard PORTES, Président de la Communauté de communes TARN-AGOUT.

**Conseillers communautaires présents avec voix délibérative :****NOMBRE DE MEMBRES :**

Afférents au Conseil Communautaire : 50  
En exercice : 50  
Qui ont pris part à la délibération : 28  
Nombre de procurations : 11  
Date de convocation : 1<sup>er</sup> décembre 2022  
Date d'affichage : 1<sup>er</sup> décembre 2022

COMMUNES MEMBRES	CONSEILLERS TITULAIRES OU SUPPLEANTS
AMBRES	-
AZAS	M. Laurent LACOURT (Titulaire)
BANNIERES	M. Gérard PORTES (Titulaire)
BELCASTEL	M. Christophe ESPARBIE (Titulaire)
GARRIGUES	M. Pierre COMOY (Titulaire)
LABASTIDE-ST-GEORGES	M. Jean-Claude RIGAL (Titulaire)
LACOUHOTTE-CADOUL	M. Gérard REX (Titulaire)
LAVAUUR	Mme Chantal GUIDEZ (Titulaire) M. Jean-Marie VIDAL (Titulaire) Mme Isabelle BALAT (Titulaire) M. Bernard LAMOTTE (Titulaire) Mme Marie-Christine IMBERT (Titulaire) Mme Pauline ALBOUY POMPONNE (Titulaire)
LUGAN	M. Xavier CRÉMOUX (Titulaire)
MARZENS	-
MASSAC SERAN	Mme Viviane BONHOMME (Titulaire)
MONTCABRIER	M. Didier BELAVAL (Titulaire)
ROQUEVIDAL	M. Jean-Marie JOULIA (Titulaire)
ST-AGNAN	Mme Brigitte PARAYRE (Titulaire)
ST-JEAN-DE-RIVES	-
ST-LIEUX-LES-LAVAUUR	M. Gilles CORMIGNON (Titulaire)
ST-SULPICE-LA-POINTE	M. Raphaël BERNARDIN (Titulaire) Mme Nathalie MARCHAND (Titulaire) (de DL-2022-125 à DL-2022-128) M. Bernard CAPUS (Titulaire) M. Christian JOUYE (Titulaire) Mme Laurence BLANC (Titulaire) M. Laurent SAADI (Titulaire) (de DL-2022-112 à DL-2022-128) M. Maxime COUPEY (Titulaire) M. Jean-Pierre CABARET (Titulaire) M. Julien LASSALLE (Titulaire)
TEULAT	Mme Sabine MOUSSON (Titulaire)
VEILHES	-
VILLENEUVE-LES-LAVAUUR	M. Michel BOUYSSOU (Titulaire)
VIVIERS-LES-LAVAUUR	M. Jean-Paul ROCACHE (Titulaire) (de DL-2022-123 à DL-2022-128)

**Conseillers Titulaires absents et excusés :** M. Daniel MARQUES (pouvoir à M. Laurent SAADI) (Ambres), M. Emmanuel JOULIÉ (pouvoir à M. Gérard PORTES) et Mme Véronique CATHALA-AMIRAULT (pouvoir à M. Jean-Claude RIGAL) (Labastide St-Georges), M. Bernard CARAYON (pouvoir à M. Bernard LAMOTTE), M. Philippe VANTAUX, Mme Marie-Claire MARIIGNOL (pouvoir à Mme Chantal GUIDEZ), M. William RENAULT, Mme Frédérique REMY, M. Justin LARUE (pouvoir à M. Jean-Marie VIDAL), Mme Karine GUIRAUD (pouvoir à Mme Isabelle BALAT), M. Michel BONHOMME (pouvoir à Mme Marie-Christine IMBERT), M. Emmanuel DAVID (pouvoir à Mme Pauline ALBOUY POMPONNE) et M. Vincent THÉNARD (Lavaur), M. Didier JEANJEAN (Marzens), M. Jean SENDRA (Saint-Jean-de-Rives), Mme Nadia OULD AMER (pouvoir à M. Maxime COUPEY), Mme Andrée GINOUX (pouvoir à Mme Nathalie MARCHAND), Mme Laurence SÉNÉGAS (pouvoir à Mme Laurence BLANC) et Mme Malika MAZOUZ (Saint-Sulpice-la-Pointe) et M. Benoît CATALA (Veilhès).

**Secrétaire de séance :** Mme Brigitte PARAYRE (Saint-Agnan)



PUBLIE LE 15/12/2022

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022**

**OBJET DE LA DELIBERATION :** BUDGET PRINCIPAL COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT 2022 :  
 DECISION MODIFICATIVE – VIREMENT DE CREDITS N° 6

(DELIBERATION N° DL-2022-116)

M. le Président explique à l'Assemblée qu'afin de pouvoir procéder aux versements des fonds de concours sollicités par les Communes membres, il est nécessaire de procéder au virement de crédits suivant :

SECTION	LIBELLE	D/R	CHAPITRE	ARTICLE	REDUCTION	OUVERTURE
Investissement	Fonds de concours biens mobiliers matériels et études	D	21	2041411		+ 6 000,00 €
Investissement	Fonds de concours bâtiments et installations	D	21	2041412		+ 20 000,00 €
Fonctionnement	Autre charges de gestion courante – communes membres GFP	D	65	657341	-26 000,00 €	
Fonctionnement	Virement de la section de fonctionnement	D	023	023		+26 000,00 €
Investissement	Virement à la section d'investissement	R	021	021		+26 000,00 €

Le Conseil communautaire ainsi informé,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2311-1 et suivants,
- Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 23 novembre 2022,
- Considérant la nécessité de procéder au virement de crédits précité,
- Entendu l'exposé de M. le Président,

Et après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE

- APPROUVE le virement de crédits tel qu'exposé ci-dessus.
- HABILITE M. le Président à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision.
- INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

Fait et délibéré à St-Sulpice-la-Pointe, les jour, mois et an susdits.  
 Pour extrait conforme.

**Le Président**

  
**Gérard PORTES**



**La secrétaire de séance**

  
**Brigitte PARAYRE**



CC TARN AGOUT

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : BF-2022-23

avec 1 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : BUDGET PRINCIPAL COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT 2022 : DECISION MODIFICATIVE  
VIREMENT DE CREDITS N° 6

Nature : Documents budgétaires et financiers

Matière : Finances locales - Decisions budgetaires

Date de télétransmission : 15/12/2022

Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DM 6 BP DOCBUDG-20003402300016-081009-DM6-2022-14122022000000.xml

Annexes :

1 - DL-2022-116 BP CCTA 2022 - DM - VIREMENT CREDITS N°6.pdf

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-BF-2022-23-BF

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022

CC TARN AGOUT

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : DE-2022-116BIS avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : BUDGET PRINCIPAL COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT 2022 : DECISION MODIFICATIVE  
VIREMENT DE CREDITS N° 6

Nature : Délibérations

Matière : Finances locales - Decisions budgetaires

Date de télétransmission : 15/12/2022 Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DL-2022-116 BP CCTA 2022 - DM - VIREMENT CREDITS N°6.pdf

Annexes :

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-DE-2022-116BIS-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE*****Séance du 8 Décembre 2022***

COMMUNAUTE  
DE COMMUNES  
TARN-AGOUT  
Rond-Point de Gabor  
81370 ST-SULPICE  
☎ : 05.63.41.89.12

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi huit décembre à dix-huit heures trente, le Conseil communautaire de la Communauté de communes TARN-AGOUT, légalement convoqué le premier décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de communes à St-Sulpice-la-Pointe, sous la présidence de M. Gérard PORTES, Président de la Communauté de communes TARN-AGOUT.

**Conseillers communautaires présents avec voix délibérative :****NOMBRE DE MEMBRES :**

Afférents au Conseil Communautaire : 50  
En exercice : 50  
Qui ont pris part à la délibération : 28  
Nombre de procurations : 11  
Date de convocation : 1<sup>er</sup> décembre 2022  
Date d'affichage : 1<sup>er</sup> décembre 2022

COMMUNES MEMBRES	CONSEILLERS TITULAIRES OU SUPPLEANTS
AMBRES	-
AZAS	M. Laurent LACOURT (Titulaire)
BANNIERES	M. Gérard PORTES (Titulaire)
BELCASTEL	M. Christophe ESPARBIE (Titulaire)
GARRIGUES	M. Pierre COMOY (Titulaire)
LABASTIDE-ST-GEORGES	M. Jean-Claude RIGAL (Titulaire)
LACOUGOTTE-CADOUL	M. Gérard REX (Titulaire)
LAVAUUR	Mme Chantal GUIDEZ (Titulaire) M. Jean-Marie VIDAL (Titulaire) Mme Isabelle BALAT (Titulaire) M. Bernard LAMOTTE (Titulaire) Mme Marie-Christine IMBERT (Titulaire) Mme Pauline ALBOUY POMPONNE (Titulaire)
LUGAN	M. Xavier CRÉMOUX (Titulaire)
MARZENS	-
MASSAC SERAN	Mme Viviane BONHOMME (Titulaire)
MONTCABRIER	M. Didier BELAVAL (Titulaire)
ROQUEVIDAL	M. Jean-Marie JOULIA (Titulaire)
ST-AGNAN	Mme Brigitte PARAYRE (Titulaire)
ST-JEAN-DE-RIVES	-
ST-LIEUX-LES-LAVAUUR	M. Gilles CORMIGNON (Titulaire)
ST-SULPICE-LA-POINTE	M. Raphaël BERNARDIN (Titulaire) Mme Nathalie MARCHAND (Titulaire) (de DL-2022-125 à DL-2022-128) M. Bernard CAPUS (Titulaire) M. Christian JOUVE (Titulaire) Mme Laurence BLANC (Titulaire) M. Laurent SAADI (Titulaire) (de DL-2022-112 à DL-2022-128) M. Maxime COUPEY (Titulaire) M. Jean-Pierre CABARET (Titulaire) M. Julien LASSALLE (Titulaire)
TEULAT	Mme Sabine MOUSSON (Titulaire)
VEILHES	-
VILLENEUVE-LES-LAVAUUR	M. Michel BOUYSSOU (Titulaire)
VIVIERS-LES-LAVAUUR	M. Jean-Paul ROCACHE (Titulaire) (de DL-2022-123 à DL-2022-128)

**Conseillers Titulaires absents et excusés :** M. Daniel MARQUES (*pouvoir à M. Laurent SAADI*) (Ambres), M. Emmanuel JOULIÉ (*pouvoir à M. Gérard PORTES*) et Mme Véronique CATHALA-AMIRAULT (*pouvoir à M. Jean-Claude RIGAL*) (Labastide St-Georges), M. Bernard CARAYON (*pouvoir à M. Bernard LAMOTTE*), M. Philippe VANTAUX, Mme Marie-Claire MARIGNOL (*pouvoir à Mme Chantal GUIDEZ*), M. William RENAULT, Mme Frédérique REMY, M. Justin LARUE (*pouvoir à M. Jean-Marie VIDAL*), Mme Karine GUIRAUD (*pouvoir à Mme Isabelle BALAT*), M. Michel BONHOMME (*pouvoir à Mme Marie-Christine IMBERT*), M. Emmanuel DAVID (*pouvoir à Mme Pauline ALBOUY POMPONNE*) et M. Vincent THÉNARD (Lavaur), M. Didier JEANJEAN (Marzens), M. Jean SENDRA (Saint-Jean-de-Rives), Mme Nadia OULD AMER (*pouvoir à M. Maxime COUPEY*), Mme Andrée GINOUX (*pouvoir à Mme Nathalie MARCHAND*), Mme Laurence SÉNÉGAS (*pouvoir à Mme Laurence BLANC*) et Mme Malika MAZOUZ (Saint-Sulpice-la-Pointe) et M. Benoît CATALA (Veilhès).

**Secrétaire de séance :** Mme Brigitte PARAYRE (Saint-Agnan)

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022**

**OBJET DE LA DELIBERATION :** SUBVENTION D'EQUILIBRE A VERSER PAR ANTICIPATION DU BUDGET PRINCIPAL 2023 DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT AU BUDGET ANNEXE 2023 OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL

(DELIBERATION N° DL-2022-117)

M. le Président explique à l'Assemblée qu'afin de pouvoir mandater les dépenses courantes avant le vote du budget annexe 2023 de l'Office de tourisme intercommunal, il est nécessaire de verser par anticipation du budget principal 2023 de la Communauté de communes TARN-AGOUT au budget annexe précité la subvention d'équilibre prévisionnelle estimée à 272.480 €.

Le montant définitif de ladite subvention sera déterminé lors de l'élaboration du budget annexe 2023 de l'Office de tourisme intercommunal et sera réajustée en fin d'exercice pour assurer l'équilibre strictement nécessaire.

Le Conseil communautaire ainsi informé,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et L. 2221-4 et suivants,
- Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 23 novembre 2022,
- Entendu l'exposé de M. le Président,

Et après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE

- APPROUVE le versement par anticipation d'une subvention d'équilibre prévisionnelle d'un montant de 272.480 € du budget principal 2023 de la Communauté de communes TARN-AGOUT au budget annexe 2023 de l'Office de tourisme intercommunal.
- DIT que le montant définitif de ladite subvention d'équilibre sera déterminé lors de l'élaboration du budget annexe 2023 de l'office de tourisme intercommunal.
- HABILITE M. le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.
- INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

Fait et délibéré à St-Sulpice-la-Pointe, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme.

Le Président

Gérard PORTES



La secrétaire de séance

Brigitte PARAYRE



CC TARN AGOUT

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : DE-2022-118

avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : SUBVENTION DEQUILIBRE A VERSER PAR ANTICIPATION DU BUDGET PRINCIPAL 2023 DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT AU BUDGET ANNEXE 2023 OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL

Nature : Délibérations

Matière : Finances locales - Subventions

Date de télétransmission : 15/12/2022

Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DL-2022-117 SUBVENTION EQUILIBRE PAR ANTICIPATION BP 2023 CCTA AU BA 2023 OTI.pdf

Annexes :

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-DE-2022-118-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du 8 Décembre 2022**

**COMMUNAUTE  
DE COMMUNES  
TARN-AGOUT  
Rond-Point de Gabor  
81370 ST-SULPICE  
☎ : 05.63.41.89.12**

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi huit décembre à dix-huit heures trente, le Conseil communautaire de la Communauté de communes TARN-AGOUT, légalement convoqué le premier décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de communes à St-Sulpice-la-Pointe, sous la présidence de M. Gérard PORTES, Président de la Communauté de communes TARN-AGOUT.

**Conseillers communautaires présents avec voix délibérative :****NOMBRE DE MEMBRES :**

Afférents au Conseil Communautaire : 50  
En exercice : 50  
Qui ont pris part à la délibération : 28  
Nombre de procurations : 11  
Date de convocation : 1<sup>er</sup> décembre 2022  
Date d'affichage : 1<sup>er</sup> décembre 2022

COMMUNES MEMBRES	CONSEILLERS TITULAIRES OU SUPPLEANTS
AMBRES	-
AZAS	M. Laurent LACOURT (Titulaire)
BANNIERES	M. Gérard PORTES (Titulaire)
BELCASTEL	M. Christophe ESPARBIE (Titulaire)
GARRIGUES	M. Pierre COMOY (Titulaire)
LABASTIDE-ST-GEORGES	M. Jean-Claude RIGAL (Titulaire)
LACOUHOTTE-CADOUL	M. Gérard REX (Titulaire)
LAVAU	Mme Chantal GUIDEZ (Titulaire) M. Jean-Marie VIDAL (Titulaire) Mme Isabelle BALAT (Titulaire) M. Bernard LAMOTTE (Titulaire) Mme Marie-Christine IMBERT (Titulaire) Mme Pauline ALBOUY POMPONNE (Titulaire)
LUGAN	M. Xavier CRÉMOUX (Titulaire)
MARZENS	-
MASSAC SERAN	Mme Viviane BONHOMME (Titulaire)
MONTCABRIER	M. Didier BELAVAL (Titulaire)
ROQUEVIDAL	M. Jean-Marie JOULIA (Titulaire)
ST-AGNAN	Mme Brigitte PARAYRE (Titulaire)
ST-JEAN-DE-RIVES	-
ST-LIEUX-LES-LAVAU	M. Gilles CORMIGNON (Titulaire)
ST-SULPICE-LA-POINTE	M. Raphaël BERNARDIN (Titulaire) Mme Nathalie MARCHAND (Titulaire) (de DL-2022-125 à DL-2022-128) M. Bernard CAPUS (Titulaire) M. Christian JOUVE (Titulaire) Mme Laurence BLANC (Titulaire) M. Laurent SAADI (Titulaire) (de DL-2022-112 à DL-2022-128) M. Maxime COUPEY (Titulaire) M. Jean-Pierre CABARET (Titulaire) M. Julien LASSALLE (Titulaire)
TEULAT	Mme Sabine MOUSSON (Titulaire)
VEILHES	-
VILLENEUVE-LES-LAVAU	M. Michel BOUYSSOU (Titulaire)
VIVIERS-LES-LAVAU	M. Jean-Paul ROCACHE (Titulaire) (de DL-2022-123 à DL-2022-128)

Conseillers Titulaires absents et excusés : M. Daniel MARQUES (pouvoir à M. Laurent SAADI) (Ambres), M. Emmanuel JOULIÉ (pouvoir à M. Gérard PORTES) et Mme Véronique CATHALA-AMIRAL (pouvoir à M. Jean-Claude RIGAL) (Labastide St-Georges), M. Bernard CARAYON (pouvoir à M. Bernard LAMOTTE), M. Philippe VANTAUX, Mme Marie-Claire MARIIGNOL (pouvoir à Mme Chantal GUIDEZ), M. William RENAULT, Mme Frédérique REMY, M. Justin LARUE (pouvoir à M. Jean-Marie VIDAL), Mme Karine GUIRAUD (pouvoir à Mme Isabelle BALAT), M. Michel BONHOMME (pouvoir à Mme Marie-Christine IMBERT), M. Emmanuel DAVID (pouvoir à Mme Pauline ALBOUY POMPONNE) et M. Vincent THÉNARD (Lavaur), M. Didier JEANJEAN (Marzens), M. Jean SENDRA (Saint-Jean-de-Rives), Mme Nadia OULD AMER (pouvoir à M. Maxime COUPEY), Mme Andrée GINOX (pouvoir à Mme Nathalie MARCHAND), Mme Laurence SÉNÉGAS (pouvoir à Mme Laurence BLANC) et Mme Malika MAZOUZ (Saint-Sulpice-la-Pointe) et M. Benoît CATALA (Veilhès).

Secrétaire de séance : Mme Brigitte PARAYRE (Saint-Agnan)



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022**

**OBJET DE LA DELIBERATION :** **REGULARISATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES 2022, FIXATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES 2023 DES COMMUNES MEMBRES**

**(DELIBERATION N° DL-2022-118)**

M. le Président explique à l'Assemblée que, dans le cadre du régime fiscal de la fiscalité professionnelle unique, la Commission Locales des Charges Transférées (CLECT) a pour mission d'élaborer un rapport sur l'évaluation des charges transférées par les communes membres à la Communauté de communes TARN-AGOUT (CCTA) à chaque transfert de compétence. Le coût net de la compétence transférée par les communes est évalué et déduit de l'attribution de compensation que leur verse la CCTA. Les augmentations ultérieures de coûts sont, quant à elles, intégralement supportées par le budget communautaire.

La CLECT a élaboré en date du 10 novembre 2022 son rapport sur l'évaluation des charges transférées par les communes à la Communauté de communes TARN-AGOUT comme suit :

- Au 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour la compétence « Centre aquatique intercommunal à Lavour (nouvel équipement mis en service début 2022) »
- Au 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour la modification de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire ».

Pour la compétence « centre aquatique intercommunal à Lavour » le montant retenu sur l'attribution de compensation de la Commune de Lavour se limite aux dépenses de fonctionnement non liées à un équipement desquelles est déduit le montant des ressources transférées affectées à cette compétence car aucun équipement n'a été mis à disposition. 2017, 2018 et 2019 sont les années de référence choisies puisque la crise exceptionnelle liée au COVID-19 survenue à compter de mars 2020 jusqu'à fin 2021 a bouleversé le fonctionnement de la piscine municipale de Lavour.

Pour la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire », le rapport de la CLECT a précisé la portée de la compétence transférée et les dispositions financières ci-dessous :

- Le montant révisé sur l'attribution de compensation de chaque commune correspond au coût moyen annualisé de l'ensemble des dépenses afférentes à la voirie pendant toute la durée de vie calculé en 2019 auquel on y applique au taux de 13,241 % correspondant à l'évolution des prix appliquée aux travaux réalisés en 2022 par la CCTA.
- De plus, comme indiqué dans le rapport définitif de la CLECT du 14/10/2019, en cas de retour éventuel de tout ou partie de la voirie d'intérêt communautaire de la CCTA vers la commune avant la fin de la périodicité moyenne de renouvellement de voirie estimée à 10 ans, les dépenses réalisées à la date du retrait ont été comparées aux sommes retenues sur les attributions de compensation. Le solde en faveur de la CCTA ou en faveur de la commune, selon le cas, est régularisé au travers des fonds de concours en section d'investissement sur une seule année. Si l'enveloppe fonds de concours de la commune ne le permet pas, un fonds de concours en section d'investissement de la commune vers la CCTA est institué.

Le rapport précité de la CLECT a été soumis à l'approbation des conseils municipaux des 21 communes membres et doit, pour être adopté, recueillir la majorité qualifiée de ces derniers prévue au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du Code général des collectivités territoriales.

Il convient donc de prendre acte du rapport établi par la CLECT et d'approuver les attributions de compensation définitives 2022 et 2023 des 21 communes membres qui seront automatiquement révisées dès que la majorité qualifiée précitée sera atteinte.

Le Conseil communautaire ainsi informé,

- Vu le Code général des impôts et notamment l'article 1609 nonies C – IV,
- Vu le rapport établi par la CLECT en date du 10 novembre 2022 intitulé « Evaluation des charges transférées : au 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour la compétence « centre aquatique intercommunal à Lavour » (nouvel équipement mis en service début 2022), au 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire » (modificatif) »,
- Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 23 novembre 2022,
- Entendu l'exposé de M. le Président,

Et après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE**

- **PREND ACTE** du rapport établi par la CLECT en date du 10 novembre 2022 intitulé « Evaluation des charges transférées : au 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour la compétence « centre aquatique intercommunal à Lavour » (nouvel équipement mis en service début 2022), au 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire » (modificatif).
- **APPROUVE** les attributions de compensation définitives des 21 Communes fixées, pour l'année 2022, comme suit :

(Page 3/3 - SUITE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022 - OBJET DE LA DELIBERATION : REGULARISATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES 2022, FIXATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES 2023 DES COMMUNES MEMBRES)

**ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES 2022**

COMMUNES	ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES NEGATIVES	ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES POSITIVES	EVALUATION TRANSFERT DE CHARGES CENTRE AQUATIQUE INTERCOMMUNAL A LAVAUR	ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES NEGATIVES	ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES POSITIVES
	2020	2020		2022	2022
AMBRES	7 757 €			7 757 €	
AZAS	2 642 €			2 642 €	
BANNIERES		10 347 €			10 347 €
BELCASTEL		2 261 €			2 261 €
GARRIGUES	9 621 €			9 621 €	
LABASTIDE-ST-GEORGES		3 520 €			3 520 €
LACOUHOTTE-CADOUL		17 072 €			17 072 €
LAVAUUR		1 263 436 €	329 521 €		933 915 €
LUGAN	10 470 €			10 470 €	
MARZENS		67 626 €			67 626 €
MASSAC SERRAN		27 593 €			27 593 €
MONTCABRIER		21 730 €			21 730 €
ROQUEVIDAL	1 990 €			1 990 €	
SAINT-AGNAN	3 103 €			3 103 €	
SAINT-JEAN-DE-RIVES	10 502 €			10 502 €	
SAINT-LIEUX-LES-LAVAUUR	18 172 €			18 172 €	
SAINT-SULPICE-LA-POINTE		1 233 698 €			1 233 698 €
TEULAT	7 941 €			7 941 €	
VEILHES		14 719 €			14 719 €
VILLENEUVE-LES-LAVAUUR		19 252 €			19 252 €
VIVIERS-LES-LAVAUUR		22 142 €			22 142 €
<b>TOTAUX</b>	<b>72 198 €</b>	<b>2 703 396 €</b>	<b>329 521 €</b>	<b>72 198 €</b>	<b>2 373 875 €</b>

- APPROUVE les attributions de compensation définitives des 21 Communes fixées, pour l'année 2023, comme suit :

**ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES 2023**

COMMUNES	ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES NEGATIVES	ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES POSITIVES	EVALUATION DE LA COMPETENCE CEATION AMENAGEMENT ET ENTRETEN DE LA VOIRIE D'INTERET COMMUNAUTAIRE	ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES NEGATIVES	ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES POSITIVES
	2022	2022		2023	2023
AMBRES	7 757 €		20 591 €		12 834 €
AZAS	2 642 €			2 642 €	
BANNIERES		10 347 €	9 819 €		20 166 €
BELCASTEL		2 261 €			2 261 €
GARRIGUES	9 621 €			9 621 €	
LABASTIDE-ST-GEORGES		3 520 €			3 520 €
LACOUHOTTE-CADOUL		17 072 €			17 072 €
LAVAUUR		933 915 €			933 915 €
LUGAN	10 470 €		6 783 €	3 687 €	
MARZENS		67 626 €			67 626 €
MASSAC SERRAN		27 593 €			27 593 €
MONTCABRIER		21 730 €			21 730 €
ROQUEVIDAL	1 990 €			1 990 €	
SAINT-AGNAN	3 103 €		8 072 €		4 969 €
SAINT-JEAN-DE-RIVES	10 502 €		5 484 €	5 018 €	
SAINT-LIEUX-LES-LAVAUUR	18 172 €			18 172 €	
SAINT-SULPICE-LA-POINTE		1 233 698 €	37 410 €		1 271 108 €
TEULAT	7 941 €			7 941 €	
VEILHES		14 719 €			14 719 €
VILLENEUVE-LES-LAVAUUR		19 252 €	1 474 €		20 726 €
VIVIERS-LES-LAVAUUR		22 142 €			22 142 €
<b>TOTAUX</b>	<b>72 198 €</b>	<b>2 373 875 €</b>	<b>89 633 €</b>	<b>49 071 €</b>	<b>2 440 381 €</b>

- HABILITE M. le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.
- INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

Fait et délibéré à St-Sulpice-la-Pointe, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme.

Le Président

Gérard PORTES



La secrétaire de séance

Brigitte PARAYRE



Le Président certifie que la présente délibération a été reçue en Sous-Préfecture le **15 DEC. 2022** et publiée le **15 DEC. 2022**

CC TARN AGOUT

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : DE-2022-117

avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : REGULARISATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES 2022, FIXATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES 2023 DES COMMUNES MEMBRES

Nature : Délibérations

Matière : Finances locales - Divers

Date de télétransmission : 15/12/2022

Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DL-2022-118 REGUL ATTRIBUTIONS COMPENSATION 2022 - FIXATION ATTRIBUTIONS COMPENSATION 2023 DES COMMUNES M

Annexes :

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-DE-2022-117-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du 8 Décembre 2022**

COMMUNAUTE  
DE COMMUNES  
TARN-AGOUT  
Rond-Point de Gabor  
81370 ST-SULPICE  
☎ : 05.63.41.89.12

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi huit décembre à dix-huit heures trente, le Conseil communautaire de la Communauté de communes TARN-AGOUT, légalement convoqué le premier décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de communes à St-Sulpice-la-Pointe, sous la présidence de M. Gérard PORTES, Président de la Communauté de communes TARN-AGOUT.

**Conseillers communautaires présents avec voix délibérative :****NOMBRE DE MEMBRES :**

Afférents au Conseil Communautaire : 50  
En exercice : 50  
Qui ont pris part à la délibération : 28  
Nombre de procurations : 11  
Date de convocation : 1<sup>er</sup> décembre 2022  
Date d'affichage : 1<sup>er</sup> décembre 2022

COMMUNES MEMBRES	CONSEILLERS TITULAIRES OU SUPPLEANTS
AMBRES	-
AZAS	M. Laurent LACOURT (Titulaire)
BANNIERES	M. Gérard PORTES (Titulaire)
BELCASTEL	M. Christophe ESPARBIE (Titulaire)
GARRIGUES	M. Pierre COMOY (Titulaire)
LABASTIDE-ST-GEORGES	M. Jean-Claude RIGAL (Titulaire)
LACOUGOTTE-CADOUL	M. Gérard REX (Titulaire)
LAVAUUR	Mme Chantal GUIDEZ (Titulaire) M. Jean-Marie VIDAL (Titulaire) Mme Isabelle BALAT (Titulaire) M. Bernard LAMOTTE (Titulaire) Mme Marie-Christine IMBERT (Titulaire) Mme Pauline ALBOUY POMPONNE (Titulaire)
LUGAN	M. Xavier CRÉMOUX (Titulaire)
MARZENS	-
MASSAC SERAN	Mme Viviane BONHOMME (Titulaire)
MONTCABRIER	M. Didier BELAVAL (Titulaire)
ROQUEVIDAL	M. Jean-Marie JOULIA (Titulaire)
ST-AGNAN	Mme Brigitte PARAYRE (Titulaire)
ST-JEAN-DE-RIVES	-
ST-LIEUX-LES-LAVAUUR	M. Gilles CORMIGNON (Titulaire)
ST-SULPICE-LA-POINTE	M. Raphaël BERNARDIN (Titulaire) Mme Nathalie MARCHAND (Titulaire) (de DL-2022-125 à DL-2022-128) M. Bernard CAPUS (Titulaire) M. Christian JOUVE (Titulaire) Mme Laurence BLANC (Titulaire) M. Laurent SAADI (Titulaire) (de DL-2022-112 à DL-2022-128) M. Maxime COUPEY (Titulaire) M. Jean-Pierre CABARET (Titulaire) M. Julien LASSALLE (Titulaire)
TEULAT	Mme Sabine MOUSSON (Titulaire)
VEILHES	-
VILLENEUVE-LES-LAVAUUR	M. Michel BOUYSSOU (Titulaire)
VIVIERS-LES-LAVAUUR	M. Jean-Paul ROCACHE (Titulaire) (de DL-2022-123 à DL-2022-128)

**Conseillers Titulaires absents et excusés :** M. Daniel MARQUES (*pouvoir à M. Laurent SAADI*) (Ambres), M. Emmanuel JOULIÉ (*pouvoir à M. Gérard PORTES*) et Mme Véronique CATHALA-AMIRAULT (*pouvoir à M. Jean-Claude RIGAL*) (Labastide St-Georges), M. Bernard CARAYON (*pouvoir à M. Bernard LAMOTTE*), M. Philippe VANTAUX, Mme Marie-Claire MARIGNOL (*pouvoir à Mme Chantal GUIDEZ*), M. William RENAULT, Mme Frédérique REMY, M. Justin LARUE (*pouvoir à M. Jean-Marie VIDAL*), Mme Karine GUIRAUD (*pouvoir à Mme Isabelle BALAT*), M. Michel BONHOMME (*pouvoir à Mme Marie-Christine IMBERT*), M. Emmanuel DAVID (*pouvoir à Mme Pauline ALBOUY POMPONNE*) et M. Vincent THÉNARD (Lavaur), M. Didier JEANJEAN (Marzens), M. Jean SENDRA (Saint-Jean-de-Rives), Mme Nadia OULD AMER (*pouvoir à M. Maxime COUPEY*), Mme Andrée GINOUX (*pouvoir à Mme Nathalie MARCHAND*), Mme Laurence SÉNÉGAS (*pouvoir à Mme Laurence BLANC*) et Mme Malika MAZOUZ (Saint-Sulpice-la-Pointe) et M. Benoît CATALA (Veilhès).

**Secrétaire de séance :** Mme Brigitte PARAYRE (Saint-Agnan)



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022****OBJET DE LA DELIBERATION : MODALITES D'ORGANISATION DU TELETRAVAIL****(DELIBERATION N° DL-2022-119)**

M. le Président explique à l'Assemblée que le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de son employeur sont réalisées hors de ces locaux de façon régulière et volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication.

Le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 détermine les conditions d'exercice du télétravail : quotité des fonctions pouvant être exercées sous la forme du télétravail, nécessité d'une demande de l'agent, durée de l'autorisation, mentions que doit comporter l'acte d'autorisation. L'éligibilité au télétravail se détermine par les activités exercées et non par les postes occupés. Les activités éligibles au télétravail doivent être sélectionnées dans l'intérêt de tous les agents (ceux qui télétravaillent et ceux qui restent en présentiel) et dans l'intérêt de la collectivité qui doit veiller à la qualité et à la continuité de ses missions de service public. *(Exemples de missions incompatibles avec le télétravail : accueil et contact avec le public, inspection et contrôle de terrain, restauration, entretien des locaux et des sites, animations, soins des enfants, activités aquatiques ...)*

Afin de mettre à profit les différentes expérimentations de télétravail que la Communauté de communes TARN-AGOUT a mis en place durant la crise sanitaire, le Président et la Direction ont souhaité qu'une réflexion collective soit engagée sur cette thématique afin que le télétravail puisse être pérennisé sans remettre en question l'accomplissement des missions de service public de la collectivité tout en préservant également le collectif de travail et la cohésion d'équipe. Pour ce faire, un groupe de travail de salariés a été mis en place sur cette thématique, plusieurs propositions ont été faites et différentes modalités d'exercice du télétravail ont ainsi été testées depuis 2020 sur plusieurs mois. Ceci permet de proposer le cadre d'organisation suivant qui a été présenté en comité technique et qui a fait ses preuves depuis :

a) **Les bénéficiaires** : les agents travaillant au sein de l'Espace Ressource dont les missions peuvent être télétravaillées. Il convient que l'agent fasse preuve d'autonomie, de rigueur, d'organisation, de capacité à travailler seul et à gérer son temps.

b) **Mise en place** : l'agent souhaitant télétravailler doit en faire la demande par écrit à son supérieur hiérarchique (formulaire type à compléter fixant les conditions matérielles et les engagements de l'agent). La collectivité dispose d'un délai d'un mois pour instruire la demande en se fondant sur les critères suivants :

- La compatibilité du télétravail avec les activités exercées par l'agent et l'organisation du service,
- La comptabilité du télétravail avec l'intérêt du service,
- La conformité des installations au domicile de l'agent aux spécifications techniques précisées par l'employeur,
- La durée d'autorisation est fixée à un an. L'autorisation sera renouvelée par tacite reconduction, après entretien de l'intéressé avec son supérieur hiérarchique et avis de celui-ci,
- En cas de changement de fonctions, une nouvelle demande doit être présentée par l'intéressé.

La fin du télétravail peut-être à l'initiative de la collectivité ou de l'agent avec un délai de préavis de 2 mois, sauf pour nécessités de service dûment motivées.

c) **Modalités d'organisation et conditions de travail** :

- Organisation et quotité de télétravail :
  - Constitution de binômes indispensable afin que 50 % des effectifs soient présents au Siège.
  - Lors de la première demande de télétravail, l'agent doit faire valider au préalable, par son responsable de service les missions qu'il peut réaliser en télétravail.
  - 0,5 jour fixe de télétravail par semaine non reportable et non cumulable d'un mois sur l'autre (soit le mercredi matin soit le vendredi matin).
  - 2 jours flottants par mois hormis durant les vacances scolaires d'été, non reportables et non cumulables d'un mois sur l'autre pour un agent travaillant à temps complet.
  - L'agent ne peut pas être absent plus de 2 jours (1,5 télétravail + 0,5 ARTT) sur la même semaine.
  - Les horaires quotidiens de travail demeurent inchangés. Les agents en télétravail devront donc respecter ces horaires à leur domicile et être joignables par téléphone et par mail sur ces plages horaires.
- Lieu d'exercice du télétravail : l'agent peut travailler à son domicile ou dans d'autres locaux de la collectivité mis à disposition des agents
- Mise à disposition des équipements :
  - La collectivité prend en charge la mise à disposition des matériels informatiques et téléphoniques (PC + casques)
  - L'agent doit respecter les conditions d'utilisation des matériels et moyens informatiques et s'engage à réserver l'usage des équipements mis à sa disposition à un usage strictement professionnel.

d) **Télétravail en période de circonstances exceptionnelles** : la collectivité pourra recourir au télétravail pour circonstances exceptionnelles pour tout ou partie des agents, sur directive nationale, préfectorale ou de sa propre autorité par le biais d'une note de service (ex : état d'urgence sanitaire). Durant cette période, il pourra être dérogé aux quotités de télétravail prévues par la présente délibération.

e) **Droits et obligations du télétravailleur** : le télétravailleur a les mêmes droits collectifs que les autres agents. Il est soumis à la même durée de travail que les agents au sein de la collectivité.

Le télétravail n'a pas pour effet d'augmenter ou de diminuer le nombre d'heures de travail et la charge de travail. Si le télétravailleur se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions il doit, dans les mêmes conditions qu'un agent qui travaille dans la collectivité, en avvertir sa hiérarchie

(Page 3/3 - SUITE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022 - OBJET DE LA DELIBERATION : MODALITES D'ORGANISATION DU TELETRAVAIL)

Le télétravailleur s'engage à réserver l'exclusivité de son travail à sa hiérarchie et à veiller à ce que les informations sensibles traitées à domicile demeurent confidentielles et ne soient pas accessibles à des tiers

Le Conseil communautaire ainsi informé,

- Vu le Code général des collectivités territoriales,
- Vu la loi N° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi N° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- Vu le décret N° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,
- Vu le décret N° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature,
- Vu le comité technique en date du 18 novembre 2021,
- Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 23 novembre 2022,
- Entendu l'exposé de M. le Président,

Et après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE

- APPROUVE les modalités d'organisation du télétravail telles qu'exposées ci-dessus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.
- HABILITE M. le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre dudit télétravail.
- INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un **recours contentieux** devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

Fait et délibéré à St-Sulpice-la-Pointe, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme

Le Président

Gérard PORTES



La secrétaire de séance

Brigitte PARAYRE



CC IARN AGOVT

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : DE-2022-119 avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : MODALITES D'ORGANISATION DU TELETRAVAIL

Nature : Délibérations

Matière : Fonction publique - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.

Date de télétransmission : 15/12/2022 Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DL-2022-119 MODALITES D'ORGANISATION DU TELETRAVAIL.pdf

Annexes :

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-DE-2022-119-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du 8 Décembre 2022**

COMMUNAUTE  
DE COMMUNES  
TARN-AGOUT  
Rond-Point de Gabor  
81370 ST-SULPICE  
☎ : 05.63.41.89.12

**NOMBRE DE MEMBRES :**

Afférents au Conseil Communautaire : 50  
En exercice : 50  
Qui ont pris part à la délibération : 28  
Nombre de procurations : 11  
Date de convocation : 1<sup>er</sup> décembre 2022  
Date d'affichage : 1<sup>er</sup> décembre 2022

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi huit décembre à dix-huit heures trente, le Conseil communautaire de la Communauté de communes TARN-AGOUT, légalement convoqué le premier décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de communes à St-Sulpice-la-Pointe, sous la présidence de M. Gérard PORTES, Président de la Communauté de communes TARN-AGOUT.

**Conseillers communautaires présents avec voix délibérative :**

COMMUNES MEMBRES	CONSEILLERS TITULAIRES OU SUPPLEANTS
AMBRES	-
AZAS	M. Laurent LACOURT (Titulaire)
BANNIERES	M. Gérard PORTES (Titulaire)
BELCASTEL	M. Christophe ESPARBIE (Titulaire)
GARRIGUES	M. Pierre COMOY (Titulaire)
LABASTIDE-ST-GEORGES	M. Jean-Claude RIGAL (Titulaire)
LACOUGOTTE-CADOU	M. Gérard REX (Titulaire)
LAVAU	Mme Chantal GUIDEZ (Titulaire) M. Jean-Marie VIDAL (Titulaire) Mme Isabelle BALAT (Titulaire) M. Bernard LAMOTTE (Titulaire) Mme Marie-Christine IMBERT (Titulaire) Mme Pauline ALBOUY POMPONNE (Titulaire)
LUGAN	M. Xavier CRÉMOUX (Titulaire)
MARZENS	-
MASSAC SERAN	Mme Viviane BONHOMME (Titulaire)
MONTCABRIER	M. Didier BELAVAL (Titulaire)
ROQUEVIDAL	M. Jean-Marie JOULIA (Titulaire)
ST-AGNAN	Mme Brigitte PARAYRE (Titulaire)
ST-JEAN-DE-RIVES	-
ST-LIEUX-LES-LAVAU	M. Gilles CORMIGNON (Titulaire)
ST-SULPICE-LA-POINTE	M. Raphaël BERNARDIN (Titulaire) Mme Nathalie MARCHAND (Titulaire) (de DL-2022-125 à DL-2022-128) M. Bernard CAPUS (Titulaire) M. Christian JOUVE (Titulaire) Mme Laurence BLANC (Titulaire) M. Laurent SAADI (Titulaire) (de DL-2022-112 à DL-2022-128) M. Maxime COUPEY (Titulaire) M. Jean-Pierre CABARET (Titulaire) M. Julien LASSALLE (Titulaire)
TEULAT	Mme Sabine MOUSSON (Titulaire)
VEILHES	-
VILLENEUVE-LES-LAVAU	M. Michel BOUYSSOU (Titulaire)
VIVIERS-LES-LAVAU	M. Jean-Paul ROCACHE (Titulaire) (de DL-2022-123 à DL-2022-128)

Conseillers Titulaires absents et excusés : M. Daniel MARQUES (pouvoir à M. Laurent SAADI) (Ambres), M. Emmanuel JOULIÉ (pouvoir à M. Gérard PORTES) et Mme Véronique CATHALA-AMIRAULT (pouvoir à M. Jean-Claude RIGAL) (Labastide St-Georges), M. Bernard CARAYON (pouvoir à M. Bernard LAMOTTE), M. Philippe VANTAU, Mme Marie-Claire MARIIGNOL (pouvoir à Mme Chantal GUIDEZ), M. William RENAULT, Mme Frédérique REMY, M. Justin LARUE (pouvoir à M. Jean-Marie VIDAL), Mme Karine GUIRAUD (pouvoir à Mme Isabelle BALAT), M. Michel BONHOMME (pouvoir à Mme Marie-Christine IMBERT), M. Emmanuel DAVID (pouvoir à Mme Pauline ALBOUY POMPONNE) et M. Vincent THÉNARD (Lavaur), M. Didier JEANJEAN (Marzens), M. Jean SENDRA (Saint-Jean-de-Rives), Mme Nadia OULD AMER (pouvoir à M. Maxime COUPEY), Mme Andrée GINOUX (pouvoir à Mme Nathalie MARCHAND), Mme Laurence SÉNÉGAS (pouvoir à Mme Laurence BLANC) et Mme Malika MAZOUZ (Saint-Sulpice-la-Pointe) et M. Benoît CATALA (Veilhès).

Secrétaire de séance : Mme Brigitte PARAYRE (Saint-Agnan)

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022****OBJET DE LA DELIBERATION : DUREE ANNUELLE DU TEMPS DE TRAVAIL DES AGENTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT - MODIFICATIF****(DELIBERATION N° DL-2022-120)**

M. le Président explique à l'Assemblée que par délibération N° DL-2016-116 en date du 12 décembre 2016, le Conseil communautaire a fixé la durée annuelle du temps de travail des agents de la collectivité et a décidé dans son troisième alinéa que « *les jours d'ancienneté sont maintenus et figés au niveau acquis à titre individuel au 31 décembre 2017 et que le principe d'acquisition d'un jour tous les cinq ans disparaît à cette même date.* »

Par courrier en date du 1<sup>er</sup> août 2022 adressé à M. le Président de la Communauté de communes TARN-AGOUT, M. le Préfet du Tarn indique que le décret N° 86-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux modifié en avril 2019 ne prévoit plus l'octroi de jours de congés supplémentaires au titre d'une quelconque ancienneté et demande donc de supprimer par délibération les jours d'ancienneté acquis à titre individuel, après avis du comité technique, pour mise en œuvre effective au plus tard le 31 décembre 2022.

Suite à l'avis du comité technique émis en date du 29 novembre 2022, il convient donc de supprimer le troisième alinéa de la délibération précitée. En accord avec les représentants du personnel, des groupes de travail seront mis en place en 2023 sur le thème de l'organisation de la durée annuelle du temps de travail au sein de la collectivité.

Le Conseil communautaire ainsi informé,

- Vu le Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret N° 86-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux modifié par le décret N° 2019-301 du 10 avril 2019,
- Vu la délibération N° DL-2016-116 du Conseil communautaire en date du 12 décembre 2016 portant sur la durée annuelle du temps de travail des agents de la Communauté de communes TARN-AGOUT,
- Vu le comité technique en date du 29 novembre 2022,
- Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 23 novembre 2022,
- Entendu l'exposé de M. le Président,

Et après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE

- ABROGE le troisième alinéa de la décision de la délibération N° DL-2016-116 du 12 décembre 2016 du Conseil communautaire relatif aux jours d'ancienneté.
- DIT que toutes les autres dispositions de la délibération précitée demeurent inchangées.
- HABILITE M. le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.
- INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

Fait et délibéré à St-Sulpice-la-Pointe, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme.

Le Président

  
Gérard PORTES



La secrétaire de séance

  
Brigitte PARAYRE



CC TARN AGOUT

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : DE-2022-120

avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : DUREE ANNUELLE DU TEMPS DE TRAVAIL DES AGENTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES  
TARN-AGOUT - MODIFICATIF

Nature : Délibérations

Matière : Fonction publique - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.

Date de télétransmission : 15/12/2022 Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DL-2022-120 DUREE ANNUELLE DU TEMPS DE TRAVAIL AGENTS CCTA - MODIFICATIF.pdf

Annexes :

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-DE-2022-120-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du 8 Décembre 2022**

COMMUNAUTE  
DE COMMUNES  
TARN-AGOUT  
Rond-Point de Gabor  
81370 ST-SULPICE  
☎ : 05.63.41.89.12

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi huit décembre à dix-huit heures trente, le Conseil communautaire de la Communauté de communes TARN-AGOUT, légalement convoqué le premier décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de communes à St-Sulpice-la-Pointe, sous la présidence de M. Gérard PORTES, Président de la Communauté de communes TARN-AGOUT.

**Conseillers communautaires présents avec voix délibérative :****NOMBRE DE MEMBRES :**

Afférents au Conseil Communautaire : 50  
En exercice : 50  
Qui ont pris part à la délibération : 28  
Nombre de procurations : 11  
Date de convocation : 1<sup>er</sup> décembre 2022  
Date d'affichage : 1<sup>er</sup> décembre 2022

COMMUNES MEMBRES	CONSEILLERS TITULAIRES OU SUPPLEANTS
AMBRES	-
AZAS	M. Laurent LACOURT (Titulaire)
BANNIERES	M. Gérard PORTES (Titulaire)
BELCASTEL	M. Christophe ESPARBIE (Titulaire)
GARRIGUES	M. Pierre COMOY (Titulaire)
LABASTIDE-ST-GEORGES	M. Jean-Claude RIGAL (Titulaire)
LACOUHOTTE-CADOUL	M. Gérard REX (Titulaire)
LAVAUUR	Mme Chantal GUIDEZ (Titulaire) M. Jean-Marie VIDAL (Titulaire) Mme Isabelle BALAT (Titulaire) M. Bernard LAMOTTE (Titulaire) Mme Marie-Christine IMBERT (Titulaire) Mme Pauline ALBOUY POMPONNE (Titulaire)
LUGAN	M. Xavier CRÉMOUX (Titulaire)
MARZENS	-
MASSAC SERAN	Mme Viviane BONHOMME (Titulaire)
MONTCABRIER	M. Didier BELAVAL (Titulaire)
ROQUEVIDAL	M. Jean-Marie JOULIA (Titulaire)
ST-AGNAN	Mme Brigitte PARAYRE (Titulaire)
ST-JEAN-DE-RIVES	-
ST-LIEUX-LES-LAVAUUR	M. Gilles CORMIGNON (Titulaire)
ST-SULPICE-LA-POINTE	M. Raphaël BERNARDIN (Titulaire) Mme Nathalie MARCHAND (Titulaire) (de DL-2022-125 à DL-2022-128) M. Bernard CAPUS (Titulaire) M. Christian JOUVE (Titulaire) Mme Laurence BLANC (Titulaire) M. Laurent SAADI (Titulaire) (de DL-2022-112 à DL-2022-128) M. Maxime COUPEY (Titulaire) M. Jean-Pierre CABARET (Titulaire) M. Julien LASSALLE (Titulaire)
TEULAT	Mme Sabine MOUSSON (Titulaire)
VEILHES	-
VILLENEUVE-LES-LAVAUUR	M. Michel BOUYSSOU (Titulaire)
VIVIERS-LES-LAVAUUR	M. Jean-Paul ROCACHE (Titulaire) (de DL-2022-123 à DL-2022-128)

**Conseillers Titulaires absents et excusés :** M. Daniel MARQUES (pouvoir à M. Laurent SAADI) (Ambres), M. Emmanuel JOULIÉ (pouvoir à M. Gérard PORTES) et Mme Véronique CATHALA-AMIRAULT (pouvoir à M. Jean-Claude RIGAL) (Labastide St-Georges), M. Bernard CARAYON (pouvoir à M. Bernard LAMOTTE), M. Philippe VANTAUX, Mme Marie-Claire MARIGNOL (pouvoir à Mme Chantal GUIDEZ), M. William RENAULT, Mme Frédérique REMY, M. Justin LARUE (pouvoir à M. Jean-Marie VIDAL), Mme Karine GUIRAUD (pouvoir à Mme Isabelle BALAT), M. Michel BONHOMME (pouvoir à Mme Marie-Christine IMBERT), M. Emmanuel DAVID (pouvoir à Mme Pauline ALBOUY POMPONNE) et M. Vincent THÉNARD (Lavaur), M. Didier JEANJEAN (Marzens), M. Jean SENDRA (Saint-Jean-de-Rives), Mme Nadia OULD AMER (pouvoir à M. Maxime COUPEY), Mme Andrée GINOUX (pouvoir à Mme Nathalie MARCHAND), Mme Laurence SÉNÉGAS (pouvoir à Mme Laurence BLANC) et Mme Malika MAZOUZ (Saint-Sulpice-la-Pointe) et M. Benoît CATALA (Veilhès).

**Secrétaire de séance :** Mme Brigitte PARAYRE (Saint-Agnan)



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022**
**OBJET DE LA DELIBERATION : TABLEAU DES EFFECTIFS**
**(DELIBERATION N° DL-2022-121)**

M. le Président explique à l'Assemblée qu'il appartient au Conseil communautaire de fixer les effectifs nécessaires au fonctionnement des Services communautaires. Dans ce cadre, il convient de transformer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les emplois suivants :

ANCIEN GRADE			NOUVEAU GRADE			COMMENTAIRES
Nombre d'emploi	Temps de Travail	Libellé	Nombre d'emploi	Temps de travail	Libellé	
1	25/35	Adjoint technique	1	35/35	Cadres d'emploi des adjoints techniques/agents de maîtrise/techniciens	Adaptation du grade en fonction de la candidature retenue lors du recrutement
1	35/35	Adjoint technique	1	35/35	Cadres d'emploi des adjoints techniques	
1	17.5/35	Adjoint technique	1	19/35	Adjoint technique	Adaptation du temps de travail en fonction des besoins de la collectivité
1	4.5/35	Adjoint technique	1	10/35	Adjoint technique	
1	35/35	Animateur territorial	1	23/35	Animateur territorial	
1	35/35	Adjoint administratif principal de 1 <sup>ère</sup> classe	1	35/35	Adjoint administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Adaptation du grade en fonction du recrutement effectué suite à un départ en retraite
1	35/35	Adjoint d'animation principal de 2 <sup>ème</sup> classe	1	35/35	Adjoint d'animation	Adaptation du grade en fonction des besoins de la collectivité
1	20.5/35	Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe	1	20.5/35	Adjoint technique	
2	5/35	Adjoint technique	2	5/35	Adjoint d'animation	

En outre, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, il convient de créer :

- Un poste d'éducateur des activités physique et sportive (ou cadre d'emploi des éducateurs APS en fonction de la candidature retenue) à temps complet pour le centre aquatique intercommunal L'O Pastel à Lavaur,
- Deux postes d'adjoint d'animation à temps non complet (11/35<sup>ème</sup> et 8/35<sup>ème</sup>) afin de renforcer les équipes du service ALSH.

Le Conseil communautaire ainsi informé,

- Vu le Code général de la fonction publique et notamment son article L 313-1,
- Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 23 novembre 2022,
- Entendu l'exposé de M. le Président,

Et après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE

- APPROUVE la création, par transformation, des emplois suivants :

ANCIEN GRADE			NOUVEAU GRADE		
Nombre d'emploi	Temps de Travail	Libellé	Nombre d'emploi	Temps de travail	Libellé
1	25/35	Adjoint technique	1	35/35	Cadres d'emploi des adjoints techniques/agents de maîtrise/techniciens
1	35/35	Adjoint technique	1	35/35	Cadres d'emploi des adjoints techniques
1	17.5/35	Adjoint technique	1	19/35	Adjoint technique
1	4.5/35	Adjoint technique	1	10/35	Adjoint technique
1	35/35	Animateur territorial	1	23/35	Animateur territorial
1	35/35	Adjoint administratif principal de 1 <sup>ère</sup> classe	1	35/35	Adjoint administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe
1	35/35	Adjoint d'animation principal de 2 <sup>ème</sup> classe	1	35/35	Adjoint d'animation
1	20.5/35	Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe	1	20.5/35	Adjoint technique
2	5/35	Adjoint technique	2	5/35	Adjoint d'animation

- DECIDE de créer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les emplois permanents suivants :
  - 1 poste d'éducateur des activités physique et sportive (ou cadre d'emploi des éducateurs APS en fonction de la candidature retenue) à temps complet,
  - 2 postes d'adjoint d'animation à temps non complet (11/35<sup>ème</sup> et 8/35<sup>ème</sup>).

(Page 3/3 - SUITE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022 - OBJET DE LA DELIBERATION : TABLEAU DES EFFECTIFS)

- HABILITE M. le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de ces décisions.
- INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

Fait et délibéré à St-Sulpice-la-Pointe, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme

Le Président

Gérard PORTES



La secrétaire de séance

Brigitte PARAYRE



CC IARNAGOUT

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : DE-2022-121

avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : TABLEAU DES EFFECTIFS

Nature : Délibérations

Matière : Fonction publique - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.

Date de télétransmission : 15/12/2022

Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DL-2022-121 TABLEAU DES EFFECTIFS.pdf

Annexes :

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-DE-2022-121-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du 8 Décembre 2022**

COMMUNAUTE  
DE COMMUNES  
TARN-AGOUT  
Rond-Point de Gabor  
81370 ST-SULPICE  
☎ : 05.63.41.89.12

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi huit décembre à dix-huit heures trente, le Conseil communautaire de la Communauté de communes TARN-AGOUT, légalement convoqué le premier décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de communes à St-Sulpice-la-Pointe, sous la présidence de M. Gérard PORTES, Président de la Communauté de communes TARN-AGOUT.

**Conseillers communautaires présents avec voix délibérative :****NOMBRE DE MEMBRES :**

Afférents au Conseil Communautaire : 50  
En exercice : 50  
Qui ont pris part à la délibération : 28  
Nombre de procurations : 11  
Date de convocation : 1<sup>er</sup> décembre 2022  
Date d'affichage : 1<sup>er</sup> décembre 2022

COMMUNES MEMBRES	CONSEILLERS TITULAIRES OU SUPPLEANTS
AMBRES	-
AZAS	M. Laurent LACOURT (Titulaire)
BANNIERES	M. Gérard PORTES (Titulaire)
BELCASTEL	M. Christophe ESPARBIE (Titulaire)
GARRIGUES	M. Pierre COMOY (Titulaire)
LABASTIDE-ST-GEORGES	M. Jean-Claude RIGAL (Titulaire)
LACOUGOTTE-CADOUL	M. Gérard REX (Titulaire)
LAVAUUR	Mme Chantal GUIDEZ (Titulaire) M. Jean-Marie VIDAL (Titulaire) Mme Isabelle BALAT (Titulaire) M. Bernard LAMOTTE (Titulaire) Mme Marie-Christine IMBERT (Titulaire) Mme Pauline ALBOUY POMPONNE (Titulaire)
LUGAN	M. Xavier CRÉMOUX (Titulaire)
MARZENS	-
MASSAC SERAN	Mme Viviane BONHOMME (Titulaire)
MONTCABRIER	M. Didier BELAVAL (Titulaire)
ROQUEVIDAL	M. Jean-Marie JOULIA (Titulaire)
ST-AGNAN	Mme Brigitte PARAYRE (Titulaire)
ST-JEAN-DE-RIVES	-
ST-LIEUX-LES-LAVAUUR	M. Gilles CORMIGNON (Titulaire)
ST-SULPICE-LA-POINTE	M. Raphaël BERNARDIN (Titulaire) Mme Nathalie MARCHAND (Titulaire) (de DL-2022-125 à DL-2022-128) M. Bernard CAPUS (Titulaire) M. Christian JOUVE (Titulaire) Mme Laurence BLANC (Titulaire) M. Laurent SAADI (Titulaire) (de DL-2022-112 à DL-2022-128) M. Maxime COUPEY (Titulaire) M. Jean-Pierre CABARET (Titulaire) M. Julien LASSALLE (Titulaire)
TEULAT	Mme Sabine MOUSSON (Titulaire)
VEILHES	-
VILLENEUVE-LES-LAVAUUR	M. Michel BOUYSSOU (Titulaire)
VIVIERS-LES-LAVAUUR	M. Jean-Paul ROCACHE (Titulaire) (de DL-2022-123 à DL-2022-128)

Conseillers Titulaires absents et excusés : M. Daniel MARQUES (pouvoir à M. Laurent SAADI) (Ambres), M. Emmanuel JOULIÉ (pouvoir à M. Gérard PORTES) et Mme Véronique CATHALA-AMIRAULT (pouvoir à M. Jean-Claude RIGAL) (Labastide St-Georges), M. Bernard CARAYON (pouvoir à M. Bernard LAMOTTE), M. Philippe VANTAUX, Mme Marie-Claire MARIGNOL (pouvoir à Mme Chantal GUIDEZ), M. William RENAULT, Mme Frédérique REMY, M. Justin LARUE (pouvoir à M. Jean-Marie VIDAL), Mme Karine GUIRAUD (pouvoir à Mme Isabelle BALAT), M. Michel BONHOMME (pouvoir à Mme Marie-Christine IMBERT), M. Emmanuel DAVID (pouvoir à Mme Pauline ALBOUY POMPONNE) et M. Vincent THÉNARD (Lavaur), M. Didier JEANJEAN (Marzens), M. Jean SENDRA (Saint-Jean-de-Rives), Mme Nadia OULD AMER (pouvoir à M. Maxime COUPEY), Mme Andrée GINOUX (pouvoir à Mme Nathalie MARCHAND), Mme Laurence SÉNÉGAS (pouvoir à Mme Laurence BLANC) et Mme Malika MAZOUZ (Saint-Sulpice-la-Pointe) et M. Benoît CATALA (Veilhès).

Secrétaire de séance : Mme Brigitte PARAYRE (Saint-Agnan)

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022**

**OBJET DE LA DELIBERATION :** ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT EXTRASCOLAIRE : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION COMMUNE DE LABASTIDE ST-GEORGES / COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT

**(DELIBERATION N° DL-2022-122)**

M. le Président explique à l'Assemblée que, par délibération en date du 9 décembre 2019, le Conseil communautaire a approuvé une convention de mise à disposition des locaux de l'école Jean de La Fontaine, propriété de la Commune de Labastide St-Georges, ainsi que du personnel municipal pour le service de la cantine et du nettoyage des locaux nécessaires à l'exercice de la compétence accueil de loisirs sans hébergement extrascolaire de la Communauté de Communes TARN-AGOUT.

Cette convention étant arrivée à échéance, il convient d'en conclure une nouvelle pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2025.

Le Conseil communautaire ainsi informé,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et L. 2121-29,
- Vu le projet de convention de mise à disposition Commune de Labastide St-Georges/Communauté de Communes TARN-AGOUT qui lui a été remis,
- Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 23 novembre 2022,
- Entendu l'exposé de M. le Président,

Et après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE

- APPROUVE, telle qu'elle est présentée, la convention de mise à disposition à conclure avec la Commune de Labastide-St-Georges pour l'exercice de la compétence accueil de loisirs sans hébergement extrascolaire de la Communauté de Communes TARN-AGOUT.
- HABILITE M. le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents se rapportant à cette décision, notamment ladite convention ainsi que tout avenant éventuel.
- INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

Fait et délibéré à St-Sulpice-la-Pointe, les jour, mois et an susdits.  
Pour extrait conforme.

Le Président



Gérard PORTES



La secrétaire de séance



Brigitte PARAYRE



## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

### COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT/COMMUNE DE LABASTIDE ST GEORGES

#### ENTRE

**La COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT,**  
Sise Rond-Point de Gabor – 81370 St-Sulpice-la-Pointe  
Représentée par M. Gérard PORTES, Président,  
Agissant en vertu de la délibération du Conseil Communautaire en date du

D'une part,

Ci-après dénommée **la CCTA**

#### ET

**La COMMUNE DE LABASTIDE SAINT GEORGES,**  
Sise Place de la Mairie – 81500 Labastide St-Georges  
Représentée par M. Emmanuel JOULIE, Maire,  
Agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du

D'autre part,

Ci-après dénommée **la Commune**

#### PREAMBULE

La présente convention vise à mutualiser et rationaliser l'utilisation des locaux, installations et matériels de l'école Jean de La Fontaine (située Place de la Fraternité à Labastide Saint-Georges) entre la Commune de Labastide-Saint-Georges et la Communauté de Communes Tarn-Agout (CCTA) pour l'activité accueil de loisirs sans hébergement extrascolaire relevant de la compétence de la CCTA.

### IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles **la Commune** met à disposition de **la CCTA** les locaux ci-après désignés ainsi que le personnel municipal mis à disposition pour le service de la cantine et du nettoyage des locaux pour l'exercice de sa compétence accueil de loisirs sans hébergement extrascolaire.

La convention liste, en outre, le matériel et le mobilier, mutualisé entre **la CCTA** et **la Commune**, nécessaire à l'exercice des activités extra-scolaires.

## ARTICLE 2 : MISE A DISPOSITION DES LOCAUX

### Article 2.1 – Désignation des locaux mis à disposition

**La Commune** met à disposition de **la CCTA**, du lundi au vendredi en période de vacances scolaires : le bâtiment (254 m<sup>2</sup>), les équipements et la prairie (2200 m<sup>2</sup>).

Ce bâtiment ne pourra être utilisé, durant ces périodes, que pour les enfants fréquentant l'ALSH extra-scolaire.

Les infrastructures sportives (sis place Marcel Cerdan – 81500 Labastide St-Georges) pourront également être mises à disposition selon leur disponibilité.

### Article 2.2 – Valeur locative

Les parties conviennent que pour la durée de la convention la valeur locative par an de l'ensemble des locaux mis à disposition est de cinq mille cinq cent euros (5500 €).

### Article 2.3 – Etat du bâtiment mis à disposition

Le bâtiment est en bon état d'usage et de réparation.

Les dépenses de gros entretien et/ou réparations du bâtiment et des équipements sont à la charge de **la Commune**.

### Article 2.4 – Modalités financières de la mise à disposition

Les frais de fonctionnement des locaux (eau, assainissement, électricité) mis à disposition par **la Commune** à **la CCTA** seront payés chaque année sur les montants constatés de l'année n-1. (La part ALSH extra-scolaire des frais de fonctionnement du bâtiment est de 22 pour 50 jours de vacances scolaires sur une année complète de 230 jours (= 36 semaines \*5 jours d'école +50 jours de vacances scolaires).

## ARTICLE 3 : MISE A DISPOSITION DE SERVICE

### Article 3.1 – Durée de la mise à disposition

Dans un souci de bonne organisation des services, **la Commune** met à disposition de **la CCTA**, à raison de 6,50 heures par jour du personnel et/ou une entreprise extérieure pour les services de cantine (3,50 heures) et de ménage (3,00 heures), du lundi au vendredi en période de vacances scolaires.

### Article 3.2 – Situation des agents mis à disposition

Les agents mis à disposition demeurent statutairement employés par **la Commune** dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leur. Ils effectuent leur service pour le compte de **la CCTA** bénéficiaire de la mise à disposition de service, selon les modalités prévues par la présente convention. **La Commune** tient à jour un état mensuel récapitulatif précisant le temps de travail consacré et la nature des activités effectuées pour le compte de **la CCTA**. Cet état est transmis au Président de **la CCTA**.

### Article 3.3 – Modalités financières de la mise à disposition

**La CCTA** s'engage à rembourser à **la Commune** les charges de fonctionnement engendrées par la mise à disposition du personnel municipal et/ou une entreprise extérieure. Ces charges de fonctionnement comprennent les frais de rémunération, les charges sociales, l'assurance statutaire du personnel, les frais de mission et de formation engagés uniquement à la demande de **la CCTA**.

Le remboursement des charges de fonctionnement par **la CCTA** à **la Commune** s'effectuera au vu d'un état récapitulatif trimestriel signé par le Maire.

Dans l'hypothèse où **la Commune** aurait recours à un prestataire extérieur pour les services de cantines et de ménages, elle refacturera à **la CCTA** les couts qu'elle aura payés au prestataire.

#### **ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION**

La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2025. Elle pourra être résiliée, à tout moment, par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis de trois mois.

#### **ARTICLE 5 : MODIFICATION DE LA PRESENTE CONVENTION**

Toute modification des conditions et modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

#### **ARTICLE 6 : LITIGE**

Tout litige relatif à la présente convention, à défaut d'accord amiable, sera de la compétence du Tribunal Administratif de Toulouse. Les parties s'engagent toutefois à rechercher au préalable un accord amiable au litige.

#### **ARTICLE 7 : ANNEXES**

Est annexé à la présente convention :

- Annexe 1 : Liste du matériel et mobilier mutualisé entre la Commune et la CCTA

Fait à St-Sulpice-La-Pointe, le

M. Emmanuel JOULIE

M. Gérard PORTES

Maire de Labastide St-Georges

Président de la Communauté de Communes  
TARN-AGOUT

**ANNEXE 1 : LISTE DU MATERIEL ET MOBILIER MUTUALISE POUR L'EXERCICE DES ACTIVITES EXTRA-SCOLAIRES ET PERISCOLAIRES**

**ANNEXE A LA CONVENTION**

**UTILISATION DES INSTALLATIONS COMMUNALES ET MOBILIER**

**LOCAUX**

<b>PERMANENT</b>	Batiment ALSH Salle de sieste - école
<b>PONCTUELLEMENT</b>	Ecole : - BCD - Dojo - Salle de motricité (et materiel de motricité) - Atelier - Toilettes exterieures  Equipement sportif

**MOBILIER**

<b>SALLE BLEU</b>	chevalet de peinture	1
	meuble banc avec petits casiers	1
<b>SALLE ROSE</b>	armoire	1
	meuble bas	1
	canape	1
	grandes tables	3
	tables hexagonales	2
	grandes chaises	18
	petites chaises	16
<b>TISANERIE</b>	meubles de rangement ( verres, couverts, nécessaire atelier cuisine, goûters)	2
	meuble de rangement pour produits d'entretien et pharmacie	1
	frigo	1
	micro-onde	1
	cafetière	1
	bouilloire	1
<b>BUREAU</b>	meubles tiroirs	2
	bureau	3
	fauteuils	2
	chaises	2
	meubles de rangement	2
	mini-étagère	1

CC TARN AGOUT

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : DE-2022-122

avec 1 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT EXTRASCOLAIRE : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION COMMUNE DE LABASTIDE ST-GEORGES / COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT

Nature : Délibérations

Matière : Domaine et patrimoine - Autres actes de gestion du domaine public

Date de télétransmission : 15/12/2022

Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DL-2022-122 ALSH EXTRASCOLAIRE - CONVENTION MISE A DISPO COMMUNE LABASTIDE ST-GEORGES.pdf

Annexes :

1 - 09-Convention MAD Labastide St-Georges - 2023 2025.pdf

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-DE-2022-122-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du 8 Décembre 2022**

COMMUNAUTE  
DE COMMUNES  
TARN-AGOUT  
Rond-Point de Gabor  
81370 ST-SULPICE  
☎ : 05.63.41.89.12

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi huit décembre à dix-huit heures trente, le Conseil communautaire de la Communauté de communes TARN-AGOUT, légalement convoqué le premier décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de communes à St-Sulpice-la-Pointe, sous la présidence de M. Gérard PORTES, Président de la Communauté de communes TARN-AGOUT.

**Conseillers communautaires présents avec voix délibérative :****NOMBRE DE MEMBRES :**

Afférents au Conseil Communautaire : 50  
En exercice : 50  
Qui ont pris part à la délibération : 29  
Nombre de procurations : 11  
Date de convocation : 1<sup>er</sup> décembre 2022  
Date d'affichage : 1<sup>er</sup> décembre 2022

COMMUNES MEMBRES	CONSEILLERS TITULAIRES OU SUPPLEANTS
AMBRES	-
AZAS	M. Laurent LACOURT (Titulaire)
BANNIERES	M. Gérard PORTES (Titulaire)
BELCASTEL	M. Christophe ESPARBIE (Titulaire)
GARRIGUES	M. Pierre COMOY (Titulaire)
LABASTIDE-ST-GEORGES	M. Jean-Claude RIGAL (Titulaire)
LACOUGOTTE-CADOUL	M. Gérard REX (Titulaire)
LAVAUUR	Mme Chantal GUIDEZ (Titulaire) M. Jean-Marie VIDAL (Titulaire) Mme Isabelle BALAT (Titulaire) M. Bernard LAMOTTE (Titulaire) Mme Marie-Christine IMBERT (Titulaire) Mme Pauline ALBOUY POMPONNE (Titulaire)
LUGAN	M. Xavier CRÉMOUX (Titulaire)
MARZENS	-
MASSAC SERAN	Mme Viviane BONHOMME (Titulaire)
MONTCABRIER	M. Didier BELAVAL (Titulaire)
ROQUEVIDAL	M. Jean-Marie JOULIA (Titulaire)
ST-AGNAN	Mme Brigitte PARAYRE (Titulaire)
ST-JEAN-DE-RIVES	-
ST-LIEUX-LES-LAVAUUR	M. Gilles CORMIGNON (Titulaire)
ST-SULPICE-LA-POINTE	M. Raphaël BERNARDIN (Titulaire) Mme Nathalie MARCHAND (Titulaire) (de DL-2022-125 à DL-2022-128) M. Bernard CAPUS (Titulaire) M. Christian JOUVE (Titulaire) Mme Laurence BLANC (Titulaire) M. Laurent SAADI (Titulaire) (de DL-2022-112 à DL-2022-128) M. Maxime COUPEY (Titulaire) M. Jean-Pierre CABARET (Titulaire) M. Julien LASSALLE (Titulaire)
TEULAT	Mme Sabine MOUSSON (Titulaire)
VEILHES	-
VILLENEUVE-LES-LAVAUUR	M. Michel BOUYSSOU (Titulaire)
VIVIERS-LES-LAVAUUR	M. Jean-Paul ROCACHE (Titulaire) (de DL-2022-123 à DL-2022-128)

Conseillers Titulaires absents et excusés : M. Daniel MARQUES (pouvoir à M. Laurent SAADI) (Ambres), M. Emmanuel JOULIÉ (pouvoir à M. Gérard PORTES) et Mme Véronique CATHALA-AMIRAL (pouvoir à M. Jean-Claude RIGAL) (Labastide St-Georges), M. Bernard CARAYON (pouvoir à M. Bernard LAMOTTE), M. Philippe VANTAU, Mme Marie-Claire MARIIGNOL (pouvoir à Mme Chantal GUIDEZ), M. William RENAULT, Mme Frédérique REMY, M. Justin LARUE (pouvoir à M. Jean-Marie VIDAL), Mme Karine GUIRAUD (pouvoir à Mme Isabelle BALAT), M. Michel BONHOMME (pouvoir à Mme Marie-Christine IMBERT), M. Emmanuel DAVID (pouvoir à Mme Pauline ALBOUY POMPONNE) et M. Vincent THÉNARD (Lavaur), M. Didier JEANJEAN (Marzens), M. Jean SENDRA (Saint-Jean-de-Rives), Mme Nadia OULD AMER (pouvoir à M. Maxime COUPEY), Mme Andrée GINOUX (pouvoir à Mme Nathalie MARCHAND), Mme Laurence SÉNÉGAS (pouvoir à Mme Laurence BLANC) et Mme Malika MAZOUZ (Saint-Sulpice-la-Pointe) et M. Benoît CATALA (Veilhès).

Secrétaire de séance : Mme Brigitte PARAYRE (Saint-Agnan)

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022****OBJET DE LA DELIBERATION : SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS 2022****(DELIBERATION N° DL-2022-123)**

A la demande de M. le Président, M. Gilles CORMIGNON, 6<sup>ème</sup> Vice-Président en charge de la commission Tourisme / Sport / Culture, expose à l'Assemblée que, dans le cadre du soutien aux actions en faveur du développement économique ayant pour objet la promotion du commerce et de l'artisanat local, la Communauté de communes TARN-AGOUT (CCTA) a été saisie par l'association Résô-Prô de Lavour, nouvellement créée à Lavour, qui regroupe des associations, des commerçants, des artisans ainsi que des professions libérales du secteur du Vaurais.

Cette association a élaboré un projet d'animations pour Noël à Lavour et sollicite un soutien financier auprès de la CCTA à hauteur de 1.500 €.

Pour mémoire, par délibération en date du 29 septembre 2022, le Conseil communautaire a approuvé le versement d'une subvention de 1.500 € à l'association Bastidienne de la Culture et du Divertissement (sise à Labastide-St-Georges) ainsi qu'à l'association des Riverains et des Commerçants de la Bastide (sise à St-Sulpice-la-Pointe), en charge toutes deux également des animations de Noël respectivement à Labastide-St-Georges et à St-Sulpice-la-Pointe.

Le Conseil communautaire ainsi informé,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et L. 2121-29,
- Vu sa délibération N° DL-2022-99 en date du 29 septembre 2022 intitulée « Subventions aux associations »,
- Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 23 novembre 2022,
- Considérant que ces animations contribuent à la dynamisation des commerces,
- Entendu l'exposé de M. Gilles CORMIGNON, 6<sup>ème</sup> Vice-Président en charge de la commission Tourisme / Sport / Culture,

Et après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE

- APPROUVE le versement de la subvention d'un montant de 1 500 € à l'association Résô Prô de Lavour.
- PRECISE que ladite subvention sera versée uniquement sur présentation des justificatifs énoncés dans le dossier de demande de subvention au plus tard dans le courant du premier trimestre 2023 tout comme les subventions attribuées par délibération N° DL-2022-99 en date du 29 septembre 2022 à l'association Bastidienne de la Culture et du Divertissement (sise à Labastide-St-Georges) et à l'association des Riverains et des Commerçants de la Bastide (sise à St-Sulpice-la-Pointe) en charge toutes deux également des animations de Noël.
- HABILITE M. le Président à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision.
- INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

Fait et délibéré à St-Sulpice-la-Pointe, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme.

Le Président

Gérard PORTES



La secrétaire de séance

Brigitte PARAYRE



CC TARNAGOUT

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : DE-2022-123 avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS 2022

Nature : Délibérations

Matière : Finances locales - Subventions

Date de télétransmission : 15/12/2022 Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DL-2022-123 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS 2022.pdf

Annexes :

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-DE-2022-123-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du 8 Décembre 2022**

COMMUNAUTE  
DE COMMUNES  
TARN-AGOUT  
Rond-Point de Gabor  
81370 ST-SULPICE  
☎ : 05.63.41.89.12

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi huit décembre à dix-huit heures trente, le Conseil communautaire de la Communauté de communes TARN-AGOUT, légalement convoqué le premier décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de communes à St-Sulpice-la-Pointe, sous la présidence de M. Gérard PORTES, Président de la Communauté de communes TARN-AGOUT.

**Conseillers communautaires présents avec voix délibérative :****NOMBRE DE MEMBRES :**

Afférents au Conseil Communautaire : 50  
En exercice : 50  
Qui ont pris part à la délibération : 29  
Nombre de procurations : 11  
Date de convocation : 1<sup>er</sup> décembre 2022  
Date d'affichage : 1<sup>er</sup> décembre 2022

COMMUNES MEMBRES	CONSEILLERS TITULAIRES OU SUPPLEANTS
AMBRES	-
AZAS	M. Laurent LACOURT (Titulaire)
BANNIERES	M. Gérard PORTES (Titulaire)
BELCASTEL	M. Christophe ESPARBIE (Titulaire)
GARRIGUES	M. Pierre COMOY (Titulaire)
LABASTIDE-ST-GEORGES	M. Jean-Claude RIGAL (Titulaire)
LACOUGOTTE-CADOUL	M. Gérard REX (Titulaire)
LAVAUUR	Mme Chantal GUIDEZ (Titulaire) M. Jean-Marie VIDAL (Titulaire) Mme Isabelle BALAT (Titulaire) M. Bernard LAMOTTE (Titulaire) Mme Marie-Christine IMBERT (Titulaire) Mme Pauline ALBOUY POMPONNE (Titulaire)
LUGAN	M. Xavier CRÉMOUX (Titulaire)
MARZENS	-
MASSAC SERAN	Mme Viviane BONHOMME (Titulaire)
MONTCABRIER	M. Didier BELAVAL (Titulaire)
ROQUEVIDAL	M. Jean-Marie JOULIA (Titulaire)
ST-AGNAN	Mme Brigitte PARAYRE (Titulaire)
ST-JEAN-DE-RIVES	-
ST-LIEUX-LES-LAVAUUR	M. Gilles CORMIGNON (Titulaire)
ST-SULPICE-LA-POINTE	M. Raphaël BERNARDIN (Titulaire) Mme Nathalie MARCHAND (Titulaire) (de DL-2022-125 à DL-2022-128) M. Bernard CAPUS (Titulaire) M. Christian JOUVE (Titulaire) Mme Laurence BLANC (Titulaire) M. Laurent SAADI (Titulaire) (de DL-2022-112 à DL-2022-128) M. Maxime COUPEY (Titulaire) M. Jean-Pierre CABARET (Titulaire) M. Julien LASSALLE (Titulaire)
TEULAT	Mme Sabine MOUSSON (Titulaire)
VEILHES	-
VILLENEUVE-LES-LAVAUUR	M. Michel BOUYSSOU (Titulaire)
VIVIERS-LES-LAVAUUR	M. Jean-Paul ROCACHE (Titulaire) (de DL-2022-123 à DL-2022-128)

**Conseillers Titulaires absents et excusés :** M. Daniel MARQUES (pouvoir à M. Laurent SAADI) (Ambres), M. Emmanuel JOULIE (pouvoir à M. Gérard PORTES) et Mme Véronique CATHALA-AMIRAULT (pouvoir à M. Jean-Claude RIGAL) (Labastide St-Georges), M. Bernard CARAYON (pouvoir à M. Bernard LAMOTTE), M. Philippe VANTAU, Mme Marie-Claire MARIIGNOL (pouvoir à Mme Chantal GUIDEZ), M. William RENAULT, Mme Frédérique REMY, M. Justin LARUE (pouvoir à M. Jean-Marie VIDAL), Mme Karine GUIRAUD (pouvoir à Mme Isabelle BALAT), M. Michel BONHOMME (pouvoir à Mme Marie-Christine IMBERT), M. Emmanuel DAVID (pouvoir à Mme Pauline ALBOUY POMPONNE) et M. Vincent THÉNARD (Lavaur), M. Didier JEANJEAN (Marzens), M. Jean SENDRA (Saint-Jean-de-Rives), Mme Nadia OULD AMER (pouvoir à M. Maxime COUPEY), Mme Andrée GINOIX (pouvoir à Mme Nathalie MARCHAND), Mme Laurence SÉNÉGAS (pouvoir à Mme Laurence BLANC) et Mme Malika MAZOUZ (Saint-Sulpice-la-Pointe) et M. Benoît CATALA (Veilhès).

**Secrétaire de séance :** Mme Brigitte PARAYRE (Saint-Agnan)



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022****OBJET DE LA DELIBERATION :****CONVENTION OPERATIONNELLE « SECTEUR DE L'ANCIENNE ARÇONNERIE »  
ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'OCCITANIE / COMMUNE DE SAINT-  
SULPICE-LA-POINTE / COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT - AVENANT  
N°1****(DELIBERATION N° DL-2022-124)**

A la demande de M. le Président, Mme Brigitte PARAYRE, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente en charge de la commission Urbanisme / Habitat, rappelle à l'Assemblée que, par délibération en date du 29 octobre 2018, le Conseil communautaire de la Communauté de communes TARN-AGOUT (CCTA) a approuvé la signature de la convention opérationnelle « secteur de l'ancienne Arçonnerie » proposée par la Commune de St-Sulpice-la-Pointe et l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie (EPF).

Cette convention, signée le 8 avril 2019, a confié à l'EPF d'Occitanie une mission d'acquisition foncière sur le périmètre de l'ancienne Arçonnerie pour réaliser un projet de reconversion du secteur, projet qui comprendra la réalisation d'au moins 25 % de logements sociaux, la création d'activités commerciales et la recomposition des espaces publics. Cette convention définit les conditions d'anticipation foncière sur ce site et le rôle de chaque signataire. La CCTA apporte quant à elle un appui technique et veille, conformément aux règles du SCoT, à une gestion plus économe de la ressource foncière.

Un engagement financier prévisionnel de 1.700.000 € a été estimé initialement par l'EPF d'Occitanie. Le 17 novembre 2022, l'EPF d'Occitanie a acquis le foncier de l'ancienne Arçonnerie pour un montant de 1.290.000 € HT, soit 1.548.000 € TTC. De plus, les études réalisées depuis la signature de la convention ont permis de mieux identifier les bâtiments sur lesquels portera le projet. Le périmètre initial de la convention reste inchangé.

En conséquence, pour permettre au projet de disposer d'une capacité financière adaptée, le programme des acquisitions foncières et le budget prévisionnel de la convention sont modifiés. Il est donc nécessaire d'intégrer ces évolutions à la convention par un avenant N° 1 qui permet :

- D'ajuster l'engagement financier disponible dans la convention en portant le montant à 3.200.000 €
- De remplacer le périmètre d'intervention dans la convention par celui présenté dans l'avenant
- De modifier la clause d'actualisation du montant des dépenses
- D'introduire la possibilité pour l'EPF d'Occitanie de cofinancer les études de ce projet.

Le Conseil communautaire ainsi informé,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-1 et L. 2121-29,
- Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 321-1 à L. 321-13, et R. 321-1 à R. 321-22,
- Vu la convention N° 448TA2019 signée entre l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie, la Commune de St-Sulpice-la-Pointe et la Communauté de communes TARN-AGOUT, approuvée par délibération du Conseil communautaire N° DL-2018-118 en date du 29 octobre 2018,
- Vu la délibération N° DL-221116-0119 du Conseil municipal de la commune de St-Sulpice-la-Pointe en date du 16 novembre 2022 portant approbation de l'avenant N° 1 à la convention opérationnelle « secteur de l'ancienne Arçonnerie » Etablissement Public Foncier d'Occitanie/Commune de St-Sulpice-la-Pointe/Communauté de Communes TARN-AGOUT,
- Vu le projet de convention opérationnelle « secteur de l'ancienne Arçonnerie » Etablissement Public Foncier d'Occitanie/Commune de St-Sulpice-la-Pointe/Communauté de Communes TARN-AGOUT – Avenant N° 1 » qui lui a été remis,
- Vu les avis favorables de la commission Urbanisme & Habitat et du Bureau communautaire en date du 23 novembre 2022,
- Entendu l'exposé de Mme Brigitte PARAYRE, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente en charge de la commission Urbanisme / Habitat,

Et après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE

- APPROUVE, tel qu'il est présenté, l'avenant N° 1 à la convention opérationnelle « secteur de l'ancienne Arçonnerie » Etablissement Public Foncier d'Occitanie / Commune de St-Sulpice-la-Pointe / Communauté de communes TARN-AGOUT.
- HABILITE M. le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents se rapportant à cette décision, notamment l'avenant précité.
- INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

Fait et délibéré à St-Sulpice-la-Pointe, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme.

Le Président

  
Gérard PORTES  


La secrétaire de séance

  
Brigitte PARAYRE  




**AVENANT N° 1  
A LA CONVENTION OPERATIONNELLE**

**SAINT SULPICE LA POINTE  
« Secteur de l'Ancienne Arçonnerie »**

**N° 448TA2019**

**Approuvé par le préfet de région le.....**



- Identification des parties

Entre

La commune Saint-Sulpice la pointe, représentée par Monsieur Raphaël BERNARDIN, Maire, dûment habilité à signer le présent avenant à la convention par une délibération du conseil municipal du 16/11/2022

Dénommée ci-après « la commune »,

La communauté de communes Tarn-Agout représentée par Monsieur Gérard PORTES, Président, dûment habilité à signer le présent avenant à la convention par une délibération du conseil communautaire en date du 08/12/2022

Dénommée ci-après « l'EPCI »

D'une part,

Et

L'établissement public foncier d'Occitanie, établissement d'État à caractère industriel et commercial dont le siège est domicilié au 1025 rue Henri Becquerel – Parc du Millénaire Bat. 19 - à Montpellier, inscrit au RCS de Montpellier n° 509 167 680, représenté par sa directrice générale, Madame Sophie Lafenêtre, et agissant en vertu de la délibération du Bureau n° XXXX en date du XXXX, approuvée le XXXX par le préfet de la région Occitanie,

Dénommé ci-après "EPF d'Occitanie",

D'autre part,

Rappel :

- Objet de la convention :  
La commune de Saint Sulpice la Pointe, en partenariat avec la communauté de communes, compétente en matière de PLH, confie à l'EPF qui l'accepte une mission d'acquisitions foncières sur le secteur de l'ancienne Arçonnerie en vue de réaliser un projet de reconversion du secteur de l'ancienne Arçonnerie. Ce projet comprendra la création d'au minimum 25% de logements sociaux, la création d'activités commerciales et de recomposition des espaces publics (stationnement et espaces de transit).
- Date de signature : 08/04/2019
- Date d'approbation par le préfet de région : 08/04/2019
- Durée : 8 ans
- Engagement financier : 1 700 000€

## **PREAMBULE**

Par convention référencée ci-dessus, la commune et la communauté Tarn Agout et la Commune de Saint-Sulpice-la-Pointe ont confié à l'EPF une mission d'acquisition foncière sur le périmètre de « l'ancienne Arçonnerie ». Afin de réaliser sa mission, l'EPF a prévu un engagement financier prévisionnel de 1 700 000 €.

Le 17/11/2022, l'EPF Occitanie acquiert le foncier de l'Ancienne Arçonnerie Française pour un montant de 1 290 000€ HT, soit 1 548 000€ TTC.

La phase d'études menée entre 2019 et 2022 a permis de préciser le périmètre du futur projet d'aménagement dit de « l'Arçonnerie », l'élargissant au-delà de l'emprise de l'ancien site industriel au profit d'un ensemble urbain plus cohérent.

En conséquence, le programme des acquisitions foncières a été modifié ainsi que le budget prévisionnel associé.

Par ailleurs, cette convention ayant été élaborée antérieurement à l'approbation du PPI 2019-2023, les parties conviennent de mettre à jour la convention avec les orientations définies dans ce dernier.

Compte tenu de ce qui précède, il est nécessaire de :

- ajuster l'engagement financier disponible dans la convention initiale ;
- modifier le périmètre d'intervention;
- modifier la clause d'actualisation selon les modalités du PPI 2019-2023 ;
- introduire la possibilité de cofinancer les études selon les modalités du PPI 2019-2023 ;

Pour ces motifs, les articles de la convention désignée ci-dessus sont modifiés suivant les conditions fixées aux articles suivants :

### **ARTICLE 1 :**

**Le paragraphe 1 de l'article 3.2 « ENGAGEMENT FINANCIER » initialement rédigé comme suit :**

*« Le montant prévisionnel de l'engagement financier de l'EPF au titre de la présente convention est fixé, d'un commun accord, à 1 700 000€.»*

**est supprimé et remplacé par ;**

*« Le montant prévisionnel de l'engagement financier de l'EPF au titre de la présente convention est fixé à 3 200 000 €. »*

### **ARTICLE 2 :**

**Un article 12 « COFINANCEMENT DES ETUDES PRE-OPERATIONNELLES PAR L'EPF » est inséré dans la convention susvisée, et rédigé comme suit :**

**ARTICLE 10 – COFINANCEMENT DES ETUDES PRE-OPERATIONNELLES PAR L'EPF**

L'EPF peut, par décision de la directrice générale et dans la limite des crédits alloués par le conseil d'administration pour chaque exercice, contribuer au financement d'études de faisabilité ou autres

études pré opérationnelles en lien avec le projet objet de la présente convention. La contribution de l'EPF ne pourra excéder un plafond correspondant à 50 % du montant de l'étude tel qu'arrêté lors de la notification du marché par la collectivité. La part de financement assurée par l'EPF ne pourra être revalorisée en cas d'avenant en plus-value au marché sauf si le recours à l'avenant résulte d'une demande expresse de la directrice générale de l'EPF présentée à la commune. En contrepartie dudit cofinancement, la collectivité bénéficiaire s'engage à :

En amont de la notification du marché cofinancé

- associer l'EPF à la rédaction du cahier des charges (ou de tout document en tenant lieu) ;
- associer l'EPF à l'analyse des candidatures et des offres et inviter, avec voix consultative, un de ses représentants aux commissions d'appel d'offres ou toutes autres commissions ad hoc ;

Après notification du marché cofinancé :

- adresser à l'EPF une copie du marché notifié ;
- inviter un représentant de l'EPF aux comités techniques et de pilotage de l'étude ;
- à adresser à l'EPF une copie des rapports d'études au maximum 5 jours ouvrés à compter de leur réception et à l'associer à la validation des livrables découlant du marché (rapports d'étapes et rapport final) ;
- informer l'EPF de toutes difficultés liées à l'exécution du marché (retard de production d'études, mise en demeure, résiliation...).

Après service fait dument constaté par le maître d'ouvrage et sur présentation de la facture ou des factures acquittées par celle-ci, l'EPF procédera à un virement administratif au profit de la commune à hauteur du pourcentage de cofinancement accordé, dans un délai global de 30 jours maximum.

Les dépenses relatives au cofinancement des études ne sont pas comptabilisées dans le calcul du prix revient par l'EPF.

Dès lors qu'il sera constaté par l'EPF que la collectivité ne respecte pas les engagements définis par la présente, l'EPF se réserve la possibilité de réclamer - après mise en demeure restée infructueuse - le remboursement des sommes qu'il aura versées à la commune dans un délai de 6 mois à compter de la date de ladite mise en demeure.

### **ARTICLE 3 :**

***Le paragraphe de l'article 5.5 de la convention susvisée, initialement rédigé comme suit :***

« Le montant des dépenses exposées ci-dessus décomptées par année - la première actualisation étant appliquée le 1er janvier de la deuxième année qui suit la date de leur paiement par l'EPF - est actualisé au taux des moyennes annuelles des variations des indices de prix à la consommation publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques (application du dernier indice publié à la date de l'actualisation). »

***Est supprimé et remplacé par :***

« Le prix de cession correspondra au prix de revient prévisionnel, pour le cas où certains éléments de dépenses ne seraient pas connus de manière définitive au moment de la cession. L'établissement du prix prévisionnel se fera alors sur la base d'un bilan prévisionnel prenant en compte l'ensemble des coûts connus ainsi que les éléments de dépenses dont on pourra établir un coût prévisionnel à la date de cession.

Lorsqu'il y a actualisation, le prix de revient est actualisé en tenant compte de l'érosion monétaire, c'est-à-dire au taux des moyennes annuelles des variations des indices des prix à la consommation publié par l'INSEE (application du dernier indice publié à la date de l'actualisation).

La première actualisation est appliquée à compter du 1er jour du mois qui suit la date marquant la quatrième année révolue du paiement des dépenses par l'EPF. Le prix de revient ne fait l'objet d'aucune actualisation dès lors que les biens cédés constituent l'assiette foncière d'une opération faisant l'objet d'une minoration foncière.

Le prix de revient sera éventuellement diminué des recettes de gestion, dans le cas où l'EPF assure en direct la gestion des biens acquis, et des minorations appliquées selon des dispositifs en vigueur ».

**ARTICLE 4 :**

L'annexe 1 « périmètre d'intervention » est remplacée par l'annexe 1 du présent avenant.

**ARTICLE 5 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et applicables dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Fait à  
Le  
En trois exemplaires originaux

L'établissement public foncier d'Occitanie	La commune de Saint-Sulpice la Pointe	La communauté de communes Tarn-Agout
La directrice générale	Le Maire	Le Président
Sophie LAFENETRE	Raphaël BERNARDIN	Gerard PORTES

# ANNEXE 1

## PERIMETRE D'INTERVENTION modifié



CC TARN AGOUT

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : DE-2022-124

avec 1 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : CONVENTION OPERATIONNELLE « SECTEUR DE LANCIENNE ARCONNERIE » ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DOCCITANIE / COMMUNE DE SAINT-SULPICE-LA-POINTE / COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT - AVENANT N°1

Nature : Délibérations

Matière : Domaines de compétences par thèmes - Aménagement du territoire

Date de télétransmission : 15/12/2022

Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DL-2022-124 CONVENTION OPERATIONNELLE - SECTEUR ANCIENNE ARCONNERIE - EPF-ST SULPICE - CCTA - AVENANT N°1.pdf

Annexes :

1 - 10- EPF Arçonnerie Avenant n°1.pdf

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-DE-2022-124-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du 8 Décembre 2022**

COMMUNAUTE  
DE COMMUNES  
TARN-AGOUT  
Rond-Point de Gabor  
81370 ST-SULPICE  
☎ : 05.63.41.89.12

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi huit décembre à dix-huit heures trente, le Conseil communautaire de la Communauté de communes TARN-AGOUT, légalement convoqué le premier décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de communes à St-Sulpice-la-Pointe, sous la présidence de M. Gérard PORTES, Président de la Communauté de communes TARN-AGOUT.

**Conseillers communautaires présents avec voix délibérative :****NOMBRE DE MEMBRES :**

Afférents au Conseil Communautaire : 50  
En exercice : 50  
Qui ont pris part à la délibération : 30  
Nombre de procurations : 12  
Date de convocation : 1<sup>er</sup> décembre 2022  
Date d'affichage : 1<sup>er</sup> décembre 2022

COMMUNES MEMBRES	CONSEILLERS TITULAIRES OU SUPPLEANTS
AMBRES	-
AZAS	M. Laurent LACOURT (Titulaire)
BANNIERES	M. Gérard PORTES (Titulaire)
BELCASTEL	M. Christophe ESPARBIE (Titulaire)
GARRIGUES	M. Pierre COMOY (Titulaire)
LABASTIDE-ST-GEORGES	M. Jean-Claude RIGAL (Titulaire)
LACOUHOTTE-CADOUL	M. Gérard REX (Titulaire)
LAVAUUR	Mme Chantal GUIDEZ (Titulaire) M. Jean-Marie VIDAL (Titulaire) Mme Isabelle BALAT (Titulaire) M. Bernard LAMOTTE (Titulaire) Mme Marie-Christine IMBERT (Titulaire) Mme Pauline ALBOUY POMPONNE (Titulaire)
LUGAN	M. Xavier CRÉMOUX (Titulaire)
MARZENS	-
MASSAC SERAN	Mme Viviane BONHOMME (Titulaire)
MONTCABRIER	M. Didier BELAVAL (Titulaire)
ROQUEVIDAL	M. Jean-Marie JOULIA (Titulaire)
ST-AGNAN	Mme Brigitte PARAYRE (Titulaire)
ST-JEAN-DE-RIVES	-
ST-LIEUX-LES-LAVAUUR	M. Gilles CORMIGNON (Titulaire)
ST-SULPICE-LA-POINTE	M. Raphaël BERNARDIN (Titulaire) Mme Nathalie MARCHAND (Titulaire) (de DL-2022-125 à DL-2022-128) M. Bernard CAPUS (Titulaire) M. Christian JOUVE (Titulaire) Mme Laurence BLANC (Titulaire) M. Laurent SAADI (Titulaire) (de DL-2022-112 à DL-2022-128) M. Maxime COUPEY (Titulaire) M. Jean-Pierre CABARET (Titulaire) M. Julien LASSALLE (Titulaire)
TEULAT	Mme Sabine MOUSSON (Titulaire)
VEILHES	-
VILLENEUVE-LES-LAVAUUR	M. Michel BOUYSSOU (Titulaire)
VIVIERS-LES-LAVAUUR	M. Jean-Paul ROCACHE (Titulaire) (de DL-2022-123 à DL-2022-128)

Conseillers Titulaires absents et excusés : M. Daniel MARQUES (pouvoir à M. Laurent SAADI) (Ambres), M. Emmanuel JOULIÉ (pouvoir à M. Gérard PORTES) et Mme Véronique CATHALA-AMIRAULT (pouvoir à M. Jean-Claude RIGAL) (Labastide St-Georges), M. Bernard CARAYON (pouvoir à M. Bernard LAMOTTE), M. Philippe VANTAU, Mme Marie-Claire MARIIGNOL (pouvoir à Mme Chantal GUIDEZ), M. William RENAULT, Mme Frédérique REMY, M. Justin LARUE (pouvoir à M. Jean-Marie VIDAL), Mme Karine GUIRAUD (pouvoir à Mme Isabelle BALAT), M. Michel BONHOMME (pouvoir à Mme Marie-Christine IMBERT), M. Emmanuel DAVID (pouvoir à Mme Pauline ALBOUY POMPONNE) et M. Vincent THÉNARD (Lavaur), M. Didier JEANJEAN (Marzens), M. Jean SENDRA (Saint-Jean-de-Rives), Mme Nadia OULD AMER (pouvoir à M. Maxime COUPEY), Mme Andrée GINOX (pouvoir à Mme Nathalie MARCHAND), Mme Laurence SÉNÉGAS (pouvoir à Mme Laurence BLANC) et Mme Malika MAZOUZ (Saint-Sulpice-la-Pointe) et M. Benoît CATALA (Veilhès).

Secrétaire de séance : Mme Brigitte PARAYRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022****OBJET DE LA DELIBERATION :**

**AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE « LES GOURGES » A ST-SULPICE-LA-POINTE : CONVENTION DE REDEVANCE SPECIALE D'ENLEVEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES – SYNDICAT MIXTE DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES DE LA REGION DE LAVAUR / COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT**

(DELIBERATION N° DL-2022-125)

A la demande de M. le Président, Mme Brigitte PARAYRE, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente en charge de la commission Urbanisme / Habitat, rappelle à l'Assemblée que, dans le cadre de sa compétence de gestion des aires d'accueil des gens du voyage, la Communauté de communes TARN-AGOUT (CCTA) a signé une convention avec le SMICTOM de la Région de Lavour pour le versement d'une redevance spéciale pour l'enlèvement des ordures ménagères de l'aire d'accueil des gens du voyage « Les Gourges » à St-Sulpice-la-Pointe.

Par délibération en date du 11 octobre 2022, le comité syndical du SMICTOM de la Région de Lavour a approuvé une nouvelle convention relative à la redevance spéciale pour l'enlèvement des ordures ménagères qui fixe notamment les nouveaux tarifs de la redevance spéciale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 comme suit :

	Tarif au 1 <sup>er</sup> janv 2023 au litre	Tarifs au 1 <sup>er</sup> janv 2023 par bac de 770 litres
Flux OMR	0,052 €	40 €
Flux emballages	0,015 €	11,55 €
Flux biodéchets	0,021 €	

Il est donc nécessaire d'approuver ladite convention à signer avec le SMICTOM de la Région de Lavour.

Le Conseil communautaire ainsi informé,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et L. 2121-29,
- Vu la délibération du comité syndical du SMICTOM de la Région de Lavour en date du 11 octobre 2022 approuvant la nouvelle convention de redevance spéciale d'enlèvement des déchets ménagers et assimilés,
- Vu le projet de convention de redevance spéciale d'enlèvement des déchets ménagers et assimilés – Syndicat mixte de collecte et de traitement des ordures ménagères de la Région de Lavour / Communauté de communes TARN-AGOUT qui lui a été remis,
- Vu les avis favorables de la commission Urbanisme & Habitat et du Bureau communautaire en date du 23 novembre 2022,
- Entendu l'exposé de Mme Brigitte PARAYRE, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente en charge de la commission Urbanisme / Habitat,

Et après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE

- APPROUVE, telle qu'elle est présentée, la nouvelle convention relative au versement d'une redevance spéciale au SMICTOM de la Région de Lavour pour l'enlèvement des ordures ménagères de l'aire d'accueil des gens du voyage « Les Gourges » à St-Sulpice-la-Pointe.
- HABILITE M. le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents se rapportant à cette décision, notamment la convention précitée.
- INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

Fait et délibéré à St-Sulpice-la-Pointe, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme

Le Président

  
Gérard PORTES



La secrétaire de séance

  
Brigitte PARAYRE





## CONVENTION DE REDEVANCE SPECIALE

### POUR L'ENLEVEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

#### ENTRE

Le Syndicat Mixte de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères de la Région de LAVAUR – 35 route de GAILLAC 81500 LAVAUR, représenté par son Président, Michel BOUYSSOU,  
Désigné ci-après « LA COLLECTIVITE »  
d'une part ;

#### ET

La Communauté de communes Tarn-Agout – Rondpoint de Gabor 81370 SAINT SULPICE LA POINTE, représentée par son Président M. Gérard Portes,

POUR l'enlèvement des déchets ménagers et assimilés de l'aire d'accueil des gens du voyage « Les Gourgues » située au lieudit Les Gourgues 81370 SAINT SULPICE LA POINTE  
Désignée ci-après « L'USAGER »  
d'autre part.

*Vu la délibération du comité syndical en date du 16 décembre 2002 instaurant la redevance spéciale ;*

*Vu la délibération du comité syndical en date du 19 novembre 2018 fixant le tarif de la collecte et du traitement de la Fraction Fermentescible des Ordures Ménagères ;*

*Vu la délibération du comité syndical en date du 17 mai 2022 fixant les tarifs de la collecte et du traitement des ordures ménagères et des emballages ménagers recyclables ;*

*Vu la délibération du comité syndical en date du 11 octobre 2022 validant cette convention et autorisant Monsieur le Président à la mettre en place avec l'ensemble des structures assujetties à la redevance spéciale de collecte et traitement des déchets.*

#### IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

## **Préambule**

La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) est prévue par l'article 1520 du Code Général des Impôts. Elle est instaurée par la collectivité afin de pourvoir au financement de la collecte et de l'élimination des déchets ménagers, prévu par l'article L2224-14 du Code Général des Collectivités Territoriales. Les communautés ont délégué cette compétence au SMICTOM de la Région de Lavour.

De ce fait, la collecte et le traitement des déchets produits par d'autres producteurs que les « ménages » **OU** dont le volume hebdomadaire dépasse un certain seuil (3080 litres) ne sont pas obligatoires mais le SMICTOM de la Région de Lavour peut, selon ses prescriptions, en assurer l'élimination. Cela donne lieu à un financement spécifique de la part de ces producteurs par la Redevance Spéciale.

## **ARTICLE 1 OBJET**

La présente convention aura pour objet de définir les conditions et les modalités d'exécution de la collecte et du traitement des déchets assimilés produit sur l'aire d'accueil des gens du voyage de Saint Sulpice la Pointe gérée par la Communauté de Communes Tarn Agout, ainsi que la facturation du service correspondant, conformément à :

- La loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux modifiée par la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992,
- Les articles L 2224-14 et L 2333-78 du Code général des Collectivités Territoriales,
- La délibération du Conseil Communautaire en date du 30 juin 2010.

La redevance spéciale peut s'appliquer à tous les producteurs de déchets :

- Dont le volume hebdomadaire de déchets (tous flux confondus) présenté à la collecte est supérieur à 3080 litres.
- Qui sont exonérés de droit de la TEOM (Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères) et qui bénéficient du service de collecte et/ou traitement.

Dans le cas de cet équipement géré par la Communauté de communes il se trouve que les deux conditions sont réunies puisque la Communauté est exonérée de droit de la TEOM et que cette unité de production dépasse les 3080 litres hebdomadaires.

## **ARTICLE 2 NATURE DES DECHETS**

La COLLECTIVITE assure la collecte et le traitement des déchets produits par l'USAGER qui, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites peuvent être éliminés sans sujétions techniques particulières et sans risques pour les personnes et l'environnement.

Ces déchets correspondent aux déchets pouvant être produits par les ménages et éligibles à au service de collecte. L'USAGER devra se conformer strictement aux consignes de tri en vigueur au jour de la signature de cette convention et s'adapter aux consignes futures. La COLLECTIVITE le tiendra informé des évolutions des consignes et procédera à des contrôles qualité. Au jour d'édition de cette convention l'USAGER devra procéder au tri de ces déchets selon 4 flux bien distincts :

- FLUX 1 à déposer dans bac jaune ou bleu : Les emballages en carton, papier, plastiques (flacons, films, pots de yaourt, barquettes, bouteilles), métal, aluminium.
- FLUX 2 à déposer dans le bac marron : les déchets fermentescibles issus des ordures ménagères. Il s'agira des restes de repas ou de leur préparation.
- FLUX 3 à déposer dans le bac roulant operculé ou dans une colonne de récupération : les emballages en verre. Il s'agit essentiellement des pots, bocaux et bouteilles en verre.
- FLUX 4 à déposer dans le bac à cuve grise et couvercle gris ou vert : le reste des déchets. Il s'agit de tous les déchets qui ne rentrent pas dans les 3 premiers flux.

Par conséquent sont formellement interdits :

- Les produits chimiques sous toutes leurs formes
- Les déchets inertes : gravats, déchets de démolition ...
- Les déchets spéciaux (toxiques ou dangereux qui ne peuvent être éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères en raison de leur toxicité, leur pouvoir corrosif ou explosif, ou leur inflammabilité) : piles, batteries, bouteilles de gaz, déchets amiantés...
- Les déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, les médicaments
- Les pneus, filtres à huiles, batteries de voiture, fûts de peinture, parebrises, etc.
- Les déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E)
- Les déchets radioactifs
- Les déchets végétaux
- Le mobilier (toutes matières)
- Les déchets textiles
- Les huiles alimentaires
- Le plâtre.

*Conformément à l'article L 541-2 du Code de l'Environnement, les producteurs de déchets sont responsables de leur gestion jusqu'à leur élimination, conformément à la réglementation en vigueur, même lorsqu'ils sont transférés à un tiers. C'est notamment le cas pour ces catégories non acceptées dans le cadre de la Redevance Spéciale par le service public du SMICTOM de la Région de Lavour.*

La COLLECTIVITE se réserve le droit d'inspecter à tout moment le nombre et le contenu des bacs présentés à la collecte et de faire procéder à une caractérisation le cas échéant.

### **ARTICLE 3 MODALITES DE COLLECTES**

La collecte des déchets ménagers et les collectes sélectives s'effectuent en porte à porte dès lors que l'accès est possible sans marche arrière.

Les déchets doivent être présentés à la collecte dans les bacs standardisés fournis par la COLLECTIVITE et portant un autocollant « REDEVANCE SPECIALE ». A noter que tout autre contenant, non pourvu de cet autocollant ne sera pas collecté.

La COLLECTIVITE assurera la collecte et le traitement des ordures ménagères résiduelles produites par L'USAGER dans les gris noirs sur lesquels figurent la mention « Redevance Spéciale ». Cette collecte aura lieu 2 fois par semaine les mardis et vendredis.

La COLLECTIVITE assurera la collecte et le traitement des emballages ménagers recyclables produits par L'USAGER dans des bacs noirs à couvercle jaune ou bleu sur lesquels figurent la mention « Redevance Spéciale ». Cette collecte aura lieu 1 fois par semaine les mardis.

Tous ces bacs sont équipés d'une puce RFID d'identification lisible par les camions de collecte et permettant le comptage des levées des bacs en temps réel.

#### **ARTICLE 4 ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE**

La COLLECTIVITE s'engage à fournir les contenants de pré-collecte homologués pour assurer le service de collecte des divers flux de déchets. Elle assurera la maintenance des bacs dans le cadre d'une usure normale sur information des équipages de collecte ou de l'USAGER.

Chaque contenant sera identifié pour chaque redevable mais ils restent la propriété du SMICTOM de la Région de Lavour.

Cette dotation fera l'objet d'un inventaire contradictoire entre l'USAGER et la COLLECTIVITE à la signature de la convention.

Elle s'engage à assurer les collectes des déchets présentés par l'USAGER les jours définis conformément à la réglementation en vigueur.

Les rattrapages de collecte, ne seront effectués que si la collecte n'est pas réalisée dans les jours stipulés dans le présent contrat pour des raisons techniques et humaines relevant de la responsabilité de la COLLECTIVITE.

Les collectes sont assurées les jours fériés sauf pour le 1<sup>er</sup> janvier, le 1<sup>er</sup> mai et le 25 décembre qui sont rattrapés le jour ouvré suivant.

Elle s'engage à assurer l'élimination des déchets dans des conditions réglementaires et respectueuses de l'environnement.

#### **ARTICLE 5 ENGAGEMENTS DE L'USAGER**

L'USAGER s'engage à ne présenter à la collecte que des déchets conformes (cf. article 2) la veille au soir, respectivement dans les bacs fournis (cf. article 3), sans débordements et couvercles fermés (Cf. Annexe : Guide des bonnes pratiques).

Les déchets présentés en dehors du bac ou en surplus de la dotation ne seront pas collectés et ils feront l'objet d'un signalement.

L'USAGER s'engage à s'inscrire dans une démarche permettant la réduction à la source des déchets produits et respecter l'obligation de tri à la source des déchets d'emballage et des biodéchets. SMICTOM de la Région de Lavour peut proposer des conseils et un accompagnement aux actions de prévention et de tri.

Il s'engage également à s'acquitter de la Redevance Spéciale selon les modalités fixées à l'article 7 et fournir à la COLLECTIVITE toutes informations utiles à la facturation et/ou au recouvrement.



## ARTICLE 6 TARIFICATION

En fonction du service rendu par la COLLECTIVITE, et notamment de la quantité de déchets éliminés, l'USAGER s'acquittera trimestriellement d'une redevance spéciale dont le montant sera calculé selon la formule ci-dessous :

$$RS = P_{OMR} \times V_{OMR} + P_{CS} \times V_{CS} + P_{FFOM} \times V_{FFOM}$$

RS : montant annuel net en Euros de la redevance spéciale (la Redevance Spéciale n'est pas soumise à la TVA).

P : Prix unitaire net en Euros au litre (fonction du flux – voir tableau ci-dessous)

V : Volume collecté (Va = volume nominal du bac x nombre de bac collecté pour le flux considéré).

La fourniture et la mise à disposition des contenants de collecte à l'USAGER par la COLLECTIVITE ne feront pas l'objet d'une facturation. Toutefois en cas de sinistre (vandalisme ou incendie) ou d'usage non conforme la COLLECTIVITE pourra demander la prise en charge de la réparation ou du remplacement.

L'USAGER qui est assujéti à la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) sera exonéré à partir de N+1 (délibération d'exonération de TEOM intervient le 15 octobre de l'année N).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2023 les tarifs se décomposent comme suit :

	Tarif au 1 <sup>er</sup> /01/2023 au litre
Flux OMR = P <sub>OMR</sub>	0,052 €
Flux emballages = P <sub>CS</sub>	0,015 €
Flux biodéchets = P <sub>FFOM</sub>	0,021 €

## ARTICLE 7 MODALITES DE FACTURATION

L'USAGER s'acquittera tous les trois mois à terme échu, auprès du Comptable de la COLLECTIVITE, du montant des décomptes de la redevance.

Le 1<sup>er</sup> versement sera calculé au prorata temporis du trimestre de démarrage de l'activité.

L'USAGER se libérera des sommes dues dans les trente jours suivant la réception de la facture ou avant la date limite de paiement indiquée sur la facture. Les modalités et moyens de paiement seront précisés sur les factures adressées.

## ARTICLE 8 REVISION DES TARIFS

Les tarifs seront révisés chaque année par délibération du Comité Syndical.

## **ARTICLE 9 DUREE**

La présente convention sera reconduite par tacite reconduction au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

## **ARTICLE 10 RESILIATION**

La résiliation de la présente convention pourra intervenir à la demande de l'une ou l'autre des parties après un préavis de 6 mois notifié par lettre recommandée.

## **ARTICLE 10 LITIGES**

En cas de différends entre les parties, celles-ci s'efforceront de les régler à l'amiable.  
À défaut, les litiges de toute nature résultant de l'exécution de la présente convention seront du ressort du Tribunal Administratif de TOULOUSE.

Fait à LAVAUUR, le 14/11/2022

Le Président de la CCTA,  
Gérard PORTES

Le Président du  
SMICTOM DE LA REGION DE  
LAVAUUR,  
Michel BOUYSSOU

*Annexe* : Guide des bonnes pratiques

CC TARN AGOUT

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : DE-2022-125

avec 1 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : AIRE DACCUEIL DES GENS DU VOYAGE « LES GOURGES » A ST-SULPICE-LA-POINTE : CONVENTION DE REDEVANCE SPECIALE DENLEVEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES SYNDICAT MIXTE DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES DE LA REGION DE LAVOUR / COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT

Nature : Délibérations

Matière : Finances locales - Divers

Date de télétransmission : 15/12/2022

Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DL-2022-125 AAGV LES GOURGES - CONVENTION REDEVANCE SPECIALE - SMICTOM-CCTA.pdf

Annexes :

1 - 11-Convention SMICTOM - Redevance spéciale AAGV.pdf

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-DE-2022-125-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du 8 Décembre 2022**

COMMUNAUTE  
DE COMMUNES  
TARN-AGOUT  
Rond-Point de Gabor  
81370 ST-SULPICE  
☎ : 05.63.41.89.12

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi huit décembre à dix-huit heures trente, le Conseil communautaire de la Communauté de communes TARN-AGOUT, légalement convoqué le premier décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de communes à St-Sulpice-la-Pointe, sous la présidence de M. Gérard PORTES, Président de la Communauté de communes TARN-AGOUT.

**Conseillers communautaires présents avec voix délibérative :****NOMBRE DE MEMBRES :**

Afférents au Conseil Communautaire : 50  
En exercice : 50  
Qui ont pris part à la délibération : 30  
Nombre de procurations : 12  
Date de convocation : 1<sup>er</sup> décembre 2022  
Date d'affichage : 1<sup>er</sup> décembre 2022

COMMUNES MEMBRES	CONSEILLERS TITULAIRES OU SUPPLEANTS
AMBRES	-
AZAS	M. Laurent LACOURT (Titulaire)
BANNIERES	M. Gérard PORTES (Titulaire)
BELCASTEL	M. Christophe ESPARBIE (Titulaire)
GARRIGUES	M. Pierre COMOY (Titulaire)
LABASTIDE-ST-GEORGES	M. Jean-Claude RIGAL (Titulaire)
LACOUGOTTE-CADOUIL	M. Gérard REX (Titulaire)
LAVAUUR	Mme Chantal GUIDEZ (Titulaire) M. Jean-Marie VIDAL (Titulaire) Mme Isabelle BALAT (Titulaire) M. Bernard LAMOTTE (Titulaire) Mme Marie-Christine IMBERT (Titulaire) Mme Pauline ALBOUY POMPONNE (Titulaire)
LUGAN	M. Xavier CRÉMOUX (Titulaire)
MARZENS	-
MASSAC SERAN	Mme Viviane BONHOMME (Titulaire)
MONTCABRIER	M. Didier BELAVAL (Titulaire)
ROQUEVIDAL	M. Jean-Marie JOULIA (Titulaire)
ST-AGNAN	Mme Brigitte PARAYRE (Titulaire)
ST-JEAN-DE-RIVES	-
ST-LIEUX-LES-LAVAUUR	M. Gilles CORMIGNON (Titulaire)
ST-SULPICE-LA-POINTE	M. Raphaël BERNARDIN (Titulaire) Mme Nathalie MARCHAND (Titulaire) (de DL-2022-125 à DL-2022-128) M. Bernard CAPUS (Titulaire) M. Christian JOUVE (Titulaire) Mme Laurence BLANC (Titulaire) M. Laurent SAADI (Titulaire) (de DL-2022-112 à DL-2022-128) M. Maxime COUPEY (Titulaire) M. Jean-Pierre CABARET (Titulaire) M. Julien LASSALLE (Titulaire)
TEULAT	Mme Sabine MOUSSON (Titulaire)
VEILHES	-
VILLENEUVE-LES-LAVAUUR	M. Michel BOUYSSOU (Titulaire)
VIVIERS-LES-LAVAUUR	M. Jean-Paul ROCACHE (Titulaire) (de DL-2022-123 à DL-2022-128)

Conseillers Titulaires absents et excusés : M. Daniel MARQUES (*pouvoir à M. Laurent SAADI*) (Ambres), M. Emmanuel JOULIÉ (*pouvoir à M. Gérard PORTES*) et Mme Véronique CATHALA-AMIRAL (pouvoir à M. Jean-Claude RIGAL) (Labastide St-Georges), M. Bernard CARAYON (*pouvoir à M. Bernard LAMOTTE*), M. Philippe VANTAU, Mme Marie-Claire MARIIGNOL (*pouvoir à Mme Chantal GUIDEZ*), M. William RENAULT, Mme Frédérique REMY, M. Justin LARUE (*pouvoir à M. Jean-Marie VIDAL*), Mme Karine GUIRAUD (*pouvoir à Mme Isabelle BALAT*), M. Michel BONHOMME (*pouvoir à Mme Marie-Christine IMBERT*), M. Emmanuel DAVID (*pouvoir à Mme Pauline ALBOUY POMPONNE*) et M. Vincent THÉNARD (Lavaur), M. Didier JEANJEAN (Marzens), M. Jean SENDRA (Saint-Jean-de-Rives), Mme Nadia OULD AMER (*pouvoir à M. Maxime COUPEY*), Mme Andrée GINOUX (*pouvoir à Mme Nathalie MARCHAND*), Mme Laurence SÉNÉGAS (*pouvoir à Mme Laurence BLANC*) et Mme Malika MAZOUZ (Saint-Sulpice-la-Pointe) et M. Benoît CATALA (Veilhès).

Secrétaire de séance : Mme Brigitte PARAYRE (Saint-Agnan)

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022****OBJET DE LA DELIBERATION : OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT : CONVENTION 2023-2025****(DELIBERATION N° DL-2022-126)**

A la demande de M. le Président, Mme Brigitte PARAYRE, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente en charge de la commission Urbanisme / Habitat, rappelle à l'Assemblée que, face aux dynamiques de développement que connaît le territoire de la Communauté de communes TARN-AGOUT (CCTA) depuis plusieurs décennies et des orientations du SCoT du Vaurais, les élus ont fait le choix d'engager une étude pré-opérationnelle d'Opération Programmée d'Amélioration de l'habitat (OPAH). Celle-ci visait à objectiver les besoins et les enjeux ainsi qu'à définir les leviers à mobiliser pour permettre la réhabilitation et la requalification d'une partie du parc immobilier privé ancien des secteurs de centres-villes et centres bourgs du territoire et ainsi améliorer les conditions de vie des habitants tout en favorisant le maintien à domicile des personnes âgées et/ou handicapées.

L'étude menée a confirmé les besoins spécifiques du territoire prioritairement sur les pôles urbains centraux, sans oublier les problématiques identifiées sur les pôles relais et les communes rurales. Plusieurs enjeux ont été identifiés correspondant :

- aux priorités actuelles de l'ANAH,
- au marché immobilier et à la dynamique locale,
- aux enjeux urbains, patrimoniaux et environnementaux.

Croisés avec des cas réels du territoire, il a été possible d'identifier plus finement les actions à engager et les leviers techniques et financiers à mettre en œuvre sur une période de 3 ans faisant l'objet de la convention OPAH 2023-2025 soumise à la validation du Conseil communautaire.

Sur la base du diagnostic et des enjeux stratégiques validés par délibération du Conseil communautaire en date du 30 juin 2022, le scénario retenu dans la convention OPAH définit des objectifs quantitatifs qui seront soutenus par des aides de l'ANAH complétées par un abondement de la CCTA auprès des propriétaires bailleurs et occupants, en privilégiant plus spécifiquement les personnes modestes et en ciblant les types de logements les plus demandés sur le territoire, à savoir les T2 et T3 afin de déclencher une action forte eu début d'opération sur ces typologies.

Les actions envers les propriétaires bailleurs privilégient la réalisation de travaux pour réhabiliter les logements selon les modalités définies dans le programme d'action territoriale et d'un niveau de performance énergétique minimum exigé après travaux correspondant à l'étiquette D, avec des gains énergétiques significatifs (de l'ordre de 35%) et pour le maintien des logements occupés.

Pour les propriétaires occupants, les actions privilégient un accompagnement social et une aide à la réhabilitation des logements très dégradés nécessitant des travaux lourds pour traiter l'insalubrité ou d'importantes dégradations, voire la mise en sécurité, s'il y a lieu.

Pour mener ce projet à bien, une enveloppe financière est identifiée auprès des 3 principaux signataires de la convention (CCTA, ANAH et Conseil départemental de la Haute-Garonne). Pour chaque euro d'abondement de la CCTA, 10 € sont versés par l'ANAH. A cela s'ajoute, pour la commune d'Azas uniquement, le versement d'environ 1€ par le Conseil départemental de la Haute-Garonne. Pour l'ensemble des communes, le solde du coût des travaux demeure à la charge du propriétaire. Ce reste à charge pourra se réduire selon les aides complémentaires qui seront mobilisables auprès des caisses de retraite, de la fondation Abbé Pierre et autres et au cas par cas. Pour mener à bien l'animation de l'OPAH, un animateur assurera le repérage, le traitement et le suivi des dossiers pour le compte de la collectivité auprès des propriétaires et des partenaires. L'ANAH prendra en charge 35 % du coût de l'ingénierie et versera annuellement à la CCTA un abondement supplémentaire pour le traitement des dossiers instruits.

Le projet de convention OPAH 2023-2025 définit les engagements de la CCTA et de ses partenaires, à savoir :

- traiter 80 dossier par an sur une période de 3 ans (détail des typologies de dossiers dans la convention jointe en annexe),
- établir à chaque fin d'année un bilan de l'animation de l'OPAH à transmettre à l'ANAH,
- la CCTA versera un abondement estimé à 270 000 € pour la période de la convention (sur 3 ans) selon les critères d'éligibilité définis dans la convention,
- l'ANAH versera près de 3 millions d'euros d'aides sur les 3 années de l'OPAH.

Pour accompagner ce programme, les communes ont la possibilité d'abonder aux aides versées par l'ANAH et par la CCTA selon leur volonté pour faciliter la réalisation des travaux. Chacune devra alors délibérer en conséquence pour préciser le montant des aides et les critères d'octroi de ce complément d'aide.

Si le but de l'OPAH est de favoriser un habitat de qualité, elle participe à la préservation du parc immobilier du territoire TARN-AGOUT en privilégiant un travail sur le renouvellement et le réinvestissement urbain afin de réduire l'impact sur le foncier tout en ayant un impact économique important pour le territoire à travers la mobilisation et le soutien de l'activité des artisans locaux.

En effet, il est estimé que les engagements financiers de l'ANAH et de la CCTA permettront de générer environ 2 millions d'euros de travaux, selon un coût moyen de travaux dont 50 à 60 % seront réalisés par des entreprises du territoire et des alentours. L'OPAH soutient donc fortement l'activité économique du territoire.



(Page 3/3 - SUITE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022 - OBJET DE LA DELIBERATION : OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT : CONVENTION 2023-2025)

Le Conseil communautaire ainsi informé,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et L. 2121-29,
- Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 303-1, L. 321-1 et suivants, R 321-1 et suivants,
- Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat,
- Vu la circulaire N° 2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002,
- Vu le Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, adopté par le Président du Conseil départemental de la Haute-Garonne et le Préfet de la Haute-Garonne, le 17 décembre 2019,
- Vu le programme départemental de l'habitat, adopté par le Conseil départemental de la Haute-Garonne le 28 janvier 2020,
- Vu le Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, adopté par le Président du Conseil départemental du Tarn et le Préfet du Tarn, le 21 avril 2020,
- Vu le projet de convention Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) 2023-2025 de la Communauté de communes TARN-AGOUT qui lui a été remis,
- Vu les avis favorables de la commission Urbanisme & Habitat et du Bureau communautaire en date du 23 novembre 2022,
- Entendu l'exposé de Mme Brigitte PARAYRE, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente en charge de la commission Urbanisme / Habitat,

Et après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE

- APPROUVE, telle qu'elle est présentée en annexe, la convention Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) 2023-2025 de la Communauté de communes TARN-AGOUT à signer avec l'ensemble des partenaires.
- HABILITE M. le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents se rapportant à cette décision, notamment la convention précitée.
- INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

Fait et délibéré à St-Sulpice-la-Pointe, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme.

Le Président

  
Gérard PORTES



La secrétaire de séance

  
Brigitte PARAYRE







**OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT  
COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT**

**Période et n° de l'opération**

**Numéro de la convention**

**Date de la signature de la convention**

La présente convention est établie :

**Entre la Communauté de Communes Tarn-Agout**, maître d'ouvrage de l'opération programmée, représenté par son président, M. Gérard PORTES,

**l'État**, représenté par M. le Préfet du département du Tarn, M. François-Xavier LAUCH,

**l'Agence nationale de l'habitat**, établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra 75001 Paris, représentée par M. le Préfet du département du Tarn, M. François-Xavier LAUCH, agissant dans le cadre des articles R. 321-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation et dénommée ci-après « Anah »

**Le Département de la Haute-Garonne, délégataire pour la gestion des aides à la pierre sur la partie haut-garonnaise du territoire couvert par la présente OPAH**, représenté par son Président, Monsieur Georges MERIC,

**La Caisse d'Allocations Familiales du Tarn**, ci-après dénommée « CAF », représentée par XXXX.

**La SACICAP-Toulouse Pyrénées - PROCIVIS**, représentée par son directeur Général, .

**L' ADIL du Tarn**, représentée par sa directrice

**Le Conseil Départemental du Tarn**,

D'autre part,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 303-1 (OPAH) / R. 327-1 (PIG), L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat,

Vu la circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002,

Vu le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées du Tarn (PDALHPD), adopté par le Président du Conseil Départemental du Tarn et le Préfet du Tarn, le 21 avril 2020,

Vu le Programme Départemental de l'Habitat, adopté par le Conseil départemental de la Haute-

Garonne, le 28 janvier 2020,

Vu le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD), adopté par le Président du Conseil Départemental de la Haute-Garonne et le Préfet de la Haute-Garonne, le 17 décembre 2019,

Vu la délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité maître d'ouvrage de l'opération, en date du ..., autorisant la signature de la présente convention,

Vu l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de ..., en application de l'article R. 321-10 du code de la construction et de l'habitation, en date du ...

Vu l'avis du délégué de l'Anah dans la Région en date du ...

Vu la mise à disposition du public du projet de convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) du ... au ... à ... en application de l'article L. 303-1 du code de la construction et de l'habitation

Il a été exposé ce qui suit :

## Table des matières

<u>Préambule</u>	5
Chapitre I – Objet de la convention et périmètre d'application.	7
<u>Article 1 – Dénomination, périmètre et champs d'application territoriaux</u>	7
1.1. Dénomination de l'opération	7
1.2. Périmètre et champs d'intervention	7
Chapitre II – Enjeux de l'opération.	8
<u>Article 2 – Enjeux</u>	8
Chapitre III – Description du dispositif et objectifs de l'opération.	8
<u>Article 3 – Volets d'action</u>	8
3.1. Volet urbain	8
3.2. Volet foncier	9
3.3. Volet immobilier	10
3.4. Volet lutte contre l'habitat indigne et très dégradé	11
3.5. Volet copropriété en difficulté	12
3.6. Volet rénovation énergétique et lutte contre la précarité énergétique	13
3.7. Volet travaux pour l'autonomie de la personne dans l'habitat	14
3.8. Volet social	14
3.9. Volet patrimonial et environnemental	15
3.10. Volet économique et développement territorial	16
3.11. Autres volets spécifiques	16
<u>Article 4 – Objectifs quantitatifs de réhabilitation</u>	16
Chapitre IV – Financements de l'opération et engagements complémentaires.	19
<u>Article 5 – Financements des partenaires de l'opération</u>	19
5.1. Financements de l'Anah	19
5.2. Financements de la collectivité maître d'ouvrage	20
5.3. Financements des autres partenaires	20
<u>Article 6 – Engagements complémentaires</u>	21
Chapitre V – Pilotage, animation et évaluation.	22
<u>Article 7 – Conduite de l'opération</u>	22
7.1. Pilotage de l'opération	22
7.1.1. Mission du maître d'ouvrage	22
7.1.2. Instances de pilotage	22
7.2. Suivi-animation de l'opération	22
7.2.1. Équipe de suivi-animation	22
7.2.2. Contenu des missions de suivi-animation	23
7.2.3. Modalités de coordination opérationnelle	23
7.3. Évaluation et suivi des actions engagées	24
7.3.1. Indicateurs de suivi des objectifs	24
7.3.2. Bilans et évaluation finale	24
Chapitre VI – Communication.	25
<u>Article 8 - Communication</u>	25
Chapitre VII – Prise d'effet de la convention, durée, révision, résiliation et prorogation.	26
<u>Article 9 - Durée de la convention</u>	26
<u>Article 10 – Révision et/ou résiliation de la convention</u>	27
<u>Article 11 – Transmission de la convention</u>	27

## Préambule

La Communauté de Communes Tarn-Agout (CCTA) est située sur les départements du Tarn et de la Haute-Garonne, à proximité de l'agglomération toulousaine et sur l'axe Albi-Toulouse. Créée en 1994 et ayant connu des extensions, son territoire actuel regroupe 21 communes, 1 haute-garonnaise et 20 tarnaises, et comptabilise près de 29 000 habitants (données INSEE 2018, données disponibles et les plus récentes à la date de l'étude). La CCTA est structurée autour des deux pôles urbains de Lavaur (10 671 habitants) et de Saint-Sulpice-la-Pointe (9 227 habitants), et des pôles relais de Labastide-Saint-Georges, Saint-Lieux-lès-Lavaur et Ambres, jouant un rôle de centralité (services, commerces, etc.). La majorité du territoire est à dominante rurale (16 communes).

Les élus du territoire se sont donc dotés d'un document fixant sur du long terme les grandes orientations en matière d'habitat, d'équipements, d'économie, de consommation de l'espace et de préservation des milieux naturels. Les orientations du SCoT sur la thématique de l'habitat concernent notamment :

- La maîtrise du développement du territoire dans un contexte de forte croissance, passant par un réinvestissement urbain et une intensification de l'enveloppe urbaine
- La proposition d'une offre diversifiée en logement de qualité en accentuant le développement d'une offre locative abordable.

En effet, de par sa position stratégique intéressante, à mi-chemin entre Albi et Toulouse avec le passage de l'A68, l'intercommunalité connaît une augmentation démographique continue depuis la fin des années 1990, notamment dû à un solde migratoire positif marqué. Son attractivité engendre toutefois des enjeux importants en matière de maintien d'une identité collective et de proposition d'une offre en logement suffisante, qualitative, abordable et adaptée.

Afin de répondre aux orientations du SCoT et aux vues des dynamiques récentes, la collectivité a souhaité lancer une étude pré-opérationnelle pour la mise en place de sa toute première Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) dans le but d'accompagner la réhabilitation et la requalification des logements privés anciens, d'améliorer les conditions de vie de ses habitants et de favoriser le maintien à domicile des personnes âgées et/ou handicapées.

La collectivité s'est également engagée volontairement dans une démarche de co-construction d'un Programme Local de l'Habitat afin de développer une stratégie habitat collective et de répondre aux besoins des habitants. L'étude en cours a distingué plusieurs axes stratégiques, dont :

- la réponse à la demande en logement, notamment via la diversification de l'offre, le développement d'une offre locative de qualité et l'amélioration des performances énergétiques des logements ;
- la mobilisation des ressources de l'existant pour répondre à la demande de logements, avec le traitement des logements indignes et dégradés et la remise sur le marché de logements vacants,
- la réponse aux besoins spécifiques des publics en difficulté, avec notamment le développement de logements adaptés aux personnes âgées et/ou handicapées favorisant le maintien à domicile.

En parallèle, le projet de territoire de la Communauté de Communes validé en 2022 identifie notamment un enjeu au profit d'un engagement pour des logements diversifiés et adaptés à tous les besoins afin :

- de mieux répondre aux attentes des populations présentes et futures,
- d'animer la politique locale de l'Habitat sur le territoire,
- de soutenir l'amélioration de l'habitat existant et la construction de nouveaux logements

(cofinancer les rénovations, conventionner avec les bailleurs, faire émerger de nouveaux modes d'habitat,

- déployer une animation locale dans le cadre du guichet unique de la rénovation énergétique à destination des habitants et des professionnels,

De plus, la CCTA engagera dès 2023 la mise en œuvre du permis de louer pour les communes qui le souhaitent en complément des actions prévues dans le cadre de l'OPAH.

Le nouveau dispositif d'amélioration de l'habitat tiendra compte de ses enjeux et cherchera à y répondre. Il sera également à articuler avec le programme "Petites Villes de Demain" (PVD) dont sont lauréats les pôles de Lavarut et de Saint-Sulpice-la-Pointe, l'amélioration de l'habitat privé s'intégrant ainsi dans la politique de revalorisation multi-sectorielle de ces 2 communes.

La mise en place de l'opération tiendra également compte du travail réalisé quotidiennement par les espaces conseils France Rénov' qui orientent les propriétaires en fonction de leur projet vers les aides et les dispositifs les plus pertinents.

**En effet, les départements du Tarn et de la Haute Garonne ont mis en place des guichets uniques pour la Rénovation Énergétique sur leur territoire respectif.** La mise en œuvre de l'OPAH devra donc s'articuler avec ce service. **L'espace France Rénov'** sera la porte d'entrée et le guichet unique pour tous les propriétaires de la CCTA souhaitant réaliser des travaux. Pour ce faire, un numéro de téléphone est mis en place et des permanences sont réalisées par l'opérateur. En fonction du niveau de ressources du demandeur, le conseiller France Rénov transfèrera les demandes à l'opérateur de l'OPAH (public éligible aux aides de l'Anah). La possibilité de mutualiser certaines permanences ou de mener des interventions communes entre le guichet France Rénov et de l'OPAH seront étudiées.

**Les principaux constats issus des diagnostics de l'étude pré-opérationnelle, et de l'étude pour la mise en place d'un Programme Local de l'Habitat sont :**

- Une **augmentation de la population, accrue depuis la fin des années 1990**, avec une hausse de près de 10 000 habitants entre 1999 et 2018 (taux de croissance annuel moyen de 2,17%) pour atteindre 28 727 habitants en 2018 (données INSEE),
- Une majorité des ménages avec un profil familial (39,5% de ménages avec enfants en 2018), mais une **augmentation de la part des ménages "seuls"** (+2.5 pts entre 2013-2018) et une **diminution progressive de la taille des ménages** (3.35 en 1968 à 2.3 en 2018). Cela pose notamment la question de l'adaptation des logements aux évolutions sociétales (typologie et nouveaux besoins),
- Une population plus jeune que celle du département, mais un **vieillessement de la population** avec 1 habitant sur 4 de 60 ans ou plus, et un poids des seniors dans la population totale en augmentation, posant la question de l'adaptation des logements pour le maintien à domicile,
- Une population avec un niveau de revenus plus élevé que le reste du département, mais la **présence d'une population précaire avec des besoins en logements locatifs abordables** : 2 041 ménages propriétaires occupants sont éligibles aux aides de l'ANAH (soit plus d'un quart des ménages propriétaires). Parmi ceux-ci :
  - 1 277 propriétaires occupants éligibles ont plus de 60 ans,
  - 1 208 vivent dans des logements construits avant les 1eres réglementations thermiques de 1974.

Ces chiffres témoignent du potentiel de propriétaires pouvant bénéficier de subventions de l'ANAH pour des travaux d'amélioration de l'habitat. Les 2 communes urbaines comptent à elles-seules 1 321 ménages éligibles aux aides de l'ANAH, soit 65% d'entre eux.



Par ailleurs, 15,7% des ménages vivent sous le seuil de pauvreté (1 856 ménages) et 52,1% des ménages sont éligibles à un logement social sur le territoire.

- En 2021, la collectivité compte un parc de 14 248 logements, dont **13 465 privés**. Malgré le poids des constructions récentes, 39% des logements privés (5 261 logements) ont été construits avant la 1ere réglementation thermique de 1974, induisant un **potentiel non-négligeable de besoin en travaux de rénovation**.
- La grande majorité des logements privés sont occupés par leurs propriétaires (85%), et 79% sont des habitations de 4 pièces ou plus. Des **enjeux de diversification des typologies et de renforcement de l'offre locative à loyers abordables et qualitative ont été identifiés** au cours de l'étude, pour s'adapter aux évolutions socio-démographiques et répondre aux besoins des petits ménages.
- Le Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne (PDLHI) du Tarn a enregistré près de 21 signalements par an sur le territoire de la Communauté de Communes. Le croisement des données sur les logements privés de confort médiocre à dégradés et de celle sur le taux de pauvreté des ménages fait état de près de **989 logements Privés Potentiellement Dégradés**.
- De plus, **43% des habitations du parc privé seraient classées en étiquette énergétique E, F, G en 2021** (5 636 logements), majoritairement occupées par des séniors.
- Si la problématique de la **vacance de 3 ans et plus** n'est pas prépondérante sur le territoire, elle concerne tout de même **401 logements sur le territoire**, principalement de petits logements, et situés en centre ancien des 2 pôles urbains.
- Un territoire attractif qui possède un **patrimoine bâti et paysager important**. Les enjeux de rénovation seront de préserver, de valoriser et de respecter les caractéristiques du bâti ancien et de mettre en valeur les centres anciens.

Les constats de l'étude ont conforté la Communauté de Communes Tarn-Agout dans sa volonté de lancer une opération d'amélioration de l'habitat de type OPAH comme outil le plus adapté pour traiter l'ensemble des enjeux et problématiques listés. Cette opération s'adressera aux propriétaires occupants du territoire intercommunal, et aux propriétaires bailleurs de logements situés en centre-bourg.

**À l'issue de ce constat il a été convenu ce qui suit**

## CHAPITRE I – OBJET DE LA CONVENTION ET PERIMETRE D'APPLICATION.

### Article 1 – Dénomination, périmètre et champs d'application territoriaux

#### **1.1. Dénomination de l'opération**

La Communauté de Communes Tarn-Agout, l'État, l'Anah et le Département de la Haute-Garonne décident de réaliser l'opération programmée d'amélioration de l'habitat dénommée "OPAH de la Communauté de Communes Tarn-Agout".

La Caisse d'Allocation Familiale du Tarn, la SACICAP-Toulouse Pyrénées - PROCIVIS, l'ADIL du Tarn et le Conseil Départemental du Tarn ont souhaité accompagner la collectivité et être acteurs de cette opération programmée d'amélioration de l'habitat.

L'intercommunalité disposera d'un dispositif opérationnel d'amélioration de l'habitat dédié à son territoire. Précédemment, le territoire était couvert par le PIG départemental du Tarn pour les 20 communes tarnaises, et par le PIG départemental de la Haute-Garonne pour la commune d'Azas.

#### **1.2. Périmètre et champs d'intervention**

Le périmètre d'intervention se définit comme suit :

Le périmètre d'intervention de la présente convention couvre le territoire de la Communauté de communes Tarn-Agout à savoir les 21 communes : Azas, Ambres, Bannières, Belcastel, Garrigues, Labastide-Saint-Georges, Lacougote-Cadoul, Lavour, Lugan, Marzens, Massac-Séran, Montcabrier, Roquevidal, Saint-Agnan, Saint-Jean-de-Rives, Saint-Lieux-lès-Lavour, Saint-Sulpice-la-Pointe, Teulat, Veilhes, Villeneuve-lès-Lavour, Viviers-lès-Lavour, conformément au plan joint à la présente convention (annexe N°1).

Les champs d'intervention sont les suivants :

Cette OPAH s'adresse à l'ensemble des propriétaires occupants et propriétaires bailleurs éligibles à la réglementation ANAH sur les thématiques suivantes :

- Volet précarité énergétique,
- Volet autonomie de la personne,
- Volet traitement des logements indignes et très dégradés.

Les dossiers de demande de subventions émanant de propriétaires bailleurs sont priorités, selon les modalités renseignées dans les Programmes d'Action Territoriaux actualisés chaque année. A ce jour, sont priorités les dossiers portant sur des logements situés à proximité d'équipements (commerces, écoles, moyen de transport collectif, etc).

## CHAPITRE II – ENJEUX DE L'OPERATION.

### Article 2 – Enjeux

A l'issue des constats réalisés dans le cadre du diagnostic, les enjeux suivants ont été

identifiés :

- Enjeux correspondants aux priorités actuelles de l'ANAH :
  - Lutter contre l'habitat indigne et le logement très dégradé chez les propriétaires occupants et bailleurs,
  - Lutter contre la précarité énergétique chez les propriétaires occupants et bailleurs,
  - Proposer une nouvelle offre locative accessible aux populations locales et de qualité,
  - Accompagner le vieillissement de la population et assurer le maintien des populations âgées / handicapées à leurs domiciles (travaux d'adaptation).
  
- Enjeux correspondants au marché immobilier et dynamique locale :
  - Améliorer l'attractivité des centres-bourgs,
  - Répondre à la demande de nouvelles populations accédantes tout en aidant au maintien de la population présente,
  - Adapter les logements aux besoins et confort actuels,
  - Soutenir et mobiliser les entreprises du secteur du bâtiment présentes sur le territoire.
  
- Enjeux urbains, patrimoniaux et environnementaux :
  - Respecter le bâti ancien patrimonial et le valoriser, prendre en compte ses spécificités,
  - Maîtriser les consommations énergétiques et foncières,
  - Accompagner la démarche bourg centre de la Région et "Petites Villes de Demain" pour Lavaur et Saint-Sulpice.

### **CHAPITRE III – DESCRIPTION DU DISPOSITIF ET OBJECTIFS DE L'OPERATION.**

L'OPAH de la Communauté de Communes Tarn-Agout dont la durée d'animation-suivi est de trois ans, reconductible deux fois un an, propose de répondre aux grands enjeux du parc privé mis en évidence par l'étude pré-opérationnelle et détaillés ci-dessus.

Ces enjeux identifiés et les axes d'intervention à mettre en œuvre peuvent se décliner selon les volets d'action suivants :

#### **Article 3 – Volets d'action**

##### **3.1. Volet urbain**

###### **3.1.1 Descriptif du dispositif**

Le développement du territoire et la valorisation de ses centres villes / centres bourgs sont des enjeux importants du territoire. Ainsi ce volet s'articule autour de plusieurs documents cadres ou dispositifs opérationnels, notamment le SCOT, les démarches PVD et Bourg Centre de la Région Occitanie (Lavaur et Saint Sulpice) et la programmation de chaque commune en matière d'aménagement. Ainsi les projets urbains en cours ou à venir accompagneront les actions en faveur de l'habitat et l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat.

**De plus, la Communauté de Communes Tarn-Agout dispose d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)** couvrant les 21 communes de l'EPCI. Il définit des orientations, prescriptions et objectifs faisant références à l'armature urbaine du territoire, au contexte agro-environnemental, au système de déplacement et à l'économie.

Concernant l'armature urbaine, les orientations suivantes sont notamment définies dans le SCoT de la Communauté de communes afin de favoriser le renouvellement urbain :

- **Favoriser le renouvellement / le réinvestissement urbain (action 1.1.1) :**

*« En la matière, les pôles urbains centraux et les pôles relais doivent permettre la mutation de leur tissu bâti dans les secteurs identifiés, à travers des emplacements réservés de manière ponctuelle et surtout à travers des Orientations d'Aménagement et de Programmation. Les pôles urbains de Lavour et de Saint-Sulpice devront accueillir au moins 20% de leurs nouveaux logements en réinvestissement urbain. Les pôles relais devront accueillir au moins 10% de leurs nouveaux logements en réinvestissement urbain. »*

*“ Les communes rurales doivent permettre la densification et le renouvellement urbain des secteurs situés à proximité du centre, sans que cela soit de nature à déstructurer l'organisation urbaine et villageoise. Si le SCoT n'impose pas de pourcentage minimum en réinvestissement pour les communes rurales, il n'empêche que cela doit rester un objectif.”*

Le territoire intercommunal s'organise autour de 2 pôles principaux, Lavour, Saint-Sulpice-la-Pointe, et des pôles relais de Labastide-Saint-Georges, Saint-Lieux-lès-Lavour et Ambres offrant des services à la population.

Les communes de Saint-Sulpice-la-Pointe et de Lavour sont engagées dans une démarche transversale de revitalisation dans le cadre du **programme régional Bourg-Centre de la Région Occitanie**.

**Elles sont également lauréates du Programme national “Petites Villes de Demain” (2020-2026)**. Ce dispositif vise à soutenir le développement des communes retenues via un soutien en ingénierie, des financements pour intervenir sur des thématiques ciblées, un réseau d'échange entre bénéficiaires, la mise en place d'outils.

Par ce dispositif, des actions seront engagées et porteront sur la dynamisation du centre ancien et le confortement de la fonction de centralité des 2 centres urbains principaux. Ce dispositif permettra de développer des axes d'intervention en faveur de l'économie, des services de proximité, des commerces mais également du cadre de vie, de la qualité des espaces publics, l'attractivité résidentielle, la gestion foncière ou bien la résorption des problématiques urbaines.

Tout au long de la durée de l'OPAH, l'objectif sera de coordonner ces actions et projets urbains et territoriaux avec l'OPAH afin d'accompagner la requalification du bâti et des centres anciens.

Les Communes de la CCTA ont engagé ou sont en réflexion sur des projets d'aménagement qui accompagneront les travaux réalisés dans le cadre de l'OPAH et permettront l'inscription des actions en faveur de l'habitat dans le cadre d'une requalification globale :

Communes	Projets urbains renseignés par les communes dans le cadre de l'étude pré-opérationnelle d'OPAH (liste non exhaustive)
<b>Ambres</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet de création d'un complexe multigénérationnel, à plus long terme un complexe sportif</li> <li>- Equipement culturel, valorisation du patrimoine</li> </ul>
<b>Azas</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création d'un parc, d'une aire de jeux</li> </ul>
<b>Garrigues</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rénovation d'une partie du bâtiment de la Mairie et rénovation de l'appartement T3 loué par la Mairie</li> <li>- Rénovation de la salle des fêtes (énergétique principalement)</li> <li>- Projet de construction d'un petit multi-commerce associé à du logement locatif</li> </ul>
<b>Labastide-Saint-Georges</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rénovation thermique du gymnase Raymond Bressolle (terminée, en 2017)</li> <li>- Réfection de la salle des fêtes, de la mairie</li> <li>- Projets de création de voies douces : RD47, RD15, J. Jaurès, J. Ferry</li> </ul>
<b>Lavaur</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réfection de la voirie dans le centre (rue de l'évêché, etc)</li> <li>- Voirie direction Castres : piste cyclable, aire de stationnement</li> <li>- Aménagement de la place du kiosque (en réflexion)</li> <li>- Aménagement de la place Pasteur (en réflexion)</li> <li>- Rue Cassaing/augustin Malroux : projet potentiel de place de stationnements (long terme)</li> </ul>
<b>Lugan</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans le PLU, OAP sur 5 secteurs : <ul style="list-style-type: none"> <li>-3 pour développement résidentiel <i>espace derrière l'école, l'espace situé entre l'Eglise et la Mairie et l'espace Mairie/Salle communale</i></li> <li>-2 pour amélioration des conditions d'accès et liaisons espace « Mairie » et la liaison entre l'Eglise et la Mairie</li> </ul> </li> </ul>
<b>Marzens</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement / réfection de la voirie chaque année</li> <li>- Projet d'aménagement des espaces verts du bourg en étude (en cours avec CAUE)</li> <li>- Projet habitat : restauration du presbytère et réflexion sur son devenir</li> </ul>
<b>Massac-Séran</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement et rénovation du centre bourg. Sécurisation des flux de circulation, notamment sur les phases de dessertes des établissements scolaires</li> </ul>
<b>Roquevidal</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet d'aménagement du village : voiries, terrain de jeux, chemins de randonnée, aménagement d'un parc ombragé</li> </ul>
<b>Saint-Agnan</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Remodeler l'espace central du bourg (place de la Mairie) par l'aménagement d'un sens de circulation et la création de</li> </ul>

	parking
<b>Saint-Lieux-lès-Lavaur</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assainissement</li> <li>- Déménagement de la mairie dans l'ancien presbytère, avec création de locaux associatifs, locaux partagés, et accueil de professions libérales</li> </ul>
<b>Saint-Sulpice-la-Pointe</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rénovation de l'avenue Charles de Gaulle (terminée)</li> <li>- Piétonisation de la rue de Reims (en réflexion)</li> <li>- Projet de la maison propriété de la Ville sur la place de l'église</li> <li>- Projet de la friche de l'Arçonnerie : Lauréat de l'Appel à projets du Fonds friches</li> <li>- Projet de réaménagement de la route de Lavaur (2022 - 2023)</li> <li>- Réflexion sur l'îlot de l'actuelle gendarmerie qui va déménager</li> <li>- La MJC et la médiathèque (locaux dans la bastide) vont déménager, réflexion sur l'usage du local MJC et la création de tiers-lieu</li> <li>- Mise en place d'une Opération rénovation de façades</li> <li>- Projet de Pôle d'échanges multimodal de la gare</li> </ul>
<b>Teulat</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite de l'opération d'embellissement du cœur du village</li> <li>- Projet de déplacement de la mairie et création d'un bistrot de pays</li> <li>- Réhabilitation de la chapelle (lieu désacralisée) en centre culturel</li> </ul>
<b>Veilhes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet équipement : salle communale multi-usage (fête et sport)</li> <li>- Projet de création d'aire de jeux pour enfants</li> </ul>

### 3.1.2 Objectifs

Tout au long de la durée de l'OPAH, l'objectif sera de coordonner les actions et les projets urbains avec l'opération afin d'accompagner la requalification du bâti et des centres bourgs. Un lien sera réalisé avec le programme PVD.

## 3.3. Volet immobilier

### 3.3.1 Descriptif du dispositif

L'étude pré-opérationnelle a fait notamment ressortir une tension sur le marché locatif privé (mais aussi social), et un faible volume de l'offre, notamment en logements de petites et moyennes tailles.



Plusieurs enjeux du territoire ont ainsi été identifiés :

- Développer l'offre locative
- Proposer des offres locatives de loyers modérés
- Requalifier le bâti en centre ancien
- Remettre sur le marché les logements vacants

Ainsi, il s'agira au travers de l'OPAH de favoriser le développement d'une offre locative à loyers maîtrisés, de qualité répondant aux besoins des populations modestes. Des démarches d'information sur le conventionnement seront menées afin d'inciter massivement les propriétaires de logements locatifs à réhabiliter leur parc. Les dispositifs Loc'Avantages et d'intermédiation locative seront ainsi des leviers importants pour l'OPAH.

La requalification du bâti devra s'intégrer dans une réflexion sur le réaménagement de ces logements pour répondre aux évolutions socio-démographiques de la population (augmentation de la part des petits ménages, vieillissement de la population, famille monoparentale, etc). L'intervention sur le bâti en centre ancien devra permettre de repenser le fonctionnement de certains immeubles, créer des accès indépendants aux étages (si commerces en RDC) et contribuer à la mise sur le marché de nouveaux logements locatifs abordables.

Si la vacance de longue durée n'est pas la problématique principale du territoire, elle demeure présente, avec près de 400 logements vacants depuis 3 ans et plus (données LOVAC 2021). Plus des  $\frac{3}{4}$  d'entre eux se situent sur les pôles urbains, en centre ancien. Et  $\frac{3}{4}$  d'entre eux ont été construits avant les premières réglementations thermiques de 1974.

Ainsi, l'OPAH doit permettre de répondre à la nécessité de reconquérir le parc de logements vacants dans les centres bourgs du territoire. Face aux enjeux de renouvellement urbain et notamment la baisse de la consommation foncière, la reconquête des logements vacants constituera une cible importante de l'OPAH.

Sur ce volet, un travail partenarial et de communication durant toute la durée de l'OPAH devra également être engagé avec les partenaires, les professionnels de l'immobilier et les organismes bancaires.

### 3.3.2 Objectifs

Sur les 3 ans du dispositif, concernant le volet immobilier, les objectifs sont les suivants :

- Favoriser la mixité sociale en produisant 33 logements conventionnés avec travaux dont 6 LOC1, 24 LOC2, et 3 LOC3.

Objectif pluriannuel du nombre de logements locatifs à rénover :

	Année 1	Année 2	Année 3	TOTAL
Objectifs nombre de logements rénovés Bailleurs	7	13	13	33

Les indicateurs de résultats du volet immobilier porteront notamment sur :

- le nombre de logements conventionnés, et le type de conventionnement retenu,
- les typologies de logements concernés, et les éventuelles restructurations de logements (fusion/division de logements),

- le nombre de remises sur le marché de logements vacants.
- le nombre d'intermédiation locative
- le nombre de logements conventionnés sans travaux

### **3.4. Volet lutte contre l'habitat indigne et très dégradé**

#### **3.4.1. Descriptif du dispositif**

Le traitement des situations d'habitat « indigne et très dégradé » est une des priorités de l'ANAH. Une des priorités de l'OPAH sera également le traitement de l'indécence, du manquement au Règlement Sanitaire Départemental, de l'insalubrité des logements occupés et des logements considérés comme très dégradés.

Entre 2016 et 2021, sur le territoire de la Communauté de Communes Tarn-Agout, 86 signalements ont ainsi été recensés par le PDLHI.

Qu'il s'agisse des logements indignes ou très dégradés, la démarche consistera à l'incitation des propriétaires à réaliser les travaux en bénéficiant des aides de l'OPAH, afin que les logements soient réhabilités selon les modalités définies dans les programmes d'actions notamment en ce qui concerne le respect du niveau de performance énergétique minimum après travaux.

La Communauté de Communes Tarn Agout mobilisera l'équipe d'animation pour mettre en œuvre les missions d'ingénierie suivantes :

- Réalisation d'un diagnostic complet des immeubles et des logements (comprenant une évaluation énergétique avant travaux et une évaluation de la dégradation de l'habitat) et dans le cas de logements potentiellement insalubres occupés, un signalement devra être fait à l'ARS afin que celle-ci puisse mettre en œuvre une procédure. Le cas échéant, le ménage sera accompagné par un travailleur social.
- Etablissement de scénarios de travaux, ciblant les travaux les plus efficaces en termes d'amélioration de la performance énergétique (comprenant une évaluation énergétique avant travaux et une projection selon les travaux envisagés) et ceux qui sont nécessaires pour résoudre les désordres et supprimer l'état de dégradation ou d'insalubrité,
- Aide à l'élaboration du projet et montage du dossier de financement (appui à l'obtention des devis, montage des dossiers de demande de subvention, de conventionnement, information sur les prêts, d'aides fiscales...),
- Appui à la réception des travaux et aux démarches permettant d'obtenir les financements sollicités.
- Mise en place d'action de réparation des logements indignes ou très dégradés.

#### Actions vers les propriétaires bailleurs :

La réhabilitation des logements locatifs donnera lieu à des subventions, détaillées au chapitre

IV. Qu'il s'agisse de logements indignes ou très dégradés, la démarche sera :

- Une incitation des propriétaires bailleurs privés à réaliser les travaux en bénéficiant des aides de l'OPAH afin d'offrir des logements réhabilités selon les modalités définies

dans le programme d'action territorial (PAT) et d'un niveau de performance énergétique minimum exigé après travaux correspondant à l'étiquette D et dont le conventionnement est obligatoire (LOC1, LOC2 ou LOC3).

- Une incitation des bailleurs à réaliser des travaux d'économie d'énergie avec au minimum un gain énergétique de 35%.
- Une incitation à la réalisation des travaux si nécessaire pour maintien dans les lieux pour les logements occupés.

#### Actions vers les propriétaires occupants :

- Accompagnement social et aide à la réhabilitation des logements très dégradés ou indignes nécessitant des travaux lourds pour traiter l'insalubrité ou une dégradation très importante. Ce sont des travaux dont l'ampleur et le coût les placent dans la catégorie des projets de travaux lourds.
- Accompagnement social et aide à la réhabilitation des logements insalubres nécessitant des travaux pour traiter l'insalubrité ou un péril d'ampleur limité ou de répondre à une procédure liée à la mise en sécurité des équipements communs ou au risque de saturnisme. Ce sont des travaux dont l'ampleur et le coût ne permettent pas de les placer dans la catégorie des projets de travaux lourds.

L'OPAH favorisera le financement prioritaire de ces logements pour les bénéficiaires des catégories ciblées (ménages propriétaires occupants aux revenus modestes et très modestes, ou ménages locataires respectant les niveaux de ressources demandés par l'ANAH), afin d'aider à maintenir ces populations dans leur logement.

L'équipe d'animation sera en lien étroit avec le Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne (PDLHI du Tarn ou de la Haute-Garonne) et l'ensemble des partenaires actifs sur cette thématique. Ainsi pendant toute la durée de l'opération, un partenariat permanent sera instauré entre l'opérateur, les CAF (modalité d'intervention décrite article 6), l'ADIL 81 / 31, les pôles départementaux de lutte contre l'habitat indigne, les ARS, les MSA, les communes et leurs CCAS, et l'intercommunalité. Ce travail partenarial sera mis en place pour le repérage, le traitement des situations, la mobilisation des aides financières et l'accompagnement social des ménages.

### **3.4.2 Objectifs**

**Objectif pluriannuel du nombre de logements à rénover dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne et très dégradé :**

	<b>Année 1</b>	<b>Année 2</b>	<b>Année 3</b>	<b>TOTAL</b>
Objectifs nombre de logements rénovés Occupants	1	2	3	<b>6</b>
Objectifs nombre de logements rénovés Bailleurs	5	8	8	<b>21</b>

Les indicateurs de résultats du volet lutte contre l'habitat indigne et très dégradé porteront notamment sur :

- le nombre de situations traitées dans le cadre de l'OPAH,
- le nombre de visites de logements indignes ou très dégradés effectuées par

- l'opérateur,
- le type de travaux et le montant de travaux HT,
- le montant des aides publiques octroyées,
- le nombre de logements réhabilités faisant l'objet d'un dossier "habitat indigne" ou "très dégradé",
- le nombre et type de logements conventionnés et leurs occupations.

### **3.5. Volet copropriété en difficulté**

#### **3.5.1. Descriptif du dispositif**

Le territoire présente un volume de copropriétés restreint (64 copropriétés sont enregistrées sur le territoire intercommunal). En effet, l'étude pré-opérationnelle n'a pas relevé de problématiques prégnantes sur des copropriétés fragiles et/ou en difficultés. Néanmoins, dans le cadre du suivi-animation, l'opérateur devra maintenir une veille active sur cette thématique. Il devra être vigilant sur les demandes en travaux qui émaneraient de copropriétés.

Il devra intégrer à l'animation, et en lien avec les partenaires et notamment l'ADIL, des actions de sensibilisation et d'information auprès des syndicats/conseils syndicaux.

Si une copropriété était repérée au cours de la phase opérationnelle, le cas échéant, un avenant à la convention de l'OPAH devra être élaboré afin de prendre en considération les financements à mobilisés dans le cadre de copropriété dégradée (notamment aide SDC...).

### **3.6. Volet rénovation énergétique et lutte contre la précarité énergétique**

#### **3.6.1 Descriptif du dispositif**

Le volet « Rénovation énergétique et lutte contre la précarité énergétique » permet d'engager des crédits du programme Ma Prime Rénov' Sérénité sur le territoire de l'opération programmée, en complément d'autres aides publiques ou privées.

Un besoin notable en amélioration thermique du parc de logements sur le territoire a ainsi été identifié lors de l'étude pré-opérationnelle :

- 1 914 logements ont été construits avant 1970 (avant la 1ère réglementation thermique de 1975) ;
- 2 041 ménages propriétaires occupants seraient éligibles aux aides de l'ANAH dont 1 277 seraient âgés de 60 ans et plus ;
- En 2017, on compte 15,7% des ménages sous le seuil de pauvreté soit 1 856 ménages, et 52,1% des ménages sont éligibles à un logement social sur l'intercommunalité soit 6 157 ménages (données FILOCOM 2017).

Les propriétaires qui souhaitent réaliser des travaux d'économie d'énergie seront accompagnés pour optimiser la réduction de leurs factures d'énergie. L'opérateur veillera à ce que ces réhabilitations soient de qualité et adaptées au bâti existant. Pour bénéficier des participations financières majorées du programme « Ma Prime Rénov' Sérénité », les travaux doivent permettre un gain d'au moins 35% des performances énergétiques du logement pour un propriétaire occupant comme pour un propriétaire bailleur, et permettre l'obtention a minima d'une étiquette énergétique E pour les logements des propriétaires occupants et une

étiquette D pour les logements des propriétaires bailleurs.

Des démarches d'information sur la maîtrise des coûts énergétiques seront menées afin d'inciter massivement les propriétaires de logements locatifs à réhabiliter leur parc.

L'équipe d'animation sera mobilisée pour répondre aux objectifs suivants :

- Intégrer la réalisation des évaluations énergétiques conformément aux attendus de l'ANAH,
- Identifier, inciter et accompagner les propriétaires occupants aux revenus les plus modestes pour la réalisation de travaux prioritaires leur permettant d'obtenir une amélioration de la performance énergétique du logement, leur ouvrant droit aux aides de l'ANAH (prise en charge % et primes bonus éventuelles) et des autres partenaires financeurs
- Aide à la valorisation des Certificats d'Économie d'Énergie auprès des organismes habilités et orienter vers les différents obligés.
- Améliorer les conditions de logement dans le parc locatif privé et permettre de réduire le coût des charges liées à l'énergie par des équipements et des logements plus économes, en leur ouvrant droit aux aides de l'ANAH et des autres partenaires financeurs,
- Accélérer l'amélioration thermique du parc de logements privés des propriétaires occupants et des propriétaires bailleurs sur le territoire de l'OPAH et contribuer ainsi aux efforts nationaux de réduction des consommations énergétiques,
- Accompagner le ménage dans le cadre du montage financier de l'opération, en mobilisant les aides disponibles des partenaires au cas par cas et en orientant vers les obligés pour les CEE,

Un repérage actif sera engagé par l'équipe d'animation. La Communauté de communes maître d'ouvrage, les espaces conseils France Rénov' du Tarn et de la Haute-Garonne, les travailleurs sociaux, les CAF, les caisses de retraites, etc participeront également au repérage des logements les plus énergivores occupés par des propriétaires aux revenus modestes, confrontés ou non à des situations d'impayés.

*Partenariat et articulation avec le guichet unique de la rénovation énergétique (GURE) : Tarn Rénov Occitanie, et pour Azas, le Guichet unique pour la rénovation énergétique du CD31 :* Le guichet Rénov'Occitanie est un dispositif régional qui assure l'information et l'orientation des propriétaires dans la réalisation de travaux d'économies d'énergie.

L'animation du dispositif (par l'ADIL et le CAUE pour le 81) permet la promotion des différents dispositifs nationaux et régionaux et l'orientation vers le dispositif d'accompagnement le plus pertinent au regard de l'éligibilité du demandeur et du projet de travaux. Le territoire d'intervention de Tarn Rénov Occitanie recouvre le territoire de l'OPAH hors la commune d'Azas qui dépend du GURE du CD31. Les guichets uniques ont vocation à rediriger les demandeurs qui relèvent de l'OPAH vers l'opérateur de la CCTA.

L'OPAH de la CCTA pourra également rediriger le public accueilli mais inéligible à l'OPAH vers les GURE respectifs qui peuvent accompagner les bénéficiaires pour mobiliser l'éco-chèque (désormais non-cumulable avec les aides de l'ANAH).

Des échanges techniques entre l'OPAH de la CCTA et les Guichets uniques seront organisés pour identifier la ligne de partage, pour définir l'articulation des deux dispositifs et de manière plus globale pour développer un partenariat pertinent pour le territoire et sa population

De même, il s'agira de porter une attention particulière aux ménages modestes résidant dans des passoires thermiques (étiquette énergétique E à G), et pour lesquels d'importants travaux sont à réaliser pour améliorer le confort et les performances du logement. Des actions de sensibilisation et de communication devront ainsi être engagées.

Ma Prime Rénov est également ouverte aux copropriétés. Ce dispositif vise à accélérer la rénovation énergétique globale des immeubles et à simplifier le financement des travaux. L'aide est octroyée au syndic de copropriété pour des travaux d'économie d'énergie permettant un gain énergétique d'au moins 35%. Elle peut également être cumulée avec les bonus supplémentaires en cas de « sortie de passoires thermiques » ou « basse consommation ».

La Région Occitanie a ainsi mis en place un dispositif d'accompagnement mobilisable pour les copropriétés, décliné en plusieurs étapes, afin de bénéficier d'un accompagnement dans la définition d'un projet d'amélioration et d'une assistance à la réalisation du projet et au montage des dossiers financiers dont MaPrimeRénov Copro.

Ainsi, l'opérateur de l'OPAH pourra rediriger la copropriété ou le syndic vers le guichet unique qui centralise ces demandes et faire le lien avec le dispositif de l'AREC Occitanie si besoin.

### 3.6.2 Objectifs

Objectif pluriannuel du nombre de logements à rénover dans le cadre du volet énergie et précarité énergétique :

	Année 1	Année 2	Année 3	TOTAL
Objectifs nombre de logements rénovés Occupants	30	43	44	117
Objectifs nombre de logements rénovés Bailleurs	2	5	5	12

Les indicateurs de résultats du volet énergie et précarité énergétique porteront notamment sur :

- le nombre de ménages pour lesquels un dossier de demande de subvention a été engagé ;
- le type de poste de travaux et coût moyen des travaux HT par logement traité ;
- le niveau des consommations avant et après travaux, l'évolution des étiquettes énergétiques et le gain énergétique atteint.

## 3.7. Volet travaux pour l'autonomie de la personne dans l'habitat

### 3.7.1 Descriptif du dispositif

Dans le cadre de l'OPAH, des actions permettant d'adapter les logements pour favoriser l'autonomie des personnes âgées et/ou en situation de handicap seront mises en place. Celles-ci s'adresseront aux propriétaires occupants, aux locataires et aux propriétaires bailleurs mettant à location un bien à des personnes en situation de perte d'autonomie. Il s'agit bien, à travers ces aides, de permettre aux ménages concernés de pouvoir faire le choix d'un maintien à domicile en réduisant les conséquences d'une perte d'autonomie sur la vie quotidienne.

L'étude pré-opérationnelle a mis en évidence un besoin d'adaptation des logements aux vieillissement et au handicap :

- 62,6% des ménages propriétaires occupants éligibles aux aides de l'ANAH sont âgés de 60 ans et plus (soit 1 277 ménages, d'après données FILOCOM 2017) ;
- 25,7% de la population a 60 ans ou plus, soit 6 353 habitants concernés (INSEE 2018), et le poids des ménages séniors dans la population a augmenté depuis 2013.
- Le constat des agences immobilières d'une demande en logement de taille moyenne, adapté (maison de plain-pied, ou appartement en centre-ville avec ascenseur) et abordable financièrement.

Un travail de coordination et de partenariat sera mis en place tout au long de l'opération d'amélioration de l'habitat, afin d'impliquer les différents acteurs autour de cette démarche. Un partenariat avec les Départements, les caisses de retraites, les SACICAP, les CAF, les MSA, France Services, les associations d'aide à domicile, les maisons aux personnes âgées du Département ... sera mis en place, en vue de mobiliser des aides complémentaires et d'engager une démarche cohérente. En termes de repérage, les différents signalements, seront transmis à l'équipe de suivi-animation.

Les missions suivantes seront notamment attendues de la part du bureau d'études en charge de l'animation :

- Des actions seront entreprises avec les structures agissant dans le domaine du maintien à domicile des personnes âgées afin de les sensibiliser à la réalisation de travaux. L'équipe d'animation veillera à sensibiliser ces intervenants aux possibilités offertes par l'OPAH en termes d'accompagnement technique et de soutien financier ;
- La diffusion de conseils pratiques destinés à prévenir et à diminuer les risques pour une personne âgée ou en situation de handicap au sein de son logement ;
- La réalisation d'un diagnostic technique et des propositions d'aménagement permettant de fonder la cohérence des interventions ;
- L'accompagnement du ménage demandeur dans le montage du dossier et le bouclage du plan de financement.

### 3.7.2 Objectifs

Objectif pluriannuel du nombre de logements à rénover lié à l'adaptation des logements :

	Année 1	Année 2	Année 3	TOTAL
Objectifs nombre de logements rénovés Occupants	20	32	32	84



Les indicateurs de résultats du volet travaux sur l'autonomie porteront notamment sur :

- le nombre et caractéristiques des logements pour lesquels un dossier adaptation a été engagé ;
- le type de travaux et coût moyen des travaux HT par logement traité ;
- l'âge du bénéficiaire ;
- le montant des aides publiques attribuées ;
- le montant des aides complémentaires (caisses de retraite, CD, etc.) attribuées.

### **3.8 Volet social**

#### **3.8.1 Descriptif du dispositif**

La lutte contre l'insalubrité, la lutte contre la précarité énergétique, l'accompagnement des publics âgés et la production de logements locatifs privés à loyers maîtrisés sont les enjeux essentiels de l'OPAH. Afin d'arriver à l'aboutissement des dossiers et la réalisation de travaux, il est indispensable d'assurer un accompagnement social personnalisé à toutes les étapes du projet et pour les ménages les plus fragiles un accompagnement renforcé pourra être assuré afin d'aboutir à la réalisation de travaux.

Pendant toute la durée de l'OPAH, un partenariat permanent sera instauré entre l'équipe d'animation de l'OPAH, les structures sociales, les travailleurs sociaux, le PDLHI, France Rénov, les espaces France Services du territoire, les espaces conseils France Rénov', ainsi que l'ensemble des intervenants dans ce domaine afin :

- De repérer les populations occupant des logements indignes, insalubres ou en situation de précarité énergétique,
- D'inciter les propriétaires à réaliser des travaux sur leurs logements afin de remédier à ces situations,
- D'inciter à la réalisation de travaux visant à l'adaptation des logements pour personnes âgées ou handicapées,
- D'inciter à la réalisation de travaux d'amélioration de logements locatifs privés qui seront à loyers maîtrisés et à destination de locataires aux ressources modestes,
- De trouver les solutions économiques pour permettre à tous les propriétaires, même ceux en difficulté économique, de monter un projet financièrement réalisable (mobilisation du FSL le cas échéant),
- De mobiliser les partenaires tel que les CAF, PROCIVIS, etc
- De mobiliser de nouveaux partenaires (Fondation Abbé Pierre, etc)
- De mettre en œuvre les mesures de relogement définitif ou d'hébergement temporaire, et d'orienter, le cas échéant, vers les services sociaux de proximité,
- De mobiliser les dispositifs existants via le PDALHPD ou autre.

#### **3.8.2 Objectifs**

L'accompagnement des ménages modestes ou très modestes est un objectif essentiel dans la mise en œuvre de l'OPAH. Les objectifs de ce volet rejoignent l'ensemble des objectifs des volets "travaux pour l'autonomie de la personne dans l'habitat", "rénovation énergétique et lutte contre la précarité énergétique", "lutte contre l'habitat indigne et très dégradé", "immobilier".

Les indicateurs de résultat du volet social porteront notamment sur :

- le nombre de ménages bénéficiant d'aides spécifiques et complémentaires des partenaires ;
- le nombre de ménages faisant l'objet d'un accompagnement social renforcé au titre de l'habitat indigne et très dégradé et des différents types de catégories de dossier ANAH ;
- le nombre de ménages orientés vers un travailleur social du secteur ;
- le nombre de relogement dû aux travaux ;
- la composition du ménage.

### **3.9. Volet patrimonial et environnemental**

#### **3.9.1 Descriptif du dispositif**

Le territoire possède un patrimoine architectural diversifié et de qualité. Les enjeux patrimoniaux et notamment sur les centres anciens sont à prendre en considération, notamment lors de préconisations de travaux d'économies d'énergie tels que le remplacement de menuiseries, l'isolation de parois, l'installation d'un système de ventilation mécanique, etc. En effet, le respect de la nature du bâti et des matériaux de construction lors d'une intervention contribue à la pérennité et durabilité de la réhabilitation.

L'opérateur informera de la nécessité de réaliser des démarches d'autorisation d'urbanisme auprès des communes et de l'UDAP. Il est nécessaire de tenir compte des périmètres de protection pour les monuments inscrits ou protégés. Des actions seront à engager en relation avec les services de l'État ou organismes compétents en matière d'architecture et de patrimoine (UDAP, CAUE, ...).

Afin de valoriser son centre ancien et de mettre en valeur son patrimoine bâti, la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe souhaite mettre en place d'une Opération rénovation de façades. La CCTA n'interviendra pas financièrement sur ce dispositif.

### **3.10. Volet économique et développement territorial**

#### **3.10.1 Descriptif du dispositif**

Les opérations de réhabilitation de l'habitat de type OPAH impactent positivement l'économie locale en mobilisant les professionnels du bâtiment locaux et les professionnels de l'immobilier.

De fait, une communication ciblée, destinée à sensibiliser les professionnels de l'habitat sera réalisée. Entreprises et artisans du bâtiment représentent des partenaires sur lesquels l'opérateur de l'OPAH devra s'appuyer afin de faciliter :

- Le repérage des ménages susceptibles de bénéficier du dispositif de l'OPAH,
- L'atteinte des objectifs d'amélioration énergétique pour lesquels il est en effet souhaitable qu'une bonne coordination existe entre l'équipe d'animation dans son rôle de conseil et d'accompagnement et les professionnels du bâtiment.

Afin d'initier ce partenariat et de mieux coordonner les interventions, le plan communication

devra prévoir des actions spécifiques en direction des professionnels du bâtiment, via leurs principales fédérations (CAPEB et FFB). L'objectif sera d'informer sur l'OPAH, de conforter un réseau d'acteurs et de partenaires (CAPEB, CCM, etc) qui œuvrent pour la réhabilitation du bâti et de sensibiliser à l'utilisation de matériaux adaptés aux différents types de bâti.

Cette sensibilisation aux aides à la rénovation énergétique pourra être menée en partenariat avec les espaces conseil France Rénov', afin d'informer au mieux sur l'ensemble des aides existantes, sur leurs particularités et leurs éventuelles complémentarités.

Les indicateurs de résultat du volet économique et développement territorial porteront notamment sur :

- le nombre de réunions et de communications réalisées à destinations des acteurs du secteur du bâtiment ;
- le nombre de ménages ayant été orienté par des artisans, maîtres d'œuvres ou architectes.

#### **Article 4 – Objectifs quantitatifs de réhabilitation**

##### **4.1 Objectifs quantitatifs globaux de la convention**

Les objectifs globaux sont évalués à 240 logements minimum pour 3 ans, soit 80 par an, répartis comme suit :

- 207 logements occupés par leur propriétaire, soit 69 par an ;
- 33 logements locatifs appartenant à des bailleurs privés, soit 11 par an ;

**Objectifs de réalisation de la convention**

NB : ce tableau ne comporte pas de double compte, à l'exception de la ligne « total des logements bénéficiant de l'aide MPR Sérénité » et « répartition des logements PB par niveaux de loyers conventionnés »

	Année 1	Année 2	Année 3	TOTAL
<b>Nombre de logements PO</b>	<b>51</b>	<b>77</b>	<b>79</b>	<b>207</b>
<i>Dont LHI et TD*</i>	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>6</i>
<i>Dont MaPrimeRénov' Sérénité*</i>	<i>30</i>	<i>43</i>	<i>44</i>	<i>117</i>
<i>Dont autonomie*</i>	<i>20</i>	<i>32</i>	<i>32</i>	<i>84</i>
<b>Nombre de logements PB</b>	<b>7</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>33</b>
<i>Dont LHI / TD</i>	<i>5</i>	<i>8</i>	<i>8</i>	<i>21</i>
<i>Dont Moyennement dégradé / précarité énergétique</i>	<i>2</i>	<i>5</i>	<i>5</i>	<i>12</i>
<b>Répartition des logements PB par niveaux de loyers conventionnés Loc'Avantages</b>	<b>7</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>33</b>
Dont loyer intermédiaire Loc'1	2	3	3	8
Dont loyer conventionné social Loc'2	4	9	9	22
Dont loyer conventionné très social Loc'3	1	1	1	3

## Chapitre IV – Financements de l'opération et engagements complémentaires.

### Article 5 – Financements des partenaires de l'opération

#### 5.1. Financements de l'Anah 81

##### 5.1.1. Règles d'application

Les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent de la réglementation de l'Anah, c'est à dire du code de la construction et de l'habitation, du règlement général de l'agence, des délibérations du conseil d'administration, des instructions du directeur général, des dispositions inscrites dans les programmes d'actions et, le cas échéant, des conventions de gestion passées entre l'Anah et le délégataire de compétence.

Les conditions relatives aux aides de l'Anah et les taux maximaux de subvention sont susceptibles de modifications, en fonction des évolutions de la réglementation de l'Anah.

##### 5.1.2 Montants prévisionnels

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement de l'Anah 81 pour l'opération sont de **2 784 889 €**, selon l'échéancier suivant :

	Année 1	Année 2	Année 3	Total
<b>AE prévisionnels</b>	<b>671 856 €</b>	<b>1 037 755 €</b>	<b>1 075 278 €</b>	<b>2 784 889 €</b>
dont aides aux travaux	618 396 €	968 375 €	1 004 498 €	2 591 269 €
dont aides à l'ingénierie :	53 460 €	69 380 €	70 780 €	193 620 €
- Part fixe	24 500 €	24 500 €	24 500 €	73 500 €
- Part variable	28 960 €	44 880 €	46 280 €	120 120 €

#### 5.2. Financements du Conseil Départemental 31 sur fonds délégués de l'Anah

##### 5.2.1. Règles d'application

Les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent de la réglementation de l'Anah, c'est à dire du code de la construction et de l'habitation, du règlement général de l'agence, des délibérations du conseil d'administration, des instructions du directeur général, des dispositions inscrites dans les programmes d'actions et, le cas échéant, des conventions de gestion passées entre l'Anah et le délégataire de compétence.

Les conditions relatives aux aides de l'Anah et les taux maximaux de subvention sont susceptibles de modifications, en fonction des évolutions de la réglementation de l'Anah.

## 5.2.2 Montants prévisionnels

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement du Conseil Départemental 31 sur fonds délégués de l'Anah pour l'opération sont de **206 403 €**, selon l'échéancier suivant :

	Année 1	Année 2	Année 3	Total
<b>AE prévisionnels</b>	<b>68 801 €</b>	<b>68 801 €</b>	<b>68 801 €</b>	<b>206 403 €</b>
dont aides aux travaux	68 801 €	68 801 €	68 801 €	206 403 €

## 5.3. Financements du Conseil Départemental 31 sur fonds propres

### 5.3.1. Règles d'application

Les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent du Plan d'Action Départemental pour la politique de l'habitat 2020-2025, approuvé par la Délibération du Conseil Départemental du 21 juillet 2020, dans sa version en vigueur au moment du dépôt de chaque dossier par l'opérateur de l'OPAH.

A titre indicatif en annexe n°x est indiqué l'extrait du règlement départemental dédié aux aides des propriétaires privés (propriétaires occupants ou propriétaires bailleurs) en vigueur à la rédaction de la convention.

## 5.4. Financements de la collectivité maître d'ouvrage, Communauté de Communes Tarn Agout

### 5.4.1. Règles d'application

La Communauté de Communes Tarn-Agout :

- Assure la maîtrise d'ouvrage de l'OPAH et la mise en place d'une équipe opérationnelle chargée de la mise en œuvre du dispositif d'animation-suivi, conformément au marché passé avec celle-ci, dont les missions pendant la durée de la présente convention sont décrites à l'article 7.1 et 7.2.
- Elle assure également le financement de l'opération suivi-animation qui sera confiée à un opérateur, qui sera retenu conformément au Code des marchés publics.
- Elle pilotera l'opération et elle assumera en supplément le volet communication dédié à l'opération.
- Par ailleurs, en ce qui concerne les aides apportées par l'intercommunalité, les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération sont en grande partie basées sur la réglementation

ANAH, mais aussi découlent de la réglementation mise en place par la Communauté de Communes Tarn-Agout dans le cadre de l'OPAH.

A la signature de la présente convention, la réglementation des aides de la Communauté de Communes Tarn-Agout est la suivante :

● **Aides à destination des propriétaires occupants :**

- Majoration de la subvention ANAH, avec une intervention financière à hauteur de 5% du montant de travaux HT subventionnables plafonnée à 5 000€ de travaux, à destination des propriétaires occupants aux revenus modestes et très modestes, réalisant des travaux lourds dans un logement indigne ou très dégradé
- Majoration de la subvention ANAH, avec une intervention financière à hauteur de 10% du montant de travaux HT subventionnables plafonnée à 5 000€ de travaux, à destination des propriétaires occupants aux revenus très modestes réalisant des travaux d'adaptation du logement au vieillissement ou au handicap
- Majoration de la subvention ANAH, d'une aide forfaitaire de 750 € à destination des propriétaires occupants aux revenus très modestes réalisant des travaux de rénovation énergétique.

Pour les dossiers propriétaires occupants, les aides peuvent être cumulables entre les thématiques travaux.

**Aides à destination des propriétaires bailleurs :**

- Majoration de la subvention ANAH de 10% du montant de travaux HT subventionnables, plafonnée à 60 000€ de travaux recevables par logement à destination des propriétaires bailleurs faisant des travaux lourds dans un logement très dégradé ou indigne. Cette aide sera priorisée pour les T2 puis pour les T3. Le reste des typologies sera étudié selon la pertinence du projet et l'enveloppe budgétaire restante. Les modalités de cette priorisation seront précisés et validés par délibération du Conseil Communautaire de la CCTA.

Les conditions relatives aux aides de la Collectivité et les montants / taux maximaux de subvention sont susceptibles d'être modifiés, en fonction des évolutions de la réglementation et des bilans de l'OPAH qui seront faits à chaque fin d'année.

**5.4.2 Montants prévisionnels**

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement de la collectivité maître d'ouvrage pour l'opération sont de 274 880 €, selon l'échéancier suivant :

	Année 1	Année 2	Année 3	Total
<b>AE prévisionnels</b>	<b>81 790 €</b>	<b>95 620 €</b>	<b>97 470€</b>	<b>274 880 €</b>
dont aides aux travaux	51 250 €	81 000 €	84 250 €	216 500 €



	Année 1	Année 2	Année 3	Total
dont aides à l'ingénierie : - Part variable	30 540 €	14 620€	13 220 €	58 380 €

## **Article 6 – Engagements complémentaires**

### **6.1. Engagements de la Caisse d'Allocations Familiales du Tarn**

**La Caisse d'Allocations Familiales** participe à la solvabilisation des ménages pour le paiement du loyer et des charges, par le versement des aides au logement, pour les locataires du parc public et privé. C'est donc un partenaire privilégié du dispositif opérationnel mis en place. Dans le cadre du programme opérationnel, la CAF s'engage, sous réserve de la poursuite de la mission de diagnostic de la non-décence, au regard des nouvelles orientations et de leurs définitions dans le cadre de la Convention d'Objectifs et de Gestion (COG) 2023 - 2026 à venir à :

- Mobiliser le prestataire décence de la CAF, dans le cadre de la mission d'expertise sur des logements locatifs pour la lutte contre l'habitat indigne suite à la plainte du locataire, percevant de l'ALF ou de l'ALS,
- Participer à des actions spécifiques et ciblées de repérage de logements présentant des risques potentiels de non-décence,
- Travailler de façon partenariale à la définition de solutions opérationnelles et financières adaptées dans le cas de situations d'habitat dégradé,
- Participer aux instances de suivi partenariales, notamment dans le cadre du traitement des situations complexes d'habitat dégradé et les situations d'habitat non décent

### **6.2. Engagements de PROCIVIS SUD MASSIF CENTRAL TOULOUSE PYRENEES**

#### ***Les engagements de PROCIVIS SUD MASSIF CENTRAL TOULOUSE PYRENEES***

Par convention signée avec l'Etat le 19 juin 2018, les SACICAP se sont, collectivement et pour une durée de 5 ans, engagées à poursuivre, par leur activité « Missions sociales », leur action permettant de favoriser le financement des logements des ménages très modestes, propriétaires occupants, dans le cadre de conventions fixant les modalités de leurs interventions avec leurs partenaires locaux.

PROCIVIS SUD MASSIF CENTRAL TOULOUSE PYRENEES a voulu par la présente convention inscrire son intervention dans le cadre de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de la Communauté de communes Tarn Agout en faveur des ménages les plus démunis.

#### ***Objectif poursuivi par PROCIVIS SUD MASSIF CENTRAL TOULOUSE PYRENEES***

Les parties aux présentes constatent que les ménages très modestes, propriétaires occupants visés par la présente convention n'engagent pas de projet de réhabilitation de leur logement faute de trouver une solution au financement de l'avance des subventions et /ou au coût des travaux restant à charge après versement des subventions.

Le but de SUD MASSIF CENTRAL TOULOUSE PYRENEES est de favoriser le financement d'opérations où l'Etat, l'Anah, les collectivités locales ou d'autres intervenants ne peuvent intervenir seuls, les financements complémentaires indispensables étant difficiles ou impossibles à obtenir

compte tenu du caractère très social des dossiers ou présentant des conditions très particulières ne répondant à aucun critère finançable par le circuit bancaire. PROCIVIS SUD MASSIF CENTRAL TOULOUSE PYRENEES propose aux populations concernées un financement adapté qui n'aurait pu aboutir dans un cadre classique avec pour objectif que la charge supportée par le bénéficiaire soit compatible avec ses ressources après mobilisation de son éventuelle faculté contributive.

Les conditions de remboursement sont adaptées à la situation particulière de chaque propriétaire occupant, établies à la suite d'une étude budgétaire globale, étant entendu que PROCIVIS SUD MASSIF CENTRAL TOULOUSE PYRENEES se réserve le droit d'affecter ou non l'aide dont le montant et les conditions sont également fixées par elle.

### ***Les bénéficiaires***

Ce sont les ménages propriétaires ou copropriétaires occupants qui sont reconnus comme « ménages nécessitant une aide » par des organismes ou services sociaux, des collectivités locales et partenaires du fait de leur situation sociale. Pour être éligible au financement « Missions Sociales » de PROCIVIS SUD MASSIF CENTRAL TOULOUSE PYRENEES, les ménages devront être bénéficiaires d'une subvention Anah.

### ***Engagement de PROCIVIS SUD MASSIF CENTRAL TOULOUSE PYRENEES***

PROCIVIS SUD MASSIF CENTRAL TOULOUSE PYRENEES apporte les financements « Missions Sociales » nécessaires pour :

- L'octroi de **prêts, sans intérêt**, permettant de financer le coût des travaux restant à la charge du bénéficiaire,
- Et/ou l'**avance** des aides et/ou subventions dans l'attente de leur déblocage **sans frais**. En contrepartie, les organismes et le bénéficiaire devront s'engager à verser directement à PROCIVIS SUD MASSIF CENTRAL TOULOUSE PYRENEES le montant des subventions accordées.

PROCIVIS SUD MASSIF CENTRAL TOULOUSE PYRENEES s'engage à :

- Accompagner les actions de l'opération programmée,
- À étudier les dossiers proposés par le ou les opérateurs agréés dans le cadre du présent contrat.

PROCIVIS SUD MASSIF CENTRAL TOULOUSE PYRENEES, au regard des éléments transmis par le ou les opérateurs agréés, décide d'engager ou non le financement Missions Sociales, son montant, sa durée et ses modalités de remboursements.

PROCIVIS SUD MASSIF CENTRAL TOULOUSE PYRENEES s'engage à informer le ou les opérateurs agréés des décisions et des caractéristiques des prêts « Missions Sociales » attribués.

### **6.3. ADIL du Tarn**

Au sein du Département du Tarn, l'animation des guichets Rénov'Occitanie précités, est effectuée par l'ADIL et le CAUE. Ils ont pour missions d'informer les ménages sur les différents dispositifs nationaux et régionaux et d'orienter vers le dispositif d'accompagnement le plus pertinent au regard de l'éligibilité du demandeur et du projet de travaux de rénovation énergétique de l'habitat. Le territoire d'intervention de Tarn Rénov Occitanie recouvre entièrement le territoire de l'OPAH.

Le guichet unique a vocation à rediriger les demandeurs qui relèvent de l'OPAH vers l'opérateur de la communauté de communes Tarn Agout. L'opérateur pourra, lui aussi, dans le cadre de sa mission de conseil rediriger le public accueilli mais inéligible au regard du projet de travaux et/ou des conditions d'éligibilité quant aux travaux énergétiques, vers le guichet unique pour qu'il puisse être accompagné à mobiliser d'autres aides financières pouvant lui être octroyées.

Par ailleurs, les missions d'information et de conseil de l'Adil du Tarn recouvrent l'ensemble des thématiques Habitat présentes dans le cadre de l'OPAH, tant en matière de rénovation énergétique, que de maintien à domicile et de rénovation lourde. Un accent peut être également mis sur les travaux en matière de copropriété, et également sur les opérations d'acquisition travaux. Un plan de financement, très en amont de l'opération, permet de mieux financer les projets, notamment de travaux, et l'Adil peut accompagner les futurs propriétaires par des diagnostics financiers ou plans de financements, englobant toutes les aides mobilisables.

De même, les enjeux de lutte contre l'habitat indigne étant une des priorités de cette nouvelle OPAH, et dans le cadre précisément des logements locatifs qui pourront faire l'objet d'une situation d'insalubrité ou de péril. La communauté de communes et l'ADIL ont pour ambition de mettre en place un partenariat. Des actions de communication et de sensibilisation seront, en effet, mises en œuvre à destination des locataires, propriétaires, notaires et des agences immobilières afin de faire connaître les droits et devoirs de chacun, mais également de communiquer sur la volonté publique de faire respecter les normes. En complément des informations sur la fiscalité du bailleur, incluant le dispositif « loc avantage », peuvent être données par l'Adil, incluant les nouvelles contraintes thermiques des logements locatifs, et participant ainsi à la lutte contre l'habitat dégradé.

Du fait de son rôle d'information, l'Adil du Tarn est centre de ressources pour les opérateurs, et peut mettre en place des formations sur les aspects juridiques et fiscaux des dispositifs existants, tant pour les opérateurs que pour les ménages, en accompagnement de l'opérateur.

## **6.4. CD du Tarn**

### **Chapitre V – Pilotage, animation et évaluation.**

#### **Article 7 – Conduite de l'opération**

##### **7.1. Pilotage de l'opération**

###### **7.1.1. Mission du maître d'ouvrage**

La Communauté de Communes Tarn-Agout sera chargée de piloter l'opération, de veiller au respect de la convention de programme et à la bonne coordination des différents partenaires. Il s'assurera par ailleurs de la bonne exécution par le prestataire du suivi-animation.

###### **7.1.2. Instances de pilotage**

L'ensemble des signataires de la présente convention s'entendent pour participer conjointement au suivi de l'opération.

A cet effet seront donc constitués :

- Le **comité de pilotage stratégique** qui a pour objectif la coordination et l'animation des partenaires. Au vu des rapports réalisés par l'opérateur, le comité de pilotage sera chargé d'apprécier le déroulement et l'état d'avancement de l'opération et se prononcer sur les réorientations stratégiques si nécessaire. Réuni au moins une fois par an à l'occasion du bilan annuel de l'opération, le comité de pilotage réunira des représentants de l'ensemble des cosignataires de la présente convention. Le prestataire co-animera avec les services compétents de la Communauté de Communes Tarn-Agout, le comité de pilotage stratégique de suivi de l'OPAH.

- Des **comités de pilotage techniques** seront programmés au moins tous les six mois avec le référent technique de la Communauté de Communes Tarn-Agout, l'opérateur et en fonction des thèmes traités et des dossiers discutés, des représentants des institutions, structures et personnes concernées pourront y être associés autant que de besoin.

- Des **comités de pilotage techniques portant sur les actions de Lutte contre l'Habitat indigne dans le cadre de l'opération** seront programmés selon les besoins avec les représentants des institutions, structures et personnes concernées par le suivi de ces dossiers.

Les espaces Conseil France Renov' du Tarn et de la Haute-Garonne seront également associés à ces instances de pilotage.

- Des **points techniques directs et intermédiaires** avec le référent technique de la Communauté de Communes Tarn-Agout.

## **7.2. Suivi-animation de l'opération**

### **7.2.1. Équipe de suivi-animation**

Le maître d'ouvrage va désigner une équipe opérationnelle (conformément au Code des marchés publics) chargée de l'information, du conseil, de l'animation, du montage des dossiers de subventions et de paiement, ainsi que du suivi de l'OPAH. Néanmoins, la Communauté de Communes assurera le suivi et le lien entre les différents acteurs et partenaires sociaux (élu, Anah, MDPH, CAF...). Les compétences requises par le prestataire seront transversales : techniques, administratives, sociales, juridiques...

### **7.2.2. Contenu des missions de suivi-animation**

Les missions confiées à l'opérateur sont les suivantes :

#### ***Information et communication***

- Le prestataire proposera le plan de communication à la Communauté de Communes qui sera ensuite validé par le comité de pilotage ;
- Le prestataire proposera la trame et le contenu des différents supports et actions. La mise en forme et les frais de reproduction seront à la charge de la collectivité en lien avec son service communication ;
- Le prestataire et les signataires de la convention s'engagent à mettre en œuvre les actions d'information et de communication contenues dans le plan de communication global ;
- Information des propriétaires permanences, participation aux réunions publiques, information générale sur l'opération ;
- Information des partenaires et acteurs de l'habitat privé : maîtres d'œuvre et artisans, agences immobilières, notaires, ... ;

#### ***Permanence d'accueil du public***

- Tenue des permanences
- Diffusion des documents d'information générale ou technique conçus par l'opérateur, l'Anah et la Communauté de Communes à destination du public

### ***Événements spécifiques***

- Collaboration étroite avec le maître d'ouvrage lors des réunions d'information destinées à présenter les financements ;
- Réponses aux sollicitations des signataires en vue de réalisation des reportages journalistiques, photographiques ; et invitation à toute manifestation spécifique consacrée à l'opération.

### ***Accompagnement technique et juridique***

- Evaluations de l'état des logements et immeubles (grilles ANAH), rédaction des rapports de visite,
- Estimation des besoins en travaux et hiérarchisation des priorités
- Estimation des coûts de travaux
- Estimation thermique des gains réalisables puis réalisés,
- Vérification de la qualité des programmes de travaux et contrôle des devis et factures,
- Accompagnement des élus, en lien avec la Communauté de Communes dans la procédure LHI (conseil juridique et réglementaire),
- Conseil technique prenant en compte les documents d'urbanisme.

### ***Accompagnement administratif, fiscal et financier***

- Aide à la décision et aide à l'élaboration du projet ainsi qu'à sa mise en œuvre
- Information sur les financements susceptibles d'être mobilisés
- Aide à la consultation des entreprises et à l'obtention des devis
- Information sur les éventuelles autorisations préalables aux travaux
- Réalisation des plans de financement et présentation aux propriétaires,
- Sensibilisation des propriétaires aux coûts et retours sur investissement des travaux engagés, notamment ceux visant des économies d'énergie,
- Montage des dossiers de demandes de subventions auprès des différents signataires,
- Préparation des conventions de loyer avec travaux entre l'Anah et le propriétaire bailleur
- Préparation des dossiers de mise en paiement des aides publiques ;
- Conseil et assistance aux propriétaires et locataires (dispositifs d'aides, dispositifs fiscaux, conseils techniques...) ;
- Information et aide à la valorisation des Certificats d'Economie d'Energie générés par les projets de rénovation énergétique des propriétaires
- Coordination de l'opération avec les actions d'accompagnement des communes
- Coordination de l'opération avec la démarche « Petites Villes de Demain »
- Vérification du contenu du dossier et de la recevabilité de la demande au regard des règles de l'Anah
- Appui dans l'établissement de la demande de subvention dématérialisée auprès de l'Anah

L'opérateur devra assister le propriétaire dans l'établissement de la demande de subvention dématérialisée auprès de l'Anah. Si besoin l'opérateur devra proposer et accepter une mission de mandat de la part du propriétaire pour le dépôt et le suivi du dossier ANAH dématérialisé.

### ***Missions sociales***

- Contribution au repérage et aux actions de lutte contre l'habitat indigne dans le cadre du suivi animation, en partenariat avec les CCAS des communes qui effectuent déjà ce travail

- Accompagnement des propriétaires occupants en situation de précarité énergétique ;
- Recherche de solutions de financement complémentaires ;
- Assister propriétaires et locataires dans la mise en œuvre du relogement provisoire dans la mesure du possible, en partenariat avec les CCAS ;
- Sensibilisation aux droits et devoirs du locataire et du propriétaire, en partenariat avec l'ADIL ;
- Médiation entre locataires et propriétaires bailleurs pour faciliter l'organisation des travaux
- Information et sensibilisation du ménage sur les risques liés à la santé ou à la sécurité
- Accompagnement renforcé pour les ménages les plus fragiles ou en situation d'habitat indigne
- Sensibilisation aux éco-gestes

### ***Suivi et évaluation de l'opération***

- Établissement de bilans quantitatifs et qualitatifs, participation aux réunions...
- Constitution et analyse des indicateurs de résultats pour informer le maître d'ouvrage et les comités de pilotage sur l'état d'avancement de l'opération.

### **7.2.3. Modalités de coordination opérationnelle**

- Mobilisation de partenaires thématiques : Espaces conseil France Rénov', ADIL, CAF, ARS, ABF, CAUE, acteurs du secteur social, CCAS des communes, etc
- Coordination des partenaires dans le cadre du volet de lutte contre le bâti dégradé et indigne, et de la précarité énergétique
- Lien avec le Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne

## **7.3. Évaluation et suivi des actions engagées**

### **7.3.1. Indicateurs de suivi des objectifs**

La présente convention doit permettre d'atteindre les objectifs généraux définis aux articles 3 et 4. Les objectifs seront suivis grâce aux indicateurs de résultats définis dans chaque volet et ceux détaillés ci-dessous par thématique : .

#### **Indicateurs sociologiques :**

- Motifs du projet de l'amélioration de l'habitat ;
- Nombre et type de logements subventionnés ;
- Motivation du choix du maintien à domicile : personnes handicapées ;
- Type d'accompagnement social, technique et administratif mis en œuvre ;
- Typologie des ménages (géographique, familial et socio-économique).

#### **Indicateurs financiers :**

- Coût de la réhabilitation par type de travaux au m<sup>2</sup> ;
- Montant des subventions par type de financeur et montant au m<sup>2</sup> ;
- Masse financière de travaux de réhabilitation générée par le dispositif pour les entreprises du BTP ;
- Masse financière de travaux générée par les entreprises situés dans le territoire de la CCTA
- Durée des travaux.

#### **Indicateurs immobiliers :**

- Réalisations quantitatives par rapport aux objectifs précités dans la présente convention : nombre de logements améliorés par type de propriétaire ;

- Réalisation qualitative : remise sur le marché de logements vacants, niveau de loyer des logements produits, nombre d'immeubles totalement réhabilités et ceux réhabilités partiellement, nombre de logement ayant fait l'objet de travaux d'adaptation ou rendus accessibles au handicap, nombre de logements conventionnés (LOC1, LOC2, LOC3).

#### **Indicateurs économies d'énergie :**

- Gain énergétique réalisé grâce aux travaux d'économies d'énergie ;
- Postes de travaux réalisés.

#### **7.3.2. Bilans et évaluation finale**

Un bilan au moins annuel et un bilan final de l'opération seront réalisés et présentés sous la responsabilité du maître d'ouvrage en comité de pilotage stratégique. Ils seront adressés aux différents partenaires de l'opération.

Les bilans seront établis par l'opérateur et présentés au Comité de Pilotage. Ils intégreront une analyse quantitative et qualitative des résultats du dispositif financier et d'animation mis en place.

Le **bilan annuel** devra faire état des éléments suivants :

- Pour les opérations réalisées : localisation, nature et objectif ; coûts et financements ; maîtrise d'œuvre ; impact sur le cadre de vie et la vie sociale ;
- Pour les opérations en cours : localisation, nature et objectif, état d'avancement du dossier ; plan et financement prévisionnel ; points de blocage.
- Bilan qualitatif et quantitatif, évaluation financière, performance énergétique, analyse des blocages et proposition de pistes d'amélioration, cartographie des demandes, travail sur la lutte contre l'habitat indigne, etc.

Il sera validé à l'occasion du comité stratégique annuel.

En fonction des difficultés rencontrées sur les plans techniques, administratifs et financiers, des mesures seront proposées pour corriger la tendance et atteindre les objectifs fixés par la convention. Elles feront si nécessaire l'objet d'un avenant à la convention.

Le **bilan final**, présenté au comité de pilotage stratégique à la fin de la mission, devra notamment :

- Rappeler les objectifs quantitatifs et qualitatifs ; exposer les moyens mis en œuvre pour les atteindre ; présenter les résultats obtenus au regard des objectifs.
- Analyser les difficultés rencontrées (techniques, financières, administratives) lors de l'animation sur ses différentes phases : sensibilisation des propriétaires (et locataires) et acteurs de l'habitat ; coordination du projet et des acteurs ; problèmes techniques, déroulement des chantiers ; relations entre les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'œuvre et les entreprises ; maîtrise des coûts ; dispositifs spécifiques ou innovants.
- Recenser les solutions mises en œuvre.
- Lorsque l'opération le permet, fournir un récapitulatif ou des fiches des opérations financées avec la nature et le montant prévisionnel des travaux effectués et le détail des subventions et aides perçues.
- Synthétiser l'impact du dispositif sur le secteur de l'habitat, sur les activités économiques et la vie sociale.

Dans la mesure du possible, ce document pourra comporter des propositions d'action à mettre en œuvre pour prolonger la dynamique du programme ainsi que des solutions nouvelles à initier.

## **Chapitre VI – Communication.**

### **Article 8 - Communication**

Le maître d'ouvrage du programme, les signataires et l'opérateur s'engagent à mettre en œuvre les



actions d'information et de communication présentées ci-dessous. Il est ainsi impératif de porter le nom et le logo de l'Agence nationale de l'habitat sur l'ensemble des documents de la CCTA et ce dans le respect de la charte graphique de l'État. Ceci implique tous les supports d'information print et digitaux, tels que : dépliants, plaquettes, vitrophanies, sites internet ou communications presse portant sur l'OPAH.

Le logo de l'Anah en quadrichromie, la mention de son numéro gris (0 808 800 700) et de son site internet [anah.fr](http://anah.fr) devront apparaître sur l'ensemble des supports écrits et digitaux dédiés à informer sur le programme au même niveau que les autres financeurs : articles presse municipale, ou presse quotidienne régionale, affichage, site internet, exposition, filmographie, vitrophanie dans le cadre du bureau d'accueil de l'opération notamment.

L'opérateur assurant les missions de suivi-animation indiquera dans tous les supports de communication qu'il élaborera pour le compte de la CCTA, quels qu'ils soient, l'origine des subventions allouées par l'Anah.

Il reproduira dans ces supports à la fois le logo type et la mention du numéro et du site internet de l'Agence, dans le respect de la charte graphique.

Dans le cadre de l'OPAH, pour les opérations importantes de travaux, les éventuels supports d'information de chantier (autocollants, bâches, panneaux ...) comporteront la mention « travaux réalisés avec l'aide de l'Anah ».

Le logo du ministère en charge du logement devra également figurer sur tout support de communication diffusé dans le cadre de l'opération.

Lors des réunions d'information destinées à présenter les financements, l'organisme d'animation devra travailler en étroite collaboration avec la délégation locale et remettre un dossier qui aura été élaboré avec celle-ci ou celui-ci.

D'une manière générale, les documents de communication devront avoir été réalisés avec la DDT qui fournira toutes les indications nécessaires à la rédaction des textes dans le cadre de la politique menée localement : priorités, thématique, enjeux locaux, etc. et qui validera les informations concernant l'Anah.

Les documents d'information générale ou technique conçus par l'Agence à destination du public devront être largement diffusés. Il appartient au maître d'ouvrage du programme et à l'opérateur de prendre attache auprès du pôle Communication, coordination et relations institutionnelles (PCCRI) de l'Anah afin de disposer en permanence des supports existants : guides pratiques, liste des travaux recevables, dépliants sur les aides, etc.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission d'information et de communication, l'Anah peut être amenée à solliciter l'opérateur en vue de réaliser des reportages journalistiques, photographiques ou filmographiques destinés à nourrir ses publications et sites internet. L'opérateur apportera son concours à ces réalisations pour la mise en valeur du programme.

En complément, si les signataires de la convention réalisent eux-mêmes des supports de communication relatifs à l'OPAH, ils s'engagent à les faire connaître au PCCRI de l'Anah et les mettre à sa disposition libre de droits.

Enfin, le maître d'ouvrage et l'opérateur assurant les missions de suivi-animation dans le secteur programmé s'engagent à informer la direction de la communication de l'Anah de toute manifestation spécifique consacrée à l'opération afin qu'elle relaie cette information.

Afin de faciliter les échanges, l'ensemble des outils de communications (logos et règles d'usage)

sont à disposition sur l'extranet de l'Agence.

## **Chapitre VII – Prise d'effet de la convention, durée, révision, résiliation et prorogation.**

### **Article 9 - Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une période de 3 années calendaires. Elle portera ses effets pour les demandes de subvention déposées auprès des services de l'Anah à compter de la date de signature de la convention. du jj/mm/aa (*date qui ne peut être antérieure à la date de signature apposée par le dernier signataire*) au jj/mm/aa.

### **Article 10 – Révision et/ou résiliation de la convention**

Si l'évolution du contexte budgétaire, de la politique en matière d'habitat, ou de l'opération (analyse des indicateurs de résultat et des consommations de crédits), le nécessite, des ajustements pourront être effectués, par voie d'avenant.

Toute modification des conditions et des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

La présente convention pourra être résiliée, par le maître d'ouvrage ou l'Anah, de manière unilatérale et anticipée, à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'ensemble des autres parties. La lettre détaillera les motifs de cette résiliation. L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

### **Article 11 – Transmission de la convention**

La convention de programme signée et ses annexes sont transmises aux différents signataires, au porteur associé du programme SARE, ainsi qu'au délégué de l'agence dans la région et à l'Anah centrale en version PDF.

Le délégué de l'Anah dans le département est chargé de l'intégration des informations de la convention dans Contrat Anah.

Fait en xx exemplaires à xx, le xx

Pour le maître d'ouvrage,  
l'habitat,

Pour l'Etat,

Pour l'Agence nationale de

Pour le Conseil Départemental 31,

Pour la CAF du Tarn

Pour la SACICAP Toulouse Pyrénées - PROCIVIS

Pour l'ADIL du Tarn

Pour le CD du Tarn



Annexe 2 : Objectifs de l'OPAH-RU par année glissante

	Mars-Dec 2023	2024	2025	Janv-Fev 2026	TOTAL
<b>Nombre de logements PO</b>	<b>43</b>	<b>77</b>	<b>79</b>	<b>8</b>	<b>207</b>
<i>Dont LHI et TD*</i>	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3</i>		<i>6</i>
<i>Dont MaPrimeRénov' Sérénité*</i>	<i>25</i>	<i>43</i>	<i>44</i>	<i>5</i>	<i>117</i>
<i>Dont autonomie*</i>	<i>17</i>	<i>32</i>	<i>32</i>	<i>3</i>	<i>84</i>
<b>Nombre de logements PB</b>	<b>5</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>2</b>	<b>33</b>
<i>Dont LHI / TD</i>	<i>4</i>	<i>8</i>	<i>8</i>	<i>1</i>	<i>21</i>
<i>Dont Moyennement dégradé / précarité énergétique</i>	<i>1</i>	<i>5</i>	<i>5</i>	<i>1</i>	<i>12</i>
<b>Répartition des logements PB par niveaux de loyers conventionnés Loc'Avantages</b>	<b>5</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>2</b>	<b>33</b>
Dont loyer intermédiaire Loc'1	1	3	3	1	8
Dont loyer conventionné social Loc'2	3	9	9	1	22
Dont loyer conventionné très social Loc'3	1	1	1	0	3

• **SUBVENTIONS AUX TRAVAUX DE RENOVATION DES LOGEMENTS PRIVES DE PROPRIETAIRES OCCUPANTS**

**Objectifs**

Lutter contre les manifestations du mal logement dans le parc privé (précarité énergétique, habitat indigne, habitat inadapté aux besoins des personnes âgées dépendantes et aux personnes en situation de handicap) pour des propriétaires occupants éligibles aux aides déléguées de l’Agence Nationale de l’Habitat (ANAH).

**Nature des actions financées**

Deux types de travaux peuvent être subventionnés, selon les règles fixées par le règlement général de l’ANAH et le Programme d’Actions départemental en vigueur :

- Travaux de rénovation énergétique éligibles aux aides déléguées de l’ANAH (hors MaPrimeRenov), travaux lourds pour réhabiliter un logement « indigne » ou très dégradé ou pour l’amélioration de la sécurité/salubrité de l’habitat, travaux mixant l’une des natures de travaux précédente avec l’adaptation du logement à la perte d’autonomie ;
- Travaux portant exclusivement sur l’adaptation du logement et de ses accès à la perte d’autonomie liée à l’âge ou au handicap d’une des personnes occupant le logement.

**Bénéficiaires des aides**

Les bénéficiaires sont les propriétaires de logements privés situés en Haute-Garonne et occupés à titre de résidence principale, dont le revenu fiscal de référence est inférieur ou égal aux plafonds de ressources qualifiés de « modestes » ou « très modestes » par l’ANAH.

Conditions particulières pour les projets de travaux portant exclusivement sur l’adaptation du logement à la perte d’autonomie :

- o Seuls les ménages dont le revenu fiscal de référence est inférieur ou égal aux plafonds de ressources qualifiés de « très modestes » par l’ANAH sont éligibles
- o L’un des membres du ménage doit être bénéficiaire de l’Allocation Personnalisée d’Autonomie (APA) ou de la l’Allocation Adulte Handicapé, de l’Allocation d’Education de l’Enfant Handicapé, de la Carte Mobilité Inclusion avec taux d’invalidité supérieur ou égal à 80%, ou de la Prestation de Compensation du Handicap avec prescription d’adaptation du logement inscrite dans le plan de compensation ;
- o Les locataires répondant aux critères ci-dessus et qui prendraient à leur charge, en accord avec le propriétaire, les travaux d’adaptation du logement, sont également pris en compte dans les bénéficiaires de la présente aide.

**Conditions de financement**

Le montant de la subvention départementale est calculé de façon à apporter à tous les bénéficiaires précédemment cités un taux global de financements ANAH + CD31 + autres délégataires des aides à la pierre égal à :

- 50% du coût total HT des travaux éligibles ANAH de rénovation énergétique et/ou de lutte contre l’habitat indigne et/ou d’amélioration de la sécurité/salubrité de l’habitat pour les propriétaires occupants modestes
- 75% du coût total HT des travaux éligibles ANAH de rénovation énergétique et/ou de lutte contre l’habitat indigne et/ou d’amélioration de la sécurité/salubrité de l’habitat pour les propriétaires occupants très modestes
- 70% du coût total HT des travaux éligibles ANAH d’adaptation du logement pour les propriétaires occupants très modestes.

Ainsi, la subvention Départementale est calculée de la façon suivante :

	Propriétaires occupants modestes	Propriétaires occupants très modestes
Type de travaux	Modalités de calcul de la subvention départementale	
Travaux de rénovation énergétique, travaux lourds et travaux d'amélioration de la sécurité/salubrité de l'habitat, travaux mixant l'une des natures de travaux précédente avec l'adaptation du logement à la perte d'autonomie	$S = (T \times 50\%) - C$	$S = (T \times 75\%) - C$
Travaux d'adaptation des logements		$S = (T \times 70\%) - C$

S = Subvention départementale

T = montant HT de travaux retenu au dossier ANAH

C = total des subventions inscrites au plan de financement prévisionnel au titre de l'ANAH et des aides complémentaires éventuelles d'un autre délégataire des aides à la pierre.

Le montant de la subvention calculé à l'engagement constitue un maximum et fait l'objet d'un nouveau calcul si les dépenses finales correspondant aux prestations réalisées sont inférieures au montant prévisionnel.

Pour les propriétaires occupants très modestes, comme le prévoient l'article R 321 – 17 du Code de la Construction et de l'Habitation et le règlement général de l'ANAH, il est possible à titre dérogatoire de porter à 100% du coût réalisé TTC total de l'opération le plafond des aides publiques directes.

### **Modalités d'instruction et de paiement de la subvention**

Le bénéficiaire est autorisé à commencer les travaux après dépôt de la demande de subvention ANAH auprès du Département. Un récépissé de dépôt de dossier lui est adressé par courrier ou par voie électronique si le dossier a été déposé de façon dématérialisée. Celui-ci ne préjuge en rien de la décision d'attribution de la subvention.

Composition du dossier de demande de subvention :

Dépôt de la demande en ligne sur le téléservice Habitat/aide à la pierre du Conseil départemental :

<https://subventions.haute-garonne.fr>

- Dossier de demande de subvention ANAH (formulaires complétés, datés et signés, pièces justificatives)
- Le cas échéant copie du courrier autorisant le commencement des travaux
- Dans le cas de travaux réalisés par le locataire pour l'adaptation du logement : courrier signé du propriétaire autorisant le locataire à réaliser les travaux.

L'aide est accordée après examen de la demande de subventions ANAH par le délégataire des aides à la pierre.

Dans le cas des bénéficiaires occupant un logement sur le territoire de délégation du Conseil départemental, une notification commune (ANAH, subventions sur fonds propres du



Département) est adressée au demandeur par le Président du Conseil départemental ou toute personne ayant délégation de signature à cet effet.

Le paiement de la subvention est accordé une fois les travaux terminés.

#### **Composition du dossier de demande de paiement de la subvention :**

- Dossier de demande de paiement du solde de la subvention ANAH (formulaires complétés, datés et signés, pièces justificatives)
- Les factures seront des originaux datés, tamponnés et signés. En l'absence de tampon de l'entreprise, la facture précisera le nom du signataire.

Dans les cas où le montant de la ou des facture(s) est inférieur aux montants du ou des devis au moment de l'engagement, la subvention à payer sera arrondie à l'entier le plus proche.

#### **• SUBVENTIONS AUX TRAVAUX DE RENOVATION DES LOGEMENTS PRIVES DE PROPRIETAIRES BAILLEURS**

##### **Objectifs**

Favoriser le développement d'un parc locatif privé à vocation sociale et de qualité.

##### **Nature des actions financées**

Tous les dossiers de travaux de propriétaires bailleurs éligibles aux aides déléguées de l'ANAH sont également éligibles à une aide complémentaire départementale.

Dans tous les cas, les travaux doivent être compris dans la liste des travaux subventionnables prévus dans le règlement général de l'ANAH et le Programme d'Actions du Département en vigueur, et être réalisés par des professionnels du bâtiment.

##### **Bénéficiaires des aides**

Les logements concernés par les travaux subventionnés doivent être situés sur le territoire de délégation des aides à la pierre du Conseil départemental.

Ils doivent être situés à proximité des centres des communes identifiées dans les Schémas de Cohérence Territoriales (SCOT) Haut-Garonnais en vigueur comme « pôle » ou comme « centralité », ou a minima dans les secteurs garantissant la proximité des équipements et des services nécessaires : commerces, groupes scolaires, transports publics notamment.

La conformité du logement à ces conditions est étudiée lors de l'instruction de la demande d'aide ANAH, en conformité avec le Programme d'Actions départemental en vigueur.

Les publics bénéficiaires sont les bailleurs privés de logements conventionnés sociaux ou très sociaux :

- Qui sont propriétaires ou titulaires de droits réels immobiliers du ou des logements concernés par les travaux ;
- Qui s'engagent à louer leur logement à titre de résidence principale, à signer une convention avec l'ANAH pour une durée minimum de 6 ans et à respecter les engagements fixés par cette convention ;
- Qui de ce fait respectent les plafonds de loyers et de ressources des locataires définis au sein de la convention ANAH.

### **Conditions de financement**

La subvention départementale est additionnelle à celle de l'ANAH.

Elle prend la forme d'une prime dont le montant varie en fonction du type de travaux retenu au sens du règlement général de l'ANAH et du recours à un organisme d'intermédiation locative (IML) conventionné avec le Conseil départemental pour le développement de la gestion locative renforcée des publics en difficulté d'accès au logement.

Type de travaux	Prime départementale par logement conventionné ANAH	Prime majorée par logement conventionné ANAH inclus dans une convention Département - organisme IML
Habitat indigne ou très dégradé (Travaux lourds)	3 500 € par logement conventionné	7 000 € par logement conventionné
Autres travaux éligibles aux aides de l'ANAH	2 500 € par logement conventionné	5 000 € par logement conventionné

### **Modalités d'instruction et de paiement de la subvention**

Le propriétaire est autorisé à commencer les travaux après dépôt de la demande de subvention ANAH auprès du Département. Un récépissé de dépôt de dossier lui est adressé par courrier ou par voie électronique si le dossier a été déposé de façon dématérialisée. Celui-ci ne préjuge en rien de la décision d'attribution de la subvention.

Composition du dossier de demande de subvention :

Dépôt de la demande en ligne effectué sur le téléservice Habitat/aide à la pierre du Conseil départemental : <https://subventions.haute-garonne.fr>

- Dossier de demande de subvention ANAH (formulaires complétés, datés et signés, pièces justificatives)
- En cas de prime majorée, attestation sur l'honneur du propriétaire bailleur pour recourir à un organisme d'intermédiation locative (IML) conventionné avec le Conseil départemental pour le développement de la gestion locative renforcée des publics en difficulté d'accès au logement

L'aide est accordée après examen de la demande de subventions ANAH par le délégataire des aides à la pierre dans les conditions prévues par le Programme d'Actions départemental en vigueur.

Une notification commune (ANAH, subventions sur fonds propres du Département) est adressée au demandeur par le Président du Conseil départemental ou toute personne ayant délégation de signature à cet effet.

Le paiement de la subvention est accordé une fois les travaux terminés et le bail signé.

Composition du dossier de demande de paiement de la subvention :

- Dossier de demande de paiement du solde de la subvention ANAH (formulaires complétés, datés et signés, pièces justificatives),

- En cas de prime majorée, copie du bail de location visé par la cheffe de service Habitat du Conseil départemental
- Les factures seront des originaux datés, tamponnés et signés. En l'absence de tampon de l'entreprise, la facture précisera le nom du signataire.

CC TARN AGOUT

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : DE-2022-126

avec 1 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : OPERATION PROGRAMMEE DAMELIORATION DE LHABITAT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES  
TARN-AGOUT : CONVENTION 2023-2025

Nature : Délibérations

Matière : Domaines de competences par themes - Aménagement du territoire

Date de télétransmission : 15/12/2022 Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DL-2022-126 CONVENTION OPAH CCTA.pdf

Annexes :

1 - 12-Convention OPAH 2023-2025.pdf

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-DE-2022-126-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du 8 Décembre 2022**

COMMUNAUTE  
DE COMMUNES  
TARN-AGOUT  
Rond-Point de Gabor  
81370 ST-SULPICE  
☎ : 05.63.41.89.12

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi huit décembre à dix-huit heures trente, le Conseil communautaire de la Communauté de communes TARN-AGOUT, légalement convoqué le premier décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de communes à St-Sulpice-la-Pointe, sous la présidence de M. Gérard PORTES, Président de la Communauté de communes TARN-AGOUT.

**Conseillers communautaires présents avec voix délibérative :****NOMBRE DE MEMBRES :**

Afférents au Conseil Communautaire : 50  
En exercice : 50  
Qui ont pris part à la délibération : 30  
Nombre de procurations : 12  
Date de convocation : 1<sup>er</sup> décembre 2022  
Date d'affichage : 1<sup>er</sup> décembre 2022

COMMUNES MEMBRES	CONSEILLERS TITULAIRES OU SUPPLEANTS
AMBRES	-
AZAS	M. Laurent LACOURT (Titulaire)
BANNIERES	M. Gérard PORTES (Titulaire)
BELCASTEL	M. Christophe ESPARBIE (Titulaire)
GARRIGUES	M. Pierre COMOY (Titulaire)
LABASTIDE-ST-GEORGES	M. Jean-Claude RIGAL (Titulaire)
LACOUGOTTE-CADOUL	M. Gérard REX (Titulaire)
LAVAUUR	Mme Chantal GUIDEZ (Titulaire) M. Jean-Marie VIDAL (Titulaire) Mme Isabelle BALAT (Titulaire) M. Bernard LAMOTTE (Titulaire) Mme Marie-Christine IMBERT (Titulaire) Mme Pauline ALBOUY POMPONNE (Titulaire)
LUGAN	M. Xavier CRÉMOUX (Titulaire)
MARZENS	-
MASSAC SERAN	Mme Viviane BONHOMME (Titulaire)
MONTCABRIER	M. Didier BELAVAL (Titulaire)
ROQUEVIDAL	M. Jean-Marie JOULIA (Titulaire)
ST-AGNAN	Mme Brigitte PARAYRE (Titulaire)
ST-JEAN-DE-RIVES	-
ST-LIEUX-LES-LAVAUUR	M. Gilles CORMIGNON (Titulaire)
ST-SULPICE-LA-POINTE	M. Raphaël BERNARDIN (Titulaire) Mme Nathalie MARCHAND (Titulaire) (de DL-2022-125 à DL-2022-128) M. Bernard CAPUS (Titulaire) M. Christian JOUVE (Titulaire) Mme Laurence BLANC (Titulaire) M. Laurent SAADI (Titulaire) (de DL-2022-112 à DL-2022-128) M. Maxime COUPEY (Titulaire) M. Jean-Pierre CABARET (Titulaire) M. Julien LASSALLE (Titulaire)
TEULAT	Mme Sabine MOUSSON (Titulaire)
VEILHES	-
VILLENEUVE-LES-LAVAUUR	M. Michel BOUYSSOU (Titulaire)
VIVIERS-LES-LAVAUUR	M. Jean-Paul ROCACHE (Titulaire) (de DL-2022-123 à DL-2022-128)

Conseillers Titulaires absents et excusés : M. Daniel MARQUES (pouvoir à M. Laurent SAADI) (Ambres), M. Emmanuel JOULIÉ (pouvoir à M. Gérard PORTES) et Mme Véronique CATHALA-AMIRAULT (pouvoir à M. Jean-Claude RIGAL) (Labastide St-Georges), M. Bernard CARAYON (pouvoir à M. Bernard LAMOTTE), M. Philippe VANTAUX, Mme Marie-Claire MARIGNOL (pouvoir à Mme Chantal GUIDEZ), M. William RENAULT, Mme Frédérique REMY, M. Justin LARUE (pouvoir à M. Jean-Marie VIDAL), Mme Karine GUIRAUD (pouvoir à Mme Isabelle BALAT), M. Michel BONHOMME (pouvoir à Mme Marie-Christine IMBERT), M. Emmanuel DAVID (pouvoir à Mme Pauline ALBOUY POMPONNE) et M. Vincent THÉNARD (Lavaur), M. Didier JEANJEAN (Marzens), M. Jean SENDRA (Saint-Jean-de-Rives), Mme Nadia OULD AMER (pouvoir à M. Maxime COUPEY), Mme Andrée GINOX (pouvoir à Mme Nathalie MARCHAND), Mme Laurence SÉNÉGAS (pouvoir à Mme Laurence BLANC) et Mme Malika MAZOUZ (Saint-Sulpice-la-Pointe) et M. Benoît CATALA (Veilhès).

Secrétaire de séance : Mme Brigitte PARAYRE (Saint-Agnan)

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022**

**OBJET DE LA DELIBERATION :** **SCOT DU VAURAI : APPROBATION DU RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT 2016-2022 ET PRESCRIPTION DE LA REVISION DU SCOT**

**(DELIBERATION N° DL-2022-127)**

A la demande de M. le Président, Mme Brigitte PARAYRE, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente en charge de la commission Urbanisme / Habitat, rappelle à l'Assemblée que, par délibération en date du 12 décembre 2016, le Conseil communautaire a approuvé le schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Vaurais établi pour une durée de six ans qui arrive à terme. Son évaluation doit être menée conformément à l'article L. 143-28 du Code de l'urbanisme qui stipule que : « Six ans au plus après la délibération portant approbation du schéma de cohérence territoriale, ... l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 procède à une analyse des résultats de l'application du schéma, notamment en matière d'environnement, de transports et de déplacements, de maîtrise de la consommation de l'espace, d'implantations commerciales et, en zone de montagne, de réhabilitation de l'immobilier de loisir et d'unités touristiques nouvelles structurantes, et délibère sur son maintien en vigueur ou sur sa révision partielle ou complète. Cette analyse est communiquée au public et à l'autorité administrative compétente en matière d'environnement, mentionnée à l'article L. 104-6. A défaut d'une telle délibération, le schéma de cohérence territoriale est caduc. »

La démarche d'évaluation du SCoT du Vaurais a été engagée dès 2020 en vue de la réalisation d'un bilan intermédiaire, conformément à l'engagement pris par la Communauté de communes TARN-AGOUT auprès de la commission d'enquête publique de faire un point d'étape sur la mise en œuvre du SCoT. Cette évaluation doit permettre de porter une appréciation sur la trajectoire de développement du territoire du SCoT et l'efficacité de sa mise en œuvre au regard des dynamiques d'évolution observées depuis son approbation.

Parallèlement aux évolutions que connaît le territoire depuis 2016 et aux transformations majeures intervenues aux niveaux national, régional et local qui viennent ré-interroger les orientations du SCOT définies lors de son approbation. Au regard des éléments issus de l'évaluation, il est proposé d'acter une mise en révision du SCOT afin notamment :

- D'actualiser le périmètre d'application du SCoT aux 21 communes membres, consécutif au départ de la Commune de Buzet-sur-Tarn,
- D'intégrer les actions définies dans le cadre du Plan climat air énergie territorial lorsqu'il sera approuvé,
- D'élaborer un document modernisé intégrant les dispositions issues de la loi ELAN relative à la modernisation des SCoT, de prendre en compte les enjeux du Programme local de l'habitat en cours d'élaboration et de la mise en œuvre de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat qui débutera courant 2023 pour intégrer les évolutions du parc de logements et projeter un rééquilibrage de l'offre à l'échelle du territoire,
- De répondre aux nouveaux objectifs fixés par la loi Climat et Résilience en matière de réduction la consommation foncière et de lutte contre l'artificialisation des sols,
- De mettre le SCoT et les PLU en compatibilité avec le futur SRADDET en cours de modification en intégrant la territorialisation des objectifs de consommation foncière issus de la loi Climat et Résilience.

Par conséquent, il convient d'approuver le rapport d'évaluation de la mise en œuvre du SCoT du Vaurais 2016-2022 tel qu'il est présenté et d'acter la mise en révision du SCoT du Vaurais.

Le Conseil communautaire ainsi informé,

- Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 143-28, R. 143-14, R. 143-15,
- Vu la délibération du Conseil communautaire N° 2016-99 en date du 12 décembre 2016 portant approbation du SCoT du Vaurais,
- Vu le projet de rapport d'évaluation de la mise en œuvre du SCoT du Vaurais 2016-2022 qui lui a été remis,
- Vu les avis favorables de la commission Urbanisme & Habitat en date des 23 et 28 novembre 2022,
- Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 23 novembre 2022,
- Entendu l'exposé de Mme Brigitte PARAYRE, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente en charge de la commission Urbanisme / Habitat,

Et après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE

- APPROUVE le rapport d'évaluation de la mise en œuvre du SCoT du Vaurais 2016-2022, tel qu'annexé à la présente délibération.
- PRESCRIT la mise en révision du SCoT du Vaurais.
- DECIDE de délibérer en 2023 pour définir les objectifs poursuivis par la révision et les modalités de la concertation conformément aux dispositions de l'article L. 143-17 du Code de l'urbanisme.
- PRECISE que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.143-14 et 15 du Code de l'urbanisme, des mesures de publicité suivantes :
  - Affichage, pendant un mois, au siège de la Communauté de communes TARN-AGOUT et des communes membres du périmètre du SCoT du Vaurais.
  - Mention de cet affichage en caractères apparents dans un journal diffusé dans les départements du Tarn et de la Haute-Garonne.
  - Publication sur le site internet (le recueil des actes administratifs ayant récemment été supprimé par la réglementation) de la Communauté de communes TARN-AGOUT.
- PRECISE que, conformément aux dispositions de l'article L.143-8 du Code de l'urbanisme, la présente délibération, ainsi que le rapport d'évaluation du SCoT du Vaurais, seront communiqués à l'autorité administrative compétente en matière d'environnement et mis à disposition du public, sur support papier, au siège de la Communauté de communes TARN-AGOUT et sur support dématérialisé sur le site internet de la Communauté de communes TARN-AGOUT,

(Page 3/3 - SUITE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022 - OBJET DE LA DELIBERATION : SCOT DU VAURAI : APPROBATION DU RAPPORT D'EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT 2016-2022 ET MISE EN REVISION DU SCOT)

- PRECISE que la présente délibération sera également notifiée aux Personnes Publiques Associées, conformément à l'article L. 132-7 du code de l'urbanisme,
- HABILITE M. le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents se rapportant à cette décision.
- INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

Fait et délibéré à St-Sulpice-la-Pointe, les jour, mois et an susdits.  
Pour extrait conforme.

Le Président

Gérard PORTES



La secrétaire de séance

Brigitte PARAYRE





# Schéma de cohérence territoriale du Vaurais

Evaluation de la mise en œuvre 2016-2022



## EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT DU VAURAIS

8 DECEMBRE 2022



## SOMMAIRE

PREAMBULE .....	5
<b><u>1. LE CADRE DE L’EVALUATION DU SCOT .....</u></b>	<b><u>7</u></b>
1.1. <u>UNE EVALUATION POUR QUOI FAIRE .....</u>	7
1.2. <u>LE PHASAGE DE L’EVALUATION ET L’EVOLUTION DU CONTEXTE SUPRA-TERRITORIAL .....</u>	8
1.3. <u>LES LIMITES DE L’EXERCICE D’EVALUATION .....</u>	9
<b><u>2. LES AXES DU SCOT APPROUVE .....</u></b>	<b><u>9</u></b>
2.1. <u>LES AXES DU PROJET .....</u>	9
2.1.1. <u>UNE DYNAMIQUE DE CROISSANCE MAITRISEE .....</u>	9
2.1.2. <u>UNE ARMATURE TERRITORIALE QUI S’ADAPTE ET ANTICIPE LES MUTATIONS .....</u>	10
2.1.3. <u>UNE ARMATURE NATURELLE POUR ENCADRER LE DEVELOPPEMENT .....</u>	10
2.1.4. <u>UN ACCUEIL RAISONNE POUR DEVELOPPER UNE OFFRE EN LOGEMENTS DIVERSIFIEE .....</u>	10
2.1.5. <u>UNE ENVELOPPE DE DEVELOPPEMENT TERRITORIALISEE ..</u>	<u>11</u>
2.2. <u>LES PARTIS PRIS DU SCOT APPROUVE .....</u>	<u>11</u>
2.2.1. <u>LE DEBUT DU DECOMPTE .....</u>	11
2.2.2. <u>LES ELEMENTS PRIS EN COMPTE/EXCLUS .....</u>	12
2.2.3. <u>LA DENSIFICATION .....</u>	12
<b><u>3. ELEMENTS DE METHODE POUR MENER L’EVALUATION .....</u></b>	<b><u>13</u></b>
3.1. <u>LA DEFINITION DE LA METHODE D’ANALYSE .....</u>	13
3.1.1. <u>LES LIMITES DE L’ANALYSE .....</u>	13
3.1.2. <u>UNE METHODE SPECIFIQUE POUR ANALYSER LE FONCIER ..</u>	<u>14</u>
LE DEROULE DE LA METHODE DE PREPARATION .....	14
LES DIFFICULTES RENCONTREES .....	15
LES POINTS D’AMELIORATION A APPORTER .....	15
3.2. <u>UN ACCOMPAGNEMENT POUR GARANTIR LA PRISE EN COMPTE DU SCOT DU VAURAIS .....</u>	<u>15</u>
<b><u>4. LES TRAJECTOIRES SUIVIES PAR LE TERRITOIRE DEPUIS L’APPROBATION DU SCOT DU VAURAIS .....</u></b>	<b><u>17</u></b>
4.1. <u>UN DEVELOPPEMENT DEFINIT SELON LES CAPACITES D’ACCUEIL DES COMMUNES .....</u>	18
4.1.1. <u>UNE DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE SOUTENUE .....</u>	18
UNE POPULATION ENCORE JEUNE, MAIS LEGEREMENT VIEILLISSANTE .....	18
LE PROFIL DES MENAGES .....	20
LES ENFANTS EN AGE D’ETRE SCOLARISES .....	20
LES ACTIFS .....	22
4.1.2. <u>L’HABITAT .....</u>	22



## PREAMBULE

Engagée dans un processus d'élaboration d'un SCOT en 2008-2009, la Communauté de Communes TARN-AGOUT (CCTA) a fait le choix volontaire de travailler sur un projet de développement du territoire maîtrisé pour exprimer une vision commune de l'aménagement de ses 22 communes membres à horizon 2037. Le projet approuvé se déclinera finalement sur 21 communes suite au départ de la commune de Buzet-sur-Tarn qui souhaite adhérer à la Communauté de Communes Val Aigo voisine (intégration effective au 1<sup>er</sup> juillet 2018), possibilité prévue par la loi NOTRE du 7 août 2015 entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2017.<sup>1</sup>.

Approuvé le 12 décembre 2016, le SCoT du Vaurais il fixe les grands principes de l'aménagement et du développement du territoire et s'articule autour de 4 objectifs principaux :

- Appuyer le projet de territoire sur une attractivité affirmée,
- Adapter l'attractivité aux contextes géographiques et environnementaux,
- Organiser la mobilité territoriale au centre de l'armature urbaine,
- Conforter l'armature urbaine par la structuration du développement économique.

Conformément au cadre réglementaire en vigueur, le SCoT doit faire l'objet d'une évaluation 6 ans après son approbation. Ce point d'étape présenté aux Elus membres du Conseil communautaire est l'occasion de :

- Faire un bilan de la mise en œuvre du SCoT depuis son approbation ainsi que sa déclinaison dans d'autres documents à visée plus opérationnelle et réglementaire, tels que PLU (Plan Local d'Urbanisme) et carte communale. L'évaluation du SCOT à 6 ans implique donc d'analyser les déclinaisons de ses orientations et leur temporalité, afin d'appréhender les effets possibles de l'application du SCOT depuis son approbation à travers sa traduction dans des documents d'urbanisme approuvés entre 2016 et 2022.
  - Comprendre le contexte dans lequel s'inscrit ce bilan : l'évaluation du SCoT à 6 ans est l'occasion de réinterroger la pertinence des objectifs portés par le SCoT, et donc de les confronter aux grands enjeux d'aménagement et de développement du territoire. Or cette évaluation intervient dans un contexte de changement des paradigmes qui sous-tendent l'aménagement du territoire, se traduisant par un contexte réglementaire refondé, impactant fortement les SCOT (loi Climat et Résilience adoptée en août 2021 notamment), approbation du SRADDET Occitanie et sa modification pour intégrer la loi Climat et Résilience. Le contexte récent et actuel de crises sociale, sanitaire et climatique vient également réinterroger les modèles de développement et d'aménagement du territoire, étroitement corrélés aux modes de vie.
  - Analyser la trajectoire suivie par le territoire depuis 2017 et mesurer l'atteinte des objectifs portés par le SCoT. Cette analyse vise à apprécier si le territoire a suivi, depuis 2017 une/des trajectoires lui permettant d'atteindre ou de tendre vers les principaux objectifs portés par le SCoT. En parallèle de la mise en œuvre du SCoT, la CCTA a engagé plusieurs études pour définir, en collaboration avec les communes membres, les actions à engager en complémentarité des orientations du SCoT approuvé. On le retrouve notamment dans le projet de territoire du mandat qui définit les enjeux et les actions pour un territoire d'avenir, le PCAET face au changement climatique, le PLH et l'OPAH concernant l'Habitat.
- Cette analyse, qui ne peut être exhaustive, a nécessité des choix méthodologiques et présente certaines limites.

<sup>1</sup> Loi NOTRe : loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République

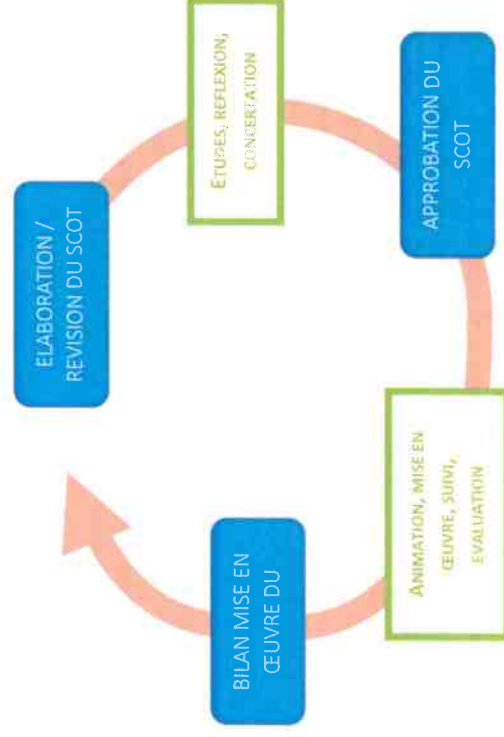


## 1. LE CADRE DE L'ÉVALUATION DU SCOT

### 1.1. UNE ÉVALUATION POUR QUOI FAIRE

Le SCOT du Vaurais, élaboré selon les dispositions des Lois Grenelles et approuvé le 12 décembre 2016, a fixé un cap pour l'aménagement du territoire de la Communauté de Communes TARN-AGOUT (CCTA) à horizon 2037.

**Il est soumis à une obligation d'évaluer les résultats de sa mise en application, au plus tard 6 ans après son approbation, soit le 12 décembre 2022.**



**Code de l'Urbanisme - Article L143-28 Modifié par LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 - « Six ans au plus après la délibération portant approbation du schéma de cohérence territoriale, la dernière délibération portant révision complète de ce schéma, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 procède à une analyse des résultats de l'application du schéma, notamment en matière d'environnement, de transports et de déplacements, de maîtrise de la consommation de l'espace, de réduction du rythme de l'artificialisation des sols, d'implantations commerciales et, en zone de montagne, de réhabilitation de l'immobilier de loisir et d'unités touristiques nouvelles structurantes.**

**Cette analyse est communiquée au public, à l'autorité administrative compétente de l'Etat, et à l'autorité administrative compétente en matière d'environnement, mentionnée à l'article L. 104-6. Sur la base de cette analyse et, le cas échéant, du débat mentionné au troisième alinéa, l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 délibère sur le maintien en vigueur du schéma de cohérence territoriale ou sur sa révision.**

**Lorsque le périmètre du schéma de cohérence territoriale est identique à celui d'un plan local d'urbanisme intercommunal, cette analyse comprend, en outre, un examen de l'opportunité d'élargir le périmètre du schéma, en lien avec les territoires limitrophes. L'organe délibérant de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 débat alors spécifiquement sur l'évolution du périmètre du schéma avant de décider du maintien en vigueur du schéma ou de sa révision.**

**A défaut d'une telle délibération, le schéma de cohérence territoriale est caduc. »**

A la lumière des résultats de son évaluation le Conseil Communautaire est appelé à se prononcer sur le maintien, la révision partielle ou complète du SCOT du Vaurais.



## 1.2 LE PHASAGE DE L'EVALUATION ET L'EVOLUTION DU CONTEXTE SUPRA-TERRITORIAL

Tenant compte de ces obligations légales et même si le temps de la planification territoriale est nécessairement un temps long, la démarche d'évaluation du SCOT a été menée en deux temps :

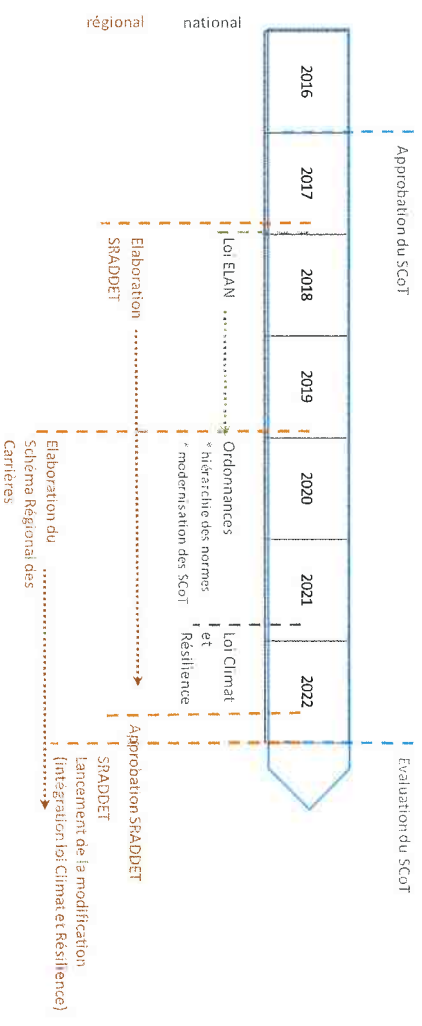
- dès 2020, dans l'objectif de dresser un pré-bilan (2017-2019) de la tendance de développement à travers la consommation foncière du territoire, pour répondre à un engagement pris par la CCTA auprès de la commission d'enquête publique en amont de l'approbation du SCOT,
- en 2022 pour compléter le pré-bilan établi et répondre aux obligations réglementaires du Code de l'urbanisme.

Si l'évaluation du SCOT à 6 ans revêt un caractère obligatoire et réglementaire, elle inclut également une dimension stratégique et constitue un temps privilégié de réflexion sur le projet de territoire et sa trajectoire de développement. Elle permet d'évaluer la pertinence des orientations du SCOT et leur cohérence avec la dynamique territoriale, mais aussi avec l'évolution de certains éléments de contexte, qu'il s'agisse du contexte local, régional ou national. Elle permet également de s'interroger collectivement sur le chemin parcouru et sur celui restant à parcourir pour atteindre les objectifs fixés.

Pour y répondre deux types d'indicateurs ont été retenus lors de l'approbation du SCOT.

Les uns considérés comme des indicateurs principaux sont constitués de données permettant d'avoir une analyse transversale du SCOT à travers différentes thématiques (données statistiques, efforts entrepris pour préserver les espaces naturels, agricoles et forestiers, les ressources...

Les autres, considérés comme des indicateurs secondaires, peuvent apporter de la finesse dans l'analyse des résultats en apportant des données ciblées selon les thèmes.



Le SCOT est un document cadre de référence qui met en cohérence les différentes politiques sectorielles, notamment celles centrées sur les questions d'organisation de l'espace et d'urbanisme, d'habitat, de mobilités, d'aménagement commercial et d'environnement. La mise en œuvre de ce document de planification stratégique passe nécessairement par sa déclinaison au sein des documents ou projets plus opérationnels et/ou prescriptifs.

La crise sanitaire survenue en 2020 couplée à la difficulté de disposer de données fiables et à plusieurs changements d'interlocuteurs au sein des services urbanisme des collectivités a porté un important coup de frein au travail engagé alors.

La méthodologie initiale a dû être approfondie et a nécessité de mobiliser de façon bien plus importante les services des communes membres de la CCTA (services urbanisme, secrétaires de maires...). Les communes se sont retrouvées de fait impliquées à la fois dans le recueil et la vérification des données exploitables pour garantir une analyse fiable.

Les principaux résultats du pré-bilan ont été présentés aux Elus de la Commission Urbanisme et Habitat, puis aux Elus de l'ensemble du Conseil communautaire au cours de l'année 2022.

Puis, dans un second temps, c'est le bilan de l'analyse sur les 6 années de mise en œuvre qui a été présentée aux Elus de la Commission Urbanisme et Habitat et enfin en Conseil communautaire pour approbation.

### 1.3. LES LIMITES DE L'EXERCICE D'EVALUATION

La compréhension des principaux résultats de cette évaluation à 6 ans du SCoT du Vaurais nécessite toutefois de bien appréhender les limites et parfois les biais méthodologiques qu'il peut comporter :

- Comme évoqué plus haut, la disponibilité et la fréquence de mise à jour des sources de données nécessaires pour renseigner **les indicateurs ne permet pas toujours de réaliser une analyse sur la période 2017-2022**,
- Sur de nombreux sujets, **une observation sur un temps court, 6 ans, ne permet pas d'avoir le recul suffisant** pour conclure de manière certaine sur des évolutions de tendance imputables au SCoT, lequel est fixé à un objectif à horizon 20 ans,
- L'objectif n'est pas de traiter de manière exhaustive l'ensemble des dispositions du SCoT mais **d'évaluer les trajectoires de développement** suivies par le territoire au cours de la période.
- Il est important de souligner ici que l'évaluation du SCoT à 6 ans **n'est pas une évaluation des actions menées par les exécutifs locaux** (CCTA, Communes), la trajectoire d'un territoire relève d'une multiplicité de facteurs et d'actions dont une partie non négligeable dépend de la sphère privée.

## 2. LES AXES DU SCOT APPROUVE

Le SCoT du Vaurais a été élaboré en intégrant les lois Grenelles 1 et 2 (2009 et 2010) dans l'objectif notamment de réduire la consommation foncière des territoires, de rénover les logements pour répondre à la demande grandissante, en lien avec la dynamique démographique du territoire, de limiter les nouvelles constructions consommatrices de foncier, de préserver les espèces animales ou végétales et leurs habitats, ....

Dans ce contexte, les Elus ont souhaité que l'élaboration du SCoT du Vaurais fixe comme objectif principal **la maîtrise du développement du territoire** pour privilégier un équilibre entre accueil de population et développement des équipements/services et activités économiques, et en affichant **une volonté de sobriété foncière** à l'échelle du territoire.

Par ailleurs, les élus ont fait le choix de certains partis pris permettant d'affirmer leur objectif de maîtrise du développement.

### 2.1. LES AXES DU PROJET

#### 2.1.1. UNE DYNAMIQUE DE CROISSANCE MAITRISEE

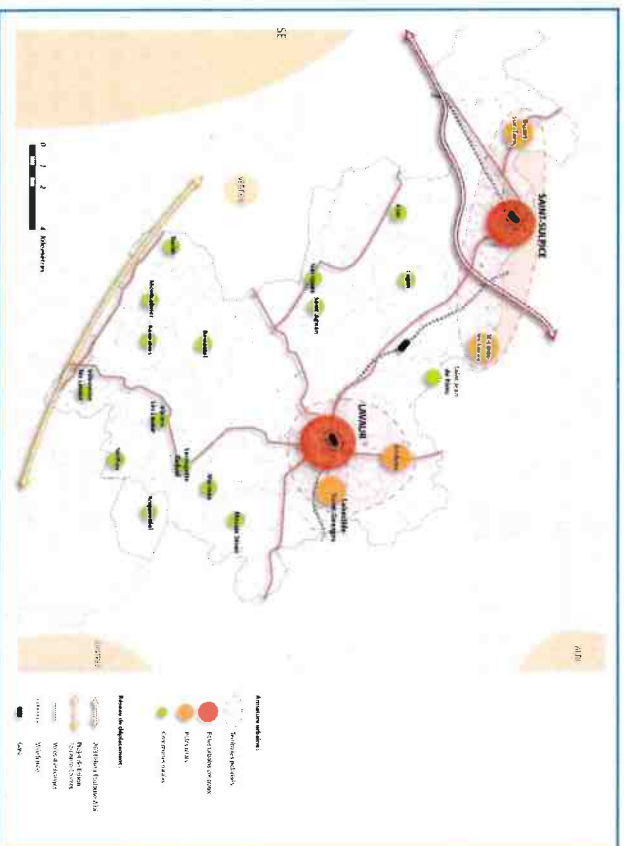
- Dans un contexte de dynamique démographique très forte depuis le début des années 1990, le constat est fait du difficile accompagnement en matière d'équipements et de services adaptés aux besoins croissants. L'étalement urbain est révélateur de cette dynamique et a privilégié un développement en « tache d'huile » sur le territoire consommatrice de foncier sans accompagnement particulier.



Sur la base des 3 scénarii proposés, les Elus ont fait le choix du scénario médian d'une croissance moyenne de la population lissée de 2% par an sur 20 ans,

### 2.1.2. UNE ARMATURE TERRITORIALE QUI S'ADAPTE ET ANTICIPE LES MUTATIONS

→ Pour mettre en œuvre cette maîtrise du développement, la définition d'une armature territoriale est apparue nécessaire pour donner un rôle à chaque commune en tenant compte de son fonctionnement, de son potentiel de développement et de sa capacité d'accueil. S'appuyant sur une vision de territoire « vécu » et sur le projet politique des Elus, l'armature territoriale a voulu affirmer le rôle du Vaurais dans une dynamique de grand territoire, avec 3 niveaux de familles (2 pôles urbains centraux, 4 pôles relais (dont Buzet-sur-Tarn avant son départ de la CCTA) et 16 communes rurales).

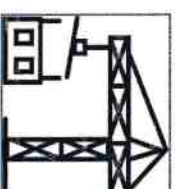


### 2.1.3. UNE ARMATURE NATURELLE POUR ENCADRER LE DEVELOPPEMENT



→ La prise en compte des espaces non artificialisés du territoire a permis de les identifier en définissant leurs fonctions pour affirmer leur vocation à participer à la préservation et au développement de la biodiversité du territoire, tout en préservant et en valorisant les espaces agricoles et en permettant le développement urbain.

### 2.1.4. UN ACCUEIL RAISONNE POUR DEVELOPPER UNE OFFRE EN LOGEMENTS DIVERSIFIEE



→ Face à la dynamique de croissance du territoire, c'est l'habitat individuel qui s'est majoritairement développé presque comme modèle unique d'habitat sur le territoire. Face à cette situation qui a induit une consommation foncière très importante sur la période précédente (avec un rythme de consommation foncière de 32,5ha/an sur la période 2003-2012).

La nécessité de favoriser le développement d'autres typologies d'habitat est devenue indispensable pour répondre aux besoins des ménages qui évoluent (décohabitation des ménages nécessitant des logements plus petits, ne plus disposer systématiquement d'un grand terrain à entretenir, favoriser le développement d'une offre sociale plus importante...), ainsi que la nécessité de redéfinir les secteurs de développement pour limiter l'impact du projet (privilégier le renouvellement et le réinvestissement urbain, favoriser la densification...).





## 2.2.2. LES ELEMENTS PRIS EN COMPTE/EXCLUS



→ **Les permis d'aménager (PA)** accordés depuis l'approbation du SCOT sont intégrés en totalité à la consommation foncière (surface totale), que les permis de construire aient été accordés ou pas sur la période de l'évaluation.

Les PA sont considérés comme des surfaces consommées des zones U et AU des documents d'urbanisme locaux. Ces surfaces ne redeviendront pas agricoles.

→ **La réalisation des équipements communaux** nécessaires à l'accompagnement de la croissance de la population et à ses besoins seront déduits de l'enveloppe foncière « résidentielle » de la commune concernée (ex : station d'épuration).

→ Pour **les grandes parcelles** (supérieures à 3 000m<sup>2</sup>), seules les surfaces réellement artificialisées sont prises en compte dans le calcul de la consommation foncière (périmètre recentré autour du bâtiment projeté).



→ **Toutes les autorisations concernant les petites constructions** (abris de jardin, garages, piscines...) réalisées sur des parcelles déjà bâties ne sont pas comptabilisées dans la consommation foncière. Cela participe toutefois à l'artificialisation des sols.



La dynamique de développement du territoire montre historiquement que dans toutes les communes les PA accordés sont assez rapidement « remplis » par les PC délivrés, confirmant ainsi la dynamique durable du territoire. Toutefois, les communes disposent encore dans ces périmètres de terrains libres pour l'accueil des prochaines années selon la capacité des communes.

## 2.2.3. LA DENSIFICATION

→ La densification est traitée spécifiquement pour identifier l'évolution de la tâche urbaine du territoire. Elle est exclue de la consommation foncière et est considérée comme de l'artificialisation.

Deux types de densification sont identifiés sur le territoire :

- Le **comblement des « dents creuses »** : parcelle libre entre deux parcelles construites correspondant à la densité moyenne minimale définie dans le SCOT approuvé en zone U



## 3.ELEMENTS DE METHODE POUR MENER L'EVALUATION

### 3.1. LA DEFINITION DE LA METHODE D'ANALYSE



o Le **Bimby** qui correspond à la division d'une parcelle déjà artificialisée pour permettre la création de plusieurs lots proposés à la vente.

Ce phénomène connaît un fort développement sur le territoire (rareté du foncier disponible, augmentation du prix au m<sup>2</sup>).

Cela n'est pas sans conséquence sur les aménagements réalisés et souligne l'absence d'anticipation dans les documents d'urbanisme locaux face à un phénomène nouveau.

La méthodologie retenue pour mener l'évaluation a porté sur :

- Une analyse quantitative avec des indicateurs chiffrés permettant d'apprécier, sur la base des indicateurs définis lors de l'élaboration du SCoT, si le territoire a suivi, depuis 2016, une trajectoire lui permettant d'atteindre ou de tendre vers les principaux objectifs fixés dans le SCoT,
- Une analyse qualitative de la déclinaison des objectifs du SCoT dans les documents à visée plus opérationnelle et programmatique de la collectivité et dans les documents d'urbanisme locaux des communes membres de la CCTA,
- **Une analyse qualitative visant à réinterroger la pertinence des orientations du SCoT** et leur cohérence avec la trajectoire suivie par le territoire, mais aussi avec les évolutions majeures de contexte à l'échelle locale, régionale ou nationale, susceptibles de nécessiter des adaptations ou de remettre en cause certaines orientations prises en 2016.

#### 3.1.1. LES LIMITES DE L'ANALYSE

La compréhension des principaux résultats de cette évaluation nécessite toutefois de bien appréhender les limites et parfois les biais méthodologiques qu'elle peut comporter :

- Les données disponibles pour renseigner les indicateurs ne sont pas forcément en adéquation avec la période observée (2016-2022), pouvant ainsi réduire la portée de l'analyse de l'évolution réelle du territoire depuis l'approbation du SCoT.
- L'exercice est inévitablement partiel et incomplet car il suppose une sélection des indicateurs les plus pertinents pour répondre aux questions

évaluatives pour lesquelles des tendances significatives peuvent être mises en évidence, ne permettant ainsi pas d'évaluer l'impact de toutes les orientations du SCOT.

- Une observation sur un temps court de six ans dans le cadre de l'évaluation ne permet pas, sur de nombreux sujets, d'avoir un recul suffisant pour conclure de manière certaine sur des évolutions de tendance imputables au SCOT, lequel fixe des objectifs à horizon 20 ans.
- L'impact de la crise sanitaire COVID 19 tant sur l'organisation du travail mené par les services de la collectivité et des communes pour évaluer la mise en œuvre, sur les conséquences qu'elle a induit sur le territoire et dont tous les effets ne sont certainement pas connus.
- Il est important de souligner que l'évaluation du SCOT à six ans n'est pas une évaluation de l'action de la Communauté de Communes, la trajectoire de développement du territoire relevant de la multiplicité de facteurs et d'actions dont une partie non négligeable dépend de la sphère privée.

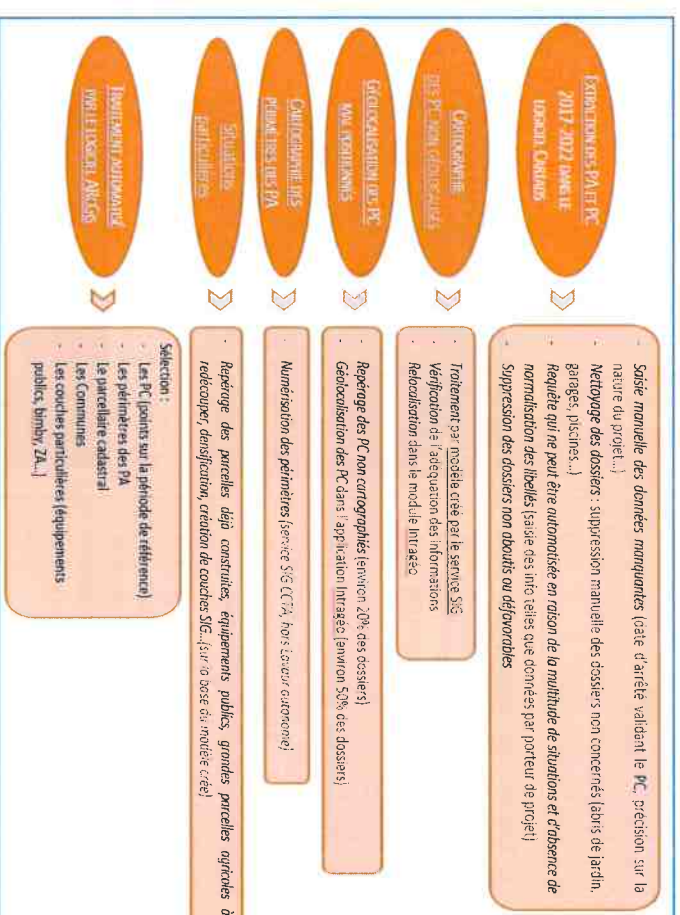
### 3.1.2. UNE METHODE SPECIFIQUE POUR ANALYSER LE FONCIER

Pour mener à bien l'évaluation de la consommation foncière et de l'artificialisation, une méthodologie de travail spécifique a été définie par le service SIG<sup>2</sup> de la CCTA en collaboration avec les services instructeurs de Lavaur et St-Sulpice-la-Pointe, le travail de vérification et de validation réalisé par les secrétaires de Mairies et les Maires de l'ensemble des communes du territoire.

Cette méthode a évolué au fur et à mesure du travail réalisé depuis 2020 sur la base de l'identification des points de satisfaction et d'amélioration de la méthode.

#### Le déroulé de la méthode de préparation

Pour pouvoir automatiser le plus possible l'analyse, plusieurs bases de données ont été mobilisées, les données du service SIG, les données issues de l'inventaire des autorisations du droit des sols (ADS) délivrées sur la période, les photos aériennes 2016 et 2019, l'actualisation annuelle du cadastre...



Un modèle de traitement a été élaboré par le service SIG à cet effet. Toutefois, en amont un travail important de vérification des données ADS, dossier par dossier, a été nécessaire. La numérisation de dossiers instruits a complété ce travail. Cette numérisation quasi inexistante au début a très rapidement évoluée vers une numérisation systématique de l'ensemble des dossiers instruits, permettant notamment lors des périodes de confinement liées à la crise sanitaire, aux instructeurs de la CCTA de continuer à traiter les dossiers en télétravail. (Effet positif de la crise, s'il en est, qui a permis de constituer une base de travail plus sûre à compter de 2020).

Pour autant, un travail de saisie a été nécessaire pour permettre l'automatisation du traitement, tout comme un important travail de vérification de la localisation

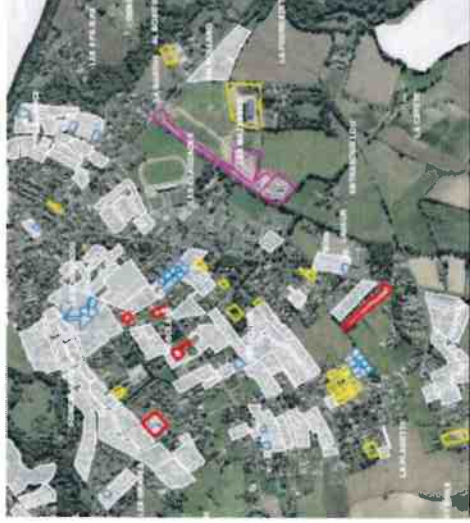
<sup>2</sup> Service SIG : Système d'Information Géographique



géoréférencée de chaque dossier, pour s'assurer qu'il soit localisé sur la bonne parcelle, pour le repositionner sur la parcelle issue d'une division, ...

Ce travail minutieux nécessite un temps long mais est profitable à une analyse réelle et actualisée de la consommation foncière du territoire du Vaurais et pour l'évaluation de sa mise en oeuvre.

Les partis pris choisis par les Elus ont été intégrés à l'analyse pour distinguer la consommation de la densification et détailler le type de densification par commune.



Visuel du niveau de détail du travail mené en amont

- Le travail de géolocalisation des dossiers qui ont été mal (environ 50% des dossiers) ou non positionnés (environ 20% des dossiers),
- L'impact de la crise sanitaire sur le calendrier de réalisation de l'analyse.

#### Les points d'amélioration à apporter

Les écueils rencontrés pour cette première analyse de l'évaluation du SCoT du Vaurais ont démontré que si la méthode est bonne et permet une analyse fine, elle nécessite en amont un travail précis de traitement de l'information qui doit être mieux anticipé par toutes les communes et la CCTA.

Si le contrôle reste nécessaire pour réduire la marge d'erreur, il doit être mieux défini en amont et être mené au fur et à mesure du traitement des dossiers pour éviter l'accumulation des difficultés (saisie des informations, géolocalisation des dossiers). Une procédure de contrôle a depuis été définie et mise en oeuvre.

### 3.2. UN ACCOMPAGNEMENT POUR GARANTIR LA PRISE EN COMPTE DU SCOT DU VAURAIS

L'évolution des documents d'urbanisme locaux a été menée pour une part importante d'entre eux conjointement à l'élaboration du SCoT du Vaurais. Cela a permis **d'intégrer au fur et à mesure dans les PLU et les cartes communales** les principales orientations du SCoT, de définir et de préciser avec les Elus communaux la traduction des recommandations et des prescriptions listées dans le Document d'Orientations et d'Objectifs du SCoT approuvé.

Dans le cadre des compétences de la Communauté de Communes TARN-AGOUT, tout au long de l'élaboration du SCOT du Vaurais le choix a été fait, en parallèle du travail du bureau d'études en charge de ces élaborations, d'accompagner sur le long terme les Elus et les communes pour anticiper l'intégration du futur SCoT.

#### Les difficultés rencontrées

Le manque de précision des données à traiter a nécessité un important **travail de retraitement** pour rendre les données exploitables et le modèle fonctionnel. Cela est induit notamment par :

- la multiplicité des intervenants lors de la saisie des dossiers ADS – agents d'accueil, secrétaires de mairies, instructeurs – qui n'ont pas tous la même approche dans le niveau d'information à saisir et dans la qualification des informations à saisir.
- Le changement des agents dans les services et la perte de technicité et de suivi,
- La part importante de traitement manuel pour la saisie des données manquantes ou mal qualifiées (absence de normalisation des libellés), pour le nettoyage des dossiers exclus du calcul (dossiers défavorables, non aboutis, non concernés),

Documents d'urbanisme locaux – les évolutions depuis l'approbation  
du SCOT du Vaurais

	Etat au 12/12/2016		Etat au 12/12/2022		Evolutions engagées
		(précisant la date d'approbation)		(précisant la date d'approbation)	
AMBRES	PLU		PLU (2013)		
AZAS	POS		PLU 2019		Révision
BANNIERS	Carte Communale		Carte Communale (2010)		
BELCASTEL	Carte Communale		Carte Communale (2007)		
BUZET SUR TARN	PLU		Commune hors territoire depuis 2018		
GARRIGUES	PLU		PLU (2009)		Révision
LABASTIDE-SAINT-GEORGES	POS		PLU (2017)		Modification
LACOGOTTE-CADOU	Carte Communale		Carte Communale (2013)		
LAVAU	POS		RNU (2017)		Elaboration du PLU en cours
LUGAN	POS		PLU (2020)		
MARZENS	Carte Communale		Carte Communale (2007)		
MASSAC-SERAN	Carte Communale		PLU (2019)		
MONTCABRIER	Carte Communale		Carte Communale (2004)		
ROQUEVIDAL	Carte Communale		Carte Communale (2005)		
SAINT-AGNAN	Carte Communale		Carte Communale (2018)		
SAINT-JEAN-DE-RIVES	PLU		PLU (2015)		
SAINT-LEUX-LES-LAVAU	PLU		PLU (2014)		
SAINT-SULPICE-la-POINTE	PLU		PLU (2019)		
TEULAT	Carte Communale		PLU (2017)		Modification
VEILHES	Carte Communale		Carte Communale (2007)		
VILLENEUVE-LES-LAVAU	RNU		PLU (2018)		
VIVIERS-LES-LAVAU	Carte Communale		Carte Communale (2006)		

Ce travail conjoint a favorisé l'évolution des documents d'urbanisme locaux en cohérence avec les axes de développement du SCOT, a favorisé le suivi de leur mise en œuvre en vue de l'évaluation obligatoire du SCOT, mais également des évolutions ponctuelles nécessaires pour permettre une bonne instruction des dossiers d'autorisation du droit des sols.

L'accompagnement a également consisté en la réalisation d'analyses à l'échelle de la commune pour projeter les développements envisageables, pour identifier les potentiels de développement mobilisables pour les communes qui le nécessitent, en vue de respecter le niveau de développement octroyé à chaque commune.

Pour mener à bien ce travail, les techniciens de la CCTA et la Vice-Présidente en charge des questions d'Urbanisme et de l'Habitat se sont mobilisés lors de réunions techniques internes, puis avec les équipes communales, de réunions d'information, dans l'accompagnement du travail mené par les bureaux d'études des communes... pour garantir la prise en compte du SCOT, la traduction de ses orientations et des éléments réglementaires dans les documents d'urbanisme locaux.

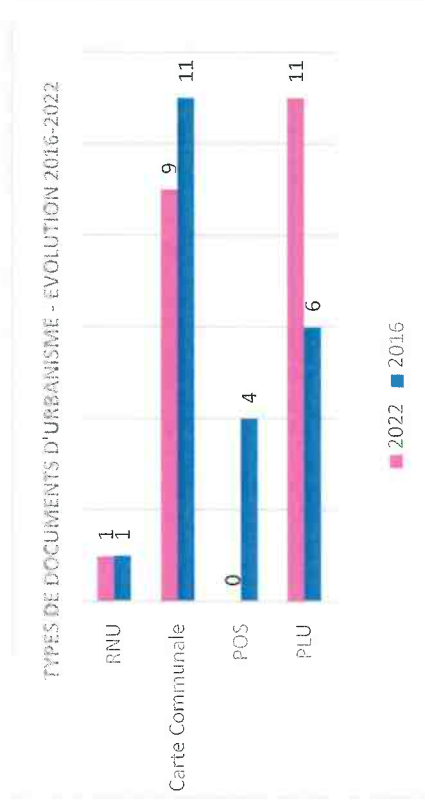
Cet accompagnement a notamment permis de voir évoluer les documents d'urbanisme à travers la définition de projets de développement locaux intégrant les orientations du SCOT, mais a également permis à quelques cartes communales d'évoluer en PLU, bénéficiant ainsi d'un cadre réglementaire adapté au contexte communal et participant à la mise en œuvre de la cohésion du Vaurais, par la définition de règles partagées (sur la base du DOO du SCOT approuvé), qui tiennent compte des spécificités locales.

En parallèle de cet accompagnement, la CCTA a créé en juillet 2015 un service commun d'instruction du droit des sols mutualisé proposé aux pôles relais et communes rurales du territoire suite au transfert de la compétence par l'Etat<sup>3</sup>, les communes de Lavaur et St-Sulpice-la-Pointe assurant déjà en régie l'instruction du droit des sols depuis plusieurs années.

<sup>3</sup> Loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové (loi ALUR)

Ce service a apporté son soutien aux communes lors de la rédaction des dispositions réglementaires des PLU en mettant à profit les éventuelles difficultés rencontrées lors de l’instruction pour favoriser l’évolution des règles et leur meilleure compréhension.

Une quinzaine de communes a bénéficié, depuis le lancement de l’élaboration du SCoT d’un accompagnement de la CCTA ayant participé à l’évolution de nouveaux documents d’urbanisme locaux.



A la croisée des données issues de ces accompagnements, la CCTA a été en mesure de mener des analyses tant sur la consommation foncière des communes, que sur l’évolution de l’artificialisation du territoire du Vaurais.

## 4. LES TRAJECTOIRES SUIVIES PAR LE TERRITOIRE DEPUIS L'APPROBATION DU SCOT DU VAURAIIS

Le SCoT approuvé a défini dans le DOO<sup>4</sup> 4 chapitres permettant de décliner les prescriptions et recommandations faisant référence à l’armature urbaine du territoire, au contexte agri-environnemental, au système de déplacement et à l’économie.

Ces 4 chapitres concourent tous vers les mêmes objectifs : privilégier la maîtrise de la consommation foncière, définir l’articulation à trouver entre préservation et développement, proposer des scénarii pour lutter contre le réchauffement climatique et valoriser les énergies renouvelables.

57 recommandations et 137 prescriptions ont été définies et territorialisées dans le DOO. Afin de favoriser leur intégration dans les documents d’urbanisme locaux, et pour faciliter une véritable lecture citoyenne et une bonne appréhension du document, les Elus ont fait le choix que certaines apparaissent dans plusieurs chapitres en tant que rappel, tout comme des rappels du cadre réglementaire applicable (code de l’urbanisme) ont été également intégrés au document.

Le SCoT est décliné à l’échelle des 22 communes qui composaient alors le territoire. Les éléments présentés dans cette analyse des trajectoires du territoire sont basés sur un territoire à 21 communes, la commune de Buzet-sur-Tarn ne faisant plus partie du périmètre de la CCTA. Le SCoT approuvé ayant décliné la base programmatique à l’échelle de la commune, il était entendu avec les représentants de l’Etat que le SCoT poursuivait sa mise en œuvre sur la base du dossier approuvé.

<sup>4</sup> DOO : Document d’Orientations et d’Objectifs



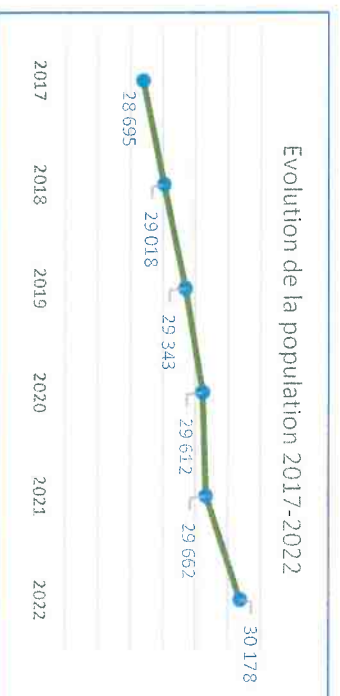
## 4.1. UN DEVELOPPEMENT DEFINIT SELON LES CAPACITES D'ACCUEIL DES COMMUNES

### 4.1.1. UNE DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE SOUTENUE

La base programmatique du SCOT est basée sur une extrapolation de la population sur la base de la population INSEE 2012 et de l'application du taux de croissance relevé sur la période précédente (2006-2012).

Une population encore jeune, mais légèrement vieillissante

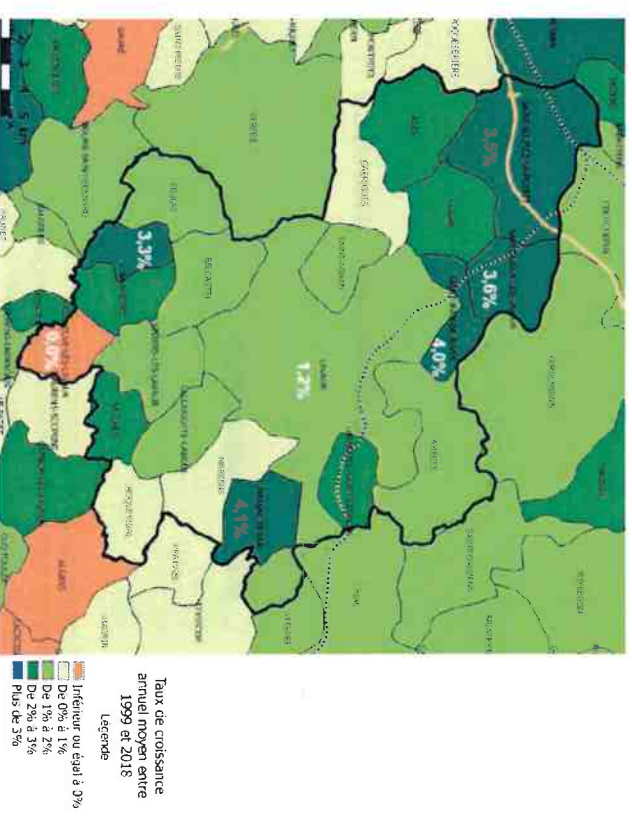
La croissance démographique du territoire reste dynamique à l'échelle du territoire (+1 483 habitants en 6 ans). Toutefois elle a fortement ralenti comparativement aux augmentations de population connues sur les périodes précédentes. A titre de comparaison, le territoire a accueilli près de 10 000 habitants entre 1999 et 2018 (avec un taux de croissance annuel moyen de 2,17%).



Le taux de croissance diminue depuis le milieu des années 2010 et est actuellement un peu supérieur à 1%. Les naissances qui avaient fortement chuté en 2018 (225 contre 288 en 2016) ont amorcé une reprise à partir de 2019, mais restent chaotiques selon les années. 2021 retrouve une valeur qui se rapproche de celle de 2018.

Le taux de natalité du territoire est de 10,1 ‰ sur la période 2013-2019 en baisse de près de 3 points comparativement à la période précédente (il est de 9,4 pour le Tarn). La natalité du territoire diminue pour se rapprocher des valeurs du département du Tarn, après avoir connu un pic sur la période 1999-2013.

La mortalité, en baisse régulière depuis les années 70, amorce une légère augmentation sur la période (en passant de 7,7 en 2008-2013 à 8,1 de 2013 à 2019)



La croissance démographique du territoire, très forte des années 90 et au début 2000, se ralentit et aborde une transition sur la période évaluée. Le scénario de développement médian qui avait été choisi dans le SCOT approuvé (croissance annuelle moyenne lissée de 2%) est aujourd'hui supérieur aux valeurs statistiques relevées pour la CCTA.

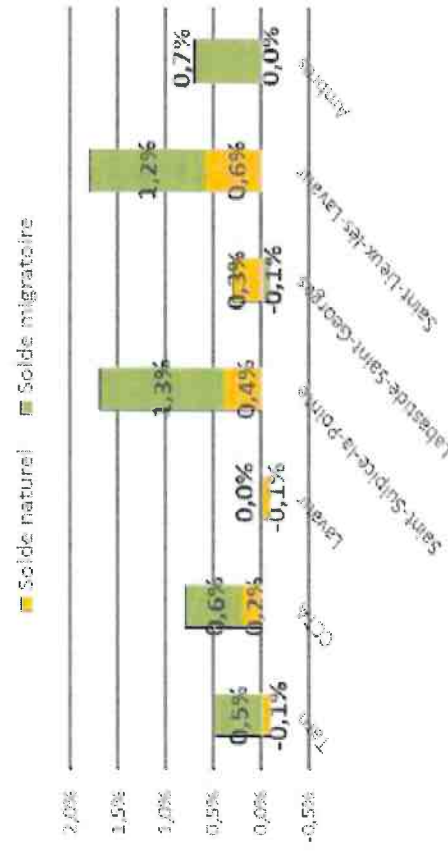
Toutefois, quelques communes connaissent encore des développements importants.

Si les communes du territoire connaissent une croissance de population assez stable, il faut souligner que la commune de St-Sulpice-la-Pointe enregistre une augmentation de population plus soutenue entre 2017 et 2022, presque 1000 habitants de plus sur la période d'analyse face à Lavaur + 713 habitants, induite notamment par la proximité immédiate de l'autoroute A68. Les pôles relais de Saint-Lieux-Lès-Lavaur, Labastide-St-Georges et Ambres connaissent également une augmentation de population, mais moins importante.

Le solde migratoire que connaît le territoire reste supérieur au solde naturel et est particulièrement marqué sur les communes proches de l'axe autoroutier vecteur d'attractivité.

	Population INSEE 2012	Population INSEE 2017 (Population légale 2014)	Population INSEE 2022 (Population légale 2019)
<b>POLE LAVAUUR</b>			
Lavaur	10 242	10 592	11 305
Labastide-St-Georges	1 891	1 922	1 983
Ambres	954	973	1 050
<b>POLE SAINT SULPICE</b>			
Saint-Sulpice	8 327	8 642	9 604
Saint-Lieux-lès-Lavaur	947	988	1 139
<b>COMMUNES RURALES</b>			
Azas	581	620	675
Bannières	199	210	210
Belcastel	206	214	253
Garrigues	279	271	285
Lacougotte-Cadoul	166	170	187
Lugan	404	391	437
Marzens	283	277	323
Massac-Séran	340	363	423
Montcabrier	251	273	326
Roquevidal	130	138	135
Saint-Agnan	230	234	262
Saint-Jean-de-Rives	436	464	544
Teulat	491	486	496
Veilhes	103	117	167
Villeneuve-lès-Lavaur	144	150	143
Viviers-lès-Lavaur	220	225	231
<b>TOTAL COMMUNES</b>	<b>26 824</b>	<b>27 720</b>	<b>30 178</b>

Evolution du solde naturel et migratoire, 2013-2018  
Source : INSEE 2018



**La démographique du territoire devra être observée à l'avenir pour confirmer si le ralentissement de la croissance de population se poursuit ou pas.**

La population du territoire reste jeune, mais légèrement vieillissante. La part des moins de 20 ans représente 1/4 de la population totale, celle des plus de 65 ans est presque à 20%, le solde représente environ 55% de la population. Comparativement à la période précédente, recensement INSEE 2017 (valeur 2014), la part des moins

de 20 ans est stable et celle des 20/64 se réduit au profit des plus de 65 ans. Les évolutions restent faibles sur la dernière période, mais confirment une tendance identifiée depuis le recensement de 2012.

La part des plus de 75 ans est globalement stable sur le territoire, ils représentent 8,8% en 2017 et passent à 9,4% en 2018. Le vieillissement de la population est plus marqué sur les pôles urbains centraux de la CCTA (Lavaur et St-Sulpice-la-Pointe) qui concentrent les services, équipements et commerces.

Le territoire propose des établissements d'accueil dédiés à cette tranche d'âge de la population (accueil en autonomie et en dépendance), ce qui représente 237 places. 8,5% des personnes de plus de 75 ans vivent dans l'un de ces établissements, taux en légère augmentation par rapport à 2013.

Les communes ont engagé des actions pour favoriser autant que possible le maintien des personnes âgées chez elles, avec notamment l'organisation de portage de repas à domicile sur quelques communes. Le projet de Territoire de la CCTA a identifié le besoin de développer ce service à une échelle plus large.

En parallèle la CCTA va accompagner les propriétaires occupants et bailleurs, dont les logements nécessitent des travaux d'adaptation et de rénovation énergétique, à travers l'OPAH qui sera mise en œuvre courant 2023.

**Les actions développées jusqu'ici par les communes sont bénéfiques puisque la part des plus de 75 ans vivant seuls chez eux et bénéficiant de mesures de maintien à domicile représente 977 personnes en 2018, en augmentation de près de 10% comparativement à 2013. Celles qui vont s'engager courant 2023 à l'échelle de la CCTA seront complémentaires pour permettre à cette évolution de se poursuivre.**

### Le profil des ménages

Sur les communes les plus proches de l'agglomération Toulousaine on constate un accueil plus important de familles, qui ont généralement des revenus supérieurs aux ménages locaux **confirmant que le territoire porte un enjeu de développement d'une offre de logements abordables en location et en accession dans un contexte de pression sur le parc existant.**

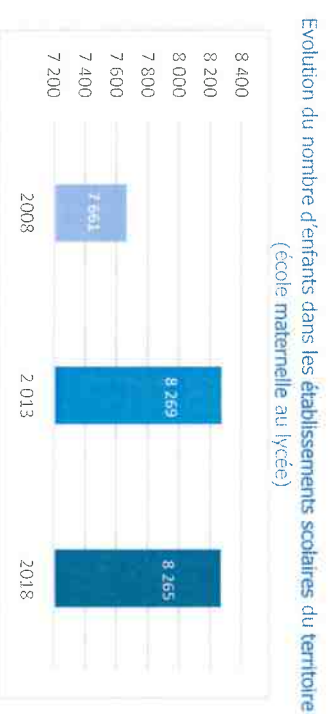
Une majorité de ménages du territoire a un profil familial (39,5% des ménages avec enfants en 2018), mais la part des ménages seuls est en augmentation de 2,5 pts entre 2013 et 2018.

En parallèle, **la taille des ménages diminue progressivement** pour atteindre 2,3 personnes par ménage, ce qui reste supérieur à la valeur du Tarn qui est de 2,2. Le territoire connaît lui aussi le phénomène de décohabitation des ménages qui pose la question de l'adaptation des typologies des logements aux évolutions de la société et de l'offre du territoire en la matière.

Face à ce profil principalement familial, les communes du territoire et la CCTA développent peu à peu les équipements nécessaires aux besoins d'accueil des nouveaux arrivants et aux besoins induits par la croissance de la population.

### Les enfants en âge d'être scolarisés

Après une forte période de croissance entre 2008 et 2013, le nombre d'enfants et d'adolescents potentiellement concernés par des besoins de scolarisation sur le territoire, connaît une période de stabilité depuis, en cohérence avec les évolutions démographiques du territoire.



La répartition des enfants en âge d'être scolarisés dans les établissements du territoire montre que la part des collégiens et lycéens est en augmentation depuis 2019, contrairement à celle des élèves de maternelles et élémentaires. Les besoins du territoire à ce jour sont donc prégnants pour les collégiens et lycéens, les écoles maternelles et élémentaires répondant mieux aux besoins actuels.



Toutefois, face aux besoins identifiés lors de la révision de son PLU, la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe a fait le choix d'intégrer dans son PLU une zone permettant d'accueillir un équipement de ce type.

Les établissements scolaires existants lors de l'approbation du SCoT ont été maintenus. **Les évolutions des enfants scolarisés seront à observer sur la prochaine période afin de déterminer si ces équipements répondent encore bien aux besoins au vu des évolutions démographiques plus basses que connaît le territoire.**

Le territoire dispose d'une offre diversifiée d'équipements publics permettant d'accompagner le développement que connaît le territoire et de répondre aux besoins quotidiens. Ils maillent le territoire sur la base de l'armature territoriale.

La part des collégiens, stable depuis 2015, a connu une augmentation marquée en 2019-2020 correspondant à la croissance des familles sur le territoire depuis la fin des années 90. Les collèges du territoire arrivent à leurs capacités maximales d'accueil, même après l'aménagement d'espaces complémentaires de classes, installation de classes modulaires... **Les établissements sont localisés dans des secteurs urbains constitués et denses, les possibilités d'extension sont quasi inexistantes sur les pourtours des périmètres concernés.** La part des élèves en élémentaire est en diminution sur le territoire, laissant présager que la situation des collèges sera prochainement moins tendue.

**Les écoles maternelles et élémentaires ressentent elles aussi les effets de la baisse des effectifs** qui pourrait impacter très rapidement le maintien de classes sur certaines communes. Il faut toutefois noter la création d'une nouvelle école maternelle à Lavaur aux Clauzades (2021) qui compte 5 classes avec possibilité d'extension de 2 classes supplémentaires, pouvant accueillir 135 élèves au total. Equipement structurant qui était identifié dans le SCoT approuvé.

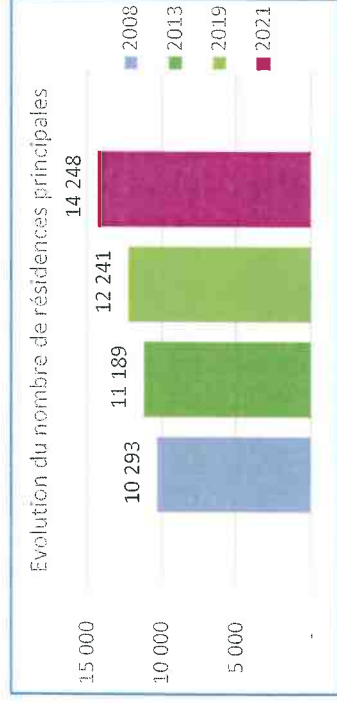
Face à la croissance du nombre de collégiens sur un périmètre plus large que le Vaurais, la Région Occitanie a fait le choix de mettre en service un nouveau lycée sur la commune de Gragnague (Haute Garonne) qui pourra accueillir plus de 1 700 élèves à terme. Mis en service à compter de la rentrée 2022-2023, il accueille les élèves de collège scolarisés à St-Sulpice la Pointe. Il n'y a pas pour l'instant de projet de nouveau lycée sur le territoire du Vaurais.



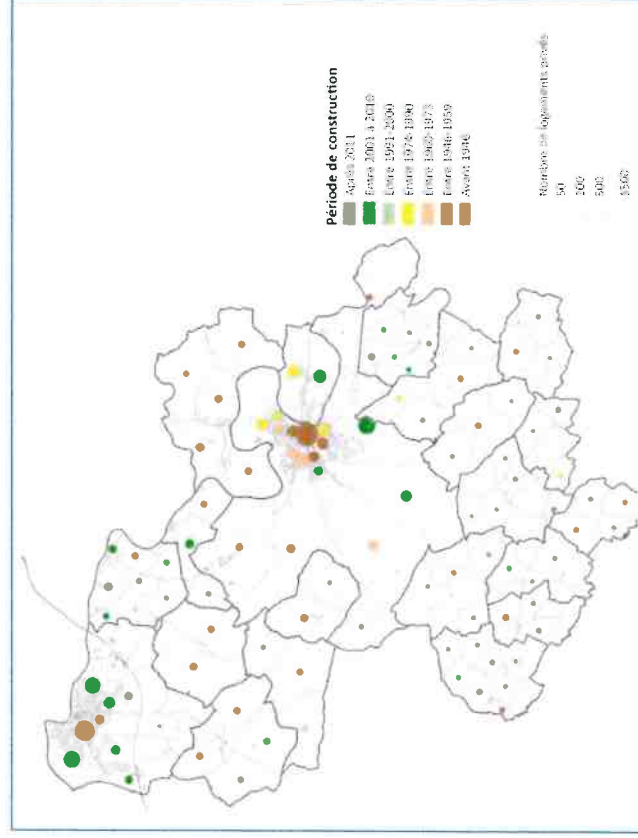




majoritairement concentrés sur Lavaur, à hauteur de 76%.



L'offre locative sur le territoire est stable et le « *turn over* » des occupants, tout type de logement confondu, reste faible. L'offre locative privée représente près de 3 200 logements sur le territoire, dont 79% sont des T4 et plus, répondant aux compositions familiales qui se sont développées sur le territoire au cours des périodes précédentes (phénomène de périurbanisation avec arrivée des jeunes ménages).



Face au ralentissement de la croissance démographique du territoire, plusieurs points interrogent quant à l'offre en logements disponible pour répondre aux besoins actuels et futurs :

- Une population plus jeune que celle du département, mais un **vieillessement de la population** avec 1 habitant sur 4 de 60 ans ou plus, et un poids des séniors dans la population totale en augmentation, posant la question de l'adaptation des logements pour le maintien à domicile,
- Une population avec un niveau de revenus plus élevé que le reste du département, mais **la présence d'une population précaire avec des besoins en logements locatifs abordables** : 2 041 ménages propriétaires occupants sont éligibles aux aides de l'ANAH (soit plus d'un quart des ménages propriétaires). Parmi ceux-ci :
  - 1 277 propriétaires occupants éligibles ont plus de 60 ans,
  - 1 208 vivent dans des logements construits avant les 1eres réglementations thermiques de 1974.

Ces chiffres témoignent du potentiel de propriétaires pouvant bénéficier de subventions de l'ANAH pour des travaux d'amélioration de l'habitat. Les 2 pôles urbains centraux comptent à eux-seuls 1 321 ménages éligibles aux aides de l'ANAH, soit 65% d'entre eux.

Par ailleurs, 15,7% des ménages vivent sous le seuil de pauvreté (1 856 ménages), contre 20% pour le Tarn et 52,1% des ménages sont éligibles à un logement social sur le territoire.



L'offre locative est inférieure à la demande, notamment dans les deux pôles urbains centraux, et les loyers y restent élevés. Cela renforce l'augmentation de la pression sur le locatif social (596 logements en 2021) où le niveau de tension est particulièrement fort.

Le SCOT approuvé fixe un **objectif de réalisation de résidences principales**, qui ramené à la période de l'évaluation correspond à un objectif projeté de presque **1 510 logements**.

Entre l'approbation du SCOT et aujourd'hui, on compte presque 1300 logements supplémentaires sur le territoire (neufs, remise sur le marché de l'immobilier après travaux, réhabilitation...) confirmant un bon développement du parc face à la projection du SCOT, qui permet de mieux répondre aux besoins courants, à la décohabitation des ménages, mais aussi aux besoins des jeunes adultes qui prennent leur indépendance.

Le parc reste encore très majoritairement tourné vers l'habitat individuel.

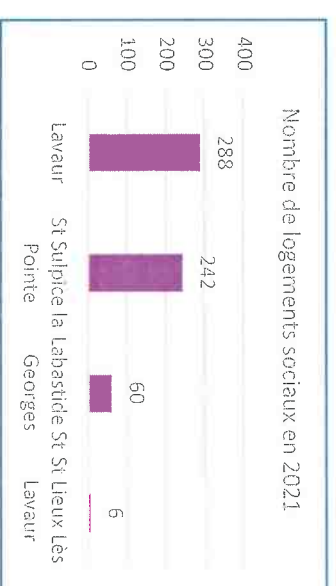
Le parc de logements sociaux du territoire s'est développé depuis le début des années 2010, on comptait alors 531 logements. On en compte presque 600 en 2020. 48% du parc est situé à Lavaur et 40% sur Saint-Sulpice-la-Pointe. L'offre est complétée par le parc des pôles relais de Labastide St-Georges et St-Lieux-Lès-

<sup>5</sup> Données MAJIC

Lavaur.

A l'image du territoire, le parc se compose majoritairement de T3 et T4 à 74,3% et de T5 représentent 10,7%. Les logements T1 et T2 ne représentent que 15% du parc.

Le parc social est assez récent, 45 % du parc a été construit après 2000. Cependant plus d'1/3 des logements ont été construits avant 1980.



L'offre se développe, toutefois elle reste insuffisante pour répondre aux besoins.

A titre d'information pour l'année 2021, on estime un ratio de 208 demandes d'attributions de logements sociaux à Lavaur pour 13 acceptations. Soit une moyenne de 16 demandes par logement, confirmant la très forte tension du territoire en la matière.

**Le parc vacant existant sur le territoire représente un potentiel de presque 1 000 logements, représentant 7,4% du parc en 2021<sup>5</sup>.** La CCTA, par la future OPAH qui débutera courant 2023, participera à la remise sur le marché de l'immobilier d'une partie de ce parc afin de mieux répondre aux besoins identifiés sur le territoire.

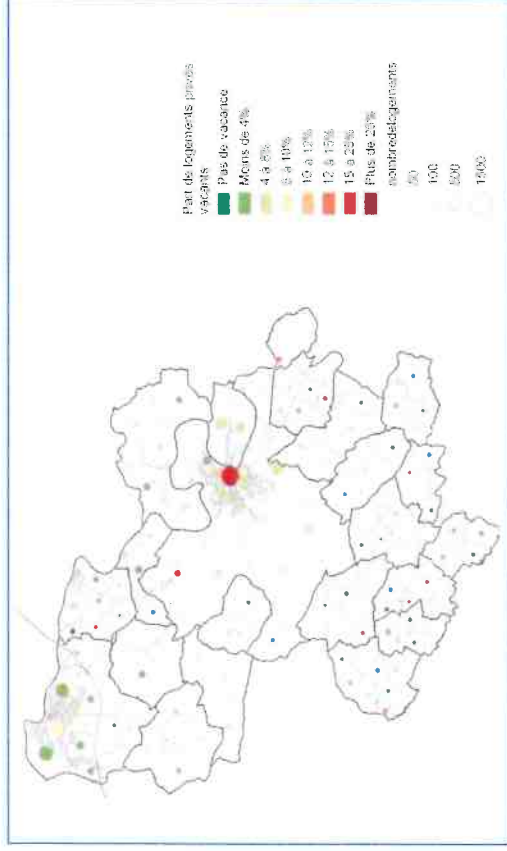
La grande majorité des logements privés sont occupés par leurs propriétaires, et 79% sont des habitations de 4 pièces ou plus. Des **enjeux de diversification des typologies et de renforcement de l'offre locative qualitative à loyers abordables ont été identifiés**, pour s'adapter aux évolutions socio-démographiques et répondre aux besoins des petits ménages.

Le Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne (PDLHI) du Tarn a enregistré près de 21 signalements par an sur le territoire de la Communauté de Communes. Le croisement des données sur les logements privés de confort médiocre à dégradé et de celles sur le taux de pauvreté des ménages fait état de **989 logements Privés Potentiellement Dégradés**.

De plus, **43% des habitations du parc privé seraient classées en étiquette énergétique E, F, G en 2021** (5 636 logements), majoritairement occupées par des séniors.

La CCTA a engagé l'élaboration d'un PLH volontaire, mais s'est retrouvée face à la difficulté de donner aux Elus une vision opérationnelle des actions envisageables. Aussi, elle a fait le choix d'engager **une étude pré-opérationnelle OPAH** qui sur la base de ces constats et des enjeux identifiés dans le PLH en cours d'élaboration va permettre de traiter les enjeux et les problématiques identifiés à compter de 2023.

Cette opération, qui s'adresse aux propriétaires occupants du territoire intercommunal et aux propriétaires bailleurs de logements situés en centre bourg, sera une réponse complémentaire apportée au territoire pour mieux répondre aux besoins actuels et futurs, permettant **une action sur les secteurs constitués pour leur rendre leur attractivité, et préserver, valoriser et respecter les caractéristiques du bâti ancien**. Tout en diversifiant l'offre proposée en locatif en garantissant pour les propriétaires occupants une meilleure adaptation de leurs logements à leurs besoins



Lavaur affiche un taux de vacance de 10,8% et Saint-Sulpice-La-Pointe de 4,8% bénéficiant d'une dynamique plus soutenue en terme d'accueil de population, à la recherche d'un logement.

Les pôles relais du territoire ont des taux compris entre 4 et 4,3%. Un taux de vacance supérieur à celui de l'intercommunalité est constaté sur les communes de Veilhès (7,6%), de Villeneuve-lès-Lavaur (8%), d'Azas (8,3%), et de Massac-Séran (9,6%).

Il faut toutefois, pour ces communes, relativiser ces valeurs qui correspondent à un volume de logement faible (une 50<sup>aine</sup> de logements au total).

La vacance de logements s'observe principalement en centre ancien et pose la question de l'adaptation des typologies de logements proposées et de la rénovation de logements souvent anciens pour leur remise sur le marché.

Si la problématique de la **vacance de 3 ans et plus** n'est pas prépondérante sur le territoire, elle concerne tout de même **401 logements**, principalement de petits logements, et situés en centre ancien des 2 pôles urbains.

Malgré le poids des constructions récentes, 39% des logements privés (5 261 logements) ont été construits avant la 1<sup>ère</sup> réglementation thermique de 1974, induisant un **potentiel non-négligeable de besoin en travaux de rénovation**.



## 4.2. UN TERRITORIAL MAÎTRISE DEVELOPPEMENT

Le caractère urbanisé d'un espace est la traduction de l'usage qui en est fait. Si l'artificialisation des sols traduit un changement de couverture physique, la consommation traduit un changement d'usage.

Le SCOT du Vaurais a défini son projet de développement en intégrant les lois Grenelles et en affichant un objectif de réduction de la consommation foncière de 25% sur 20 ans.

L'approbation de la loi Climat et Résilience en aout 2021 va rebattre les cartes des développements prévus par les territoires en affichant des objectifs plus ambitieux à l'échelle nationale, que les Schémas Régionaux de Développement Durable et Equilibré des Territoires (SRADDET) doivent territorialiser d'ici à février 2024, pour que les SCOT et les PLU les intègrent et soient approuvés respectivement au 22 aout 2026 et 22 aout 2027 .

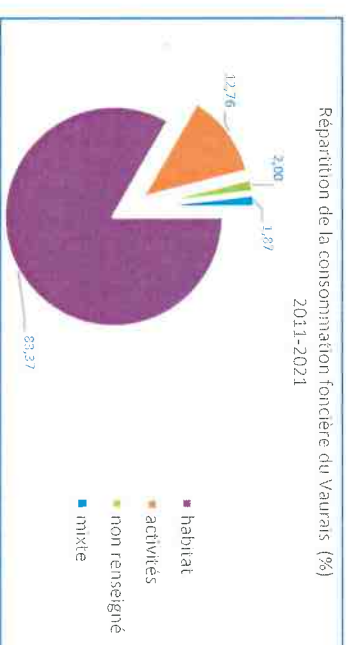
### 4.2.1 UNE RYTHME DE CONSOMMATION FONCIERE QUI RESTE SOUTENU

Le SCOT approuvé a basé son analyse sur les évolutions et dynamiques de la période 2003-2012 pour définir sa base programmatique, déclinée à la commune. Au cours de cette décennie **352 hectares ont été consommés**, en cohérence avec la croissance démographique que le territoire a connu sur cette période, confirmant le phénomène de périurbanisation en « tâche d'huile » associée au développement exponentiel des logements pavillonnaires.

Aussi, face à ce constat les Elus du territoire ont fait le choix de projeter un scénario de SCOT médian ayant l'objectif de maîtriser la croissance du territoire et de la consommation foncière associée sur les 20 années à venir. Dès la fin des années 2010 un léger ralentissement du rythme de la consommation foncière a été identifié,

confirmé sur la période 2011-2021 avec presque 230 hectares consommés par le développement du territoire<sup>6</sup>.

La répartition des hectares consommés est révélatrice du phénomène de développement que connaît le territoire du Vaurais depuis le début des années 90, avec plus des ¾ de l'enveloppe liée à l'habitat. Phénomène qui également est identifié sur les territoires autour du Vaurais et notamment ceux membres de l'InterSCOT du Grand Bassin toulousain.



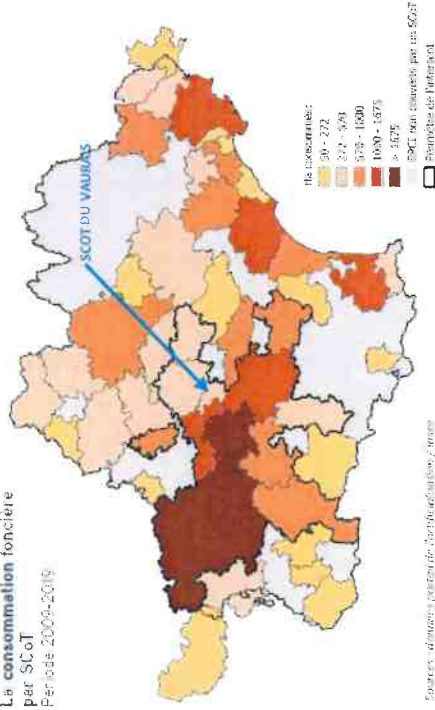
Comparativement aux territoires de la Région Occitanie, le Vaurais fait partie des territoires qui ont le moins consommé, en volume global, comparativement à d'autres territoires urbains et ruraux.

Ramené à la population accueillie sur la période 2009-2019, la consommation d'espaces moyenne par habitant du SCOT du Vaurais est inférieure à 1 000m<sup>2</sup> (982m<sup>2</sup>).

Face à la période pré-SCOT favorisant des parcelles plus grandes ou le 2 500 m<sup>2</sup> extrêmement consommateur de foncier était très largement répandu, la multiplication des PLU sur le territoire a posé les bases d'une nouvelle organisation du développement et une ouverture à d'autres typologies pour répondre à une diversification des besoins des populations, répondant à leurs capacités financières notamment.

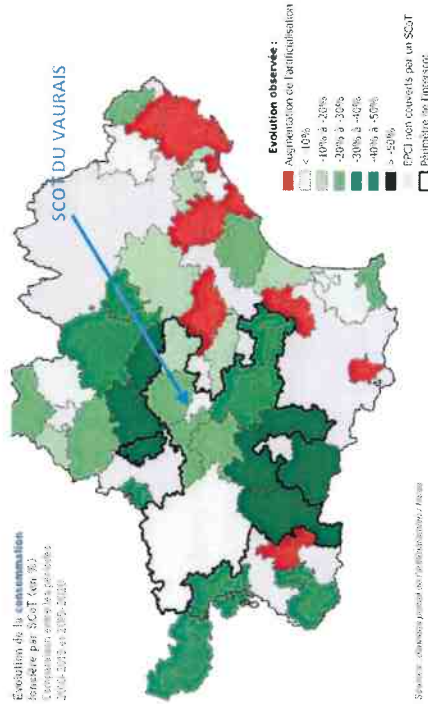
<sup>6</sup> InterSCOT du Grand Bassin Toulousain

La consommation foncière par SCoT  
Périodes 2009-2019



L'analyse de l'évolution de la consommation foncière à l'échelle régionale entre les périodes 2010-2015 et 2015-2020 montre une nette diminution de la consommation pour tous les territoires, en application des lois Grenelles notamment.

Evolution de la consommation foncière par SCoT (en %)  
Périodes 2010-2015 et 2015-2020



La loi Climat & Résilience adoptée en août 2021 fixe un objectif de diminution de 50% de la consommation d'espace pour la décennie 2021 et 2031, par rapport à la décennie précédente (2011-2021).

Cette objectif de réduction doit être territorialisé dans le SRADDET pour pouvoir être traduit dans les SCoT et PLU de la Région.

Dans ce contexte, sur la base d'une analyse menée par le CEREMA depuis 2009 à partir des fichiers MAJIC<sup>7</sup> de la DGFIP<sup>8</sup>, la consommation foncière du territoire du Vaurais sur la **période de référence 2011-2021 est évaluée à 230 hectares**. Ce qui laisse présager, dans le cas où le SRADDET ne territorialise pas les objectifs de la loi, un objectif de 115 hectares maximum d'enveloppe foncière totale pour la période 2021-2031 pour le Vaurais (règle de la diminution de 50% prévue par la loi).

Si ces données permettent d'avoir une vision de la consommation et de l'artificialisation des sols, elles sont une version partielle de la réalité qui peut être analysée au plus près du terrain. Sur la base des données issues du portail de l'artificialisation et des données INSEE, le SCoT du Vaurais est identifié comme un territoire faisant partie de ceux qui ont le moins consommé, en volume global sur la période 2009-2019 (années de référence du portail de l'artificialisation).

Le SCoT du Vaurais porte une logique de repolarisation, favorisant la structuration de bourgs-centre et centre villes, afin de consolider des centralités existantes en permettant le développement d'une offre économique de proximité, en renforçant le maillage des équipements et en structurant les bassins de vie.

La base programmatique définie dans le SCoT a projeté **une enveloppe foncière maximale 317,7 ha sur 20 ans** (hors Buzet-sur-Tarn et hors Parc d'activités les Portes du Tarn qui a une enveloppe foncière dédiée, estimé à 130 ha sur 20 ans), rapportée à la commune et décomposée comme suit :

<sup>7</sup>MAJIC : Mise À Jour des Informations Cadastreales : donnée fiscale servant à calculer la taxe foncière en particulier.

<sup>8</sup>DGFIP : Direction Générale des Finances Publiques

SCOT APPROUVE – PROJECTION FONCIERE		TOTAL SCOT DU VAURAIS HORS BUZET SUR TARN
Résidentiel (dont 38 ha lie au développement du parc d'activités Les Portes du Tarn)		301
Equipements structurants		17
Parc d'activités Les Portes du Tarn – ha commercialisables		130

Pour mener la comparaison avec la période analysée dans l'évaluation 2016-2022<sup>9</sup>, du SCOT approuvé, l'enveloppe foncière du SCOT dédiée à la part résidentielle a été rapportée à la période d'évaluation (6 ans) et se répartit selon l'armature territoriale comme suit :

SCOT APPROUVE RAPPORTE SUR 6 ANS SELON L'ARMATURE TERRITORIALE – enveloppe résidentielle		
	Enveloppe définie	Répartition en %
Pôles urbains centraux	47,82	52,96
Pôles relais	15,57	17,24
Communes rurales	26,91	29,80
Total	90,3	

Sur la base de ces éléments, la consommation moyenne annuelle théorique de l'enveloppe foncière dédiée au développement résidentiel, qui permet d'identifier le rythme de développement moyen projeté et de mener une comparaison avec la période analysée, est de 15 ha.

L'analyse de la mise en œuvre du SCOT s'est déroulée en deux phases correspondantes au pré-bilan, permettant d'identifier les premières tendances de

<sup>9</sup> Entre 2015 et 2016, 10 hectares de foncier ont été consommés sur le territoire. Il ne sont pas pris en compte dans l'évaluation du SCOT qui couvre la période

développement, et à l'évaluation finale. Elles sont présentées ci-dessous ainsi qu'une synthèse pour la période 2016-2022.

***PRECISION :** Afin d'avoir une vision complète de l'évolution du territoire, l'analyse intègre volontairement la totalité du foncier qui a évolué au cours de la période (zones U et zones A). Il est toutefois rappelé que, conformément au cadre du SCOT approuvé, pour les zones A il s'agit d'identifier les principales évolutions qu'à connu le territoire, mais qu'elles ne seront pas décomptées de l'enveloppe foncière « résidentielle » définie dans la base programmatique du SCOT approuvé.*

## PERIODE 2016-2019

	Foncier qui a évolué 2016-2019 en ha	%
Résidentiel	58,1	89,52
Parc d'activités les Portes du Tarn	4,7	7,24
Equipements	2,1	3,24
ZAE existantes	0	
Zones Agricoles - bat A	0	
TOTAL	64,9	

- La part de foncier consommée par le résidentiel représente plus de 89% du foncier consommé, le foncier concerné correspond aux secteurs ouverts à l'urbanisation dans les documents d'urbanisme locaux.
- Le développement du parc d'activités Les Portes du Tarn correspond à l'implantation de l'aire de service comprenant une station-service, des espaces de restauration, une société coopérative réunissant des caves valorisant les cépages et vignobles du Sud-Ouest et une aire de co-voiturage.

2016-2022. Ils sont donnés à titre indicative, puisque la base programmatique du SCOT prenait comme référence l'année 2015 (projection des valeurs INSEE 2012).



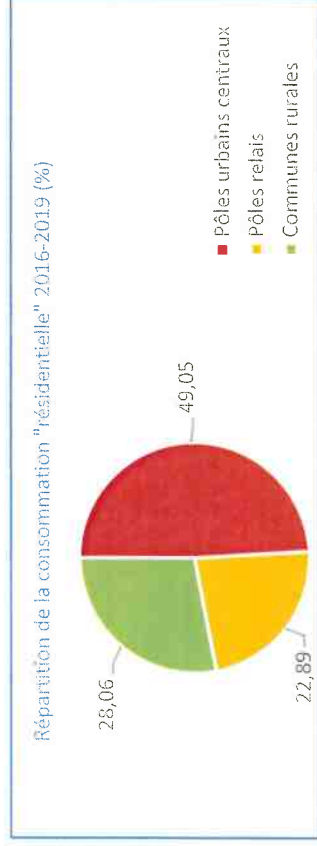
→ Deux équipements structurants ont été autorisés sur la Commune de Lavaur : l'école maternelle Comtesse de Ségur et le Centre Aquatique Intercommunal l'Ô Pastel.

**PERIODE 2020-2022**

→ L'armature territoriale du SCOT se reconnaît dans l'analyse dans la répartition du foncier consommé par communes. La densification du territoire s'appuie sur les secteurs constitués, avec le développement du Bimby<sup>10</sup> et du comblement des dents creuses du territoire.

La densification du territoire sur ces secteurs représente 7,8 ha de foncier dont près de la moitié sur la Commune de Saint-Sulpice-La-Pointe

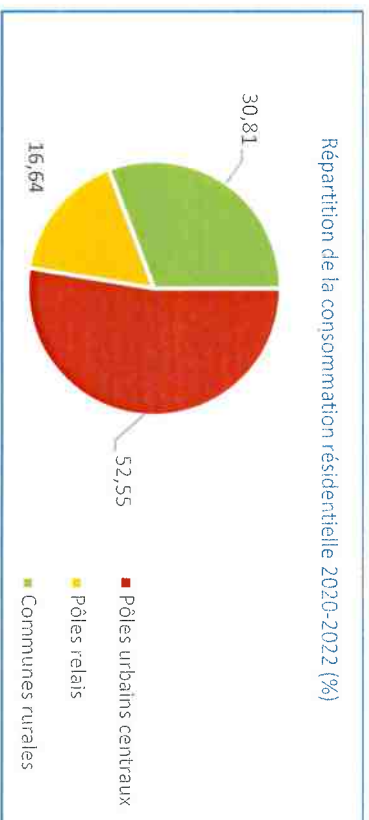
Le résultat sur cette période permet d'identifier que les pôles urbains centraux concentrent presque la moitié du développement, dans une proportion inférieure à la base programmatique. La part des pôles relais est supérieure à la base de 5 points et les communes rurales légèrement inférieure.



<sup>10</sup> Bimby : « *build in my back yard* » : construire dans mon Jardin. Concept qui correspond à la division d'une parcelle pour permettre une nouvelle construction sur la partie détachée.

Foncier qui a évolué 2016-2019		%
Résidentiel	52,9	81,76
Parc d'activités Les Portes du Tarn	0	0
Equipements	0	0
ZAE existantes	5,6	8,66
Zones Agricoles - bat A	6,2	9,58
<b>Total</b>	<b>64,7</b>	

- La part de foncier consommée par le résidentiel s'est réduite, mais reste largement majoritaire.
- Il n'y a pas de consommation identifiée sur cette période concernant les équipements structurants et le Parc d'activités Les Portes du Tarn, impacté par un recours auprès du tribunal administratif qui a stoppé les travaux.



Pour cette seconde période, la répartition du développement concerne les pôles urbains centraux, ainsi qu'une augmentation pour les communes rurales, dont certains projets importants ont été mis en œuvre sur la période d'analyse réduisant leur enveloppe globale pour les années à venir. Pour les pôles relais les principaux projets ont émergé sur la période précédente.

### Synthèse 2016-2022


De l'analyse menée sur la période 2016-2022, la consommation foncière du territoire montre que le **rythme de développement reste soutenu** et qu'il s'est accompagné de la réalisation d'équipements communaux (station d'épuration, espace de jeux/sports) et structurants (école, centre aquatique intercommunal) pour répondre aux besoins tant des populations, que du renouveau de certains équipements anciens.

	Surfaces consommées en ha	%	Ecart / SCOT approuvé
Pôles urbains centraux	56,3	50,72	-2,24 %
Pôles relais	22,1	19,91	+2,67 %
Communes rurales	32,6	29,37	-0,43 %
Total	111		

Le territoire voit le phénomène du « **Bimby** » augmenter depuis quelques années, reflétant la densification et le changement de comportement des ménages qui ne souhaitent plus systématiquement avoir un grand terrain dont le prix peut freiner et qui nécessite de l'entretien.

Le coût du foncier, les réglementations en urbanisme, thermiques..., la hausse des taux d'emprunts participent à modifier la typologie de projets qui se réduisent, tant en terme de taille des parcelles que de la surface construite. Sans oublier l'actuel impact de la situation économique mondiale, l'augmentation du coût des matériaux et les critères d'obtention des prêts qui limitent fortement les projets. Aussi, on constate un recul des demandes de permis de construire et un augmentation des autorisations en vue d'agrandir les constructions existantes, de transformer un garage en pièce habitable...

Les pôles urbains centraux jouent leur rôle en tant que premiers vecteurs du développement du territoire, en privilégiant le développement résidentiel pour accueillir la croissance, les services et les équipements.

 Il faut rappeler que le travail d'analyse de la consommation foncière a volontairement pris en compte les périmètres des autorisations délivrées, puisqu'ils sont représentatifs de l'évolution que connaît le territoire pour accueillir le développement (règle définie à l'approbation du SCOT).

Pour autant, si l'enveloppe globale attribuée à chaque commune apparaît comme « consommée » de façon plus ou moins importante, cela ne signifie pas que les communes ne disposent plus de foncier pour accueillir le développement.

Les surfaces des permis d'aménager autorisés n'ont pas été en totalité mobilisées par les permis de construire. Ces périmètres disposent encore de capacités foncières qui permettront d'accueillir les permis de construire à venir pour quelques années.

Le SCOT approuvé prévoit une moyenne annuelle de consommation foncière liée à la part résidentielle de 15 ha. **Sur la période 2016-2022, la consommation foncière résidentielle est de 111 ha, ce qui donne une consommation moyenne annuelle de 18,5 ha.**

Cela confirme que le rythme de développement du territoire se poursuit au regard des disponibilités existantes dans les zones identifiées dans les documents d'urbanisme locaux.

Pour rappel le SCoT approuvé intègre une prescription (n°74) pour que les documents d'urbanisme locaux prévoient un phasage de leur développement en adéquation avec celui du SCoT. L'objectif était de ne pas consommer à court terme le potentiel de développement affecté à chaque commune pour obérer l'avenir. Le foncier consommé au cours de la période 2016-2022 représente pour certaines communes une part importante de l'enveloppe résidentielle octroyée dans le SCoT, c'est le cas pour certaines communes rurales dont le solde disponible est faible (Saint-Agnan, Viviers lès Lavaur), voire très faible pour la prochaine période (Teulat).

Par ailleurs, il faut constater que les formes urbaines et les possibilités d'extensions définies dans le SCoT, et traduites dans les documents d'urbanisme locaux ont été respectées **en privilégiant un développement dans les centres villes et bourgs**. Les hameaux se combent peu à peu. La division parcellaire commence à s'identifier peu à peu dans les hameaux.

Dans les écarts, ce sont les changements de destinations qui permettent de voir perdurer les constructions existantes ainsi que des extensions limitées par les règles d'urbanisme.

#### 4.2.2. L'ARTIFICIALISATION DU TERRITOIRE

L'article 192 de la loi Climat et Résilience est le premier à définir textuellement ce qui doit être considéré comme artificialisé et non artificialisé. Complété par décret, il faut retenir ici que **l'artificialisation est l'altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol, en particulier de ses fonctions biologiques, hydriques et climatiques, ainsi que de son potentiel agronomique par son occupation ou son usage**. Sont considérées comme artificialisées et non artificialisées les surfaces détaillées ci-après.

Surfaces artificialisées	Surfaces non artificialisées
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Imperméabilisés en raison du bâti ou d'un revêtement.</li> <li>• Stabilisés et compactés</li> <li>• Constitués de matériaux composites</li> <li>• Végétalisés herbacés (c'est-à-dire non lignifiés) à usage résidentiel, de production secondaire ou tertiaire, ou d'infrastructures (y compris lorsqu'elles sont en chantier ou à l'état d'abandon)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Naturelles</li> <li>• Nues</li> <li>• Couvertes d'eau</li> <li>• Végétalisées constituant un habitat naturel ou utilisées à usage de cultures (y compris les surfaces d'agriculture urbaine et les surfaces boisées ou arbrustives dans l'espace urbain)</li> </ul>

Si la consommation foncière concerne le changement d'usage des secteurs au cours du temps, **l'artificialisation permet d'avoir une approche plus fine identifiant au-delà d'une enveloppe foncière consommée, la façon dont le développement s'est territorialisé.**

Sur le territoire du Vaurais, l'interSCoT du Grand bassin toulousain, auquel adhère la CCTA, identifie une artificialisation de 255 hectares entre 2010 et 2020. Avec une répartition 83% à destination de l'habitat et 13% à destination des activités économiques, confirmant l'importance de la thématique de l'habitat dans le développement du territoire (le solde correspond notamment aux infrastructures en chantier ou à l'abandon).

Cette répartition est similaire sur les SCOT des agglomérations toulousaine et montalbanaise, ainsi que pour les SCoT Nord Toulousain et Pays Sud Toulousain donnant ainsi au territoire du Vaurais une identité résidentielle plus affirmée que sur les territoires voisins (55% pour la CAGG) et similaire à celle des secteurs ou l'urbanisation est plus dense.

Au-delà de la consommation foncière présentée ci-dessus, l'artificialisation des sols a accompagné le développement du territoire à travers sa densification dans les secteurs constitués, **Bimby et comblement des dents creuses** permettant le réinvestissement et le renouvellement urbain. Cela représente **16,7 hectares sur la période d'analyse** (7,8 ha entre 2016-2019 et 8,8 ha entre 2020-2022). Cela concerne majoritairement les communes de Saint-Sulpice-La-Pointe avec plus de 6 ha concernés, puis de Lavaur et de St-Lieux-Lès-Lavaur.

La densification n'a que peu été anticipée par les communes lors de l'élaboration de leurs PLU et Cartes Communales, cette évolution restait très exceptionnelle alors.

Elle impacte désormais la capacité des réseaux et la capacité des infrastructures à accueillir ces développements. **Elle demande désormais d'être mieux prise en compte, tant dans les évolutions actuelles, que dans les réflexions sur le devenir des documents de planification locaux.**

Si l'on observe le développement urbain des zones d'activités, il est constaté que le parc d'activités Les Portes du Tam, dont le développement commercial a débuté pour la partie sud de la zone avec l'implantation d'une aire de services, reste faible. Un recours auprès du tribunal administratif a été formulé et les travaux sont à ce jour totalement stoppés sur la zone.

En l'absence d'information à ce jour sur le devenir du développement du parc d'activités, il a été fait le choix de ne pas pousser plus loin l'analyse de ce site.

Pour les zones historiques du territoire, leurs densification/recomposition se poursuit. La crise sanitaire a vu la fermeture de plusieurs enseignes en centres villes et dans les zones périphériques. Toutefois, les locaux libérés retrouvent pour leur grande majorité l'installation de nouvelles activités.

DISPONIBILITES FONCIERES EN ZONES D'ACTIVITES ET EN SECTEURS "U" MIXTE		TOTAL FONCIER DE LA ZONE en ha	SCOT Approuvé - Surfaces disponibles	Evaluation 2016-2022 - Surfaces disponibles
<b>ZONE ARTISANALE</b>	<b>AZAS</b>	<b>1,98</b>	-	-
	<b>AI Cros - BUZET SUR TARN</b> (activités artisanales, commerciales)	<b>6,93</b>	-	<b>hors CTA</b>
	<b>Zone d'activités les Cauguillous bas - LAVAUUR</b> (activités Industrielles, artisanales...)	<b>20</b>	-	-
	<b>Zone d'activités Sagnes - route de Galliac - LAVAUUR</b> (activités artisanales, commerciales)	<b>47,75</b>	<b>19,00</b>	<b>19,00</b>
<b>ZONES MIXTES</b>	<b>Secteur "U" les Clauzades Mazasses - LAVAUUR</b> (activités commerciales, services, ...)	<b>11,27</b>	<b>11,27</b>	<b>10,02</b>
	<b>Zone Les Terres Noires - ST SULPICE</b> (industriel, commercial, services)	<b>24,6</b>	<b>1,30</b>	-
	<b>Zone d'activités Les Cadaux - Gabor - ST SULPICE</b> (activités artisanales, industrielles, logistique, équipement public)	<b>101</b>	<b>22,55</b>	<b>12,75</b>
<b>ZONE COMMERCIALE</b>	<b>Zone d'activités du Rouch - LAVAUUR</b> (activités commerciales)	<b>11</b>	<b>2,00</b>	<b>2,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>224,53</b>	<b>56,12</b>	<b>42,68</b>



Il est à noter que sur la zone d'activités Les Cadaux-Gabor, le solde en ha correspond à 3 secteurs pour lesquels des prospects sont identifiés voire un compromis de vente est en cours (état juillet 2022).



Le foncier disponible dans les périmètres des ZAE existantes se réduit fortement avec la dynamique de développement que connaît le territoire. cela va poser à très court terme la question de l'accès des entreprises au foncier pour permettre la réalisation des projets de création, d'extension... des activités du territoire.

Si certains secteurs disposent encore de quelques surfaces non construites, elles sont quasi exclusivement privées et l'augmentation du coût du foncier va fortement impacter l'accès à ces surfaces résiduelles.

Tableau de synthèse du foncier consommé sur la période 2016-2022

	ENVELOPPE FONCIER SCOT APPROUVEE	RESIDUEL	ECONOMIE Les types de terrain	BIEN ENCLAVES	ECONOMIE ZI créatives	ZONES INDUSTRIELLES	DENSIFICATION
<b>POLE LAVAUUR</b>							
Lavaur	92,4	27,4				2,1	3,6
Labastide-St-Georges	23,7	7,2					0,7
Ambres	12,6	4,1					0,1
<b>POLE SAINT SULPICE</b>							
Saint-Sulpice	67	29,8	4,8		9,8		6,3
Saint-Lieux-les-Lavaur	15,6	10,8					2,2
<b>COMMUNES RURALES</b>							
Azas	13	3,3					0,8
Bannières	4,3	0,6					0,5
Belcastel	4	0,2					
Garrigues	5,6	3,6					1,2
Lacougotte-Cadoul	3,2	0					1
Lugah	7,8	2,2					0,2
Mirzeys	5,2	0,8					0,1
Musac-Séran	7,4	0,8					0,2
Montcabrier	5,1	0,8					0,3
Roquevidal	2,5	0,3					0,0
Saint-Aignan	4,9	3,5					0,1
Saint-Jean-de-Rives	9,7	3,6					0,9
Teulat	7,7	7,4					0,2
Veilhès	1,9	0,7					
Villeneuve-les-Lavaur	2,7	0,3					
Viviers-les-Lavaur	4,5	3,5					
<b>TOTAL</b>	<b>301</b>	<b>111</b>	<b>4,8</b>	<b>2,1</b>	<b>9,8</b>	<b>6,2</b>	<b>16,7</b>

### 4.3. LES TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS AU CŒUR DU DEVELOPPEMENT

Le territoire du Vaurais profite d'une situation géographique stratégique lui offrant une forte accessibilité par différents moyens de transports. Desservi par le train et le bus qui lui permettent de rayonner et de faciliter les déplacements de la population vers le Tarn et Garonne, la Haute Garonne et au sein du département du Tarn, 80% des déplacements des travailleurs se font majoritairement par la voiture individuelle pour les déplacements pendulaires.

Environ 25 000 véhicules circulent sur l'A68 chaque jour, dont 8% de poids lourds. le secteur des transports est l'un des principaux secteurs émetteurs de CO<sub>2</sub> (avec le secteur résidentiel et le secteur agricole). Il représente 28% de la consommation d'énergie du territoire.

Le **co-voiturage** s'est développé à l'échelle du territoire permettant de favoriser l'utilisation des modes collectifs de transports vers les secteurs d'emplois. Le territoire dispose de deux aires de co-voiturage pour participer à la limitation de l'utilisation de la voiture individuelle :

- L'aire de Gabor, déjà existante à l'approbation du SCOT, proposant 124 places dont 5 places PMR, et des places pour les 2 roues motorisées (une dizaine de places).
- L'aire du parc d'activités Les Portes du Tarn mise en service en décembre 2019 d'une capacité de 80 places, dont 4 places PMR.

Cette offre répartie sur les deux échangeurs de l'A68 qui desservent le territoire, répond bien à ce jour aux besoins.

En parallèle, un projet **de pôle d'échange multimodal** est en cours de réflexion sur la commune de St Sulpice la Pointe au niveau de la gare SNCF, des acquisitions foncières sont en cours pour faciliter son aménagement. Ce projet a pour objectif de reconsidérer l'offre en places de stationnement individuel au profit de la réalisation d'un espace pour les bus LIO de la Région permettant de sécuriser l'accès du public et rendre cet espace plus lisible et fonctionnel et faciliter le stationnement des modes doux pour privilégier leur utilisation et ainsi limiter la place de la voiture autour de ce site (actuellement le stationnement des véhicules individuels est très présent et mobilise du foncier).

Saint-Sulpice-La-Pointe fait partie des communes identifiées dans le cadre du projet « Rallumons l'Etoile » projetant le développement d'une offre RER autour des métropoles, depuis l'été 2022.

De plus, les communes de Lavaur et Saint-Sulpice-la-Pointe ont toutes deux développé une **offre locale de déplacements en navettes** pour permettre aux habitants des deux pôles urbains centraux de privilégier ce mode de déplacement, qu'il s'agisse des collégiens et lycéens pour se rendre dans leurs établissements scolaires, rejoindre les gares et arrêts des bus régionaux, des actifs, que les personnes âgées pour leur permettre d'accéder aux marchés, services et commerces de centres-villes plus facilement.

La densification des quartiers périphériques a favorisé le développement de cette offre, devenue indispensable pour les populations.

En parallèle, peu à peu les pistes et bandes cyclable se développent sur le territoire. En complément de ces actions, **la CTRA a fait le choix d'engager prochainement un projet de schéma directeur vélo**, en lien notamment avec le PCAET, dans le but de participer à plus grande échelle au développement d'une offre complémentaire.

Concernant l'offre de déplacement en trains, les deux gares du territoire voient leur utilisation augmenter. Les travaux réalisés pour le doublement de la voie entre Montastruc la Consillère et St Sulpice la Pointe ont renforcé l'attractivité de la gare de St Sulpice, favorisant un engorgement du secteur de la gare élargi avec la présence du stationnement pour les utilisateurs du train.

L'offre régionale se développe également à travers les actions tarifaires engagées par la Région Occitane afin de renforcer la place de ce mode de déplacement dans les pratiques.

Le territoire, à l'appui de sa localisation stratégique, voit se développer une diversité des modes de déplacements et de transports en cohérence avec la diversité des besoins. Des projets privilégiant les mobilités plus raisonnées se mettent en place et seront complétés par des offres à l'étude.



#### 4.4. UNE ARMATURE ECONOMIQUE PROFITABLE A CONFORTER L'ARMATURE URBAINE DU TERRITOIRE

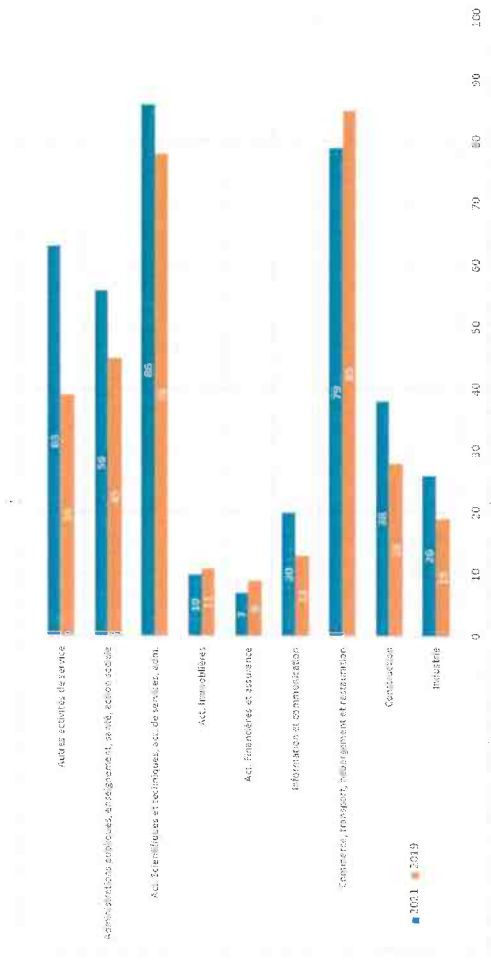
Le territoire du Vaurais bénéficie d'une dynamique économique qui accompagne le développement du territoire depuis plusieurs décennies. Sur la période d'évaluation du SCoT, il est constaté que 80% des activités du territoire sont issues du secteur traditionnel et que le territoire connaît l'émergence d'entreprises de la nouvelle économie.

L'économie du territoire repose très majoritairement sur les entreprises de moins de 10 salariés. On note toutefois une baisse du nombre de salariés en 2019.

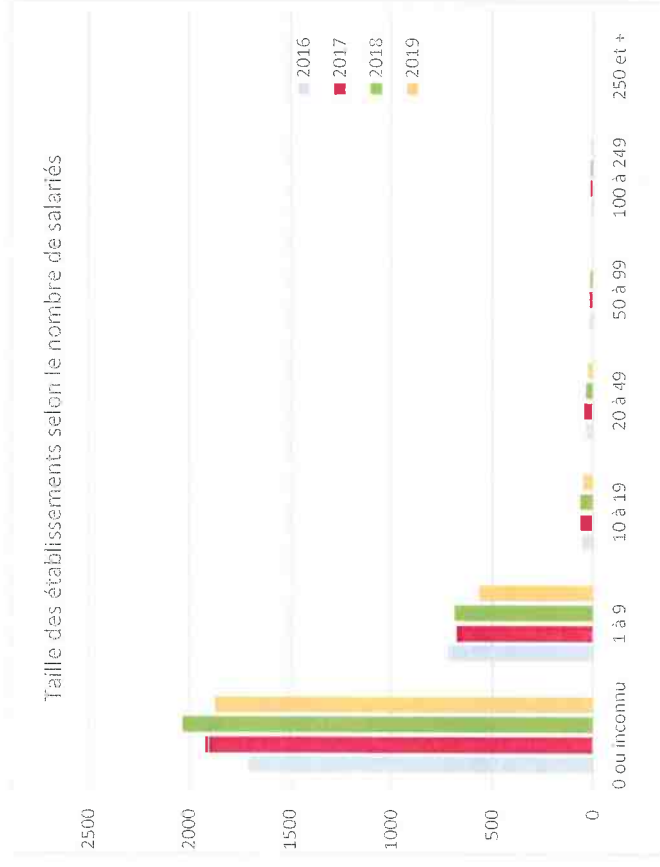
**Le territoire regroupe plus de 3 000 entreprises et qui représentent un total de 10 126 emplois en 2021** répartis dans les différents secteurs d'activités présents, on comptait 9 890 emplois au recensement précédent.

A l'image du Département du Tarn, les emplois locaux sont majoritaires présents dans le tertiaire (plus de ¾ des emplois), puis dans bien moindre mesure dans l'industrie, la construction et enfin l'agriculture.

En 2019, 327 entreprises ont été créées et on en compte 385 en 2021, révélant un dynamique croissante pour le territoire. Elles se répartissent selon les secteurs d'activités suivants en nb d'entreprises).



Depuis le territoire a connu un maintien de cette dynamique de création d'entreprises, même en 2020, année particulièrement impactée par la crise sanitaire et les périodes de confinement.



### Les entreprises, Les Commerçants, Les producteurs

**En 2020, 330 entreprises ont été créées** sur le territoire et la tendance se poursuit. Développement issu de l'émergence notamment des activités de commerce, transports, hébergement et restauration qui représentent plus du 1/4 des établissements du territoire..

Face à l'évolution du commerce, des modes de consommation, des attentes des consommateurs qui se diversifient, des villes qui se transforment et accueillent de nouvelles populations et de nouveaux projets les **Elus de la CCTA ont fait le choix de co-construire avec les commerçants, artisans et les chambres consulaires un plan d'actions stratégiques en faveur du développement et du dynamisme du commerce sur le territoire.**

La première action a été le recrutement d'un manager de commerces pour animer et coordonner ce plan d'actions. Depuis 2019, il est donc à pied d'œuvre auprès des communes du territoire et a participé à développer une identité économique en misant notamment sur les compétences et les productions locales, tout en favorisant l'accueil d'activités qui avaient jusque-là quitté les centres bourgs/villes, dans un esprit de cohésion et complémentarité.. en cohérence avec le développement des secteurs plus périphériques

Au-delà de la création de ces nouvelles entreprises, **le territoire favorise le partenariat entre les différents secteurs économiques du territoire pour leur permettre de mieux se faire connaître et valoriser les savoirs faire de chacun.**

Ces partenariats sont également mis à profit lors de moments forts au cours de l'année pour « s'ouvrir » au grand public (organisation de rencontres producteurs-consommateurs et les mettre en relation avec les professionnels du tourisme, promotion des circuits courts, développement d'un travail d'accompagnement avec les nouveaux porteurs de projets compatibles avec les concepts de commerces, ...).

Ce travail favorise peu à peu **le comblement des locaux commerciaux libres des centres-villes** au profit d'une nouvelle dynamique économique et sociale dans ces secteurs que les populations s'approprient de nouveau.

L'offre locale se retrouve ainsi confortée notamment dans les pôles urbains centraux et les pôles relais en cohérence avec les orientations et les prescriptions du SCOT en limitant la dépendance vis-à-vis des territoires limitrophes et en privilégiant la complémentarité.

**En 2022 le territoire compte plus de 400 commerces, artisans et producteurs confirmant la dynamique engagée.**

### Le tourisme

Ces actions ont été profitables sur la période concernée au développement d'une offre touristique complémentaire tournée vers le tourisme verts et les savoirs faire du territoire (promenade, découverte de producteurs et de leurs activités, valorisation des produits et des artisanats locaux...).

Permettant de participer au renouveau de l'identité touristique fortement impactée par la crise sanitaire, et d'accompagner les professionnels du tourisme en développant un travail partenarial avec eux pour les accompagner au cours de cette période et de dépasser la seule image « d'hébergeur- restaurateurs » en misant sur un concept plus large au profit d'un travail collaboratif avec leurs confrères du tourisme (conseiller sur ce qui peut être fait, valoriser la diversité du territoire, les savoirs faire locaux...).

**Si les sites et l'offre touristique sont restés les mêmes pour le territoire, c'est la diversité des activités proposées qui lui a permis d'affirmer son identité** (visites thématiques, ateliers dédiés aux enfants et aux adultes, nouvelles activités de découvertes...).

Cela favorise le développement d'une offre en gîtes et chambres d'hôtes sur le territoire, bien souvent suite à la réhabilitation et au réaménagement de propriétés historiques et architecturalement identitaires du Vaurais.

En parallèle la CCTA a su mettre à profit un site emblématique du territoire, la base de loisirs intercommunale Ludolac, située sur la commune de St Lieux lès Lavaur. Suite au réaménagement du site, qui a permis d'identifier des espaces dédiés aux activités familiales, à la promenade, à l'accueil de spectacles..., le territoire s'est doté d'une nouvelle image en recréant le lien entre le site et les populations locales et extérieures pour lui donner une nouvelle vie.

**La CCTA collabore au développement de l'offre et de l'activité touristique dans le cadre du PETR Pays de Cocagne** qui regroupe trois intercommunalités (Sor et Agout, Lautrécois Pays d'Agout et Tarn Agout). Des actions communes sont chaque année organisées à l'échelle du PETR Pays de Cocagne pour affirmer

l'identité des territoires qui le compose (les mats de Cocagne en 2021, le Fil bleu en 2022 pour les dernières années).

#### Le parc d'activité « Les Portes du Tarn »

Le parc d'activités a vu la réalisation des aménagements principaux se réaliser avant l'approbation du SCoT.

La commercialisation des terrains dédiés à l'activité économique a débuté en 2017. C'est la partie sud du périmètre du parc qui s'est développé en premier avec l'implantation d'une aire de services au niveau de l'échangeur n°5 qui propose une station-service, plusieurs espaces de restauration et l'entreprise Vinovallie en complément de l'aire de co-voiturage évoquée plus haut. Sur la période d'analyse du bilan du SCoT, un peu moins de 5 hectares ont été consommés pour ce parc d'activités.

A ce jour, un recours auprès du tribunal administratif a totalement stoppé les travaux sur la zone.

Aussi l'impact du développement de ce site reste limité en terme de consommation foncière par rapport à la projection de développement envisagée dans le SCoT, tant en terme d'implantations d'entreprises, qu'en terme d'accueil de population et d'emplois.

**Il sera nécessaire d'observer comment et à quelle échéance le développement du parc d'activités va s'effectuer et à quel rythme par rapport au phasage initialement prévu.**

#### Les zones d'activités des pôles urbains centraux

Conformément aux orientations du SCoT, les ZAE des deux pôles urbains centraux se sont renouvelées par l'accueil de nouvelles activités, voire des extensions d'activités existantes tout en préservant les périmètres existants de ces zones, dans le stricte respect des prescriptions du DOO du SCoT.

Les deux pôles ont ainsi su préserver le foncier au profit majoritairement du secteur de l'habitat. Les prescriptions du SCoT définies ont donc eu un effet positif puisqu'elles ont permis de « canaliser » un développement expansif des zones d'activités. Les prescriptions du SCoT prévoient qu'en cas de création d'une nouvelle

zone d'activités le foncier correspondant sera décompté de l'enveloppe foncière communale et qu'il en sera de même pour le développement de l'économie dans les secteurs constitués, favorisant ainsi le réinvestissement urbain pour l'économie.

Les zones identifiées dans le SCoT approuvé disposent d'espaces résiduels mobilisables pour de nouvelles activités. Pour autant ces capacités se réduisent et se posera alors la question de la poursuite du développement économique du territoire au regard des disponibilités en dehors de ces périmètres.

Comparativement aux surfaces disponibles identifiées dans le SCoT approuvé :

- les zones de Sagnes et du Rouch à Lavarut maintiennent leurs capacités d'accueil (respectivement 19 ha et 2ha),
- le secteur les Clauzades-Mazasses a vu l'implantation d'une entreprise déjà présente sur la commune, qui nécessitait de pouvoir étendre son activité, le solde de surface disponible est de 10 ha,
- la zone des Terres Noires à St Sulpice la Pointe a vu le développement d'activités sur des terrains partiellement occupés (densification par division, voire quelques terrains qui étaient disponibles). A ce jour il ne reste pas de terrain libres sur cette zone. Un bâtiment accueillant précédemment une activité commerciale de produits alimentaires est disponible (activité qui avait besoin de s'agrandir et qui s'est relocalisée sur la même zone sur un nouveau terrain).
- La zone des Cadaux à St Sulpice la Pointe, dispose aujourd'hui d'un peu plus de 11 ha libres sur lesquels des prospects et compromis d'achat sont actuellement en cours.
- Si les actions communales et de la collectivité ont permis et permettent encore de maîtriser le développement économique en limitant son impact sur la consommation foncière, le renouvellement de la ville sur la ville qu'il connaît (réinvestissement et renouvellement urbain, densification...) va nécessairement poser une nouvelle limite à la dynamique que connaît le territoire.

Pour les années à venir, et dans le cadre de l'évolution des documents d'urbanisme pour intégrer la loi Climat et Résilience, **il conviendra de s'interroger sur la place des activités économiques sur le territoire et leurs nouvelles formes au regard des disponibilités réellement mobilisables pour permettre leur implantation/extension.**

## 4.5. UNE ARMATURE NATURELLE CADRE DU PROJET DE SCOT

L'armature naturelle du territoire est abordée dans le SCOT sur deux échelles, les grandes continuités écologiques et la biodiversité ordinaire/de proximité. Elle se définit également en étant compatible avec les 5 objectifs que le Schéma Régional Climat, Air et Energie fixe, à savoir, la réduction des consommations énergétiques, les émissions de gaz à effet de serre, le développement des énergies renouvelables, la qualité de l'air et l'adaptation au changement climatique.

### 4.5.1. LA TVB DU SCOT PRISE EN COMPTE ET INTEGREE AUX PROJETS LOCAUX

Le SCOT a défini des objectifs de protection et valorisation des secteurs agricoles du territoire, qui le constituent majoritairement. Il s'agit de la trame verte et bleue qui a permis de mettre en évidence les zones agricoles et naturelles Arvb et Ntvb qui composent le territoire.

Ces prescriptions et recommandations sont intégrées et traduites dans les documents d'urbanisme locaux.

En complément, parce que les espaces agricoles représentent la plus grande partie du territoire, que les besoins de production alimentaire se développent sur le territoire et que l'évolution du territoire fait partie intégrante de son développement, **les Elus de la CCTA, par le biais du projet de Territoire de la collectivité, ont fait le choix de s'engager dans la promotion des valeurs de l'agriculture dans sa diversité et ses productions locales.**

### 4.5.2. LE POTENTIEL AGRICOLE ELEMENT STRUCTURANT DU TERRITOIRE ET DE SON DEVELOPPEMENT

Pour mieux intégrer cette activité constitutive du territoire du Vaurais, de son économie et de son développement la CCTA a depuis 2020 créée **une commission Circuits Courts** à la vocation plus large.

Cette commission a pour objectif de mieux prendre en compte et soutenir le monde agricole face aux mutations économiques et dans un accompagnement face à la transition agroécologique.

Elle s'est fixée plusieurs objectifs de travail dont notamment **la valorisation des productions locales et de proximité** en mettant en avant les circuits courts et la restauration collective qui sont fédérés à travers des actions qui sont d'ores et déjà mises en place (animations pour mettre plus en lien les populations et les producteurs locaux, 2 écoles réalisent depuis 2022 en interne les repas des enfants : St Lieux lès Lavaur et Teulât).

Un **Projet Alimentaire Territorial** s'est engagé et des ateliers de réflexion sont organisés pour mieux cibler les actions qui seront proposées, réfléchir à l'émergence de nouvelles filières peu voire inexistantes sur le territoire (les marchers par exemple) et sur les pratiques agricoles pour envisager d'autres modèles. Ainsi qu'un travail sur la veille foncière nécessaire au développement et à la préservation de ce secteur d'activités.

### 4.5.3. LA NATURE EN VILLE ET LE PAYSAGE POUR AFFIRMER L'IDENTITE DU TERRITOIRE

La prise en compte des paysages en tant que facteur de composition urbaine des documents d'urbanisme locaux devient la règle pour les cœurs de villes et de bourgs. L'organisation de l'espace, la densification doivent laisser de la place aux espaces de respiration, au végétal et à celle de l'eau dans la constitution des cœurs de ville et de bourgs. Le travail sur les formes urbaines et leurs possibilités d'extensions doit intégrer ces éléments en tant qu'élément structurant du cadre de vie et de l'identité du territoire.

**Les documents d'urbanisme qui ont évolué depuis l'approbation du SCOT, ou sont en cours de révision intègrent ces éléments en complémentarité avec des études plus spécifiques sur le volet naturel.**



C'est le cas notamment pour St Sulpice la Pointe qui a mené une étude urbaine dans laquelle la place de la nature en ville constitue l'un des fondements du développement que les Elus souhaitent porter.  
L'élaboration du PLU de Lavaur en cours travaille également dans ce sens.

C'est également le cas pour la commune d'Ambres qui étudie un projet autour du centre historique de la commune pour le valoriser sur la base d'un espace végétalisé en promontoire de la commune en vue d'une identité naturelle plus affirmée.

C'est aussi le cas à l'échelle de l'intercommunalité qui dispose de sentiers de randonnée et de promenade découverte qui traversent les secteurs ruraux, mais également les cœurs de ville en lien avec les activités de tourisme pour proposer des découvertes des secteurs constitués abordant cette thématique le long du Tarn, de l'Agout.

De plus elle prévoit de soutenir les communes qui veulent mener des actions volontaristes en matière d'aménagements naturels, dans le cadre de son projet de territoire validé en 2022.

L'ensemble du territoire met en œuvre les actions en faveur de la préservation et de la valorisation des secteurs naturels et paysagers en cohérence avec les prescriptions et recommandations du SCoT.

#### 4.5.4. LE CLIMAT ET LES ENERGIES AU PROFIT D'UN DEVELOPPEMENT RAISONNE

Les Elus ont fait le choix de privilégier des recommandations applicables aux documents d'urbanisme locaux sur ces sujets, préférant laisser aux communes la définition d'objectifs et de prescriptions plus ou moins spécifiques pour chaque territoire.

##### Le développement urbain

Le SCoT a défini des « formes urbaines » à intégrer dans les projets de développement communaux pour structurer et maîtriser le territoire et ses évolutions, au profit d'une meilleure prise en compte des incidences sur l'environnement au sens large.

Le SCoT propose d'avoir une vision large de ces sujets pour les traiter de façon transversale et ainsi tenter d'avoir des effets plus forts.

**Pour cela il faut signaler que les communes de Lavaur et de Saint-Sulpice-la-Pointe ont été retenues et participent au programme Petites Villes de Demain, dont l'aboutissement sera la signature d'une opération de revitalisation de territoire (ORT).**

Par ailleurs, **les deux pôles urbains centraux se sont également engagés, en partenariat avec l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie et la CCTA** par convention tripartite, dans l'étude de la requalification de secteurs en friches pour le développement d'opération mixtes de densification et de renouvellement de la ville sur la ville.

En complémentarité le site de l'Arçonnerie à Saint-Sulpice-La-Pointe bénéficie du Fond de recyclage des Fiches Urbaines dans le cadre du plan France Relance.

La commune de Teulat a également signé une convention tripartite avec l'EPF Occitanie et la CCTA pour une opération en cœur de village.

En encourageant, en complément, à l'inscription de projets de réhabilitation du parc ancien de logements du territoire dans les centres villes et cœurs de bourgs (OPAH, réhabilitation thermique, mobilisation des programmes d'aides nationaux...) il est fait le choix de mettre en avant le retour sur le marché de l'immobilier d'un parc existant répondant aux besoins des ménages et justifiant de caractéristiques satisfaisant la réglementation, de **densifier les secteurs, de favoriser le renouvellement et le réinvestissement de la ville sur la ville** profitant à une limitation de la consommation foncière en extension, ...

Pour y arriver la CCTA a engagé l'élaboration d'un PLH en cours et d'une étude pré-opérationnelle qui va permettre le lancement d'une OPAH au cours de l'année 2023.

##### Climat, Air, Energie

En complément, la CCTA a engagé l'élaboration d'un Plan Climat Energie Air Territorial (PCEAT), actuellement en phase de consultation du public. Il s'inscrit et contribue à l'objectif de la région Occitanie : être certifié région à énergie positive d'ici 2050 (qui produit plus d'énergie qu'elle n'en consomme).

Le **PCAET** fixe 5 orientations stratégiques qui sont déclinées en vue d'adapter le territoire aux nouvelles contraintes climatiques, de produire et consommer local, de favoriser les mobilités bas carbone, de prendre le chemin de l'autonomie énergétique et de structurer la politique locale de transition énergétique.

Un programme d'actions et des outils de suivi y sont déclinés pour en mesurer l'avancement et la mise en œuvre.

Par ce projet les Elus de la CCTA affirment leur volonté de définir les actions à mettre en œuvre pour mieux intégrer les questions environnementales dans le développement du territoire.

Il est encore trop tôt, la procédure administrative n'étant pas aboutie, pour savoir s'il répondra à ces objectifs. Cela sera à étudier, tout comme son intégration dans les documents d'urbanisme locaux lors de la prise en compte dans leurs projets. Toutefois, il permettra d'accompagner les Elus dans les choix à faire pour faire face aux changements climatiques et à leurs principales conséquences déjà identifiables sur le territoire (canicules, risque d'inondation, fragilité de la biodiversité).

En parallèle, le territoire voit se développer des réponses plus ou moins importantes pour la production d'énergies non fossiles et ainsi répondre à une partie des besoins du territoire.

C'est le cas avec le développement de sites accueillant des panneaux de production photovoltaïques qui sont identifiés dans les documents d'urbanisme locaux des pôles urbains centraux (site des Bruques à Lavaur et site de Montauty à St Sulpice la Pointe).

Le **territoire bénéficie d'un fort potentiel de développement des énergies renouvelables (solaire et biogaz) qui sont à mettre à profit**. Rappelons que 39% des consommations d'énergie proviennent du résidentiel sur le Vaurais.

De plus, la CCTA et les communes du territoire étudient la mise en place d'ombrières photovoltaïques sur les parkings publics intercommunaux et communaux, ainsi que sur certaines toitures de bâtiments publics adaptées ; exemple de l'école Louisa Paulin à St Sulpice-la-Pointe, pour que l'énergie produite soit mise à profit pour le fonctionnement de l'école.

Cette tendance se retrouve dans les projets privés et le développement photovoltaïque en toiture pour la consommation des ménages. Les déclarations de projet se multiplient sur le territoire depuis le début de l'année 2022 et de l'installation de la crise énergétique (188 dossiers déposés sur l'année 2022, et une augmentation au cours de la seconde moitié de l'année).

Par ailleurs, les communes de Teulat et Saint-Sulpice-La-Pointe s'appuient sur la structure participative ECOT81 pour mener des projets sur ces sujets associant les citoyens.

Pour autant, à l'échelle communale comme intercommunale il est identifié un décalage involontaire entre les réflexions sur les projets, les phases d'études et la réalisation des travaux qui, dans le cas des projets les plus importants, laissent apparaître un écart qui se creuse entre les principes et objectifs de prises en compte

des performances énergétiques à atteindre, des équipements à prévoir et le niveau de performance finalement réalisable.

Le contexte climatique que connaît le territoire du Vaurais avec une accentuation des phénomènes plus marqués en terme de sécheresse, de canicule, d'inondation, de retrait gonflement des argiles... pose **de plus en plus la question de la capacité des territoires à mettre en adéquation leurs projets et des ambitions cohérentes avec les phénomènes identifiés**.

### Les mobilités

La question des mobilités sur le territoire prend de plus en plus de sens pour privilégier une diminution de l'utilisation des voitures individuelles afin de limiter l'impact des gaz à effet de serre sur le territoire.

**Deux aires de co-voiturage** existent, le réseau de bus régional s'est développé, les pôles urbains centraux proposent des navettes communales pour les déplacements quotidiens, **des chemins et pistes cyclables** se développent peu à peu dans les communes... tous ces éléments viennent participer à une meilleure préservation de l'environnement des habitants du territoire.

Pour que les effets soient notables, ils doivent se développer notamment en négociant avec l'autorité régionale organisatrice des mobilités pour améliorer le niveau de service rendu par les transports en commun (train et bus) pour que cela constitue une alternative fiable vis-à-vis des populations.

Il faut rappeler ici l'engagement pris par la CCTA pour lancer l'élaboration d'un schéma directeur vélo pour le territoire du Vaurais.

### Les risques

Les risques identifiés sur le territoire (industriel, inondation, retrait gonflement des argiles, effondrement des berges) sont toujours présents. Les risques « naturels » s'accroissent avec le contexte climatique que connaît le territoire. 4 arrêtés de catastrophe naturelle pour les mouvements différentiels consécutifs à des sécheresses et à la réhydratation des sols ont été pris sur la période d'analyse pour les communes de Lavaur, Saint-Agnan, St Lieux Lès Lavaur et St Sulpice la pointe ; ainsi que 3 arrêtés de restriction d'utilisation de l'eau pour cause de sécheresse au cours de l'année 2022.



## L'eau

Les analyses menées par l'ARPS quant à la qualité des eaux sur le territoire n'a pas relevé en 2021 d'indicateurs d'alerte. L'eau distribuée sur le territoire est de bonne qualité.

Pour répondre aux besoins de développement du territoire à court, moyen et long terme, le SIEMN organise le renforcement des capacités de transport d'eau potable entre Puylaurens et Saint-Sulpice-La-pointe.

Sur la base des projets territoriaux connus, SCoT du Vaurais et le parc d'activités Les Portes du Tam notamment, le SIEMN a identifié le renforcement généralisé de la conduite de distribution pour faire face aux nouvelles demandes.

Ce sont 36 km du réseau actuel qui vont être doublés pour un montant de 10 millions d'euros (montant 2020). Pour mener ces travaux, plusieurs tronçons d'intervention sont phasés depuis.

## 5. LA SYNTHÈSE DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT APPROUVÉ

Sur la base des prescriptions et recommandations du SCoT approuvé et des indicateurs de suivi définis alors, la synthèse thématique de sa mise en œuvre pour la période 2016-2022 peut se résumer ainsi :

## EVALUATION SCOT 2016-2022 – SYNTHÈSE

THEMATIQUES	SOUS-THEMATIQUES	BILAN	COMMENTAIRES ET QUESTIONNEMENTS
Structuration du territoire	Armature du territoire	+	Une armature urbaine qui structure le territoire et prise en compte dans les documents d'urbanisme locaux
	Équipements et services	+	Les équipements et les services ont été maintenus et se sont développés pour répondre aux besoins à l'échelle du territoire Deux équipements structurants identifiés dans le SCOT approuvé ont été réalisés sur la période : le centre aquatique intercommunal L'O Pastel à Lavaur, une école maternelle aux Clauzades à Lavaur
Habitat	Population	- / +	Une population globalement jeune, mais la part des + de 65 ans augmente. La croissance démographique du territoire a fluctué à la baisse par rapport aux prévisions du SCOT, la dynamique de croissance se poursuit et semble reprendre Les communes à proximité de l'A68 maintiennent des croissances plus fortes
	Habitat	+ / -	Le parc se développe pour répondre à l'accueil de population et faire face à l'évolution de la composition des ménages. L'offre locative et la diversité des typologies d'habitats doivent encore être développées (PLH en cours, OPAH lancée en 2023, projets communaux de densification)
	Consommation d'espaces	- / +	Le rythme de consommation foncière reste soutenu. Le secteur résidentiel reste majoritaire en terme de répartition. Les objectifs de consommation selon l'armature territoriale sont globalement respectés. La densification des secteurs constitués est bien engagée essentiellement par le développement du "Bimby"
	Infrastructures de transport	=	Projet d'autoroute Castres-Toulouse déclaré d'intérêt public par l'Etat, le concessionnaire est choisi
Transport - Déplacements	Transports collectifs et modes doux	+	Les mobilités se diversifient et se structurent sur la base de l'armature territoriale du SCOT (co-voiturage, Pole d'Echanges Multimodal à l'étude, modes doux, navettes communales)
	Commerces	+ +	Une offre commerciale contenue dans les secteurs périphériques et en renouvellement. Une offre de proximité dans les centres villes/bourgs en expansion malgré la crise sanitaire
Economie	Zones d'activités	+ +	Un développement contenu dans les périmètres existants par compléments des disponibilités et densification, ainsi qu'un renouvellement de l'offre suite à la crise sanitaire. Parc d'activités Les Portes du Tarn : un développement faible sur la période
	Emploi	=	Le maintien du niveau d'emploi sur le territoire
		-	Une part des actifs toujours dépendante des secteurs d'emplois hors territoire
	Agriculture	+ +	Une armature naturelle et agricole qui joue son rôle (préservation, valorisation) CCTA : la création d'une commission "circuits courts" et le lancement d'un PAT intercommunal
	Tourisme	+	La promotion et la valorisation du territoire sont mises à profit à travers une nouvelle identité touristique en lien avec le PETR Pays de Cocagne et avec l'accompagnement des prestataires
Paysages	Nature en ville	+ +	Un thème plus/mieux intégré dans les projets et avec des ambitions plus importantes qui s'appuient sur l'armature urbaine
	TVB	+ +	Les documents d'urbanisme modifiés ont bien intégré les trames TVB du SCOT et elles sont respectées Les lignes de crêtes sont préservées et les coupures à l'urbanisation respectées. Ces espaces sont valorisés par l'activité touristique en développement (tourisme vert)
Environnement	Climat, Air, Énergie	+ +	Un PCAET en cours de finalisation complémentaire au SCOT pour analyser les impacts du développement et définir les actions à mettre en œuvre
	Risques	+ / -	Les risques identifiés dans le SCOT sont les mêmes, ceux liés au changement climatique s'accroissent

## 6. LE DEVENIR DU SCOT APPROUVE DANS UN CONTEXTE QUI CHANGE

Parallèlement aux trajectoires que le territoire a suivi depuis 2016, les évolutions majeures intervenues au niveau national, régional et local viennent réinterroger les orientations du SCoT définies lors de l'approbation :

- **La commune de Buzet-sur-Tarn a demandé son rattachement à la Communauté de Communes voisine, Val Aigo.** Ce rattachement est effectif depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2018. Depuis cette date le périmètre de la CCTA est donc composé de 21 communes.  
Conformément à l'article L.143-11 du code de l'urbanisme, lorsqu'une commune se retire de l'établissement public prévu à l'article L.143-16 dans les conditions définies par le code général des collectivités territoriales aux articles 35 et 40 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ou aux articles L.143-12 ou L. 143-13 du code de l'urbanisme, la décision de retrait emporte réduction du périmètre du SCoT et abrogation des dispositions du SCoT sur la commune retirée. Il convient donc d'actualiser le périmètre du SCoT approuvé.
- **La réglementation encadrant le SCoT** a fortement évoluée depuis 2016, avec notamment la loi pour l'Engagement du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN) adaptée en 2018 et ses ordonnances relatives à la hiérarchie des normes et à la modernisation des SCoT en 2020, et plus récemment la loi Climat et Résilience adoptée en août 2021 qui impose aux SCoT des objectifs renforcés en matière de sobriété foncière à intégrer dans les SCoT au plus tard le 22 août 2026.
- **Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADET)** Occitanie a été approuvé par le Préfet de Région le 14 septembre 2022 et fixe un nouveau cadre régional

que le SCoT doit prendre en compte. Il doit lui aussi intégrer à court terme (février 2023) les dispositions de la loi Climat et Résilience et plus particulièrement l'objectif de réduction de la consommation qui doit être territorialisé.

La Région a engagé dès l'approbation une modification du SRADET pour intégrer la loi et la territorialisation du développement. A ce jour, le phasage prévu pour la modification ne permet pas de respecter le délai fixé par la loi Climat et Résilience. Ce qui constitue une inquiétude forte pour les territoires qui ne savent pas quelles seront les règles de territorialisation à intégrer dans les documents d'urbanisme locaux (SCoT, PLU, Cartes Communales). En l'absence de territorialisation dans le SRADET, c'est la règle du -50% qui s'appliquerait de manière uniforme pour tous les territoires.

**La communauté de Communes TARN-AGOUT s'est engagée en avril 2019 dans l'élaboration d'un Plan Climat Air, Energie, Territorial (PCAET)** qui définit un plan d'action pour structurer les initiatives en faveur de l'environnement en mobilisant tous les acteurs publics, économiques, sociaux et environnementaux et faciliter l'émergence d'actions locales concrètes en faveur du climat. Le projet de PCAET a été arrêté en juin 2022 et transmis aux personnes publiques associées. Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2022, le document complet est mis à la disposition du public pour consultation. Le SCoT, document cadre d'expression du projet de territoire de la CCTA, doit mettre en cohérence et territorialiser les ambitions du PCAET sur l'ensemble des sujets.

**La CCTA a engagé une étude pré-opérationnelle OPAH** qui va permettre au cours de l'année 2023 la mise en place d'une animation pour favoriser la réhabilitation de logements pour leur remise sur le marché (location et accession) pour répondre aux besoins des populations actuelles et futures en limitant l'impact sur la consommation foncière et l'artificialisation. En parallèle il sera nécessaire d'intégrer les enjeux identifiés par le PLH en cours d'élaboration.

Les indicateurs de suivi listés dans le SCoT l'ont été en fin d'élaboration du projet de SCoT sur la base des thématiques traitées dans le projet.

Toutefois, l'évaluation a permis de constater qu'il est nécessaire de les définir au fur et à mesure de la rédaction du SCoT pour en vérifier la pertinence, la capacité à apporter des réponses, et d'identifier la disponibilité des données mobilisables. L'élaboration, sur cette base, d'un suivi plus fin tout au long de la mise en œuvre apparaît nécessaire, bien que la période pour mener l'analyse soit relativement courte pour bien appréhender certains critères et effets de la mise en œuvre.

Au regard de l'évaluation de la mise en œuvre du SCoT et de l'ensemble des éléments évoqués ci-dessus, **il est proposé prescrire la révision du SCoT** afin notamment :

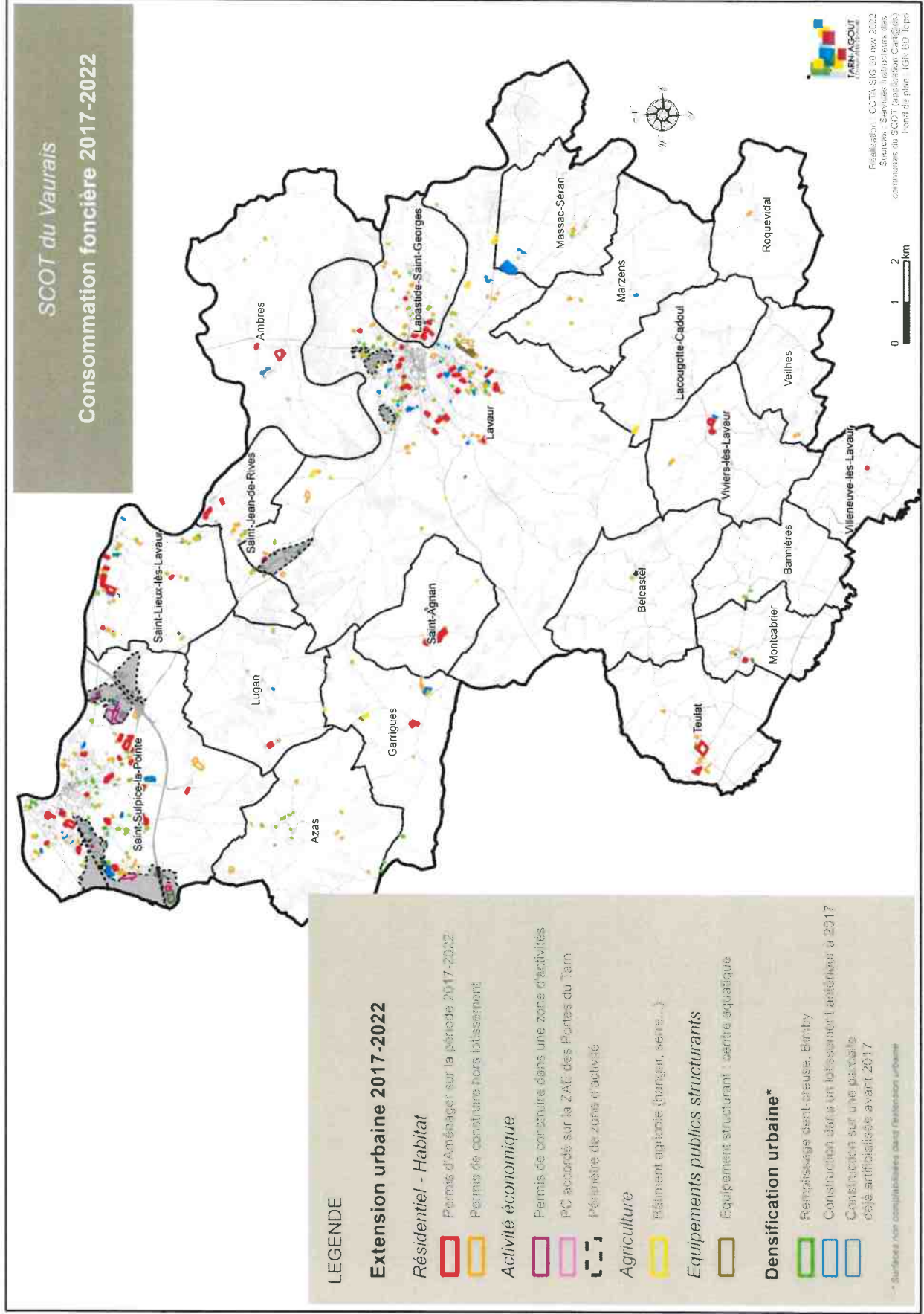
- **D'ACTUALISER** le périmètre d'application du SCoT aux 21 communes membres, consécutif au départ de la Commune de Buzet-sur-Tarn,
- **D'INTEGRER** les actions définies dans le cadre du PCAET lorsqu'ils sera approuvé,
- **D'ELABORER** un document modernisé intégrant les dispositions issues de la loi ELAN relative à la modernisation des SCoT, de prendre en compte les enjeux du PLH en cours d'élaboration et de la mise en œuvre de l'OPAH qui débutera courant 2023 pour intégrer les évolutions du parc et projeter un rééquilibrage de l'offre à l'échelle du territoire,
- **DE REPENDRE** aux nouveaux objectifs fixés par la loi Climat et Résilience en matière de réduction la consommation foncière et de lutter contre l'artificialisation des sols,
- **DE METTRE** le SCoT et les PLU en compatibilité avec le futur SRADDET en cours de modification et intégrant la territorialisation des objectifs de consommation foncière issue de la loi Climat et Résilience.

## ANNEXES

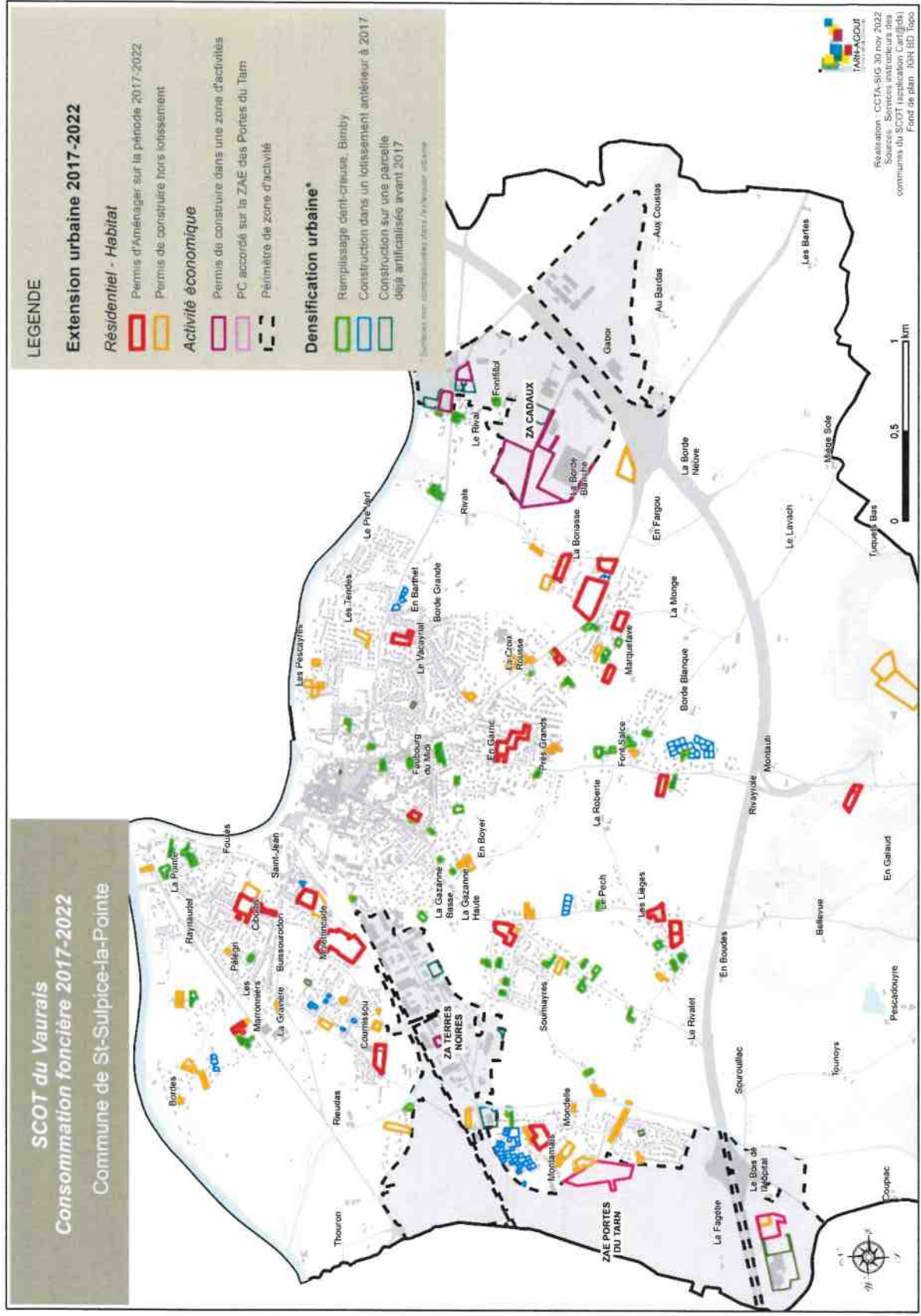
LE SCOT A ETE APPROUVE LE 12 DECEMBRE 2016  
IL A ETE FAIT LE CHOIX DE DEBUTER L'ANALYSE DE L'EVALUATION DE LA CONSOMMATION  
FONCIERE ET DE L'ARTIFICIALISATION DU TERRITOIRE AU 1ER JANVIER 2017



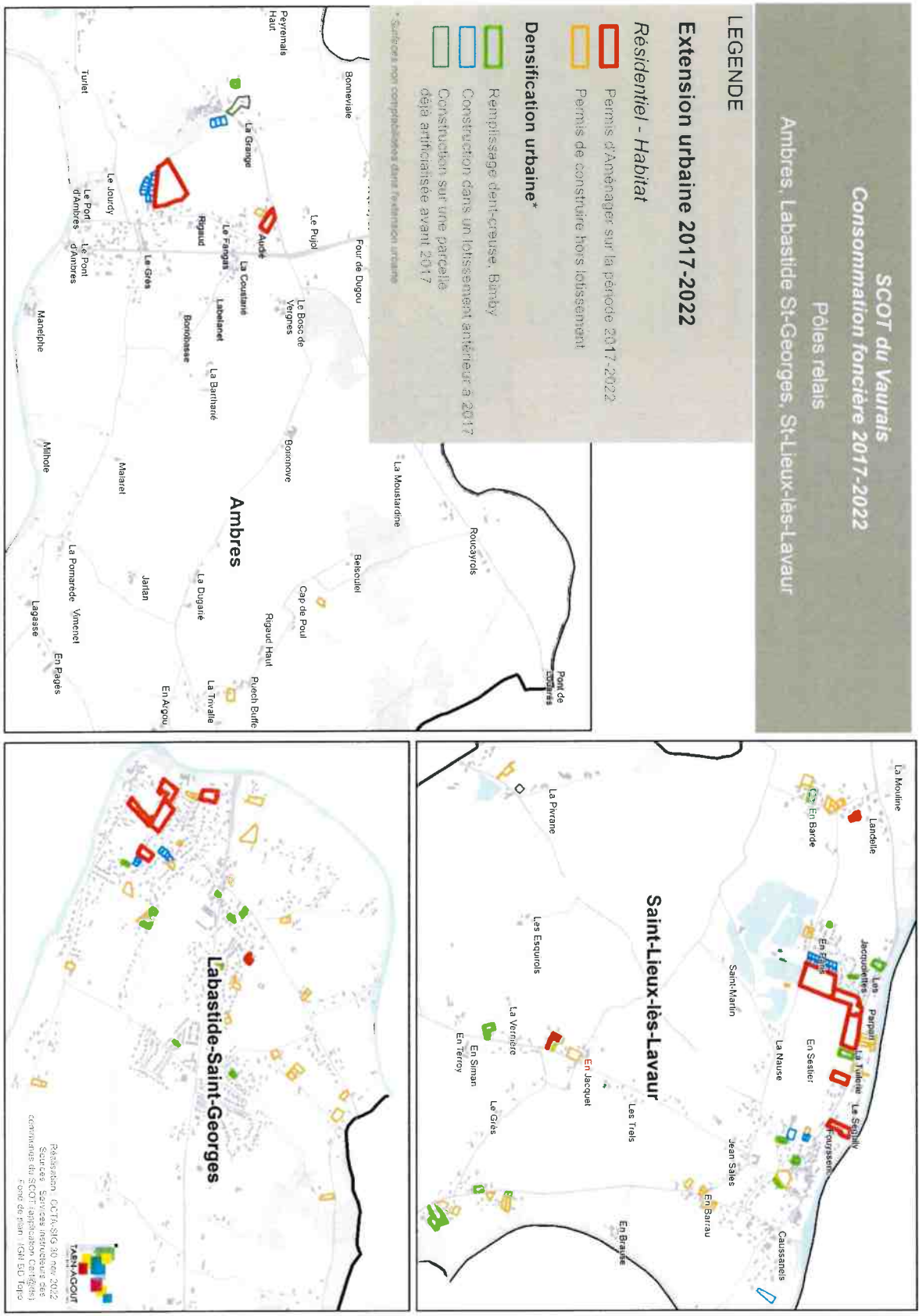












CC TARNAGOUT

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : DE-2022-127

avec 1 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : SCOT DU VAURAI : APPROBATION DU RAPPORT DEVALUATION DE LA MISE EN UVRE DU SCOT  
2016-2022 ET PRESCRIPTION DE LA REVISION DU SCOT

Nature : Délibérations

Matière : Domaines de competences par themes - Amenagement du territoire

Date de télétransmission : 15/12/2022

Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DL-2022-127 APPROBATION RAPPORT D EVALUATION DU SCOT DU VAURAI 2016-2022 ET MISE EN REVISION.pdf

Annexes :

1 - EVALUATION 2016-2022 RAPPORT SCOT.pdf

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-DE-2022-127-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du 8 Décembre 2022**

COMMUNAUTE  
DE COMMUNES  
TARN-AGOUT  
Rond-Point de Gabor  
81370 ST-SULPICE  
☎ : 05.63.41.89.12

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi huit décembre à dix-huit heures trente, le Conseil communautaire de la Communauté de communes TARN-AGOUT, légalement convoqué le premier décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de communes à St-Sulpice-la-Pointe, sous la présidence de M. Gérard PORTES, Président de la Communauté de communes TARN-AGOUT.

**Conseillers communautaires présents avec voix délibérative :****NOMBRE DE MEMBRES :**

Afférents au Conseil Communautaire : 50  
En exercice : 50  
Qui ont pris part à la délibération : 30  
Nombre de procurations : 12  
Date de convocation : 1<sup>er</sup> décembre 2022  
Date d'affichage : 1<sup>er</sup> décembre 2022

COMMUNES MEMBRES	CONSEILLERS TITULAIRES OU SUPPLEANTS
AMBRES	-
AZAS	M. Laurent LACOURT (Titulaire)
BANNIERES	M. Gérard PORTES (Titulaire)
BELCASTEL	M. Christophe ESPARBIE (Titulaire)
GARRIGUES	M. Pierre COMOY (Titulaire)
LABASTIDE-ST-GEORGES	M. Jean-Claude RIGAL (Titulaire)
LACOUHOTTE-CADOUL	M. Gérard REX (Titulaire)
LAVAUUR	Mme Chantal GUIDEZ (Titulaire) M. Jean-Marie VIDAL (Titulaire) Mme Isabelle BALAT (Titulaire) M. Bernard LAMOTTE (Titulaire) Mme Marie-Christine IMBERT (Titulaire) Mme Pauline ALBOUY POMPONNE (Titulaire)
LUGAN	M. Xavier CRÉMOUX (Titulaire)
MARZENS	-
MASSAC SERAN	Mme Viviane BONHOMME (Titulaire)
MONTCABRIER	M. Didier BELAVAL (Titulaire)
ROQUEVIDAL	M. Jean-Marie JOULIA (Titulaire)
ST-AGNAN	Mme Brigitte PARAYRE (Titulaire)
ST-JEAN-DE-RIVES	-
ST-LIEUX-LES-LAVAUUR	M. Gilles CORMIGNON (Titulaire)
ST-SULPICE-LA-POINTE	M. Raphaël BERNARDIN (Titulaire) Mme Nathalie MARCHAND (Titulaire) (de DL-2022-125 à DL-2022-128) M. Bernard CAPUS (Titulaire) M. Christian JOUVE (Titulaire) Mme Laurence BLANC (Titulaire) M. Laurent SAADI (Titulaire) (de DL-2022-112 à DL-2022-128) M. Maxime COUPEY (Titulaire) M. Jean-Pierre CABARET (Titulaire) M. Julien LASSALLE (Titulaire)
TEULAT	Mme Sabine MOUSSON (Titulaire)
VEILHES	-
VILLENEUVE-LES-LAVAUUR	M. Michel BOUYSSOU (Titulaire)
VIVIERS-LES-LAVAUUR	M. Jean-Paul ROCACHE (Titulaire) (de DL-2022-123 à DL-2022-128)

**Conseillers Titulaires absents et excusés :** M. Daniel MARQUES (*pouvoir à M. Laurent SAADI*) (Ambres), M. Emmanuel JOULIÉ (*pouvoir à M. Gérard PORTES*) et Mme Véronique CATHALA-AMIRAULT (*pouvoir à M. Jean-Claude RIGAL*) (Labastide St-Georges), M. Bernard CARAYON (*pouvoir à M. Bernard LAMOTTE*), M. Philippe VANTAU, Mme Marie-Claire MARIIGNOL (*pouvoir à Mme Chantal GUIDEZ*), M. William RENAULT, Mme Frédérique REMY, M. Justin LARUE (*pouvoir à M. Jean-Marie VIDAL*), Mme Karine GUIRAUD (*pouvoir à Mme Isabelle BALAT*), M. Michel BONHOMME (*pouvoir à Mme Marie-Christine IMBERT*), M. Emmanuel DAVID (*pouvoir à Mme Pauline ALBOUY POMPONNE*) et M. Vincent THÉNARD (Lavaur), M. Didier JEANJEAN (Marzens), M. Jean SENDRA (Saint-Jean-de-Rives), Mme Nadia OULD AMER (*pouvoir à M. Maxime COUPEY*), Mme Andrée GINOUX (*pouvoir à Mme Nathalie MARCHAND*), Mme Laurence SÉNÉGAS (*pouvoir à Mme Laurence BLANC*) et Mme Malika MAZOUZ (Saint-Sulpice-la-Pointe) et M. Benoît CATALA (Veilhès).

Secrétaire de séance : Mme Brigitte PARAYRE (Saint-Agnan)



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 DECEMBRE 2022**

**OBJET DE LA DELIBERATION :** **CONVENTION DE PARTENARIAT AGENCE DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT (ADIL) DU TARN /COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TARN-AGOUT**

**(DELIBERATION N° DL-2022-128)**

A la demande de M. le Président, Mme Brigitte PARAYRE, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente en charge de la commission Urbanisme / Habitat, rappelle à l'Assemblée que, la convention de partenariat signée entre l'Agence Départementale d'Information sur le Logement du Tarn (ADIL 81) et la Communauté de communes Tarn-Agout (CCTA) arrive à échéance fin 2022.

Pour rappel, l'ADIL a pour vocation d'informer gratuitement les habitants et les professionnels du territoire en matière de logement, afin de les aider à mieux connaître leurs droits et devoirs et à sécuriser les projets d'accession à la propriété. En effet, une partie des habitants rencontre des difficultés croissantes à se loger dans des conditions financières compatibles avec leurs ressources. Parallèlement, le droit applicable à ce domaine est complexe et méconnu.

La CCTA s'est engagée dans une politique de soutien au logement, tant en matière de rénovation de l'habitat (OPAH), que de développement d'une offre locative à loyer modéré et de maîtrise foncière. La sécurisation des projets d'accession à la propriété, notamment des ménages modestes, est également une problématique prégnante sur le territoire communautaire.

De plus, les Communes de Lavaur et de Saint-Sulpice-la-Pointe se sont engagées dans le cadre du programme « Petites villes de demain » qui prend en compte la problématique de l'habitat.

Les questions traitées par l'ADIL sont nombreuses et portent notamment sur : les éléments à prendre en compte pour le choix d'un logement, l'environnement juridique et financier de l'amélioration de l'habitat, les prêts et aides au logement, l'établissement d'un plan de financement adapté à la situation d'un particulier, les responsabilités en matière de construction, les questions d'assurances liées à la construction et au logement, le droit à la location, la copropriété, les relations avec les professionnels de l'immobilier, les droits de mutation et l'ensemble des frais annexes, la fiscalité immobilière ...

Dans le cadre de l'amélioration de l'habitat, l'ADIL est un partenaire privilégié pour renseigner les particuliers sur les dispositifs existants comme les subventions de l'ANAH, l'éco-prêt à 0%, le crédit d'impôt développement durable, les analyses de financement des opérations d'accession à la propriété, ou d'investissement locatif dans le parc ancien.

Elle est également un interlocuteur privilégié pour assister les maires dans l'exercice de leur pouvoir de police sur la problématique d'habitat indigne.

La convention de partenariat proposée prévoit l'organisation de permanences au sein des deux Maisons France services intercommunales situés à Lavaur (Espace St-Roch) et à St-Sulpice-la-Pointe (Espace Sicard Alaman) tous les 3<sup>ème</sup> lundis de chaque mois. L'ADIL peut également, à la demande, animer d'autres actions comme des réunions collectives et participer à des forums.

Il est donc proposé de renouveler cette convention pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 et de soutenir l'ADIL financièrement en octroyant une subvention forfaitaire annuelle de 1500 €.

Le Conseil communautaire ainsi informé,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et L. 2121-29,
- Vu le projet de convention de partenariat ADIL 81 / Communauté de communes TARN-AGOUT qui lui a été remis,
- Vu l'avis favorable de la commission Urbanisme & Habitat et du Bureau communautaire en date du 23 novembre 2022,
- Entendu l'exposé de Mme Brigitte PARAYRE, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente en charge de la commission Urbanisme / Habitat,

Et après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE

- APPROUVE, telle qu'elle est présentée en annexe, la convention de partenariat ADIL 81 / Communauté de communes TARN-AGOUT.
- HABILITE M. le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents se rapportant à cette décision, notamment ladite convention ainsi que ses éventuels avenants.
- INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

Fait et délibéré à St-Sulpice-la-Pointe, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme.

Le Président



Gérard PORTES



La secrétaire de séance



Brigitte PARAYRE





## CONVENTION DE PARTENARIAT

### **Entre La communauté de communes Tarn Agout**

située Espace Ressources – Rond Point de Gabor- 81370 SAINT-SULPICE-LA-POINTE  
Représentée par son Président, Monsieur Gérard Portes, dûment habilité par délibération du  
Conseil communautaire en date du 8 décembre 2022

Ci-après désignée par les termes « La communauté de communes ».

### **D'UNE PART**

#### **ET L'ASSOCIATION « ADIL 81 »**

Déclarée en préfecture du Tarn, le 23/01/1997 sous le n°w 811002513, dont le siège social se  
situe résidence Leclerc, 3 boulevard Lacombe, 81 000 Albi,  
représenté son Président, M. Gilles Turlan, dûment habilité,

Ci-après désignée par les termes « L'association »

### **D'AUTRE PART**

### **PREAMBULE**

Une partie de la population de la communauté de communes rencontre des difficultés croissantes à se loger dans des conditions financières compatibles avec ses ressources. Parallèlement, le droit applicable à ce domaine est complexe et méconnu. Par ailleurs, la communauté de communes s'est engagée dans une politique de soutien au logement, tant en matière de rénovation de l'habitat (OPAH), que de développement d'une offre locative à loyer modéré et de maîtrise foncière. La sécurisation des projets d'accession à la propriété, notamment des ménages modestes, est également une problématique prégnante sur le territoire communautaire. Par ailleurs, deux communes du territoire se sont engagées dans le cadre du programme « Petite ville de demain », qui prend en compte la problématique habitat.

L'action de l'ADIL a pour vocation d'informer gratuitement la population de la communauté de communes et les professionnels du secteur en matière de logement, afin de les aider à mieux connaître leurs droits et leurs devoirs, à sécuriser les projets d'accession, et à accompagner l'investissement locatif. Afin d'assurer le développement de son action, l'ADIL a saisi la communauté de communes d'une demande de subvention.

Compte tenu du caractère d'intérêt général qui s'attache à cette mission d'information, la communauté de communes entend soutenir l'action de l'ADIL en lui octroyant la subvention de fonctionnement demandée.

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> - OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, l'ADIL s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à développer ses actions en matière de conseil et d'information juridiques, fiscales et de financement concernant le logement, à destination des particuliers et professionnels intervenant dans ce domaine.

Pour sa part, la communauté de communes s'engage à soutenir financièrement l'ADIL dans la réalisation de cet objectif, par le versement d'une subvention.

### **ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans.

Elle est ensuite reconduite tacitement chaque année, sous réserve de la présentation par l'association, un mois après la tenue de l'assemblée générale et, au plus tard, à l'expiration d'un délai de six mois suivant la clôture de l'exercice comptable, des documents mentionnés à l'article 5.

La communauté de communes notifie chaque année le montant de la subvention.

### **ARTICLE 3 - MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION**

L'ADIL tient plusieurs permanences, au siège social à Albi, et dans 7 communes du département : Castres, Saint-Sulpice, Lavaur, Gaillac, Graulhet, Mazamet et Carmaux. Les deux permanences mensuelles ont lieu dans les Maisons France Service, à Lavaur et à Saint Sulpice, le 3<sup>ème</sup> lundi de chaque mois. D'autres actions, réunions collectives, forums ...peuvent être envisagées en tant que de besoin.

Les questions traitées par l'ADIL sont:

- les éléments à prendre en compte pour le choix d'un logement,
- l'environnement juridique et financier de l'amélioration de l'habitat,
- les prêts et aides au logement,
- l'établissement d'un plan de financement adapté à la situation d'un particulier, et la délivrance d'un passeport « accession » dans le cadre de la sécurisation des projets d'accession, en lien avec l'accompagnement le cas échéant de la collectivité,
- le droit des contrats en accession à la propriété et en construction,
- les responsabilités en matière de construction,
- les questions d'assurances liées à la construction et au logement,
- le permis de construire et les règles d'urbanisme,
- le droit à la location,
- la copropriété,
- les relations avec les professionnels de l'immobilier,
- les droits de mutation et l'ensemble des frais annexes,
- la fiscalité immobilière.

Dans le cadre de l'amélioration de l'habitat,, l'ADIL est un partenaire privilégié pour renseigner les particuliers (propriétaires occupants et bailleurs) sur les dispositifs existants comme les subventions de l'ANAH, l'éco-prêt à 0%, le crédit d'impôt développement



durable, les analyses de financement des opérations d'accèsion à la propriété, ou d'investissement locatif dans le parc ancien...

L'ADIL est également un interlocuteur privilégié pour assister les maires dans l'exercice de leur pouvoir de police sur la problématique d'habitat indigne.

L'ADIL s'engage à produire un retour d'information régulier sous forme de synthèses concernant l'évolution des consultations et des thèmes abordés par type de public (particuliers, propriétaires bailleurs, locataires etc.). Les informations seront dans la mesure du possible analysées par sites.

Ce service vise avant tout à renforcer la rapidité, la proximité et l'accès aux informations pour les administrés des communes dont la taille ne permet pas de disposer de l'expertise technique suffisante, notamment dans le cadre des actions menées par la communauté de communes.

Pour l'exécution de cette mission, l'association mobilise les moyens suivants :

- 1 directeur
- 4 juristes
- 1 secrétaire

L'ADIL s'engage par ailleurs à fournir à la communauté de communes son expertise et les données qu'elle pourra obtenir et exploiter sur le territoire concerné, afin d'aider la communauté de communes à orienter et parfaire son action en matière de politique de l'habitat.

Une annexe à la présente convention précise, pour la réalisation de l'objet mentionné à l'article 1<sup>er</sup> :

- les moyens affectés par l'association (détail des autres financements attendus, et des ressources propres) ;
- et les contributions non financières dont l'association dispose (mise à disposition de locaux, de personnel...).
- L'association s'engage à signaler à la communauté de communes toute modification intervenue dans ses statuts et dans la personnalité des membres de direction.

#### **ARTICLE 4 - MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Pour la première année, le montant de la subvention s'établit à 1500 €.

Pour les années suivantes, les montants prévisionnels s'établissent à :

Pour la deuxième année : 1500 €

Pour la troisième année : 1500 €

La subvention annuelle sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

Les versements seront effectués au compte bancaire de l'ADIL, sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées à l'article 5 :



#### Détail IBAN/RIB

<b>Banque Populaire Occitane</b>				
Titulaire du compte/Account holder <b>ADIL 81</b>				
RESIDENCE LECLEUR <b>3 BOULEVARD LACOMBE 81000 ALBI</b>				
Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos clients ou à toute autre personne à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiements de quittances, etc.). Son utilisation vous garantit le bon enregistrement des opérations en cause et vous évite ainsi des réclamations pour erreurs ou retards d'imputation. This statement is intended for your payees/clients/ payors when setting up direct debit, standing orders, transfers and Payment. Please use this bank account statement when booking transactions. It will help avoiding execution errors which might result in unnecessary debits.				
<b>Relevé d'identité bancaire / Bank details statement</b>			<b>BIC (Bank Identification Code)</b>	
IBAN (International Bank Account Number) <b>FR76 1780 7006 1103 4192 0175 0211</b>			<b>CCBPFRPP33</b>	
Code Banque	Code Guichet	N° de compte	CRP RIB	Désignation / Paying Bank
17807	00411	03419201756	21	BP OCCITANE ALBI
<a href="#">Télécharger au format PDF</a>				
Sécurité Services Clients		BPCE		BRANQUE POPULAIRE OCCITANE

## ARTICLE 5 - OBLIGATIONS COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association a l'interdiction de reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, collectivités privées ou œuvres.

Les fonds qui lui sont octroyés pour cette mission, par la communauté de communes, sont affectés conformément à ses statuts. Ils visent à pourvoir à son fonctionnement afin que l'association puisse informer gratuitement les consultants en face-à-face à son siège ou lors de permanences ou par téléphone.

L'association s'engage à fournir à la communauté de communes, chaque année :

- le compte rendu financier de ses actions, conforme à l'objet social de l'association, signé par le Président et le trésorier de l'association, avant le 1er juillet de l'année suivante,
- les comptes annuels (bilans, comptes de résultat et annexes), attestant de la conformité des dépenses effectuées, par rapport à l'objet de la subvention versée.

La comptabilité de l'association sera tenue conformément au plan comptable en vigueur.

Conformément à l'article L612-4 du Code du Commerce et à l'article 10 de la loi du 12 avril 2000, les associations percevant au moins 153 000 euros d'aides publiques, ou dont 50 % des recettes proviennent de subventions publiques, doivent faire certifier leurs comptes annuels par un commissaire aux comptes et déposer ceux-ci, ainsi que les conventions, budgets et comptes rendus financiers, à la préfecture du département où se trouve leur siège social.

L'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la communauté de communes tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les plus brefs délais.

## ARTICLE 6 - SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de la convention par l'association, et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 10, l'administration peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.



#### **ARTICLE 7 - EVALUATION**

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la communauté de communes de la réalisation de l'objectif prévu par la présente convention, notamment par l'accès à toute pièce justificative (bilan d'activité, etc), dont la production serait jugée utile.

L'évaluation opérée par la communauté de communes porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er, sur l'impact attendu par les actions ou des interventions au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général et, s'il y a lieu, sur les prolongements susceptibles de leur être apportés dans le cadre d'une éventuelle nouvelle convention.

#### **ARTICLE 8 - AVENANT**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Cet avenant précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

Fait à Albi, en trois exemplaires, le

Gérard PORTES  
Président  
Communauté de communes TARN-AGOUT

Le président de l'ADIL 81



CC TARN AGOUT

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : DE-2022-128

avec 1 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 08/12/2022

Objet : CONVENTION DE PARTENARIAT AGENCE DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT (ADIL) DU TARN / COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT

Nature : Délibérations

Matière : Finances locales - Subventions

Date de télétransmission : 15/12/2022

Agent de transmission : Patricia BALLAND

Acte : DL-2022-128 CONVENTION PARTENARIAT ADIL - CCTA.pdf

Annexes :

1 - 14-Convention de partenariat ADIL.pdf

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## Accusé de Réception

LA SOUS-PREFECTURE

DEPARTEMENT 081 / ARRONDISSEMENT 2

Identifiant de l'acte : 081-200034023-20221208-DE-2022-128-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 15/12/2022